



AMBROISE GOT

La Terreur en Bavière

Librairie académique PERRIN et Cie.

LA TERREUR EN BAVIÈRE

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

L'Allemagne après la Débacle. (Imprimerie Strasbourgeoise, Strasbourg. Paris.)

La Contre-révolution allemande. (Imprimerie Strasbourgeoise. Paris.)

Henry Becque, sa vie et son œuvre. (Crès et Cie. Paris.)

L'Allemagne a l'œuvre. (Imprimerie Strasbourgeoise.)

The case of Miss Cavell. (Hodder and Stoughton. Londres.)

L'affaire Miss Cavell. (Plon-Nourrit et Cie.)

L'Avenir des relations franco-allemandes (Et. Chiron).

E. GREVIN — IMPRIMERIE DE LAGNY

AMBROISE GOT

LA
TERREUR EN BAVIÈRE

PARIS
LIBRAIRIE ACADÉMIQUE
PERRIN ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS
35, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 35
1922



PRÉFACE

Si j'ai choisi comme sujet d'études, dans l'histoire déjà si embrouillée de la Révolution allemande, l'épisode de la Commune bavaroise, c'est en premier lieu parce qu'elle est peu connue à l'étranger, mal définie en Allemagne même, en deuxième lieu qu'elle m'a semblé le phénomène le plus caractéristique de l'ère révolutionnaire, autant par l'intensité du mouvement, par ses origines et ses répercussions que par l'originalité des types qui l'attisèrent et en prirent la direction.

Alors que, pour des raisons diverses, généralement à cause de l'indifférence de la grande masse de la population et aussi de la tiédeur de certains chefs, les tentatives spartakistes échouaient ailleurs, en Bavière, où le terrain semblait pourtant moins bien préparé, les communistes réussirent à établir pendant quelques semaines une dictature en tous points semblable à celle qui sévit encore en Russie et qui, à la même époque, subjuguait la Hongrie.

Il est vrai que ce ne fut qu'une caricature du sovié-

moins libéral de l'Allemagne et le plus anti-démocratique. Nous en sommes pour une bonne part responsables, car depuis la signature de l'armistice nous y avons toléré les manifestations les plus outrancières dans l'illusion absurde qu'elles évolueraient en notre faveur, sans que nous ayons besoin de dire un mot ou de faire un geste. Comme il fallait s'y attendre, le machiavélisme des pangermanistes les a savamment utilisées dans le sens de leurs fins particulières.

Et aujourd'hui nous en sommes réduits à multiplier nos intimations, dont le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elles restent généralement sans effet quand on ne les tourne pas ouvertement en dérision.

* * *

J'ai été de longs mois après l'armistice, en Suisse et en Allemagne, le témoin impuissant et attristé de l'inertie et de l'impéritie de nos gouvernants autant que de nos services de propagande. C'est ainsi que j'ai pu assister à l'explosion de la crise communiste de Munich, en connaître les animateurs, en analyser les tenants et les aboutissants. Il est difficile de trouver un cas pathologique — cette crise relève de la pathologie — aussi curieux et aussi « ramassé », aussi complet dans ses développements et surtout aussi fructueux par ses suites.

L'Allemagne a mis une espèce de pudeur à voiler devant le monde les turpitudes qui s'accomplirent à Munich pendant cette ineffable saturnale [1] à laquelle succéda une terreur blanche plus sanguinaire et, si c'est possible, plus abjecte encore.

1. Ceci s'applique surtout à la terreur blanche, dont les forfaits ont été soigneusement dissimulés.

A mon su aucun historien allemand n'a encore relaté les insanités des uns, ni les forfaits des autres et les seuls documents dont j'ai pu disposer sont, avec mes observations personnelles et les témoignages directs de certains acteurs du drame, les recueils des manifestes de la Première Révolution et de la Commune, arides et froides compilations malaisées à dépouiller [1].

Mais pour reconstituer le grand drame, j'ai surtout eu recours aux dépositions telles qu'elles ont été enregistrées au cours des innombrables procès qui ont suivi la répression du communisme. La confrontation de ces dépositions m'a permis d'élaguer toutes les légendes qui se sont constituées au lendemain du drame et de ne retenir que les faits patents, corroborés par plusieurs témoins [2].

Sans parti-pris, sans prévention, je me suis appliqué à arracher la vérité de la gaine de contradictions où trop souvent elle était étranglée. Si j'ai contribué à projeter un peu de lumière sur l'une des tragédies les plus affreuses et les moins connues de notre époque, je serai

1 Die *Neue Zeit in Bayern*, par le docteur Franz-August Schmidt, Munich.

Die Zeit der zweiten Révolution in Bayern, par le docteur Franz-August Schmidt, Munich.

Die Munchener Raeterepublik, par Marx Gerstl, Munich.

Citons encore un pamphlet sans grande valeur historique, édité par la *Freiheit*, Berlin : *Die Munchener Tragoedie*, pour les besoins de la propagande socialiste, et un cahier illustré tout à fait superficiel : *Ein Jahr bayrische Revolution*, par Emil Herold, Munich.

Les débats des procès du comte Arco et de Lindner ont été reproduits dans leurs grandes lignes en deux fascicules édités par le *Verlag der politischen Zeitfragen*, Munich.

2. Ceci s'applique aussi bien aux faits qu'aux propos tenus par les acteurs de la tragédie, rigoureusement traduits et exactement situés.

satisfait, mais ma satisfaction ne sera parfaite que si je parviens à attirer l'attention de mes lecteurs sur les périls immenses du communisme... qui comporte à l'arrière-plan le danger non moins redoutable de la Réaction allemande.

AMBROISE GOT.

LA TERREUR EN BAVIÈRE

CHAPITRE PREMIER

LE COMMUNISME MUNICHOIS

SES ORIGINES ET SES PHASES

La formidable explosion communiste dont la répercussion a bouleversé la Bavière pendant des mois et la secoue encore aujourd'hui n'a pas été aussi spontanée qu'un examen superficiel pourrait le faire accroire. Elle émane de causes lointaines dues à la guerre, autant que de raisons immédiates procédant du désœuvrement et de la propagande bolcheviste.

La défaite a laissé l'Allemagne désorientée et découragée, en quête d'un idéal qui lui échappe, en proie à tous les courants démoralisateurs. C'est à la faveur de cette *Ziellosigkeit*, de ce désemparement général, que le soviétisme a pu être infusé dans certaines régions qui semblaient parfaitement immunisées, de même qu'il y a des maladies malignes, témoin la grippe dite espagnole, qui s'attaquent aux individus les plus sains et les plus vigoureux.

En outre la défaite a mis sur le pavé des centaines de

mille jeunes gens et hommes qui durant quatre ans et demi avaient désappris de travailler, pis que cela, qui avaient perdu le goût du travail. Ces démobilisés vont être jetés en pâture à la corruption des théories nouvelles qui leur promettent un maximum de bonheur au prix d'un moindre effort. Les masses escomptent du mirage soviétique une rapide amélioration de leur détresse économique. Elles se figurent naïvement que le bolchevisme leur permettra d'échapper aux suites de la débâcle de leurs armes, qu'il leur donnera des denrées alimentaires à satiété, qu'il réalisera surtout leur idéal d'un paradis matériel, exacerbé par les longues et dures privations d'une guerre interminable qui n'a tenu aucune promesse.

La première révolution, celle de novembre 1918, n'a pas rempli les espérances du peuple. La situation économique ne s'est améliorée ni en Bavière ni dans les autres Etats du Reich. Au contraire, à cause de la démobilisation, du chômage et de l'engourdissement de toutes les forces productrices, elle a tendance à s'aggraver. L'Allemagne attend dans une sorte de léthargie que le conclave de Versailles lui communique les conditions de paix. Cette léthargie à l'endroit des problèmes extérieurs fait place en revanche à une véritable ébullition pour tout ce qui touche les intérêts immédiats, ceux du moment. Les Allemands les plus placides, saisis d'un énervement maladif, s'agitent, se bousculent, besognent dans le vide sans savoir au juste ce qu'ils font ni où ils vont.

Fatalement ils sont victimes des doctrines extrémistes qu'alimente le rouble russe. Les agitateurs ont beau jeu à évoquer aux yeux d'un peuple mille fois dupé, bafoué, dont l'aveuglement est, croirait-on, incurable, les merveilles d'une organisation inconnue qui supprimera toutes les inégalités sociales et donnera enfin le pouvoir au prolétariat. Dans l'ère nouvelle plus de rationnement,

plus de mercantis, plus de militarisme! Voilà les aspirations du peuple et voilà ce que, dans son égarement, il attend du régime nouveau.

Les milliers d'aventuriers que la guerre a mis à jour et qui, par suite du désarmement, se trouvent sans emploi, vont devenir tout naturellement les soldats de l'armée de Spartacus, pas tant par conviction révolutionnaire que par besoin acquis de donner des coups et d'en recevoir. Le même courant qui, après la chute de Napoléon, portait aux conspirations les demi-soldes, toutes les oreilles fendues du Premier Empire, aiguille la jeunesse allemande vers le spartakisme... ou la réaction, vers l'Armée Rouge ou vers les corps francs.

La contagion de Moscou et aussi la proclamation du soviétisme en Hongrie sont pour la Bavière d'irrésistibles stimulants. L'Autriche est chancelante et les prophètes bolchevistes prévoient sa chute à bref délai. Dès lors toute l'Europe centrale sera inévitablement soviétisée; et le système des Conseils triomphera bientôt partout. Il va de soi que ce triomphe nous dépouillera de tous les bénéfices de notre victoire, à moins de recommencer une nouvelle guerre contre l'Europe orientale et centrale liguées, soudées par une même foi. Au demeurant nous ne tarderons pas à succomber au même mal envahisseur, et la *Weltrevolution*, la révolution mondiale, mettra d'accord tous les ennemis d'hier. C'est le capitalisme qui fera seul les frais de cette grande victoire.

Voilà les arguments captieux dont on leurre les cervelles anémiées par la guerre et qui sont accueillis sans caution, avec enthousiasme.

Par surcroît on raconte aux bons Munichois que le soviétisme a été proclamé en Serbie, qu'une grève générale va éclater en Wurtemberg, que le bassin de la Ruhr est aux prises avec un formidable mouvement ouvrier et qu'en Saxe on s'apprête à déclencher, comme en

Bavière, une deuxième révolution d'allure soviétique.

Les travailleurs bavarois, dont l'esprit critique est narcotisé et parmi lesquels il y a une énorme proportion de Prussiens et d'étrangers, se laissent aisément séduire par ces ragots. Il y a beau jour que leur siège est fait. Et ils se prêtent d'autant plus volontiers à cette mystification colossale qu'aucune résistance ne se manifeste parmi les autres partis, qu'en particulier l'attitude ambiguë de la social-démocratie majoritaire, qui constitue le gouvernement légal, issu des élections, et qui devrait galvaniser l'opposition, vient en somme étayer la thèse des partisans de la *Raeterepublik*[1].

N'est-ce pas en effet dans ce parti que le soviétisme recrute quelques-uns de ses défenseurs les plus ardents, pour n'en citer qu'un : l'instituteur Niekisch, président du Congrès des Conseils? N'est-ce pas Niekisch qui inspire à Augsbourg la motion par laquelle on réclame sans retard la proclamation de la République des Conseils? Le ministre social-démocrate Schneppenhorst n'a-t-il pas, de son côté, déclaré devant témoins qu'il mettrait sa tête en jeu pour réaliser la République des Conseils en Bavière septentrionale? Et un autre ministre, Segitz, n'a-t-il pas déclaré le 4 avril 1919, au cours d'une séance du cabinet, qu'il était disposé, sous réserve de l'approbation de son parti, à participer au gouvernement soviétique? La duplicité des social-démocrates qui agissaient de connivence avec Berlin est telle qu'on a pu parler d'un plan astucieux, élaboré jusque dans ses moindres particularités, pour faire éclater prématurément la révolution et la vouer ainsi à un avortement inéluctable.

Délabrement moral doublé du désœuvrement matériel, relâchement de toutes les facultés de contrôle, soif d'arrivisme des uns et veulerie des autres, vague de

1. République des Conseils ou des soviets.

matérialisme et aspirations imprécises, emballement effréné sans l'ombre de mysticisme et contagion des théories moscovites, illusionnisme périlleux des foules et appât du gain des chefs, tels sont les mobiles et les stigmates du bouleversement de Munich.

*
* *

La part véritablement énorme, disproportionnée avec leur nombre, que prennent les Juifs dans la Commune bavaroise, est telle que, même si l'on n'est pas antisémite, en tant qu'historien impartial, on est obligé de la relever. Comme en Russie et en Hongrie, à Munich ce sont des israélites, en très grande majorité étrangers à la Bavière, qui constituent le ferment actif le plus virulent de la révolution.

Qu'ils s'appellent, au hasard de la plume, Kurt Eisner, alias Salomon Kuschovsky, Jaffé, Fechenbach, Toller, Kronauer, Landauer, Levien, Leviné, Ret Marut, Simon ou Sontheimer, — et nous en sautons — qu'ils soient les acteurs de la première ou de la deuxième révolution, les grands animateurs ou les illuminés, les fanatiques, et aussi quelques modérés — il sied de le reconnaître — presque tous sont des fidèles du rite mosaïque.

Pour les Juifs de l'Orient et de l'Europe centrale la révolution n'est que la juste revanche des oppressions et des persécutions séculaires, le redressement soudain d'une race qui, bien qu'elle ait dû se plier, depuis son exode, sous le joug étranger, loin d'abdiquer son caractère propre n'a fait qu'accumuler, comme en une pile électrique, les passions les plus farouches qu'elle va décharger, au lendemain de la guerre, c'est-à-dire à un moment d'affaiblissement social, sur notre méchante civilisation.

Il importe de souligner que jamais, sans l'adjuvant juif, la révolution allemande n'eût été possible, car par

sa nature le Germain est essentiellement anti-révolutionnaire, soumis à la discipline, façonné par des siècles d'ordre et de subordination, rebelle à tout bouleversement. La guerre et la défaite ont fourni aux agitateurs bolchevistes ou juifs un terrain propice où faire germer leurs idées ; le marasme économique aidant, ils ont réussi à implanter, pour peu de temps, leurs théories étrangères.

Mais ces théories ne pouvaient se développer ni fructifier sur un sol mal préparé et déjà après quelques mois on s'aperçut que la révolution allemande avait avorté. Elle avait avorté parce que le changement politique n'avait pas abouti à une transformation parallèle, de puissance égale, de la mentalité des habitants. Ce ne fut qu'une mystification parce que, l'ivresse du premier instant dissipée, la grande masse du peuple allemand reconnut que la révolution ne lui apportait pas le bénéfice d'ordre moral, politique, avant tout matériel, qu'il se croyait autorisé à en retirer. Ç'avait été une mauvaise affaire !

Et voilà pourquoi, après quelques soubresauts, l'Europe, stupéfaite et indignée, vit l'oligarchie réactionnaire reprendre, tel un raz de marée, tout le terrain que l'invasion socialiste ou communiste lui avait ravi. Le rétablissement de l'ordre ancien sans kaiser, — mais qu'importe puisque le kaiser n'est qu'une effigie? — faillit s'opérer en mars 1920 avec autant de célérité que le coup d'Etat de novembre 1918, provoqué, en premier lieu, ne nous lassons pas de le répéter, par la débâcle de l'armée allemande.



La crise communiste de Munich jalonne d'une pierre pourpre la brève histoire de la révolution allemande. Le régime soviétique qui fut instauré à Munich en avril 1919, à la suite des événements que nous allons relater, était, dès ses débuts, frappé d'infirmité, tant par le

caractère des personnes qui prirent la tête du mouvement que par la nature nettement anti-révolutionnaire de la grande masse des Bavarois.

Le paysan bavarois, bon catholique, docile aux injonctions de son curé et rangé à la Loi de l'Eglise, personnage terre à terre incapable de s'emballer pour une idée, fût-elle communiste, surtout dans un Etat où la propriété rurale est singulièrement lotie entre les petits paysans, ne pouvait s'enthousiasmer pour le léninisme que certains étrangers prétendaient importer de vive force dans le pays.

Déjà le tribun Kurt Eisner sentait, à la veille de son assassinat, sa popularité décroître. Aux yeux des indigènes n'était-il pas un juif berlinois originaire d'un ghetto de Galicie ou de Bohême? Kurt Eisner dont le parti — socialiste indépendant — venait de remporter aux élections une cuisante déconfiture, blackboulé lui-même à l'Assemblée Nationale, était condamné à céder les rênes du pouvoir à la majorité. On allègue que dans cette alternative, navré de voir sombrer son utopie d'une république socialiste, suivant des conseils pernicieux, il s'était abandonné au bolchevisme : Kurt Eisner, pour rester au pouvoir, projetait l'institution d'une dictature prolétarienne analogue à celle de Moscou.

Il est assassiné à son retour de Berne le 21 février 1919 par le comte Arco, porte-glaive des réactionnaires qu'épouvantaient ses révélations sur les responsabilités de la guerre et qui lui en voulaient mortellement du « *maxime mea culpa* » qu'il venait de prononcer au Congrès Socialiste International.

A la mort d'Eisner succède une période chaotique durant laquelle les agitateurs bolchevistes préparent la proclamation de la *Raeterepublik*. Cette période confuse, qui abonde en meetings, en démonstrations et en manifestes bariolés, va du 21 février au 7 avril. Elle est aussi riche en extravagances que pauvre en actions d'éclat; et

les mille fils qui s'y enchevêtrent, les innombrables intérêts qui s'y opposent et s'entrechoquent sont parfois difficiles à dévider.

La mort d'Eisner déchaîne toutes les passions latentes ; le gouvernement essentiellement social-démocrate, qui se forme avec Hoffmann à sa tête, se heurte dès son avènement à l'hostilité de la droite, autant que de la gauche. Les C. O. S[1] qui subsistent ne veulent pas renoncer si facilement à leur droit de contrôle. Une tourbe d'intrigants s'est introduite en Bavière, à la faveur de la nonchalance dont faisait preuve le gouvernement de Kurt Eisner. Toute la lie de Schwabing[2], alliée à la population ouvrière des grandes usines Krupp fondées à Munich pendant la guerre — la plupart des Prussiens — n'attend qu'une occasion propice pour renverser Hoffmann.

Le coup de main qui se prépare sera facilité par le manque d'une armée. La première préoccupation d'Eisner, adversaire farouche de tout militarisme, avait été, en effet, de démobiliser l'armée bavaroise, mieux que cela, de démilitariser la Bavière. Le ministre Rosshaupter, soutenu par Auer et Timm, tenta vainement à deux reprises d'organiser une milice républicaine, baptisée d'abord « *Volkswehr* » puis « *Bürgerwehr* », qui demeura embryonnaire[3].

Les fauteurs de désordres en profitent pour exercer un véritable despotisme sur le gouvernement légal Hoffmann. Peu à peu le Comité exécutif des C. O. S., qui s'appuie sur des bandes armées, tend à s'arroger le pouvoir exécutif et le sept avril, dans un moment de confusion, s'installe à la place du cabinet de coalition.

A la suite de ce coup d'Etat les membres du gouvernement qui sont encore à Munich s'enfuient à Nurem-

1. Conseils d'ouvriers et de soldats.
2. Quartier munichois que l'on peut comparer à Montmartre.
3. Garde du peuple, puis garde de citoyens.

berg, puis à Bamberg, en Bavière septentrionale, pendant qu'un régime léniniste est inauguré à Munich.

Ce ne sont pas les chefs ni les adhérents qui font défaut au nouvel organe : ils sourdent de partout, de tous les cloaques qui se déversent dans l'Isar, ils sont vomis par les taudis de Schwabing qui est le quartier général de la bohème et du vice, ils accourent de tous les coins de la Bavière et aussi des autres régions de l'Allemagne. Munich va jouer dans ce pays le même rôle de ferment que Budapest en Hongrie. La Bavière va se placer au poste le plus avancé du soviétisme dans l'Europe Occidentale.

Les Russes Levien, Leviné-Niessen, Towia Axelrod, tous chargés par Lénine de diriger la propagande soviétique, se portent d'emblée au premier plan. A côté d'eux surgit un essaim de chevaliers d'industrie et d'aventuriers de haut vol : l'anarchiste Landauer, le bohème Mühsam, gibier des maisons de détention, apte à toutes les besognes, poète à ses heures, de préférence entrepreneur de démolition sociale, le docteur Wadler, ci-devant pangermaniste, converti au communisme pour des raisons qui n'avaient rien d'idéal, le coiffeur Max Strobl qui dirige la Commission « contre-révolutionnaire », le docteur Otto Neurath, ressortissant autrichien, lequel se met en tête d'élaborer un vaste programme de socialisation, le docteur Lipp, un fou furieux, interné deux fois dans une maison de santé, l'apôtre Ernst Toller, étudiant neurasthénique en rupture de ban, affolé par la guerre autant que par les idées nouvelles qu'il n'a pas encore assimilées, et d'autres comparses innombrables.

Voici les sinistres figures crachées par la révolution : l'*Oberkommandant* Iglhofer ou Eglhofer (on trouve les deux orthographes), le charpentier Johannes Schicklhofer, l'un des principaux *Rädelsführer* (meneurs), le commis Fritz Seidel qui s'est couvert d'infamie par

l'assassinat des otages, l'employé des tramways Hausmann « commandant intérimaire » au lycée Luitpold, le marchand Georg Pfister, troisième commandant au lycée, car dans cette heureuse république tout le monde voulait commander alors que personne ne voulait obéir.

C'est de ceux-ci et de leurs séides que nous nous occuperons plus loin, de tous ceux qui ont participé à l'abominable « tragédie de Munich », comme on l'appelle désormais en Allemagne, *die Münchner Tragoedie*, car c'est bien d'une tragédie qu'il s'agit, une de ces horribles tragédies dont le public italien du Cinquecento était si friand et qui se dénouent dans le stupre, le viol, le sang et la folie...



Si court que soit le régime soviétique en Bavière, ou plutôt à Munich, il est aisé d'y discerner quatre grandes phases qui figurent la parabole du soviétisme : du 7 au 13 avril, où avorte un mouvement contre-révolutionnaire mal agencé, nous n'avons encore devant nous qu'un soviétisme tempéré, celui des socialistes indépendants auxquels s'étaient joints des hommes de bonne volonté, des révolutionnaires de première heure, ou des anarchistes, à l'affût d'expériences sociales ; ensuite de l'émeute du 13 avril, matée le même jour, ce gouvernement jugé trop faible, trop timoré, est jeté au rancart par la dictature communiste qui dure jusqu'au 27. C'est le pôle de la parabole. Les meneurs du mouvement sont les propagandistes russes assoiffés de réformes radicales, de chambardement total et de sang. Pour les uns cette ère inaugure la « troisième révolution bavaroise ». Pour les purs, les communistes intégraux, c'est « la Révolution » tout court, celle qui compte, car elle implante la dictature du prolétariat, en vérité celle

d'une horde d'aventuriers de tout poil et de tout plumage.

La terreur qui règne sur Munich et aussi l'approche de la Garde Blanche, engendrent une réaction qui aboutit à l'établissement de la dictature des Conseils d'exploitation, dictature d'une journée — le 28 avril — à laquelle succède la dictature de l'armée rouge qui se prolonge du 29 avril au premier mai sous l'impulsion d'Eglhofer que dirigent encore en sourdine les agents russes. Ces deux dictatures marquent le déclin du soviétisme que vont étouffer sans pitié les troupes du général von Oven.

*
* *

Les différents partis qui représentent la Bavière à la Diète et au Reichstag sont, en partant de l'aile droite : les conservateurs nationalistes, les conservateurs modérés, baptisés « populistes » (anciens nationaux-libéraux), les populistes chrétiens bavarois, qui sont une émanation du centre catholique allemand, les démocrates, les social-démocrates de droite ou majoritaires, les ligueurs paysans (Bauernbündler) à tendances socialistes, les socialistes indépendants qui penchent vers l'extrême gauche, les communistes que l'on appelle aussi spartakistes, surtout quand ils sont partisans de l'action directe, encore que le Parti communiste se soit officiellement accolé le titre de *Spartakusbund*, c'est-à-dire « Ligue de Spartacus. »

Les partis de droite sont, dès l'abord, éliminés, de sorte que la bataille se livre entre les éléments de gauche. Le Centre même, qui représente pourtant la fraction politique bavaroise la plus importante par son nombre et aussi par son influence, est réduit au rôle ingrat de spectateur. La participation des démocrates à la lutte est également très effacée.

Ce sont les social-démocrates, les ligueurs paysans,

les socialistes indépendants et les communistes qui s'efforcent, tour à tour, à conquérir le pouvoir, les ligueurs paysans faisant plutôt fonction de comparses.

Tous ces partis adhèrent au soviétisme, c'est-à-dire au gouvernement des Conseils[1], à des degrés plus ou moins virulents : les uns, les social-démocrates, opinent pour un soviétisme mitigé en harmonie avec le parlement qui conserverait la haute main sur les affaires politiques du pays, un soviétisme en somme purement économique, les autres, les socialistes indépendants, militent en faveur d'une dictature des Conseils modérés, sans violence ni mesures trop brusques, un soviétisme à retardement, tandis que les communistes veulent inaugurer par la terreur le soviétisme intégral. Avec eux pas d'atermoiements ni de demi-mesures : ils réclament l'application immédiate de la forme la plus radicale du communisme, tel qu'il est conçu à Moscou.

1. On trouvera dans l'*Allemagne à l'Œuvre*, ch. XIII et XV, des détails circonstanciés sur les conseils d'entreprise et sur le conseil économique national en Allemagne, sur la façon dont ce pays a su exploiter le soviétisme russe en le dépouillant de son venin et en l'adaptant aux conditions particulières de l'économie allemande. Sur les nuances qui séparent les socialistes, les communistes et les spartakistes, cf. le ch. X de l'*Allemagne après la Débâcle*.

CHAPITRE II

KURT EISNER

Le 6 ou le 7 novembre 1918 des suppléments propagent dans la *Bahnhofstrasse* de Zurich, où je me trouvais, la nouvelle que la République vient d'être proclamée en Bavière par Kurt Eisner, inconnu pour l'étranger et aussi pour la plupart des Allemands. Emu autant qu'abasourdi je me précipite au téléphone pour communiquer la sensationnelle nouvelle au professeur Foerster qui juchait très loin de la ville, tout en haut du Susenberg, dans un site riant, à cinq pas de la forêt. Je lui apprends tout rayonnant l'heureuse nouvelle, croyant lui causer une grosse surprise. A mon étonnement, Foerster d'une voix calme, bien qu'il dût être très agité, compléta mon renseignement : « Vous pouvez également vous congratuler avec moi. On vient de me télégraphier de Munich pour me demander si j'étais disposé à représenter la Bavière en Suisse, et j'ai accepté. Je n'attends que mes lettres de créance pour me rendre à mon poste, à Berne. »

Mais Foerster, ministre plénipotentiaire, n'agréa jamais le titre d'Excellence dont certains flagorneurs lui prodiguaient des rasades...

*
* *

Kurt Eisner n'était pas davantage entiché de grades et de préséances, et au pouvoir, il ne perdit rien de sa modestie ni de son humeur primesautière.

Rédacteur de la *Frankfurter Zeitung* en 1892 — il avait alors 25 ans, — du *Vorwaerts* en 1893, c'est une nature généreuse et bouillonnante, ardente à se dépenser, un humanitaire outrancier, un idéologue échevelé. Lorsque je le rencontrai à Berne, en février 1919, au Congrès socialiste international, il avait manifestement souffert des longues privations de la prison où on l'avait enfermé à la suite de la grève générale en janvier 1918, prélude de la Révolution, mais son esprit était demeuré vif, pétillant, acerbe. Kurt Eisner recélait dans son corps chétif et sous une enveloppe frêle un tempérament combatif, une âme d'apôtre.

Il était farci de mille projets, les uns pratiques et réalisables, les autres absolument utopiques et nébuleux. Il ne doutait ni des uns ni des autres. C'est ainsi qu'il entendait réformer sur de nouvelles bases le parlementarisme corrompu dont il ne se promettait plus rien de bon, peut-être à cause de son échec et de celui de ses amis socialistes indépendants aux élections de janvier 1919 à l'Assemblée Nationale, ainsi qu'à la Diète de Bavière. Il voulait substituer à ce régime celui des conseils : conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans, qui s'inspirent du système corporatif du moyen âge. C'est dire qu'il versait dans un soviétisme radical et que s'il n'eût pas été assassiné il aurait dû, ou bien se dessaisir du pouvoir, ou alors instituer la dictature du prolétariat dont il me fit longuement l'apologie sur le *Gurten* [1].

1. Montagne qui surplombe Berne. Cf. pour les détails de cette excursion *l'Allemagne après la Débâcle*, p. 47 et suivantes.

L'attitude de la presse bavaroise lui déplaisait, il en redoutait la tactique d'embuscades et s'évertuait à ne pas choir dans les perfides chausse-trapes qu'on dressait sur son chemin; c'est pourquoi avec son secrétaire Fechenbach il étudiait les moyens propres à éviter les guets-apens, les attaques brusquées, tout en faisant pénétrer son point de vue dans les masses. Selon son expression il voulait « détoxiquer » la presse. En vertu de ce principe il préconisait l'obligation, pour les journaux de tous les partis, de publier journellement un éditorial issu par les départements ministériels. Je crois même que ce projet, vraiment peu libéral, et digne des bolchevistes qui ont supprimé radicalement la liberté de la presse, avait reçu un commencement d'application, ce qui ne contribua pas à accroître la popularité d'Eisner, bien au contraire. Ses ennemis affirmèrent qu'il voulait être glorifié, encensé à jet continu.

Certes il était mal entouré et mal conseillé. Adulé par les uns, vilipendé par les autres, il lui était malaisé de trouver le chemin de la médiocrité dorée. Ce n'étaient pas les bonnes intentions qui lui manquaient, c'était surtout la possibilité de les exécuter. En Foerster, devenu ministre plénipotentiaire de Bavière à Berne, qui du reste répudiait catégoriquement les doctrines bolchevistes, il avait trouvé un guide remarquable pour sa politique extérieure; malheureusement, pris tout entier par les nécessités de l'heure, obligé de faire front à ses multiples ennemis, de résoudre en un tournemain les innombrables problèmes — véritable quadrature de cercle — que lui laissait le lourd héritage de la guerre et de la monarchie, il n'eut jamais le loisir de se dédier à tête reposée à l'étude des rapports bourrés de faits, d'idées et de suggestions que lui adressait Foerster. Que de fois ce dernier ne s'est-il pas plaint de l'inutilité de ses efforts auprès d'Eisner!

*
* *

Sa bonne volonté est immense, ses moyens sont insuffisants. Il poursuit de toutes ses forces le châtiment des coupables de la guerre, flétrit avec indignation tous les socialistes « kaiseristes » du genre de Scheidemann, David, Südekum, toutes les créatures de l'Ancien Régime dont le Nouveau n'a pu se débarrasser : Erzberger, Solf ; il rompt bruyamment le 27 novembre 1918 avec Berlin, plutôt que de s'asseoir à la même table que les délégués corrompus du Reich, et jure ses grands dieux que, si l'Empire n'est pas mieux représenté aux négociations de paix, la Bavière signera une paix séparée avec l'Entente.

Le premier signal du séparatisme est donné. C'est un geste à notre adresse auquel nous ne daignons pas répondre. Il le réitérera plus tard sans plus de succès.

A Berlin on ne le prend pas d'abord au sérieux, on rit en catimini de ses débordements, on l'appelle un charlatan, un guignol ; on s'efforce de le tourner en ridicule devant l'opinion publique.

On rit beaucoup moins quand il publia les documents « Lerchenfeld[1] » si accablants pour l'Allemagne quant aux origines de la guerre. Cette divulgation, par laquelle il montrait à son pays le chemin de Damas, n'était au demeurant qu'un essai timide sur la voie des révélations, car Eisner avait le ferme propos de publier tous les documents secrets des archives bavaroises sur

1. Il s'agit en réalité d'un rapport du conseiller de légation von Schoen qui en juillet 1914 remplaçait, à titre intermédiaire, à Berlin le ministre de Bavière, comte Lerchenfeld : ce rapport établit sans équivoque possible que l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie, lequel fut la cause primordiale de la guerre, avait été approuvé par les milieux officiels de Berlin et que même son libellé avait subi l'influence de Berlin. On a prétendu depuis que la publication d'Eisner était tronquée et par conséquent tendancieuse.

l'avant-guerre et la guerre même. L'émoi fut grand dans les chancelleries berlinoises à l'annonce de ses « frasques. » Décidément cet emballé, féru d'humanité, pouvait devenir un être dangereux. Dorénavant on le surveille de près et les réactionnaires surtout, qui sont en cause, guettent ses moindres faits et gestes, prêts à lui porter le croc-en-jambe fatal.

Il n'a pas que des ennemis à Berlin : tout le cabinet bavarois est contre lui. Le ministre de l'intérieur Auer est l'un de ses ennemis acharnés. Eisner, sentant ou du moins soupçonnant cette désaffection, cherche des appuis.

A Berne il me confia son admiration éperdue pour la France et pour notre Révolution de 1789. Longtemps avant de venir en Suisse, il avait à plusieurs reprises tenté de s'aboucher avec des personnages officiels français, il avait sollicité de nous un traitement de faveur pour la Bavière. Si nous l'avions un tant soit peu aidé, il eût été le meilleur instrument du séparatisme bavarois et ce qui, aujourd'hui, semble devenu chose impossible, aurait peut-être pu être réalisé à cette époque, à la faveur du profond ressentiment que nourrissait la Bavière contre la Prusse et aussi des perturbations qu'avait entraînées la révolution. En tout cas il est certain qu'une sage politique économique nous eût valu des amitiés précieuses en Bavière.

Au lieu de cela nous avons ignoré toutes les tentatives d'Eisner, opposant un silence dédaigneux à ses propositions les mieux intentionnnées, pour n'en citer qu'une, celle qui concernait l'échange des prisonniers de guerre contre une armée de travailleurs auxiliaires.

Car Eisner — c'était là un des points essentiels de sa doctrine — prêchait constamment la nécessité des réparations. Le renouveau moral de l'Allemagne ne serait complet que le jour où elle aurait expié sa faute jusqu'à l'extrême mesure de ses forces. Kurt Eisner se rendait

parfaitement compte de la somme de souffrances qu'avait déchaînées sa patrie — le malheureux n'en avait-il pas pâti lui-même? — et de la montagne de haine qu'elle avait entassée. C'est pourquoi il voulait briser définitivement avec la politique funeste du passé et cartes sur table jouer avec nous le plus franc des jeux.

Dès qu'il eût déclanché le 6 novembre 1918, à Munich, *sa* révolution qui servit de modèle à celle des autres Etats et qui fit tache d'huile par toute l'Allemagne[1], il n'eut plus qu'une marotte en tête : rencontrer Clemenceau, lui parler longuement, à cœur ouvert, lui expliquer la situation de l'Allemagne et celle de la Bavière en particulier.

L'ingénu se faisait fort de le retourner comme on retourne une galette! Tout le long de décembre, en janvier et en février, je suis assailli — d'autres aussi sans doute — de sollicitations émanant d'Eisner et que de multiples émissaires transmettent. Il voudrait parler à Clemenceau. Il rêve d'une paix séparée entre la France et la Bavière, car il est intimement convaincu que le grand ennemi de la paix en Europe demeure la Prusse. Il se pose en champion du séparatisme que nous refusons de soutenir.

Rebuté par Clemenceau, qui a d'autres chats à fouetter et qu'absorbe son duel avec Wilson et Lloyd George, Eisner se rabat sur un homme de confiance de Clemenceau : « Que l'on m'envoie un homme de confiance, gémit-il, afin que je puisse lui exposer les vœux de la Bavière! »

*
* *

Des rapports partent pour Paris, des courriers circulent, l'homme de confiance de Clemenceau ne bouge pas.

1. Notons cependant que les insurrections de matelots dans les ports de guerre sont antérieures à la révolution de Munich et en sont indépendantes.

« Ecoutez à larges oreilles, mais gardez-vous bien d'agir ! » Tel est le mot d'ordre qui part des chancelleries.

Notre stupide abstentionnisme nous faisait perdre en ce moment tous les avantages que nous étions en droit d'escompter de notre victoire, que nous avions le devoir de tirer de la révolution allemande. La faute impardonnable qui fut commise à ce moment n'est plus réparable aujourd'hui.

Et pourtant Kurt Eisner ne se décourageait pas ; il ne se lassait pas de revenir à la charge et finalement c'est pour se mettre en rapport avec un « *Vertrauensmann* » de Clemenceau, beaucoup plus que pour participer au Congrès socialiste international de Berne, qu'il se décida, bravant la neige, les frimas et les rhumatismes, à venir en Suisse dans les premiers jours de février 1919.

Le parfait homme de confiance de Clemenceau, j'ai dit Pierre Bucher, ne se trouvait plus en Helvétie, et c'est grand dommage, quand se produisirent ces événements. Pierre Bucher, exalté par la libération de l'Alsace et de la Lorraine, s'était, dès l'armistice, précipité à Strasbourg, sa ville natale, où d'emblée il mit son dévouement, toute son ardeur, sa foi patriotique et sa force combative au service de la cause française. Incontestablement il eût mieux servi cette cause en Suisse, autant par sa connaissance des questions allemandes que par l'influence qu'il exerçait sur Clemenceau et sur l'ambiance de ce dernier, on peut dire sur tous nos hommes d'Etat, sans distinction de nuances, dont il était le conseiller le plus écouté.

Le départ de Bucher créa un vide qui ne fut pas comblé et ses auxiliaires les plus entreprenants et les plus avisés s'en trouvèrent désemparés. On se figurait à Paris que la fin de la guerre marquerait la fin des hostilités, alors qu'en réalité ce n'est qu'après l'armistice que fut livrée la grande bataille diplomatique, où

nous eûmes le dessous, faute de moyens, faute de l'avoir préparée, et aussi — il faut bien le répéter — faute de prévision. Il serait intéressant d'étudier ce que firent nos services de propagande après l'armistice... Ils estimèrent sans doute, qu'après le rude coup de collier de la guerre, ils avaient droit à un repos de longue haleine si l'on en juge par les pitoyables résultats que nous avons obtenus. Nous avons « réalisé » la guerre, au terme propre du mot, nous n'avons pas su réaliser la paix.

*
* *

Dans tous ses actes Eisner faisait étalage d'une candeur politique qui ne le rendait pas apte à résoudre les vastes problèmes. Son idéologie prédisposait en sa faveur tous ceux qui avaient l'occasion de l'approcher, mais en même temps elle entravait sa vision de la juste réalité, interposant un écran entre ses conceptions et le monde extérieur, reflétant les hommes et les choses sous un aspect trop conforme à ses espérances et à ses illusions.

Déjà cette politique — nous l'avons vu — lui avait ménagé maints mécomptes, néanmoins il restait optimiste invétéré, idéaliste incorrigible. Tous ceux qui eurent l'insigne privilège d'entendre sa parole éloquente à Berne[1] restèrent captivés par la force de sa conviction autant que par sa foi en un avenir meilleur, la foi inébranlable et contagieuse de l'apôtre. Il prenait, hélas! ses rêves pour des réalités : paix permanente, désarmement, réconciliation sans rancœur des ennemis d'hier. Dans son messianisme béat il ne se doutait pas que la méfiance des uns autant que la duplicité des autres allaient lui infliger le plus brutal des démentis.

1. Où il assista du 3 au 11 février au Congrès socialiste international.

Sa condamnation de la politique allemande, sa proclamation publique de la faute de son pays, furent sans contredit le moment le plus émouvant de tout le Congrès. Dans un silence religieux les congressistes, même ceux qui ne le comprenaient pas, buvaient littéralement ses paroles. Il était étrange de voir cet homme si fragile, aux gestes menus, étriqués, trouver des accents si vigoureux pour flageller les Hohenzollern et leurs suppôts. Ne l'a-t-on pas appelé lui aussi un flagellant? N'a-t-on pas prétendu qu'il éprouvait une jouissance rare, douloureuse, à se flageller en public?

En vérité c'était toute son âme qui vibrait derrière ses yeux très tendres, très doux, qu'allumait parfois la flamme de la colère. Pour lui, c'en était fait de l'Ancien Régime ; jamais plus la Monarchie ne reviendrait en Allemagne, jamais plus la réaction ne triompherait dans ce pays, ni le militarisme, ni le pangermanisme... Pourtant, après avoir buriné à l'eau-forte les crimes de l'Allemagne, un sombre pressentiment l'assaillit : « Je viens de signer mon propre arrêt de mort », dit-il à ses confidents. Désormais, bien qu'il n'en laissât rien voir, cette idée le hanta tout le temps de son séjour. Reçut-il une ou plusieurs lettres anonymes, où on le menaçait de mort?...

* * *

Sans peine, sans effort de mémoire, je revois Kurt Eisner dans une petite taverne de Berne où je l'avais fait rencontrer à Albert Thomas et à Renaudel. L'hôte, l'hôtesse et sa servante, en proie à une émotion indicible, avaient complètement perdu la tête; ils couraient de droite et de gauche, se dépensant en efforts inutiles pour servir le *Herr Ministerpraesident* de Bavière. On nous avait assigné un *Kollegzimmer*, une salle où se réunissent les étudiants et les associations sportives. Il fallait traverser le restaurant pour s'y rendre. On

imagine la curiosité que suscita notre passage. Les *Spiessbürger* de Berne, oubliant leurs cruches de bière, leurs saucisses et leurs choucroutes, nous considéraient avec des yeux ébahis. Jamais l'estaminet n'avait été à pareil honneur.

Albert Thomas et Renaudel, les premiers arrivés, se mirent à scruter tous les objets hétéroclites qui pendaient aux murs : photos jaunies, pots monumentaux en étain, cruchons de faïence, brocs enluminés, rapières studiantines entrecroisées, côtoyant des cornes d'abondance, qui symbolisent des concours victorieux.

Eisner voûté, frileux, enveloppé dans une houppelande élimée survient peu après accompagné de son secrétaire, le verbeux Fechenbach, la serviette de son maître, gorgée de papiers et de documents, sous le bras. Certes le scribe se pavane plus que le tribun dont les allures modestes, effacées, contrastent avec la détermination et la fierté de gallinacé qui se lisent sur la face rougeaude de Fechenbach.

Kurt Eisner a une tête de vieux savant, un buste frêle légèrement courbé, des pieds menus, des bras grêles, des menottes de petit enfant, des oreilles minuscules et un nez malin un tantinet retroussé. Une barbe de fleuve argentée encadre un visage serein à la peau blanche, transparente, marbrée de veines bleuâtres ; ses yeux gris sont rêveurs sous le lorgnon embué, qu'il essuie constamment d'un geste coutumier. Il a un front haut, très lisse, découvert, bordé par une couronne de cheveux blancs bien peignés, rejetés sur les deux côtés de la tête.

Pas de présentations, car ces messieurs ont déjà fait connaissance au congrès. On s'assied sans cérémonie : Eisner à un bout de la table, Fechenbach à l'autre, devant moi Thomas et Renaudel, à côté de moi un membre de la Légation de Bavière. Le menu est frugal : des entrecôtes aux pommes frites arrosées de Chianti.

Tandis que Renaudel, la tête puissante, plantée par un cou écourté sur de larges épaules, le visage empâté, engloutit d'énormes portions, Albert Thomas, plus félin, plus sec, plus nerveux, avale ses bouchées à petits coups rapides. Eisner est lent et gourd, ses gestes sont gauches, malhabiles; il est presque aussi sobre que le vaisseau du désert.

Nous causons à bâtons rompus. Aucune gêne, aucune contrainte; la plus franche cordialité règne pendant le repas. La question des prisonniers de guerre allemands défraie les débuts de la conversation. Kurt Eisner nous relate que les épouses et les mères bavaroises l'assaillent de leurs récriminations dans toutes ses tournées de conférences. Maintenant que la guerre est finie, elles ne comprennent pas les tergiversations de l'Entente à leur rendre leurs maris et leurs enfants.

Albert Thomas l'écoute avec attention; il a les yeux vifs, aiguisés, perçants comme une vrille sous le pince-nez; d'un mouvement familier de la main il ramène continuellement sa barbe de faune sous le menton. Il a l'esprit pétillant, la riposte alerte, et bondit tel un clown, en pirouettant, sur les arguments de ses interlocuteurs, les escamote, jongle avec, saisit mille nuances, devine à l'avance les ripostes que prépare l'adversaire, fond sur lui, le pourfend ou le caresse à son ahurissement. Jamais sa dialectique n'est à court de réparties, sa cuirasse n'a pas de défaut et sa faculté d'adaptation tient du prodige. Il est aux aguets des moindres faiblesses de son partenaire; il voit tout, entend tout, digère tout, même les coups de boutoir. C'est un homme merveilleux...

Albert Thomas comprend l'allemand. Jadis il a fait un long séjour à Berlin; il le parle avec un fort accent français, mais il parvient à exprimer ses idées assez correctement. Quant à Renaudel il n'entend goutte aux déclarations d'Eisner dont le français clopinant n'est décidément pas à la hauteur de la discussion. Il faut

donc que je m'improvise truchement et que je prête une perche complaisante aux uns et aux autres. Cette traduction est un trébuchet dangereux quand on a affaire à des orateurs aussi diserts que mes commensaux. Heureusement que le membre de la légation bavaroise, Gustav Eiffe, qui entend également bien les deux langues, peut de temps à autre venir à la rescousse et rétablir ainsi l'équilibre un moment dérangé.

Eisner insiste pour que les deux leaders socialistes s'entremettent à Paris en faveur de la Bavière, pour que ce pays soit écouté à la Conférence de la Paix, que ses délégués *particuliers* puissent faire entendre leurs voix. Il sentait déjà l'isolement où la Prusse tendait à placer la Bavière et pour contre-balancer l'hégémonie grandissante de Berlin il ne voyait qu'un remède : un traitement de faveur pour ce pays, la restitution de sa liberté d'action diplomatique, son admission à titre consultatif à la Conférence; bref il estimait qu'il fallait déboucher les voies obstruées du séparatisme bavarois.

Son insistance n'aboutit à aucun résultat positif. Il serait curieux d'entendre de la bouche d'Albert Thomas et de Renaudel ce qu'il advint des propositions d'Eisner. Furent-elles plaidées devant Quidedroit?... Tant il y a qu'aucun représentant de la Bavière ne fut convoqué à Paris et que dans la délégation allemande de la paix il n'y avait pas un seul Bavarois. Notre laisser-faire consacrait la mainmise définitive de la Prusse sur la Bavière...

Dans le *Kollegzimmer* de l'estaminet la conversation se déroule, au milieu d'inévitables quiproquos, émaillée de bons mots et de saillies où Eisner étincelle. Les sujets politiques et économiques sont tour à tour abordés. Thomas et Renaudel sont loin de partager l'optimisme de leur interlocuteur. Les « camarades » majoritaires allemands qui participent au Congrès : les Wels, les Hermann Müller, les Molkenbuhr sont là pour les confirmer dans leur scepticisme.

Cependant comme Thomas, les yeux fureteurs, l'interroge sur le désarmement de l'Allemagne et sur les possibilités d'un redressement militaire, Eisner se lance à corps perdu dans une profession de foi anti-militariste : « On est en train, nous dit-il, d'organiser en Prusse des corps francs destinés à nos frontières orientales et à quelque aventure en Pays Balte [1]. Des racoleurs prussiens ont tenté à plusieurs reprises de recruter des Bavarois pour cette équipée. Nous y avons opposé notre *veto* formel. Chez nous les paysans et surtout tous ceux qui ont fait campagne nourrissent une haine inextinguible contre la guerre. Croyez-moi, nous sommes à tout jamais guéris du militarisme et de ses excès [2]. Il n'y a que la Prusse qui soit incorrigible. C'est là que se trouve la racine du mal et c'est là qu'il faut l'extirper ».

Il se fait tard. La journée de demain est lourdement chargée. Eisner doit encore, dans sa chambre d'hôtel, expédier mainte affaire courante. Une horloge égrène pesamment, comme à regret, ses onze coups... Des promesses sont échangées et Thomas qui rentre le soir même à Paris formule des vœux sincères pour la réussite d'Eisner. Nous sortons, salués par un étourdissant coup de bonnet de l'hôtelier, par les interminables révérences de l'hôtesse et le regard éperdu de la servante qui ne s'est pas encore remise de son vertige. Dans le noir des ruelles de Berne lourdes du mystère qu'aggravent encore les arceaux de ses maisons ventrues, boursouflées, dont les façades se découpent en hauts pignons, nous nous séparons...

*
* *

Si Kurt Eisner avait eu la main heureuse en distin-

1. Cf. la contre-révolution allemande, chap. XVII.
2. Quelle illusion au pays de l'*Orgesch !*

guant Foerster pour la légation de Berne, il serait hasardeux d'affirmer qu'il montra la même dextérité dans le choix de son entourage. De louches intrigants, qui cherchent à le circonvenir, rôdent autour des ministères et finissent par se glisser jusqu'auprès d'Eisner.

Son secrétaire particulier, Fechenbach, qui est certainement animé des meilleures intentions, est un jeune étudiant qui s'est égaré dans les buissons de la politique et qui n'a ni le talent, ni l'expérience qui conviennent au conseiller d'un chef d'Etat. Il compense la modestie d'Eisner par son ambition démesurée, sa soif de paraître et son besoin de parader : « Je suis le secrétaire de M. le *Ministerpraesident!* disait-il à la ronde, et pour bien se prouver qu'il l'était, lesté d'une immense serviette, il était constamment, comme un lévrier, sur les talons d'Eisner. Il ne le quittait pas d'une semelle et, pour obtenir un mot du tribun, il fallait passer sous ses fourches caudines.

Ce n'était pas un méchant garçon d'humeur acariâtre ; sa face poupine de juif campagnard aux pommettes saillantes et colorées respirait la satisfaction intérieure, une confiance déraisonnable en l'avenir. Il ne jurait que par son Dieu Eisner et il croyait, dur comme les Alpes de Bavière, qu'il ne décherrait jamais. Lui qui eût dû mettre Eisner en garde contre les illusions, dont il avait une cargaison, l'affermissait tout au contraire dans son idéalisme désordonné. C'est ce mépris des contingences et de la réalité qui, en somme, a perdu Eisner et dans cette chute ses conseillers endossent eux aussi une large part de responsabilité.

Parmi ces conseillers, — que je n'ai pas la prétention de connaître tous, mais ceux que j'ai vus et qui étaient les favoris du maître suffisent pour faire mon siège — je n'oublierai jamais le personnage qui faisait comme courrier la navette entre Munich et Berne. Cet individu,

auquel Eisner témoigna en ma présence de grandes marques de déférence et d'amitié, était un petit youpin sordide, graisseux, visqueux à souhait et même au delà, affublé d'une lévite déteinte, usée jusqu'à la trame, achetée au rabais chez le plus souillard des brocanteurs de Munich. Ses yeux chassieux étaient d'un indéfinissable coloris, son visage jaunâtre, aux traits encore jeunes et déjà flétris, était ceint d'une barbe hirsute que jamais rasoir ne profana; sous sa peau onctueuse coulait un sang que l'on devinait appauvri, émacié, vicié; une ébauche de bigoudis aux tempes, ces vénérables mèches en colimaçons appelées *paîllès* dans la terminologie hébraïque qui tire-bouchonnent pieusement sur les joues flasques des observants du *kocher*, le rite juif le plus orthodoxe et qui sont de véritables trapèzes à poux, complétait la ressemblance du « courrier royal » avec le fameux Shylock.

Quel émoi quand cet étrange émissaire, aux émananations de bouc, échappé, eût-on juré, d'un ghetto de Galicie, pénétrait dans les luxueux salons du *Bernerhof*, réceptacle sacré de la vieille diplomatie! Quels coups d'œil irrités ou méprisants laissaient tomber sur cet intrus indifférent, rebelle à toutes les rebuffades, les aristocrates sommeliers, gentilshommes de table et de lit, léchés, vernis, reluisants de la semelle de leurs bottes jusqu'à leurs crânes pointus inclusivement.

Le nom du courrier m'est sorti de la mémoire, mais jamais, au grand jamais, ne s'effacera la vision de ce type mystérieux d'Asiate fanatique que l'éruption bolcheviste avait vomi en Helvétie.

*
* *

Lorsque Eisner vint avec Fechenbach en Suisse, il emporta une somme de cinq mille marks pour couvrir ses débours. Ce montant, emprunté au Trésor, fut porté

au budget sous le titre de « besoins d'affaires et voyages de service ; cinq mille marks, cela faisait au taux du change de l'époque environ deux mille sept cents francs. Pendant la dizaine de jours qu'Eisner resta en voyage avec son secrétaire, il ne déboursa que cette allocation. Voilà à quoi se réduisent toutes les dépenses somptuaires qu'on lui a reprochées. A l'hôtel Bernerhof où il est descendu, il se contente d'une modeste chambre qu'il partage avec son secrétaire. Elle est si exiguë et si simple, que, faute de salon, il doit recevoir ses innombrables visiteurs et quémandeurs dans les salons de l'hôtel, sous les yeux des badauds et des mouchards. Il vit comme un ascète, se prive de tout, accepte des invitations, mais, par excès d'économie patriotique, se garde soigneusement de les rendre. A cet endroit sa mémoire est muette.

Il me souvient qu'il m'avait invité une fois à déjeuner de compagnie à l'hôtel. Ignorant cette particularité d'Eisner, je me présente à l'heure dite. Eisner, non sans marquer quelque surprise — il avait complètement oublié l'invitation — me fait le meilleur accueil. Nous nous asseyons dans la salle à manger. Il y avait à la table le professeur Foerster, le docteur Muehlon, l'ancien directeur de Krupp, dont on connaît les sensationnelles révélations sur les origines de la guerre, Eisner, Fechenbach et d'autres « invités », de mon cru sans doute. Le déjeuner fut assaisonné de bons mots, de phrases spirituelles et de pensées profondes. La face tourmentée du docteur Muehlon contrastait avec la belle tête pensive du professeur Foerster et l'air inspiré de Kurt Eisner. Je ne fus pas peu étonné de voir le « convive » Muehlon commander une bouteille de vin qu'il distribua à la ronde et à la fin du repas, ma surprise fut encore plus grande, de voir s'éclipser Kurt Eisner suivi bientôt de son fidèle serviteur. Chaque « invité » paya son écot ce jour-là, et personne n'en voulut du

reste au sympathique Eisner, qui thésaurisait pour le *Volksstaat*[1] de Bavière.

Les fonds qu'il avait emportés étaient sacrés et il rognait sur la moindre dépense, ne consentant que sur les plus pressantes instances de ses amis à renouveler une garde-robe qui tombait en lambeaux, et encore ne consentit-il à acheter que quelques lainages indispensables pour le préserver du froid rigoureux qui sévissait à Berne.

* * *

Après sa mort on lui a fait un gros grief d'avoir emporté ces cinq mille marks, et, pour se venger de ses divulgations gênantes de documents, la Commission des finances de la Diète de Bavière a contesté son droit à une indemnité de voyage. Les adversaires de Kurt Eisner prétendirent qu'il s'était rendu à Berne, non pas en sa qualité officielle de Président du Conseil bavarois, mais comme délégué du Parti Socialiste Indépendant.

Je ne sais ce qu'il est advenu de cette réclamation aussi stupide que monstrueuse sur la tombe d'un homme tombé au champ d'honneur ; je ne sais si ces horribles corbeaux ont obtenu gain de cause et si la veuve d'Eisner a été obligée de rembourser la somme ridicule de cinq mille marks dans un budget qui se chiffre par centaines de millions, mais je puis affirmer ici, en toute sincérité, que Kurt Eisner en Suisse a beaucoup plus travaillé pour la Bavière, pour toute l'Allemagne que pour son parti, qu'il s'est évertué à amender les dispositions de l'Entente vis-à-vis de son pays, à seule fin d'obtenir un Traité de paix qui ne serait pas trop césarien, à nous convaincre de la nécessité de lever le blocus, de ravitailler l'Allemagne et de

1. Textuellement : Etat du peuple de Bavière, appellation officielle de la République.

rapatrier les prisonniers allemands. Tout le temps qu'il était à Berne il a accompli une œuvre éminemment patriotique; encore que sa politique intérieure fût entachée de faiblesse et d'hésitations, que Kurt Eisner lui-même inclinât vers le soviétisme, cela ne nous empêchera pas d'affirmer qu'il était profondément idéaliste, illuminé même et qu'il travaillait avant tout à la transformation morale de son pays.

Il est déplorable qu'il n'y ait pas eu plusieurs Kurt Eisner à la tête de la Révolution allemande, qu'il n'ait pas été mieux soutenu par ses compatriotes et aussi par nous.

CHAPITRE III

L'ASSASSINAT D'EISNER ET SES SUITES IMMÉDIATES

Avant de rentrer à Munich, Eisner s'arrête à Bâle où il donne une dernière conférence. Il est plein d'appréhensions. Les mauvaises nouvelles se sont amoncelées, et la calomnie s'est donné libre carrière : en son absence la presse allemande n'a-t-elle pas eu le front d'affirmer qu'Eisner s'était opposé à la libération des prisonniers de guerre allemands ! C'est en vain qu'il s'élève avec indignation contre ces diffamations dans un compte rendu du 13 février sur la Conférence de Berne.

Non seulement sa résipiscence n'a pas trouvé l'approbation de la grande majorité de ses compatriotes, mais par surcroît il a senti grandir pendant son absence l'hostilité des ministres de son cabinet, en particulier du Ministre de l'Intérieur Auer, à la fois le plus capable et le plus intrigant.

Auer, qui s'applique à renverser Eisner, a été renseigné très exactement sur l'activité de ce dernier en Suisse et il exploite savamment toutes les informations

que lui transmet un agent aussi dévoué que délié. Cet agent, qui est doublé d'un ambitieux, n'a-t-il pas conçu le plan de former un nouveau gouvernement allemand dont les vedettes seraient Foerster, Muehlon, Auer, et lui-même bien entendu. Ce triumvirat élargi, ou plutôt ce quatuor, serait qualifié pour signer la paix au nom de l'Allemagne. La personne bien intentionnée qui a élaboré d'abord ce projet n'oublie qu'une chose, à vrai dire essentielle : c'est que Foerster et Muehlon, *personæ gratæ* auprès de l'Entente, ne sont guère connus en Allemagne où ils ne sont affiliés à aucun parti. Certes leur accession au pouvoir marquerait pour leur pays l'inauguration d'une ère démocratique, à l'exclusion de toute tendance extrémiste émanant de la droite ou de la gauche, elle signifierait le calme, l'apaisement des esprits et impliquerait aussi pour l'Allemagne la promesse d'un avenir meilleur ; mais ces candidatures, sans notre intervention que l'on sollicite, sont vouées à l'avortement ; le dessein de l'homme de confiance d'Auer semble irréalisable.

Néanmoins il se met en campagne ; il part en même temps qu'Eisner, se proposant de sonder les gouvernements des divers Etats allemands et les députés qui sont réunis à Weimar.

Le seul fait qu'Eisner, l'idéologue, est exclu de cette combinaison, prouve combien on se méfie de ses projets et de ses accointances possibles avec Moscou. Si pareille méfiance règne contre lui dans des cercles instruits, éclairés, libéraux, on se doute des sentiments que peuvent nourrir contre lui les centristes et les réactionnaires bavarois.

Pour que ce projet prît corps, qu'il eût quelque chance de succès, il fallait le soutien de l'Entente. Or, là encore nous nous sommes complètement désintéressés de la constitution du gouvernement allemand. Sous couleur de ne pas vouloir nous immiscer dans les affaires

internes de l'Allemagne, nous avons assisté à la cristallisation progressive de toutes les forces anti-démocratiques, de tous les courants hostiles à la paix et en particulier à la France [1].

Certes, ce projet pouvait paraître à première vue saugrenu, mais il n'était pas absolument irréalisable. Etendu vers la gauche, embrassant des socialistes non tarés (genre Bernstein, Kautsky et même Breitscheid), des néo-révisionnistes de la couleur de Cohen, des démocrates comme Gerlach et des pacifistes profondément républicains à la manière de Foerster et de Muehlon, ce gouvernement, appuyé par nous, constitué sous notre égide, eût pu être viable... Et aujourd'hui nous ne nous trouverions pas en présence d'une Allemagne rétive, hérissée de mauvaise foi, lourde de menaces.

Abandonnés à eux-mêmes les « futuristes », non pas au sens péjoratif du mot, étaient impuissants contre les « passéistes », dont la guerre avait laissé l'armature intacte. Avec notre aide ils eussent pu sans contredit aiguiller sur des voies nouvelles une Allemagne que la défaite avait atteinte dans ses œuvres vives.

La combinaison nous fut soumise, d'autres plus tard également. Jamais il n'y fut donné suite. Nos diplomates d'après-guerre se montraient ainsi les dignes émules de ceux d'avant-guerre.

*
* *

Eisner est ouvertement combattu par les ministres de son cabinet, par les étudiants qui diffusent des pamphlets contre lui, par les journaux — sauf la socialiste *Münchner Post* — qui refusent d'enregistrer les comptes rendus des débats du Congrès des conseils de soldats, de

1. J'ai tenté de caractériser cette évolution fatale dans la « *Contre-révolution allemande* ».

paysans et d'ouvriers. A la faveur de son absence, Auer, qui agit pour le compte du gouvernement du *Volksstaat Bayern*, a convoqué le 12 février, pour le 21 février, la Diète de Bavière élue le 12 janvier et le 2 février.

Les quinze jours qui précèdent l'ouverture de la Diète sont gros d'orage. Le ministre des affaires militaires, Rosshaupter, a promulgué un décret aux fins de créer une milice propre à combattre les menées bolchévistes et spartakistes; des cortèges tumultueux défilent dans les rues de Munich, des troubles communistes éclatent à Nuremberg. Le Congrès des conseils qui siège en permanence pose au gouvernement un ultimatum expirant le 17 février : il faut annuler le décret concernant les milices et soumettre désormais tous les arrêtés à la ratification préalable du Comité exécutif des conseils.

Le dualisme entre le gouvernement et les conseils s'accentue. Il s'aggravera jusqu'à la proclamation de la république soviétique.

Le cabinet et le ministre Rosshaupter s'inclinent devant la détermination des conseils; sans doute pour gagner du temps, et éviter ainsi la dissolution de la Diète, ils acceptent dans ses grandes lignes les six points de l'ultimatum.

Le 19 février, deux jours avant l'ouverture de la Diète, une bande de matelots bavarois au nombre de six cents environ, provenant de Wilhelmshaven et destinés à être démobilisés, à l'instigation d'un mystérieux « Comité pour la protection du Landtag » derrière lequel on soupçonne, non sans apparence de raison, Auer, le docteur Heim, « roi des paysans », chef du Centre bavarois, et même le prince Joachim de Prusse, qui se trouvait « fortuitement » à Munich, s'empare de tous les principaux édifices publics et arrête pour quelques heures le commandant de la ville ainsi que plusieurs membres du Congrès des Conseils. Le *putsch* des mate-

lots est toutefois éteint sans encombre. Le même jour on les persuade à battre en retraite et à remettre en liberté tous leurs détenus.

Quatre-vingt-dix-sept et demi pour cent des électeurs bavarois se sont prononcés contre Eisner à la votation du 12 janvier; les Socialistes Indépendants, dont il est le chef, malgré leur agitation, n'ont réuni que deux et demi pour cent des suffrages. Alors qu'ils n'ont que trois mandats au Parlement ils disposent dans le ministère d'un nombre égal de sièges : trois sur huit. Cette proportion est anormale ; elle ne peut se prolonger. Les social-démocrates, qui ont la majorité des électeurs derrière eux, ont invité vainement Eisner à démissionner. Il se cramponne au pouvoir et on répand le bruit qu'il a l'intention de dissoudre la Diète pour constituer un gouvernement des conseils dont il est certain d'avoir l'appui.

Le 20 avril, pour parer à ce coup d'Etat que l'on pressent, le conseil des ministres décide de remettre sa démission collective à la Diète qui sera chargée de constituer un nouveau gouvernement.

Grâce à ce stratagème Eisner sera éliminé. Pour combien de temps? Lui qui a tous les éléments explosifs de la capitale derrière lui, qu'auréole la gloire des révolutionnaires de la première heure, qu'acclament les foules, qu'adulent les conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans, se laissera-t-il reléguer au deuxième plan? Se résignera-t-il à renoncer sans combat aux ivresses du pouvoir?

*
* *

L'un de ses ennemis de la première heure qui considèrent le Juif Kurt Eisner comme un tyran dont le maléfice écrase leur pays et le vouent à la décadence, appartient à une des plus anciennes familles aristocratiques

de Bavière, c'est le comte Arco-Valley, étudiant à l'Université de Munich.

Promu officier pendant la guerre, imbu de tous les préjugés de sa caste et de son éducation, Arco, après la débâcle, s'est remis à ses études de droit. Dans la corporation d'étudiants à laquelle il est affilié comme il sied, il cultive les réminiscences du passé, l'âge d'or des balafres, des duels appelés *Mensur* et des nocturnes beuveries baptisées euphémiquement *kommers*. Avec ses amis il fronde le nouveau régime et s'exaspère à l'idée qu'un Juif abject, qui n'est même pas d'origine allemande, un méprisable social-démocrate, dirige les destinées de la catholique Bavière, laquelle devrait être l'apanage incontesté des Wittelsbach et des cléricaux.

Il rumine des projets de vengeance. Le discours d'Eisner au Congrès de Berne, machiavéliquement dénaturé et propagé, le détermine à son acte sanguinaire. Plusieurs jours avant le retour du tribun il est résolu à l'assassiner, parce qu'il estime qu'Eisner est un malheur pour la Bavière.

Il prépare son crime dans tous les détails avec un sang-froid digne d'une action moins vile, et la veille, en compagnie de ses amis intimes, auxquels il prétend n'avoir rien communiqué de ses sinistres desseins, il passe une joyeuse et bachique soirée.

Rentré dans sa pension, il prie la fille de chambre de le réveiller de bonne heure et de lui préparer un bain le lendemain, car il a l'intention de se rendre à l'ouverture de la Diète « à seule fin, ajoute-t-il posément, d'y revolvériser Kurt Eisner ». Arco est gai, légèrement pris de boisson, et la jeune fille, habituée aux galéjades des étudiants, à leurs « *Witz* » de brasserie, tient ces propos pour une fanfaronnade de mauvais goût.

Pourtant avant de se coucher, il recommande encore à la servante de mettre de côté du linge chaud. « Pourquoi ? » demande-t-elle. Et sans hésitation il réplique :

« Parce qu'après l'assassinat je serai emprisonné et vous n'ignorez pas qu'il fait bien froid dans les cachots ! »

La jeune fille se contente de sourire de cette nouvelle vanterie et, persuadée qu'elle a affaire à un mauvais plaisantin, elle va se coucher.

Par quelle bizarre hallucination exécute-t-elle ponctuellement le matin du vendredi 21 février — jour de mauvais augure — tous les ordres que le comte Arco lui avait impartis quelques heures auparavant? Pourquoi, au lieu de l'éveiller de bonne heure, ne le laissa-t-elle pas cuver son trop-plein de vin ou de bière?... La fatalité voulut que le comte Arco se levât assez tôt pour rencontrer Eisner sur son chemin...

Son bain, sa toilette qu'il soigne plus que de coutume, peut-être un recul inconscient, un remords tardif, qu'il va surmonter, l'ont mis quelque peu en retard.

Mais comme il n'entend rien laisser au hasard, avant de se mettre en route il téléphone au Ministère des Affaires Etrangères — Eisner cumulait la Présidence du Conseil et les Affaires Etrangères — puis à la Diète pour savoir quand Eisner quitterait le ministère et à quelle heure la séance serait ouverte. Puis, une flamme d'indomptable résolution dans les yeux, il s'en va, laissant cette fois la servante terrifiée, ne pouvant encore croire à la possibilité d'une chose aussi affreuse.

Elle est à tel point pétrifiée qu'elle n'a pas non plus l'idée de prévenir la police, de téléphoner au poste le plus rapproché ou, ce qui eût été plus simple, de se jeter au travers du fanatique Arco.

D'autant plus qu'en partant celui-ci déclare tranquillement : « J'ai encore de la chance. Le Landtag (Diète) ne s'ouvre qu'à dix heures. »

Arco, le revolver dans la poche du pardessus, flâne dans les rues que doit suivre Eisner pour se rendre au Parlement.

Il a une tête caractéristique de *Korpsstudent*, d'un

étudiant de corporation, fils de junker, insuffisamment garni de *Schmisse* (balafres) à cause de la guerre qui a brutalement coupé court ses études universitaires. Il est le type accompli de l'étudiant qui pioche consciencieusement et qui se livre avec ardeur aux libations rituelles, obligatoires sous peine de carence, des corps qui fournissent à l'Allemagne ses diplomates et ses fonctionnaires.

Sa chevelure trop pommadée laisse à découvert un front haut, fuyant aux angles, celui d'un futur *Geheimrat*, ou Conseiller intime; ce front, prédestiné à une calvitie précoce, surplombe deux yeux durs d'une fixité déplaisante voilés à peine par le trait d'ombre des sourcils. Le nez, très droit, tranche un visage glabre aux chairs pleines, reluisantes de santé ; il a le masque hostile d'un homme violent que soulignent encore son menton volontaire et la trop grande régularité de ses lignes; celles du Germain pur-sang altier de sa race et jaloux de sa souche sans tare.

Son allure est celle d'un lieutenant de grenadiers : rigide et saccadée. Toute sa personne émane du reste la raideur, l'acidité et l'obstination farouche. Il marche comme un automate, hanté par sa détermination, et bientôt il est au voisinage de la Diète. Voici la Promenadenstrasse. Il sait que Kurt Eisner doit y passer ; il ralentit le pas et soudain il l'aperçoit qui vient au-devant de lui.

Eisner, la démarche lasse, les paupières rougies d'un homme qui n'a pas dormi, le regard traînant sur le sol, ne se doutant nullement qu'une main criminelle le guette, se dirige sans escorte vers le Palais de la Diète. Cet ami du peuple, confiant dans la vigilance de ses adeptes, et présumant trop de sa popularité, ne voulut jamais autour de lui de janissaires ou de policiers. Dans sa naïve bonté il se figurait que la sereine confiance était encore la meilleure des gardes. Et puis il était

résigné, prêt, tel le bouc expiatoire, à offrir son sang pour le bien de son pays et de l'Humanité, prêt à braver le meurtrier qui voudrait attenter à ses jours.

Eisner est à la hauteur d'Arco. Froidement celui-ci extrait son revolver de son étui, le braque sur Eisner, vise et tire. Au premier coup le tribun, atteint mortellement, s'affaisse.

Un factionnaire qui arpente le trottoir devant le palais a été témoin de la scène; son fusil est tout chargé. Séance tenante, sans que le comte Arco ait eu le temps de s'enfuir, il tire sur lui deux coups de feu presque à bout portant. A son tour le comte tombe sur le trottoir, évanoui. La foule accourt, on veut le lyncher ; à grand'-peine on l'emporte.

Le généreux sang d'Eisner mêlé à celui de son meurtrier rougit la chaussée. Ses amis désespérés viennent verser des larmes sur son cadavre, son secrétaire Fechenbach harangue la foule et clame vengeance.

*
* *

« Eisner est assassiné! » La nouvelle, comme un cyclone, fond sur la ville terrifiée. Elle s'engouffre dans l'enceinte de la Diète où tous les députés sont déjà rassemblés dans l'attente d'Eisner. L'agitation est indescriptible; dans les tribunes règne le chaos. La séance est suspendue.

Une heure plus tard elle est rouverte. Le ministre Auer monte à la tribune pour flétrir l'attentat. A peine a-t-il achevé son discours qu'un homme revêtant un uniforme de soldat, coiffé d'un chapeau de feutre mou, relève les portières qui couvrent l'entrée de la salle et, le revolver au poing, abat Auer à brûle-pourpoint. Un tumulte effroyable s'élève. Des députés hurlent, d'autres cherchent à s'enfuir. Le major (commandant) Jahreis fait le geste de saisir son revolver; une balle de l'in-

connu met fin sur-le-champ à ses velléités de résistance. Une troisième balle tue le député Osel.

Tout le monde a perdu la tête, les représentants de la presse aussi bien que ceux du peuple, et, profitant de la confusion générale, le criminel s'enfuit.

C'est un certain Aloyse Lindner, aucien maître-coq de navire et boucher de profession, l'un des gardes du corps les plus dévoués d'Eisner. Surexcité au plus haut point par la nouvelle de la mort du tribun, il s'est précipité dans la salle et a voulu venger immédiatement Eisner sur son principal adversaire politique, Auer, qui aux yeux de tous les fanatiques incarne la contre-révolution.

*
* *

Les communistes, tous les partisans d'Eisner, les éléments les plus radicaux sont maîtres de la ville. La Diète a été dissoute. Les affiches des gazettes bourgeoises sont lacérées. Partout sont apposées des banderoles vengeresses : « Vengez Eisner ! A quatre heures on donnera l'assaut aux journaux » !

Telle une tempête l'opinion publique s'exalte ; les magasins abaissent leurs rideaux de fer, tous les établissements publics ferment leurs portes, les tramways ne circulent plus. Des autos regorgeantes de soldats et hérissées de mitrailleuses parcourent les rues à fond de train. Partout se forment des groupes suspects que fanatisent des orateurs improvisés. *Rache für Eisner* : Vengeance pour Eisner ! c'est le mot d'ordre qui court sur toutes les lèvres.

On s'attend à des vêpres siciliennes. Les curieux rentrent chez eux en toute hâte. Vers midi la ville semble morte. Le tocsin de Saint-Paul l'enveloppe de sa lugubre mélopée ; le glas de toutes les cloches du dôme lui donne une funèbre réplique. On a voulu obliger le curé en personne à les sonner.

Vers deux heures la ville s'anime et tous les disciples de l'apôtre se rendent en pèlerinage vers le lieu sanglant. La place est jonchée de fleurs et à l'endroit précis où Eisner s'écroula sous la balle d'Arco son portrait a été exposé. Il est là qui sourit mélancoliquement à la foule, les traits émaciés et l'œil très tendre. Tous les passants se découvrent pieusement devant l'autel populaire érigé en sa mémoire.

A quatre heures la foule assaille les imprimeries des grands journaux que l'on croit responsables, pour une large part, de l'assassinat d'Eisner. Tous les stocks de gazettes sont empilés dans la rue en monceaux que l'on allume et qui projettent dans le ciel gris d'immenses colonnes de fumée noire.

Quand le soir tombe sur la ville angoissée, la basse pègre sort de ses tanières et à Schwabing, dans la rue Max-Joseph, dans la rue Widenmayer des magasins sont saccagés.

Tard dans la nuit — comme en novembre 1918 — profanant la mémoire du tribun, on rencontre des groupes d'hommes et de femmes qui rentrent au logis, les bras et les épaules chargés de souliers, de linge et de hardes, de machines à écrire, les poches bourrées de joyaux, de bibelots et de montres en or ; d'aucuns poussent devant eux des charrettes où l'on découvre des lits, des sommiers, des matelas et des tapis.

*
* *

La proclamation suivante, qui inaugure l'ère du deuxième bouleversement : le bouleversement social — la première révolution n'avait qu'un caractère politique — est affichée sur tous les murs de la ville :

« Le libérateur du prolétariat, le président du Conseil de la République de Bavière, Kurt Eisner, a été assassiné traîtreusement ce matin à dix heures, par un repré-

sentant de la bourgeoisie, le comte Arco Valley. Ouvriers et soldats ! honorez le souvenir de votre héros en restant unis. C'est votre devoir de protéger la Révolution. Dans ce but vous êtes invités à proclamer sur-le-champ la grève générale, à vous rassembler à quatre heures sur la Theresienwiese (champ de foire de la banlieue munichoise) et à attendre de nouvelles instructions demain matin à neuf heures dans les salles de réunion de Munich. Vive la mémoire de Kurt Eisner ! Vive la deuxième révolution ! Vive la république des Conseils ! »

Munich, le 21 février 1919.

Signé : Wenz.

Une proclamation invitant au calme est lancée en commun par le Conseil de soldats, le ministère des Affaires militaires, le commandant de la ville Dürr et le président de police Staimer. A partir de sept heures du soir la population civile, crainte de troubles, doit rester dans les maisons ; tous les cafés et restaurants seront fermés.

Le Parti Socialiste Indépendant, dont Eisner était le chef, fait également afficher un manifeste enflammé dont l'un des signataires est le secrétaire d'Eisner, Fechenbach. En voici la conclusion :

« Ouvriers et soldats ! A nouveau on veut vous courber sous l'ancien joug militariste et capitaliste ! Le moment est à l'action. Il faut sauver la Révolution ! Proclamez la grève générale ! Délaissez les fabriques ! A bas la bourgeoisie et ses complices criminels. Vive la révolution sociale ! »

Dès le lendemain, 22 février, la tyrannie du *Zentralrat* se manifeste, car, sur l'ordre du Département de la presse, tous les journaux munichois, sans distinction de parti, sont obligés de reproduire un article intitulé :

« Un martyr de la Révolution », inspiré et probablement écrit par Fechenbach [1].

Le gouvernement légal, décapité, est désemparé. Il semble réduit à l'impuissance et se contente de faire paraître le lendemain dans les journaux une brève déclaration historique signée seulement de deux membres : Frauendorfer et Jaffé, où il est dit :

« Le jeudi 20 février 1919, Eisner avait déclaré au Conseil des ministres que le vendredi à 10 heures il annoncerait au Landtag, au nom de tous les ministères, la démission du cabinet qui mettait ses sièges à la disposition de la Diète. Le cabinet est prêt à diriger les affaires jusqu'à ce qu'un nouveau gouvernement soit constitué ».

En revanche nous ne sommes qu'imparfaitement renseignés sur ses visées futures. Nous ne croyons pas qu'il se fût résigné à disparaître définitivement de l'arène politique. Une déposition écrite d'Auer qui a été lue au procès de son meurtrier, Lindner [2], nous apporte quelque lumière sur les intentions d'Eisner.

Selon Auer, Eisner se serait trouvé, avant le 8 novembre, en rapport avec le révolutionnaire russe Levien, l'un des principaux acteurs du deuxième bouleversement. Et c'est de concert avec lui qu'il en aurait forgé les plans. Toutefois, plus tard, une certaine hostilité se serait manifestée entre les deux hommes.

A plusieurs reprises Eisner aurait parlé à Auer d'une deuxième révolution imminente qui serait plus grave que la première : « Je crois, ajoute Auer, que s'il avait été éliminé du gouvernement il eût préparé un deuxième

1. Le discours qu'Eisner devait prononcer a été reproduit intégralement par les soins de Fechenbach dans les numéros 65 et 67 de la *Neue Zeitung*, organe des socialistes indépendants. Après avoir justifié la politique de son gouvernement, Eisner conclut en déposant la démission de tout le cabinet aux mains de la Diète.

2. Cf. épilogue.

bouleversement. » Eisner s'est exprimé dans le même sens en Suisse à l'occasion de la conférence internationale et il a déclaré qu'il rassemblerait ses forces pour travailler « de bas en haut ».

En effet, bien qu'Eisner ne m'ait pas fait de déclarations formelles à ce sujet, je me souviens qu'il était résolu à défendre sa révolution par tous les moyens; comme je me référais au résultat des dernières élections, il répartit que le vote avait été truqué et que, faute de moyens de propagande, son parti n'avait pu atteindre les électeurs. Au surplus Eisner était convaincu d'être invulnérable parce qu'il avait les masses derrière lui. Son secrétaire Fechenbach me fit aussi certaines allusions mystérieuses au pouvoir du *Zentralrat* et des conseils révolutionnaires : « Jamais, s'écria-t-il, le prolétariat munichois ne tolérera l'éviction d'Eisner ».

De tout cela il semble résulter que la démission d'Eisner n'eût été que fictive et qu'il n'aurait pas tardé à remonter sur le pavois, appelé cette fois par la volonté des Conseils. Son deuxième avènement eût marqué la fin du dualisme entre les Conseils et la Diète, le triomphe du soviétisme sur le parlementarisme. Il eût débuté sans doute par la dissolution du Landtag.

Kurt Eisner a été enseveli le 26 février 1919, à 10 heures du matin, dans le cimetière de l'Est. Gustave Landauer prononça l'apologie d'Eisner et de son œuvre.

CHAPITRE IV

LE CHAOS

La période qui sépare l'assassinat d'Eisner de la proclamation du communisme, laquelle s'étend du 21 février au 7 avril, nous offre un tableau chaotique où se croisent et se combattent les tendances les plus diverses, les doctrines les plus hétéroclites. Les ambitions déchaînées par l'anarchie ne connaissent plus de bornes ; les individus les plus louches surgissent des antres où ils attendaient *leur* révolution ; des gouvernements sans sujets se forment et se déforment en l'espace d'une nuit, voire de quelques heures.

Dès le 22 février, au lendemain de l'assassinat d'Eisner, une réunion des socialistes partisans du retour à l'ordre adoptait une résolution où, tout en reconnaissant l'institution des conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans, le caractère légal de la Diète était maintenu et souligné.

A la suite de la collusion des socialistes, les trois délégués communistes se retirent du Conseil central. Cette scission va aggraver le conflit.

Le 25 février et les jours suivants se réunit le Congrès des C. O. S. dans la salle du *Deutsches Theater*. Ses séances sont orageuses.

Des excitateurs, parmi lesquels se distingue un délégué de nom de Kroepelin, déversent sur l'Assemblée des cascades de grands mots à l'emporte-pièce : « Armement du prolétariat ! Désarmement de la bourgeoisie ! Prise d'otages ! » Des paroles on en vient vite aux gestes : un aristocrate bavarois, Kress von Kressenstein, et l'éditeur pangermaniste Lehmann sont arrêtés. « Si aujourd'hui, déclare Kroepelin, un révolutionnaire est abattu par une main réactionnaire, dix Kress von Kressenstein seront passés par les armes. Il faut que les Conseils aient la haute main dans l'Etat... » Landauer dépose une motion demandant que le Congrès soit transformé en Conseil national provisoire.

Une députation de soviétistes, guidée par Eglhofer, que nous retrouverons, vient exiger la proclamation immédiate de la République des Conseils, l'entrée en rapport avec la Russie, l'ouverture d'une légation russe à Munich ainsi que la création d'une armée rouge.

Ce premier assaut est repoussé ; mais le 28 une motion à peu près identique part du sein même de l'assemblée, l'un des signataires en est Mühsam. Elle est déclinée par 234 contre 70 voix.

L'irritation contre les apôtres de la nouvelle religion est si forte que dans l'après-midi du même jour des miliciens font irruption dans la salle : « Haut les mains ! » crient-ils ; personne n'ose leur résister et sans coup férir ils procèdent à l'arrestation de Max Levien et d'Erich Mühsam qui sont, du reste, remis en liberté après quelques minutes.

En vain, dans un manifeste daté du premier mars 1919, les députés bavarois au Reichstag, qui siège à Weimar, protestent-ils avec véhémence contre l'anarchie qui règne à Munich et contre le terrorisme des Conseils ; en vain réclament-ils le retour aux institutions légales. Le *Zentralrat* leur réplique le 4 mars en annonçant la constitution d'un nouveau gouvernement dans lequel

nous voyons figurer, à côté des membres de l'ancien ministère, certains délégués des Conseils : le président du Conseil, qui cumule le portefeuille des Affaires étrangères est Segitz ; Simon, Jaffé, Unterleitner, Niekisch (Président du Congrès des Conseils), Endres, Scheid, Frauendorfer et Dirr se partagent les autres fauteuils.

Le *Zentralrat*, qui est le seul pouvoir législatif, s'arroge naturellement un droit de contrôle sur les faits et gestes des ministres qu'il a désignés. Cependant trois ministres qui appartenaient au cabinet d'Eisner : Jaffé, Unterleitner et Frauendorfer se désolidarisent, le 7 mars, de leurs collègues, rejetant toute responsabilité pour l'activité de ceux-ci. Dès le 23 février, un décret du *Zentralrat* signé par l'instituteur Niekisch, Sauber délégué du Conseil de soldats, et le chef des paysans radicaux Gandorfer, ordonne l'arrestation de quelques personnalités qui serviront d'otages, à seul effet de prévenir tout attentat contre-révolutionnaire.

La presse est muselée par un grand nombre de directives que le *Zentralrat* arrête à la date du 8 mars.

*
* *

A partir du 28 février les soviets sont virtuellement les maîtres de Munich. Mais des germes de dissolution se manifestent dès l'abord, dans les soviets mêmes. C'est ainsi que parallèlement à ce nouveau *Zentralrat* et au ministère de fantoches qui vient d'être créé, se constitue un Comité d'action des C. O. S. qui entend assumer le pouvoir exécutif. Cet « *Aktionsausschuss* » se compose d'un nombre paritaire de socialistes majoritaires, de socialistes indépendants et de communistes à l'exclusion de tous les autres partis. Le glissement vers la gauche s'accentue.

Le mot d'ordre du prolétariat, la panacée qui doit guérir tous les maux sociaux, est le soviétisme. C'est en vain

que les social-démocrates, épaulés par les représentants du parti populiste chrétien (ou centre bavarois) dont le chef reconnu est le docteur Heim, s'évertuent à combattre les tendances maximalistes du peuple et des conseils.

Le Conseil des ouvriers, révolutionnaire — comme à l'époque de la Révolution française les comités les plus bariolés champignonnent, — par l'intermédiaire de ses trois mandataires Levien, Eisenhut et Hagemeister, transfuges du *Zentralrat*, s'efforce de radicaliser l'attitude du Comité d'action d'où les social-démocrates tentent de les éliminer. Des chocs de plus en plus nombreux, de plus en plus violents, présageant une formidable bourrasque, se produisent journellement, à tout instant.

En dépit de leurs efforts les communistes n'ont pas pu faire aboutir dans les quatre séances du Congrès leurs revendications purement soviétistes, et leur projet de dictature des Conseils a échoué devant la fermeté des partis socialistes modérés. L'arrestation des extrémistes Levien et Mühsam est symptomatique.

Ils n'ont de leur côté qu'une partie de la garnison de Munich avec les éléments les plus explosifs de la population, mais ce sont aussi les éléments les plus agissants et les plus résolus; ils se sont assigné des buts précis et ils veulent les atteindre coûte que coûte.

Le parti populiste chrétien qui, numériquement, est le plus fort en Bavière, ne reste pas inactif et, en prévision d'événements qui semblent désormais inévitables, ses mandataires battent la campagne et réclament la convocation du Landtag, qui est la seule représentation légale de la nation.

Le Congrès de Nuremberg du 4 mars auquel assistent des délégués de tous les partis, sauf les communistes, n'aboutit à aucun accord. Le programme des partis socialistes, auxquels se sont joints les ligueurs paysans, ne peut se concilier avec celui des partis bourgeois. Au

demeurant les dix points du programme formulé par le socialiste indépendant Fechenbach, ancien secrétaire d'Eisner, ne trouvent pas l'assentiment des Munichois qui entendent agir à leur convenance.

Finalement, après d'interminables négociations et d'innombrables manifestes, les partis finissent par tomber d'accord sur la convocation de la Diète qui se réunit les 17 et 18 mars pour une brève session. C'est le social-démocrate majoritaire Hoffmann, originaire du Palatinat, qui, conformément à ce qui avait été préalablement convenu, est désigné pour constituer un nouveau ministère et qui prend la succession de l'éphémère et impuissant cabinet Segitz.

Le gouvernement Hoffmann ne fera, du reste, pas montre de qualités supérieures à celles de son prédécesseur. Tandis que Hoffmann est à la présidence du Conseil, Segitz se charge de l'intérieur, Frauendorfer reste au trafic, le socialiste indépendant Simon devient ministre du Commerce, le ligueur paysan (*Bauernbündler*) Steiner ministre de l'Agriculture et le Nurembergeois Schneppenhorst, ministre des Affaires militaires.



Le nouveau ministère est exclusivement socialiste; il ne s'y trouve aucun représentant des partis bourgeois ni de la Ligue de Spartacus. On pourrait donc croire que cette phase préparatoire de la deuxième révolution se conclut par une victoire du socialisme modéré, des partisans de l'ordre et de la Diète sur les léninistes. En réalité le gouvernement qui s'est constitué, vaille que vaille, à grand ahan, ne jouit d'aucun prestige, tous ses actes sont constamment contrôlés par le *Zentralrat* qui délègue à toutes les séances du Conseil des ministres un représentant des Conseils de soldats, un autre des conseils d'ouvriers et un troisième des Conseils de

paysans, lesquels prennent part aux débats et disposent d'une voix consultative.

Surveillés pas à pas, mouchardés, persécutés par les milieux radicaux du Parti socialiste indépendant et du Parti communiste qui, au sein du *Zentralrat*, poussent de toute leur vigueur à l'établissement du régime soviétique, les dirigeants socialistes sont débordés, leurs efforts sont annihilés.

La proclamation de la République des Soviets en Hongrie, sur le modèle russe, vient renforcer la position des soviétistes bavarois qui redoublent leurs coups de bélier et déploient sans trêve une propagande sustentée par le rouble russe.

Dès sa formation, le cabinet, qui n'est plus soutenu par le *Landtag* (Diète) en vacances, entre en conflit avec le Conseil Central des C. O. S., le *Zentralrat*, qui a de plus en plus propension à usurper les pouvoirs du gouvernement. Dans cette lutte de compétences, c'est le cabinet Hoffmann qui va succomber. Certains ministres poussent la condescendance, ou plutôt la coupable veulerie, jusqu'à assister aux séances du *Zentralrat*. Ils se soumettent à ses décisions et subissent ses critiques sans s'insurger. En apparence le gouvernement dit légal détient encore une parcelle d'autorité, en fait c'est la constitution soviétique qui triomphe.

Partout les Conseils de soldats, d'ouvriers et de paysans se sont organisés à la faveur du désarroi. Dans un pays où la propriété est morcelée, ou les « *Rittersgüter* », les domaines nobles, sont rares, où abondent par contre les métayers et les petits fermiers, les ligueurs paysans, pilotés par Gandorfer et Eisenberger, n'ont pas eu trop de peine à grouper tous les ruraux indigents que séduit le mirage du régime en gésine : un nouveau lotissement des terres et une nouvelle répartition des fortunes.

Le Congrès des Conseils évince la Diète à la même

enseigne que le *Zentralrat* élimine le ministère. Le premier, Hoffmann, a tellement conscience de sa superfluité que dans une carte qu'il écrit à l'instituteur Niekisch, président du Congrès, il lui remet sa démission. Ce n'est que sur les instances de ses amis qu'il consent à la retirer. Néanmoins, le fait seul qu'il confiait la direction du gouvernement à Niekisch impliquait nécessairement la reconnaissance du gouvernement soviétique.

Le jeune Toller, qui est revenu de Berne, est nommé président du Parti Socialiste Indépendant de Bavière à la place d'Eisner. Malgré sa bonne volonté, sa jeunesse et son incapacité ne lui permettront pas de refréner les passions violentes qui de plus en plus se manifestent et menacent de tout bouleverser. On fait venir de Vienne le docteur Neurath, grand spécialiste en matière de socialisation

Des éléments équivoques, repris de justice, propagandistes bolchevistes, se glissent dans les Conseils d'ouvriers où ils organisent une agitation qui va être funeste au régime. Cette agitation se base sur la surenchère extrémiste frisant l'anarchie. C'est ainsi que peu à peu des étrangers comme Levien, Leviné-Niessen, Axelrod, Mühsam, Wadler, d'autres encore, acquièrent un certain ascendant sur les milieux ouvriers radicalisés et qu'ils peuvent compter parmi leurs clients tous les bas-fonds de la capitale, la basse pègre, les escarpes, les souteneurs, les chevaux de retour, bref toute l'armée du vice.

Les trois Russes, Levien, Leviné et Axelrod deviennent membres du Comité exécutif des C. O. S. où ils exercent une influence de plus en plus néfaste.

Dans les réunions des Conseils d'ouvriers, les modérés, qui forment pourtant la majorité, se laissent terroriser par les maximalistes. De même le gouvernement ondoyant Hoffmann n'existe qu'à force de concessions

et d'humiliations. En désespoir de cause son chef, qui sent approcher la tourmente, déserte son poste et part subrepticement pour Berlin.

N'est-ce pas le ministre Simon qui rédige lui-même un projet d'organisation de l'Armée Rouge?... La socialisation de la presse étudiée par le docteur Neurath, n'est-elle pas soumise au cabinet Hoffmann qui l'approuve.

La « milice républicaine » (*Républikanische Soldatenwehr*), qui a été constituée, n'offre au gouvernement légal aucune garantie de loyalisme. Recrutée parmi les sans-travail, elle est en proie à la déliquescence communiste. Au demeurant les soldats passent leur temps à pérorer; ils ont leurs *Raete*, leurs conseils, au même titre que les matelots[1] et les blessés dans les lazarets.

Les plus folles élucubrations germent et fleurissent dans les cervelles les plus pondérées. D'aucuns, pris de la folie des grandeurs, désireux de jouer les rôles de ténor, viennent en Suisse où ils s'efforcent de trouver l'oreille des diplomates de l'Entente. Le professeur Foerster, qui a accepté par pur dévouement patriotique, en refusant toute rétribution, de représenter la Bavière à Munich, a une tâche ingrate. Lui qui condamne résolument le bolchevisme et ses adeptes se voit assailli par une multitude d'individus bizarres qui sont des agents de liaison de Lénine, des agitateurs dangereux.

Le ligueur paysan Gandorfer, avec lequel j'eus l'occasion de causer à bâtons rompus en Suisse, le dimanche 16 mars, la veille de mon départ pour l'Allemagne, est un type d'intrigant tenace, sans scrupules, qui, par son physique, n'a pas l'emploi du conspirateur. D'extérieur lourd, massif, le corps taillé à coups de serpe, sans

1. Des matelots en rupture de ban ont envahi toutes les grandes villes d'Allemagne où ils constituent un élément permanent de désordre et d'agitation.

relief, mise négligée, Gandorfer s'exprime néanmoins avec animation dans un allemand largement teinté de jargon bavarois. Il a de la verve et même l'esprit du paysan finaud ; il parle avec chaleur des maux de la Bavière qui, selon lui, se ramènent uniquement à la disette de vivres : « Ravitaillez-nous, proclamait-il, levez le blocus, et il n'y aura plus un seul bolchévisant parmi nous ». Et Gandorfer me brossa un sombre tableau de la misère qui régnait en Bavière : les écoles regorgeant d'enfant chétifs, rachitiques, sous-alimentés et mal vêtus, dont la plupart n'avaient pas de chemises, les taudis sans feu ni vivres, pleins à craquer de tuberculeux, les hôpitaux trop étroits pour recueillir la foule des malades.

Ét très adroitement, après avoir fait vibrer la corde sentimentale, il fit résonner la corde politique, m'exposant les avantages que retirerait la France d'une coopération économique avec la Bavière, au détriment de la Prusse, cela va de soi. Car la levée du blocus à laquelle il faisait allusion ne devait s'appliquer qu'à la Bavière. Avec l'éloquence du paysan matois qui sait puiser ses meilleurs arguments dans la réalité, dans les choses journalières, le pain de ménage, le beurre ou la graisse, il me montra les sympathies que gagnerait la France par le seul moyen du ravitaillement de la Bavière et d'un traitement de faveur accordé à ce pays. De l'avis de Gandorfer — qui voyait juste — le particularisme bavarois s'en serait trouvé renforcé, l'hégémonie de Berlin amoindrie au bénéfice de la France.

Et Gandorfer me couvait de l'œil, des deux yeux ; sa voix avait des inflexions caressantes, presque suaves. Deux heures d'horloge il plaida la nécessité d'une intervention de la France qu'il préférait à la mainmise redoutable de la Prusse. Je me laissai convaincre par ses arguments ; malheureusement ses efforts ne parvinrent pas à secouer la passivité de nos milieux diploma-

tiques, ni à arrêter le cours irrémédiable des événements en Bavière...

*
* *

Le gouvernement Hoffmann, désemparé, fait appel au concours de toutes les autorités qui pourraient le tirer d'embarras. Il se débat dans une telle crise qu'il n'y a qu'une influence extérieure qui puisse le sauver. A tour de rôle on convoque à Munich Foerster et le docteur Muehlon. Tous deux retournent en Suisse découragés, écœurés, convaincus qu'il n'y a aucun obstacle à opposer à l'irrésistible poussée des masses.

Au lendemain de son retour de Munich — c'était, si je ne me trompe, aux premiers jours de mars — je rencontrai le docteur Muehlon à Zurich. L'inquiétude de ses yeux gris accentuait encore la sorte de lassitude nerveuse que respirait son visage surmené. Il avait l'air d'une bête traquée, hantée encore par le souvenir d'un spectacle apocalyptique.

On l'avait convoqué à Munich pour lui demander d'accepter le portefeuille des Affaires étrangères. Muehlon n'avait pas voulu s'enferrer immédiatement et il demanda le loisir de réfléchir : « Deux jours et deux nuits durant, me dit-il, privé de sommeil, mangeant sur le pouce, j'ai discuté avec les représentants du gouvernement et les délégués des partis sans qu'il me fût possible de prendre une décision. Munich est une véritable pétaudière, une maison de déments où les meetings se chevauchent. Tout se passe en clabauderies et ce sont les avis les plus extravagants qui prévalent ». Et d'un geste excédé le docteur Muehlon m'avoua qu'il n'y avait rien à faire contre la force des éléments et que le mieux était encore de laisser la tempête fondre sur les infortunés Munichois.

Selon Muehlon seule une intervention de l'Entente — et il songeait à la France — eût pu mettre bon ordre

dans ce chaos. Au cas où nous serions intervenus, il était disposé à assumer la responsabilité du pouvoir : « Avec votre soutien je pourrais tout, sans vous il est inutile de songer à rétablir l'assiette politique en Bavière, surtout que le gouvernement de Berlin observe pour le moment une attitude passive »... Une occasion de plus que nous laissâmes échapper. Tant il y a que l'histoire de cette époque troublée en Bavière c'est aussi celle de notre coupable indifférence.

Encore qu'il doutât de l'utilité de ses efforts, le docteur Muehlon — à défaut d'une ingérence efficace de notre part dans les affaires de la Bavière — ne voulut rien négliger pour atténuer la détresse de ce pays et je sais que, autant par patriotisme que par philanthropie, il entreprit de nombreuses démarches pour jeter dans le pays quelques convois de vivres.

Les mêmes raisons qui poussèrent Muehlon à refuser le portefeuille des Affaires étrangères empêchèrent Foerster de l'accepter. Il préféra demeurer à son poste d'observateur à la Légation de Berne.



Au lieu de s'améliorer, la situation s'aggrave tout le long du mois de mars. Après la session burlesque des 16 et 17 mars les ministres voudraient à nouveau convoquer la Diète, mais les extrémistes s'y opposent et les gouvernants n'ont pas le courage de passer outre. Au reste les députés du *Landtag* n'ont nulle envie de se frotter aux chevaliers d'industrie qui tiennent le haut du pavé munichois. Ils redoutent, non sans cause, le sort d'Osel et d'Auer.

Trois délégués du parti socialiste indépendant se présentent un jour chez le ministre Segitz et lui déclarent que dans aucun cas leur parti ne tolérerait la réunion de la Diète.

Au Congrès des Conseils c'est en vain que les modérés tentent de réaliser un compromis qui permettrait de la réunir et de constituer un gouvernement viable. Les membres de la gauche se lèvent les poings tendus vers la droite : « Vengeance! vocifèrent-ils, Vengeance! » Les radicaux sabotent toutes les tentatives d'union, étouffent par l'obstruction ou par la terreur les propositions les plus raisonnables.

Certes, pour proclamer légalement la République soviétique, il faudrait modifier la Constitution et il n'y a que la Diète qui connaisse d'une telle modification. Mais les communistes, soutenus par les Indépendants, se moquent de la légalité et tendent de toute leur énergie au bouleversement.

L'attitude de la social-démocratie est bizarre. La poltronnerie de ses chefs n'a d'égale que l'indifférence de ses affiliés. Bien que les masses social-démocrates sachent qu'elles n'ont rien à gagner d'un régime soviétique, elles y donnent en principe leur adhésion au cours de plusieurs meetings dans le caveau du *Lœwenbräu* et ailleurs. Pour des raisons tactiques, le *Gautag* ou congrès régional des social-démocrates de la Bavière méridionale se prononce en faveur de la *Raeterepublik* ou République des Conseils.

Les maximalistes agissent partout par la terreur. Ils obligent les membres du Comité exécutif du Conseil rural des soldats (il y a des conseils de soldats à la campagne aussi bien qu'à la ville; il s'agit, bien entendu, de soldats démobilisés ou en voie de démobilisation [1]),

1. Pour éviter l'accroissement excessif du nombre des sans-travail, les soldats démobilisés trouvaient gîte et nourriture dans les casernes. N'étant astreints à aucun travail, ne supportant aucune discipline, ils étaient naturellement la proie des agitateurs qui venaient prôner dans les casernes les merveilles des théories extrémistes. Les conseils de soldats, chargés à l'origine de défendre les intérêts matériels des démobilisés, ne tardèrent pas à

sous menace d'arrestation, à signer une déclaration aux termes de laquelle ils adhèrent à la République soviétique et ne reconnaissent plus le gouvernement Hoffmann.

Les membres des Conseils de paysans, eux-mêmes gagnés par la propagande soviétique, distribuent dans les campagnes des tracts favorables au nouveau régime.

Bien que la grande masse du peuple bavarois soit obscurément rebelle à l'instauration du soviétisme, les animateurs du chambardement submergent la capitale de télégrammes mensongers qu'ils se font adresser par leurs amis. Selon ces télégrammes la cause du soviétisme ferait des progrès énormes dans les villes, grandes et petites, aussi bien qu'à la campagne.

C'est grâce à ces fausses nouvelles, qui rappellent les machinations du G. Q. G. allemand et du Bureau de la Presse pendant la guerre, que la population munichoise est amenée à croire que dans la situation épouvantable où est plongée la Bavière il n'y a d'autre issue que le soviétisme. Les dirigeants de l'heure se trouvent eux-mêmes entraînés sur une pente glissante et, bien qu'ils s'aperçoivent que leur course vertigineuse les conduit fatalement à l'abîme, ils n'ont plus la force de rebrousser chemin, ou même de s'arrêter.

Au surplus, depuis la révolution de novembre, un grand nombre d'individus douteux se sont faufilés dans les deux partis socialistes, ceux que l'on a appelés les « parvenus politiques », pour qui la politique n'est qu'un tremplin à seul effet d'arriver au pouvoir ou de remplir leurs poches. A vrai dire ce sont les mercantis de la vie publique, de véritables *Schieber*, qui trafi-

se transformer en parlotes politiques qui opinaient presque toujours pour l'extrême-gauche. Dans la *Reichswehr* actuelle les conseils de soldats ont été remplacés par les « hommes de confiance ». Cf. sur les transformations de l'armée allemande depuis l'armistice les chapitres VI et XX de la *Contre-révolution allemande.*

quent des intérêts du pays comme s'il s'agissait d'affaires commerciales et qui visent au soviétisme uniquement dans l'idée qu'ils vont se mettre dans un fromage qu'ils n'auront plus que la peine de grignoter, plus proprement de dévorer.

La chasse aux fonctions publiques va être en effet l'une des caractéristiques du mouvement. A nous les grasses prébendes et les lucratives sinécures ! Tel est le cri de guerre qui retentit aux rives de l'Isar.

En somme, c'est d'une part la pusillanimité des social-démocrates, de l'autre la rage d'arrivisme de certains ambitieux sans scrupules qui va permettre aux extrémistes d'instituer à Munich le régime soviétique dont la ville pâtira lourdement un mois durant et dont les suites sont encore sensibles aujourd'hui.

C'est à Augsbourg que fait explosion le 3 avril le premier feu d'artifice du soviétisme. A la suite d'une réunion organisée par les C. O. S. dans le *Ludwigsbau* et d'une conférence de Niekisch, les assistants adoptent presque à l'unanimité une résolution invitant le *Zentralrat* de Munich à proclamer la *Raeterepublik* ainsi que son rattachement aux républiques sœurs de Hongrie et de Russie. Une délégation de trois membres vient transmettre ces postulats à Munich et, grâce à l'appui des radicaux, parvient à faire le siège des membres du *Zentralrat*.

Dans la soirée du 4 avril, le docteur Wadler annonce au cours d'un meeting dans le caveau du *Loewenbräu* que la proclamation de la République des Conseils est imminente.

Les derniers détails de la représentation de gala soviétique ont été réglés le 1er avril par Levien, Seidl [1] et deux autres « camarades », qui se sont rendus à Budapest. Ils y ont constitué une commission qui fixe d'ores et déjà les directives du chambardement.

1. Au procès, Seidl nia avoir pris part au pèlerinage.

CHAPITRE V

LA PROCLAMATION DE LA RÉPUBLIQUE DES CONSEILS

Dans son ineffable présomption, c'est Gustav Landauer qui a choisi la date du 7 avril, anniversaire de sa naissance, pour proclamer la République soviétique.

En fait la *Raeterepublik* existe depuis plusieurs semaines, il n'y manque plus que la consécration officielle.

Le premier bavarois Hoffmann s'est établi à Bamberg, d'où il négocie avec Scheidemann. Ces pourparlers, qui ont évidemment pour objet l'intervention armée de la Prusse en Bavière, ont le don d'irriter les extrémistes et de précipiter le déplacement des forces vers l'aile gauche.

C'est en vain que le président modéré du Congrès des Conseils, l'instituteur Niekisch, adjure Landauer de ne pas aller si vite en besogne : « Ne liez pas votre sort trop étroitement, lui conseille-t-il, à celui de la République des Conseils, car il pourrait vous en cuire ».

Landauer que ses amis, après sa mort, tenteront de faire passer pour un pacifiste, un incurable modéran-

tiste, n'écoute aucune objurgation. Lui et Mühsam sont affolés, enivrés à l'idée de conquérir le pouvoir presque sans lutte, sans effort. Ils oublient que la Roche Tarpéienne n'est pas loin du Capitole.

Pourtant, nombreux sont les adversaires d'une proclamation prématurée, qui préféreraient sonder auparavant l'opinion publique, voire la travailler, la malaxer pour la gagner à l'idéal soviétique. C'est dans cette louable intention qu'Ernest Toller, successeur d'Eisner à la tête du parti Socialiste Indépendant, encore un jouvenceau, c'est rendu à Nuremberg où il est surpris par l'annonce de la proclamation. Il revient bride abattue à Munich.

Après coup, tous les militants extrémistes déploreront cette proclamation. Regrets tardifs et inutiles! C'est ainsi que l'anarchiste Mühsam déclarera à son procès : « Je me repens que nous ayons agi inconsidérément. C'était une naissance avant terme ».

Des conciliabules ont lieu pour parer au pis. Un certain Groehn, qui est le secrétaire du ministre de l'Assistance publique, Segitz, convoque l'une des nouvelles étoiles : l'ancien lieutenant pangermaniste Wadler, et lui propose de constituer un triumvirat avec un social-démocrate, un socialiste indépendant et un communiste. Ce serait, dit-il, le seul moyen de museler les masses qui grondent dans la rue et qui dominent Munich. Car les chefs ne sont plus maîtres de la populace que les meneurs agitent et attisent sans répit. Sa proposition reste sans effet.

Cette situation ne peut s'éterniser ; quelle que soit sa frayeur des résolutions, il faut que le gouvernement Hoffmann se prononce contre ou pour la République des Conseils, contre ou pour la réunion de la Diète de Bavière, légalement élue. Le cabinet tient séance dans la nuit du 4 au 5 avril au ministère de la Guerre. La plupart des ministres, sauf Hoffmann qui n'est plus revenu :

Simon, Segitz et Schneppenhorst, ministre des Affaires militaires, le commandant de la ville Dürr, les principaux délégués du « *Zentralrat* » et du Comité révolutionnaire : Sauber, Niekisch, Wadler, Sontheimer, Mühsam, Leviné et Landauer y assistent. Mais, à la faveur d'une surveillance singulièrement relâchée, de la part des miliciens, dits républicains, une foule bigarrée composée d'éléments explosifs s'est glissée dans le ministère et jusque dans la salle où a lieu la séance. Il y a là des filles échevelées et de crapuleux voyous de dix-neuf ans qui entendent imposer leurs volontés extrémistes aux membres du gouvernement. Toute la clientèle des soviets s'est donné rendez-vous au ministère.

Au lieu de faire résolument pièce contre les meneurs, les partisans de la social-démocratie et les membres du gouvernement, intimidés, apeurés, ne cherchent qu'à obtenir un délai, et, pour gagner du temps, dans l'espoir qu'un *deus ex machina* viendra les tirer du piège où ils sont englués, ils se déclarent disposés à proclamer la République des Conseils le lundi 7 avril.

Deux hommes énergiques, franchement adversaires du soviétisme : le ministre Schneppenhorst et le commandant de la ville Dürr eussent pu sans doute par leur attitude imposer le respect aux énergumènes [1]. Ils préfèrent se draper dans le silence, redoutant, disent des témoins oculaires, d'être revolverisés ou assommés séance tenante s'ils avaient manifesté la moindre velléité de rébellion.

Le délégué des paysans, Gandorfer, qui est également présent, donne son adhésion au soviétisme, sous réserve

1. Après coup Schneppenhorst a démenti catégoriquement qu'il se soit prononcé en faveur du gouvernement soviétique ou même que son attitude ait été équivoque et il a poursuivi en justice, pour diffamation, le rédacteur Nutt de la *Neue Zeitung*. C'est à ce procès qu'un témoin a rapporté une déclaration fort compromettante de Schneppenhorst. Cf. chapitre premier, p. 14.

que la socialisation ne toucherait que les propriétés dont la superficie dépasse 1000 arpents et qu'elle serait effectuée par les paysans eux-mêmes. Le Dr Wadler qui est, semble-t-il, l'instigateur du coup et qui dans une réunion publique vient annoncer l'instauration du soviétisme, se déclare d'accord avec cette proposition.

Schneppenhorst prend la parole, mais loin de se prononcer d'emblée contre la République des Conseils il demande l'autorisation de partir pour Nuremberg, afin de se rendre compte de l'état d'esprit de la population et d'ajourner toute décision avant qu'on ne soit fixé à cet égard. Landauer bondit : « Si Schneppenhorst va à Nuremberg, s'écrie-t-il, quelle garantie avons-nous qu'il n'en reviendra pas avec des soldats et des avions qui anéantiront la République des Conseils! »

Pourtant le social-démocrate Dürr, rassemblant son énergie défaillante, ose enfin s'élever contre la veulerie de son parti : « Si mon parti, clame-t-il, adhère à la République des Conseils, j'en sortirai! »

Erich Mühsam, anarchiste, ou communiste, selon les circonstances, lui donne, sur-le-champ, la réplique : « Cette nuit encore nous proclamerons la République des Conseils avec vous ou contre vous! »

La voix de Dürr n'a pas d'écho et les social-démocrates couards, crainte de représailles, ne soufflent plus mot. Finalement on tombe d'accord pour remettre au lundi 7 avril la proclamation de la République soviétique, mais déjà, dans une chambre contiguë, Landauer et Mühsam élaborent un appel au peuple.

En dépit de l'irritation qu'a provoquée l'intervention de Dürr, ce dernier peut sortir de la salle des séances sans être molesté et le soir même il quitte Munich. Quant à Schneppenhorst il a toute la soirée des limiers soviétistes sur les talons prêts à lui faire un mauvais parti, et bon gré mal gré il doit demeurer à Munich.

Conformément aux décisions de l'assemblée, des ora-

teurs sont délégués pour parcourir les villes de province et la campagne afin d'y diffuser l'idéal soviétique. On leur remet des télégrammes d'adhésion dont le libellé est préparé à l'avance et qui seront ensuite communiqués officiellement à la presse. Rien n'est négligé pour « animer » les masses.

Les protestations du président de la Diète Schmitt à la barbe fleurie et du président du Conseil Hoffmann, que des avions répandent sur Munich le dimanche 6 avril, ne provoquent aucune réaction.

Pendant ce temps les conciliabules et les réunions se multiplient. Au cours d'un meeting dans la salle du Hofbräu des délégués des comités d'ouvriers, d'employés et de fonctionnaires font part de leur adhésion au soviétisme. Dans toutes les salles de Munich des résolutions identiques sont adoptées. Les conseils de casernes avaient, dès le 4 avril, avoué leurs sympathies pour les ouvriers, déclarant que si la Diète, ainsi qu'il en était question, se réunissait le 8 avril, ils refuseraient d'assumer sa protection.

Le 5 avril les soldats du premier régiment d'infanterie bavaroise avaient invité le *Zentralrat* à proclamer la « *Raeterepublik* » et baptisé du nom de « Kurt Eisner » leur caserne du Champ de Mars. Suivant cet exemple les troupes du deuxième régiment appellent la leur du nom d'un autre héros communiste, « Karl Liebknecht ».

Une nouvelle séance, à laquelle assistaient une vingtaine de personnes, a lieu dans la nuit du 6 au 7 avril au ministère de la Guerre.

Huit des points du programme minimum du parti socialiste indépendant sont acceptés par les social-démocrates qui n'en réservent que quatre. C'est inutilement que Toller, qui voudrait ajourner la proclamation de la *Raeterepublik*, en demande la discussion immédiate [1].

1. Espérant que cette discussion refroidirait les emballés.

L'Assemblée passe outre. La délibération qui suit confirme dans leur intransigeance les partisans de l'ordre nouveau et, à l'exclusion des social-démocrates trop tièdes, des communistes trop ardents, on constitue un cabinet dont les portefeuilles sont attribués non aux plus compétents mais aux plus braillards et aux plus excentriques.

Désormais rien ne s'oppose plus à la réalisation des vœux des novateurs et le sept avril au matin, lorsque les Munichois se réveillent, la « Grande Aube » les place sous la souveraineté du « *Zentralrat* » révolutionnaire.

Sauf Nuremberg, toutes les grandes villes et même les petites villes de province semblent adhérer au mouvement. Mais il ne s'agit que d'une adhésion fictive, truquée pour les besoins de la propagande par des agitateurs dépourvus de tout scrupule. La défection générale des villes va être presque immédiate et Munich demeurera isolé.

*
* *

Le nouveau régime manifeste son existence par une avalanche de proclamations ampoulées et amphigouriques qu'il serait vain de vouloir reproduire ou même mentionner en entier. Il s'agit d'inculquer aux bons bourgeois de Munich des leçons de soviétisme intégral.

Voici un manifeste à l'usage des « frères à l'étau, à la charrue et au pupitre » ; un autre signé du visionnaire Erich Mühsam pour l'union des prolétaires de tous les pays. Le Parti Socialiste Indépendant formule de la plume de Toller et de Fendl, son programme soviétique dont les points essentiels sont :

1° La dictature du prolétariat; 2° la reconstruction des conseils d'ouvriers au moyen d'élections par établissements et par professions; 3° *la socialisation de l'industrie, des banques et de la grande propriété foncière;* 4° la transformation de la machine bureaucratique de

l'Etat et de la commune dans un sens soviétique ; 5° *l'introduction du travail obligatoire pour tous, aussi pour la bourgeoisie ;* 6° la modification radicale de la Justice sur une base révolutionnaire ; 7° *la transformation du système des logements ;* 8° la séparation de l'Eglise et de l'Etat ; 9° le bouleversement immédiat des institutions scolaires et universitaires ; 10° la socialisation de la presse ; 11° la constitution d'une Armée Rouge pour protéger la République des Conseils ; 12° une alliance avec la Russie et la Hongrie.

A ce dodécalogue moscovite le Parti Socialiste Indépendant annexe quelques remarques sur la composition du *Zentralrat* qui comprendra à nombre égal des membres du Parti Socialiste indépendant, du Parti Communiste, ainsi que des socialistes majoritaires et des paysans se plaçant sur le terrain des propositions énoncées ci-dessus. Les commissariats devraient être répartis en vertu des mêmes principes. Mais les social-démocrates aussi bien que les communistes refusent de se rallier à ce programme, ceux-ci parce qu'ils le trouvent trop modéré, ceux-là parce qu'il est trop radical.

Il en résulte que les commissariats vont être peuplés uniquement de socialistes indépendants, de « paysans » et de dilettantes révolutionnaires qui ne sont affiliés à aucune fraction.

Dès sa formation le nouveau gouvernement est condamné à végéter, combattu qu'il est par les socialistes de droite et d'extrême-gauche. Dans les clubs et les multiples comités qui surgissent des bas-fonds, au Comité révolutionnaire, où se réfugient les extrémistes, aussi bien qu'à Bamberg qui est le siège du gouvernement social-démocrate, on s'apprête à déclancher contre les soviétistes au pouvoir une formidable et victorieuse propagande.

Le lundi 7 avril la *Rote Fahne* de Munich (Le Drapeau Rouge), organe des communistes, jette le gant de défi à

la « *Schein-Raeterepublik* » (le faux-semblant de République des Conseils) qui est née dans la nuit, invite les adeptes du parti à nourrir la plus juste méfiance contre ses créateurs qu'elle appelle « traîtres sociaux » et à entreprendre tout ce qu'il sied pour réaliser, par la force, la véritable République des Conseils, c'est-à-dire la République communiste.

Cette proclamation est une incitation à la guerre civile.

*
* *

A la réunion nocturne du 6-7 avril, à laquelle participaient des membres du *Zentralrat*, des délégués du Conseil révolutionnaire d'ouvriers, des représentants de la social-démocratie majoritaire et du Parti Socialiste indépendant, les participants étant tombés d'accord sur la proclamation immédiate de la « *Raeterepublik* », il fallut constituer un cabinet. Après de longues et difficiles discussions, le Parti Socialiste indépendant, quelques paysans et certains « sauvages », n'adhérant à aucun parti, formèrent la liste suivante :

Affaires étrangères : Dr. Lipp (socialiste indépendant).
Intérieur : Soldmann (soc. ind.).
Assistance publique : Hagemeister (soc. ind.).
Finances : Silvio Gesell.
Propagande : Landauer.
Justice : Kuebler (du Conseil des paysans).
Trafic : Paulukum (soc. ind.).
Agriculture et sylviculture : Steiner (Conseil des paysans).
Affaires militaires : incertain.
Ravitaillement : Wutzlhofer.
Logements : Dr. Wadler.
Economie nationale : Dr. Jaffé (soc. ind.).

Cette première liste de commissaires du peuple est loin d'être définitive. Pendant les trois semaines que durera le régime soviétique elle sera sujette à de continuels remaniements. Les communistes et les socialistes majoritaires — nous l'avons vu — déclinent d'y entrer.

Une chasse folle aux fonctions publiques va commencer. Les socialistes indépendants se sont taillé la part du lion dans la distribution des emplois supérieurs, mais ils vont être talonnés par les communistes et leur concordat ne sera pas de longue durée.

Gustave Landauer, qui officiellement n'est affilié à aucune chapelle, s'est attribué d'office le commissariat de la propagande, baptisé « pour l'éclaircissement du peuple ». C'est à lui qu'il appartiendra d'éclairer les masses sur les incommensurables avantages et les bienfaits tangibles du régime communiste. Sa culture doit, paraît-il, l'y prédisposer.

Au docteur Jaffé, issu de l'ancien cabinet et qui refuse de servir la nouvelle religion [1], on substitue bientôt à l'Economie nationale un dégénéré d'origine autrichienne : le docteur Neurath, qui se propose dès l'abord de supprimer tous les établissements de crédit pour la raison majeure qu'ils sont parfaitement inutiles.

A la guerre, ou plutôt aux Affaires militaires, pour

1. Le docteur Edgar Jaffé, originaire de Hambourg, d'abord commerçant, parvient à se faire agréger comme privat-docent à l'Université de Heidelberg en 1905; il professe ensuite l'économie politique aux écoles supérieures de Mannheim et de Munich et finit par être promu en 1910 professeur extraordinaire à l'Université de cette dernière ville. Il y édite les *Archives de sciences et d'éthique sociales*. Peu avant la révolution Jaffé se rallie au Parti socialiste indépendant et il est le premier à réclamer dans des meetings la destitution du kaiser. Eisner l'en récompense en lui confiant le ministère des finances. A la suite des fortes émotions qu'il éprouva pendant l'ère communiste il devint, comme bien d'autres, l'hôte d'une maison de santé de Munich où il est mort à l'âge de 55 ans, en mai 1921.

employer l'euphémisme en vogue dans ce pacifique pays, on installe quelques jours plus tard un certain Reichhart qui aura du reste plusieurs successeurs.

Ernst Toller, qui est l'un des inspirateurs de la Deuxième Révolution et qui, sur la fin, se muera en bouillant général, préside aux séances du *Zentralrat* dont il signe les solennelles proclamations, aux allures scientifiques, redondantes de clinquant soviétique. Doué d'une prodigieuse activité, il trouve moyen de se dédoubler et de dédier ses minutes perdues au ravitaillement; avec l'aide des pèlerins socialistes de l'Entente, à Berne, il se fait fort d'approvisionner la Bavière en un tournemain. C'est lui qui annonce à grands coups de gong dans les gazettes que la France s'apprête à diriger sur Munich, par le canal de la Suisse, des convois interminables de farine et de saindoux. Oh! la bonne, délicieuse, visqueuse et fondante graisse du plus précieux des quadrupèdes, dont le parfum fait frissonner par anticipation les narines et verser des larmes de joie prématurée. Combien amère fut ensuite la déconvenue!

Un certain Langenegger est également attaché aux logements. Cet individu, tailleur de métier, symbolise l'ascension des classes basses vers les régions supérieures, c'est un délirant d'un autre genre; tant et si bien que lui qui n'avait tiré que l'aiguille sa vie durant finit par se hisser dans un commissariat. Esprit prolifique, il passe ses heures de bureau à rédiger des arrêts et des décrets dans une langue pittoresque émaillée de barbarismes, de pléonasmes, de métaphores, bourrée aussi d'innombrables fautes d'orthographe et de syntaxe, que la presse était obligée de reproduire et qu'elle reproduisait avec empressement. Les lecteurs se faisaient des gorges chaudes à lire les extravagances de maître Langenegger avec toutes leurs fioritures de style et leurs tentatives révolutionnaires de réformes grammaticales. Sans doute, à l'instar de Vaugelas, s'était-il

proposé de chambarder la grammaire avant de socialiser les habitations!

L'avocat docteur Wadler, qui s'était pour quelques jours, ou pour quelques heures, installé aux Logements et auquel succéda le réformiste linguiste Langenegger, avait été naguère garde-chiourme en Belgique occupée, l'un des fauteurs des déportations d'ouvriers belges en Allemagne. Ces fonctions le désignaient tout naturellement pour occuper le commissariat du Travail, le travail tout court en attendant que ce fût le travail forcé.

C'est un tourneur en métaux, Paulukum, de nationalité tchèque, au nom flamboyant de latinité, lequel doit inspirer le plus profond respect aux agents-voyers et aux cantonniers, qui est nommé commissaire du Département des voies et communications.

Paulukum, qui tourne ses phrases avec autant de force que les barres de fer, est chargé par la Commune de propager en province les idées nouvelles, mais au cours d'un « voyage d'agitation », le commissaire des voies et communications qui semble ignorer la géographie, ou du moins l'emplacement des troupes de l'armée blanche, est capturé à Freising. Il est de bonne prise!

Sitôt que ce fougueux communiste eut le loisir de méditer en cellule sur la fugacité des choses de ce monde et surtout de la gloire révolutionnaire, il fit brusquement retour sur lui-même ; dans une déclaration qui fut reproduite à dessein par la presse, il réprouva en termes catégoriques les tendances de la *Raeterepublik* et flétrit un peu tard l'insupportable tyrannie des Juifs étrangers : « Je considère, conclut-il, le gouvernement soviétique bavarois, dans sa composition actuelle, comme frappé d'incapacité ; surtout parce que l'incapacité absolue de ses chefs est pour moi chose évidente » (*sic*).

Il a fallu son arrestation, le pain noir et l'eau claire du cachot, la mortification de sa fugitive apparition,

l'aigreur du parvenu, piètre équilibriste, qui dégringole par sa propre bêtise, et surtout la crainte, peu honorable, de représailles inexorables, pour l'induire à condamner sans rémission ses camarades d'hier, leurs actes, et à rédiger une démonstration qui pèche par son illogisme.

Paulukum est un ami du docteur Frantz Lipp, deux fois interné dans une maison de fous pour sa manie des grandeurs, dont nous nous occupons plus longuement ailleurs.

A l'Intérieur on installe comme commissaire le secrétaire du syndicat Soldmann dont le règne sera tout aussi éphémère que celui de ses confrères. Il est beaucoup trop sage, trop raisonnable pour occuper un poste de cette envergure.

L'écrivain berlinois Silvio Gesell est promu au commissariat des finances. Avec son collaborateur, le physicien munichois Théophil Christen, il se propose de mettre en pratique une théorie économique nihiliste dont l'essence est bien entendu la destruction du capitalisme, la suppression des systèmes monétaires et de l'argent comme moyen d'échange, bref le retour à l'état de nature tant prôné par Jean-Jacques Rousseau dont Gesell n'est qu'une pousse bâtarde et déjetée.

Déjà, avant la guerre, Gesell provoquait l'hilarité de tous les économistes par les théories biscornues qu'il énonçait dans ses opuscules. Le troisième bouleversement, celui du 15 avril, l'empêcha de convoquer à Munich, comme c'était son intention, une conférence « internationale » du change. Il y eût prêché sa doctrine devant des banquettes vides, à moins que Moscou et l'association des tire-laine munichois n'y eussent député des représentants.

Le coiffeur Max Strobl est chargé de diriger la Commission extraordinaire, la *Tcheka*, qui, sur le patron de celle de Moscou, a pour objet de combattre la contre-

révolution. En cette qualité c'est lui qui ordonnera l'arrestation de nombreux otages.

*
* *

Mais à côté de ces pitres de mi-carême qui ébaudissent le public de leurs exploits retentissants et qui, tels des athlètes en foire, paradent sur l'estrade au ronflement de la grosse caisse et au son déchirant des clairons, il y a dans l'ombre les périlleux et féroces animateurs qui s'appuyent sur la masse dont ils flattent les bas instincts, n'attendant que le moment opportun pour leur porter un coup de Jarnac et s'installer à leur place : Axelrod, qui s'intitule ambassadeur du gouvernement soviétique de Moscou et les plus habiles des agents de propagande russe, Leviné-Niessen et le docteur Levien, qu'il ne faut pas confondre.

Ces forces obscures, qu'un témoin appellera plus tard, sans ironie, « les individus les plus capables et les plus doués », ne tendent qu'à établir sur la bourgeoisie de Munich l'abominable terreur qui a déjà exterminé toute la classe moyenne russe.

Pour eux la République des Conseils, dont la naissance vient d'être si pompeusement annoncée au monde amusé et à l'Allemagne stupéfaite, n'est encore qu'un semblant de soviétisme, ce qu'ils appellent une « *Schein-raeterepublik* » ; ils veulent plus, ils veulent mieux ; tant qu'ils n'auront pas le soviétisme intégral avec ses corollaires moscovites : la faim, la terreur, la spoliation et les travaux forcés — ce que les pince-sans-rire appellent d'une image délicieuse la dictature du prolétariat — leurs vœux ne seront pas comblés.

Ce sont ces forcenés et leurs sinistres acolytes qui, après leur chute violente, s'écrieront dans la prison d'Erbach où furent détenus un certain nombre de communistes : « Ah ! si nous faisions une deuxième révolu-

tion, nous ne serions pas si bêtes, nous nous servirions d'une guillotine à vapeur ».

Le mouvement soviétique déclanché à Munich est accueilli sans grand enthousiasme dans le pays. Il est vrai que des proclamations analogues ont lieu à Augsbourg, à Nuremberg et en d'autres villes, mais là où l'élément autochtone, rassis, pondéré, peu enclin aux brusques novations, n'est pas noyé, comme à Munich, par un flot d'ouvriers étrangers, ligués à une populace nombreuse, la révolution sociale n'a aucune chance d'aboutir. La masse des Bavarois y est rebelle et rejette instinctivement des théories qu'elle n'a pas digérées et que le solide estomac bavarois refuse d'assimiler.

Néanmoins de Munich la propagande s'organise, non pas la propagande par la lettre ou par la parole, mais par le fait.

Il s'agit de convaincre les rustres non seulement des avantages du communisme, source de fécondité et corne d'abondance, mais surtout de les obliger à rendre gorge, à ravitailler la capitale affamée en déchargeant leurs greniers de blé, à ouvrir leurs silos de pommes de terre, à se dessaisir au profit des soviétistes munichois de leurs quartiers de salaison : jambons fumés, saucissons pendus à l'âtre, pièces énormes de lard, provisions de l'année.

Des bandes armées battent la campagne, qui fouillent les fermes et qui établissent d'office dans les villages le régime soviétique. Toute la Haute-Bavière est violentée, rançonnée. La petite ville de Rosenheim est le théâtre d'inénarrables scènes dont le régisseur est le bandit communiste Guido Kort.

*
* *

Dès l'instauration du nouveau régime, des germes de désagrégation se manifestent. Les social-démocrates

majoritaires, dont on a extorqué l'adhésion à la « *Raetepublik* », cherchent un artifice pour la bouleverser du premier abord. Le noyau de résistance qui s'est constitué à Nuremberg puis à Bamberg sous la direction de Hoffmann se grossit de tous les mécontents, et les ministres qui sont prisonniers de leur promesse à Munich tentent de s'évader de la ville-cobaye du communisme. Dans la métropole de l'Isar même des audacieux tentent de renverser le régime des soviets.

Le peintre Seyfuertitz et l'avocat docteur Loewenfeld vont être les principaux instigateurs du coup de main qui survient les 12 et 13 avril.

Seyfuertitz, abandonnant pinceaux et palettes, désertant le Pinde pour le royaume de Mars, était devenu commandant de la milice républicaine. Exaspéré par les premiers abus du nouveau régime, il convoque pour le 10 avril tous les présidents des Conseils de soldats de la garnison munichoise et à l'unanimité il fait adopter un ordre du jour qui exige la destitution du Conseil central, l'arrestation des chefs de la République des Conseils et l'établissement d'une dictature militaire jusqu'à ce que le retour du gouvernement légal Hoffmann soit assuré.

Exultant du résultat obtenu, le « dictateur » en herbe s'éloigne pour conférer avec ses amis. Pendant son absence un certain Killer, soutenu par des communistes, intervient et réussit à bouleverser la décision prise par l'assemblée!

Seyfuertitz ne se décourage pas et avec Loewenfeld il décide d'organiser la résistance armée des miliciens républicains contre les communistes. Le ministre Schneppenhorst, qui, sur ces entrefaites, avait réussi à quitter Munich, avait promis d'envoyer sur-le-champ des renforts.

Dans la nuit du samedi 12 au dimanche 13 avril la révolution éclate. Une partie du régiment de la garde du corps (Leibregiment) et un certain nombre de gardes

républicains occupent le palais des Wittelsbach où se tient justement une séance du Conseil central. Tous les participants, dont le docteur Wadler, et Erich Mühsam, sont arrêtés et dirigés sans délai sur Bamberg.

Le lendemain les murs de la ville sont tapissés d'affiches qui annoncent que le gouvernement Hoffmann est maître de la situation et que le régime des Conseils est proclamé déchu. C'était anticiper sur les événements! La bataille s'engage; les spartakistes qui ont le nombre se battent avec acharnement; tandis que les « mutins » guerroient sans conviction; beaucoup d'entre eux sont soudoyés, corrompus par la propagande communiste.

Ce sont des mercenaires qui se prostituent au plus offrant. Les secours promis par Schneppenhorst ne viennent pas; les factieux sont refoulés de quartier en quartier et finissent par être cernés dans la gare centrale et au lycée Luitpold où ils capitulent avec armes et bagages dans la journée du 13 avril. Les miliciens furent épouvantés par les mines que les communistes avaient placées à proximité du lycée, menaçant de faire sauter l'édifice avec ses défenseurs. La plupart des mercenaires passèrent incontinent, sans la moindre vergogne, dans le camp adverse. A dix heures du soir la gare tombait aux mains des spartakistes. Dix morts seulement jonchaient le terrain. Comme on peut en juger, l'échauffourée n'avait guère été chaude. Le commandant de la gare, Aschenbrenner, parvint à s'enfuir sur une locomotive. Seyfuertitz et Loewenfeld se mirent également en sûreté.

Dorénavant aucune tentative contre-révolutionnaire ne partira plus de Munich. Le poing des maximalistes va s'appesantir sur les bons bourgeois terrorisés. Aucun geste de protestation, aucun indice de révolte ne viendront troubler les communistes dans leur folle bacchanale. Par sa nature même, le Bavarois, lourd et flegmatique, est incapable de toute initiative personnelle pour se débar-

rasser du joug qui l'opprime. Il n'y a que la Prusse qui puisse le tirer de ce mauvais pas.

*
* *

L'attitude de la Prusse est énigmatique. Depuis l'assassinat d'Eisner, bien que la situation empire de jour en jour, que le chaos grandisse, il semble que ce pays, aussi bien que le gouvernement national du Reich, se désintéresse de ce qui se passe en Bavière. Craint-on de s'ingérer dans les affaires intérieures de l'Etat le plus particulariste de l'Allemagne et d'y fomenter un mouvement anti-prussien? N'est-ce pas plutôt par machiavélisme que les dirigeants du Reich veulent laisser mûrir l'abcès avant de le crever? J'incline à croire que la deuxième hypothèse est la juste. Le gouvernement de Berlin ne voulait pas s'immiscer dans les affaires bavaroises tant qu'on ne ferait pas appel à son concours ; il préférait laisser le communisme munichois cuire dans son jus et n'intervenir qu'à coup sûr : après cuisson. Les Munichois se sont laissés circonvenir et subjuguer par une nuée d'aventuriers, eh bien! qu'ils vident la coupe d'amertume jusqu'à la lie, qu'ils conçoivent la profondeur de l'abîme où ils ont chu pour qu'ils puissent ensuite saluer les Prussiens en libérateurs.

Longtemps après, le docteur Wadler et Mühsam se sont aperçus qu'ils étaient tombés dans un piège à loups et qu'en proclamant la République des Conseils, non seulement ils avaient desservi la cause communiste, mais, par surcroît, fourni à Berlin un prétexte excellent pour intervenir dans les affaires bavaroises.

Le « *feldwebel*[1] » Noske, qui trône au ministère de la Reichswehr et qui est dupé par l'argumentation captieuse de ses officiers réactionnaires, n'attend qu'un

1. Sergent-major, grade qu'il revêtait dans l'armée allemande.

signal de Bamberg pour cogner ferme sur les communistes de Munich. Lui qui a maté en un clin d'œil la révolution qui couvait à Kiel et les révoltes de l'Est berlinois est tout disposé à noyer dans le sang le bolchévisme munichois. Ses généraux sont impatients d'agir ; ils ne demandent qu'à étaler leur force au détriment des insurgés bavarois, à faire renaître le sentiment de l'ordre et le respect de la Prusse.

Les pourparlers qui se poursuivent entre Berlin et Bamberg traînent à l'origine en longueur. Le Palatin Hoffmann, personnage flou et ondoyant, rien du paladin, hésite à faire appel à la coopération des troupes prussiennes. Il espère que la Bavière pourra se défaire par ses propres forces de cette calamité, et il préconise uniquement le blocus économique qui, à son avis, ramènera les énergumèmes à la raison. C'est seulement à cause de l'échec du 13 avril et devant l'inutilité du blocus qui fait souffrir en première ligne les bourgeois innocents, tous les partisans du gouvernement légal, autant pour ce qui est des distributions de charbon, que pour le rationnement des vivres, que le premier proscrit se résigne à appeler au secours.

Mais les Prussiens ne montrent aucun empressement à venir en aide à leurs frères bavarois... Ils concentrent des forces sur la grande voie ferrée septentrionale qui va de Berlin à Munich. Les préparatifs durent tout le long du mois d'avril, aussi longtemps qu'il sera nécessaire pour guérir radicalement les Bavarois de leur crise de bolchévisme et aussi de séparatisme.

Sous un autre angle l'explosion du communisme bavarois est également saluée avec joie par Berlin et Weimar. Les *Big Four* sont réunis au Quai d'Orsay où ils discutent laborieusement les conditions de paix qu'il importe d'infliger à l'Allemagne. Celle-ci, de son côté, s'emploie à faire croire que le péril bolchéviste est en sa demeure. J'ai relaté longuement ailleurs tout l'histo-

rique du chantage bolchéviste[1]. La proclamation du soviétisme à Munich est vraiment le clou de ce vaste agencement théâtral, le clou qui doit tomber à pic sur les crânes des hommes d'Etat de l'Entente et, en s'y enfonçant, leur prouver pertinemment cette fois que la réalité est autrement dangereuse qu'ils n'imaginent.

Je venais justement de faire la connaissance du solennel et grotesque Rittmeister Arnold Rechberg de l'Hôtel Eden[2], à cette époque bastion des corps francs, aujourd'hui pied-à-terre des mercantis, qui me persécuta littéralement de ses rapports et de ses conférences sur le bolchévisme. Il sut jouer du croquemitaine de Munich avec tant d'adresse que fatalement il dépassa son but. A force de me réchauffer le même plat, il finit par le rendre à tel point indigeste que je ne voulus plus y goûter.

Je ne fus pas le seul interlocuteur du verbeux Rechberg ; il trouva des victimes et aussi des dupes ailleurs, dans les innombrables missions qui peuplaient les caravansérails de la capitale du Reich et aussi parmi les journalistes de l'Entente, dont certains happaient sans les renifler toutes les sornettes qu'on se donnait la peine de leur débiter. La plus notoire des dupes de Rechberg fut sans conteste le chef de la mission militaire anglaise : le général Malcolm.

Nous nous trouvons dans la capitale de la Prusse en contact avec une multitude de représentants du parti militaire[3], qui témoignent une certitude absolue au sujet de l'évolution des événements en Bavière. Ils ont en poche un plan préétabli, soigneusement étudié, ne laissant rien au hasard, qui prévoit concurremment avec l'éveil du soviétisme en Bavière la recrudescence de la propagande anti-bolchéviste à Berlin et dans toute la

1. Cf. La contre-révolution allemande, chapitre II et suivants.
2. Cf. la contre-révolution allemande, chap. V.
3. Cf. la contre-révolution allemande, chap. IX, XIV, XVI, et XIX.

Prusse où se ramifient les organes de propagande. Mais c'est à Berlin que doit se donner le grand coup, car c'est là que nous sommes et ce sont nos imaginations qu'il s'agit de frapper.

On évoque à nos yeux ébahis le spectre du bolchéviste asiatique, hirsute et sanguinaire, qui va envahir l'Allemagne, l'Europe, nouveau fléau de Dieu qui va submerger le Monde entier et anéantir notre pauvre civilisation. Affiches, tracts, cartes postales, conférences, propagandistes de carrefours, rien n'est négligé pour éclairer nos esprits récalcitrants ou incrédules.

Les événements de Bavière, qui fusent comme un percutant au milieu des négociations de Versailles, sans parvenir à en troubler la sérénité — ces messieurs ont de plus grosses bêtes à fouailler — sont pour les Allemands, du moins ils l'imaginent, le plus décisif des arguments.

Dès maintenant il n'y a plus de doute : l'Allemagne est à la veille de succomber à l'épidémie bolchéviste, puisque déjà un lambeau de son territoire, celui que l'on croyait le mieux immunisé, est gagné par le terrible virus. En dépit de son caractère éminemment agricole et de la nature placide de ses habitants, la Bavière devient un îlot avancé du soviétisme, qui avant peu se soudera à la Hongrie par-dessus les débris d'une Autriche ravagée par la misère, la famine et dont la détresse économique est trop avérée pour qu'il soit besoin d'y insister. L'Europe centrale bolchévisée aura tôt fait d'engloutir la Roumanie et la Pologne, sapées par la propagande de Moscou, de sorte que nous aurons devant nous à bref délai un immense bloc soviétique composé de toute l'Europe centrale et orientale.

Tel est l'épouvantail que l'on agite à nos yeux terrifiés, qui doit exercer une influence déprimante sur le conclave de Versailles et modifier favorablement la rigueur des conditions de paix. Grâce à l'écran bolché-

viste, l'Allemagne doit être absoute de ses crimes et devant l'ennemi commun, Moscou, elle rêve d'une Sainte Alliance qui lui permettrait de rentrer sans encombre dans la Société des Nations civilisées.

J'ai relaté les rêves fous qui germent dans les cerveaux en délire des gens en apparence les plus modérés et les plus circonspects : les Rechberg, les Bernstorff, les Schacht, les Kluck, les Reinhard et les autres, capitaines d'industrie, diplomates ou militaires de l'ancien régime, barons de la finance et junkers.

La deuxième révolution de Bavière, malgré une consternation feinte, est accueillie avec joie, avec sympathie. Et cette joie transparaît dans les immenses rapports que l'on nous transmet, dans les élucubrations des porte-parole du militarisme et des banques, autant que dans les entretiens échevelés que nous avons journellement avec certains pachydermes de la diplomatie, lesquels à force d'astuce finissent par démasquer tout leur jeu grossier.

L'explosion du communisme à Munich va constituer le faîte, le point culminant du colossal échafaudage que la propagande anti-bolchéviste a érigé à coups de millions.

Dans l'attitude de prudente et allègre expectative adoptée par le gouvernement de Berlin et les militaristes prussiens, il y a une autre cause, tout aussi plausible que celle-ci et non moins importante : le désir de mettre définitivement fin, par une intervention armée, à toutes les tendances séparatistes du frère boudeur.

Certes ni Berlin, ni le Reichstag siégeant à Weimar, ni le cabinet du Reich ne sont responsables au premier chef du mouvement qui se développe à Munich et dont le dénouement est inéluctable ; cependant ils ont assisté à ce développement sans faire le moindre essai pour l'entraver. Bien au contraire, ils ont toléré avec une complaisance excessive les menées des soviétistes

munichois et par leur nonchalance ils ont pour ainsi dire stimulé leurs exploits.

Si la crise de Bavière a atteint ce degré particulier d'acuité c'est essentiellement à Berlin que nous le devons. Mais n'oublions pas que si le cours des choses dans l'Allemagne du Sud n'a pas pris la tournure que nous désirions, c'est parce que nous n'avons pas su nous y intéresser. Pendant les cinq longs mois qui séparent la conclusion de l'armistice de l'explosion catastrophique du communisme en avril 1919, il y eut pour nous de multiples occasions d'immixtion, j'affirmerai même qu'il y eut motif constant et majeur de nous ingérer dans les affaires de Bavière. Nous ne l'avons pas fait. Sans doute nous sommes-nous heurtés aussi, il convient de le dire à notre décharge, à la farouche opposition de nos alliés, et ce sont les Prussiens qui vont encaisser tout le bénéfice de la fructueuse opération à laquelle nous renonçons de nous livrer...

CHAPITRE VI

LES ANIMATEURS DU COMMUNISME

I

GUSTAVE LANDAUER

Un front très haut, bombé, deux yeux doux de mystique abrités par le lorgnon, une barbe touffue fortement grisonnante encadrant un visage hâve, une tenue sans apprêt, la cravate lavallière nouée négligemment autour du cou, le corps maigre enveloppé d'une immense cape de loden, l'air très bon d'un rêveur égaré dans le maquis de la brutale réalité : ainsi se présentait à ses amis au début de la révolution allemande Gustav Landauer, philosophe, esthète, anarchiste et meurt-de-faim.

Gustav Landauer, en qui d'aucuns croient découvrir une alliance de Jésus-Christ et de Don Quichotte, tant les aspirations humanitaires sont étroitement liées chez lui à l'incompréhension totale des choses réelles, est né en 1871 à Karlsruhe où son père, sémite, tenait un petit commerce de chaussures.

Landauer, dès le lycée, manifeste une activité d'apôtre. C'est un esprit chercheur, inquiet, toujours à l'affût de la vérité : une âme douloureuse qui se heurte aux angles aigus de la vie. Il étudie la philosophie à l'université de Berlin et déjà il commence à se dévoyer. Les interminables discussions de café et de brasserie l'attirent. Il raffole des nocturnes colloques dans la fumée bleue des pipes en porcelaine, au milieu des relents de mangeaille et du tintamarre des pots de bière entrechoqués. Le bohème Landauer écrit des articles dans la revue *Deutschland* qu'édite Fritz Mauthner, mais il est mécontent, en lutte constante avec lui-même, en quête d'un idéal qui lui échappe.

Le tableau des misérables qui grouillent dans l'Ostend berlinois réveille la fureur humanitaire qui couve en lui et vers 1892 il verse dans le socialisme. Il dégorge toute sa rancune contre une société mal organisée dans la revue *Der Sozialist* et il ne tarde pas à se signaler parmi les extrémistes. Il prône la liberté à outrance, le droit d'agir à sa guise sans aucun contrôle, sans aucune autorité et d'emblée il voudrait reconstruire la société sur de nouvelles bases, après avoir tout anéanti. Presque sans transition il devient anarchiste. Malgré les descentes de police, les admonestations de son père qui finit par lui couper les vivres, il consacre toutes ses forces à l'idéal qu'il s'est forgé. Il écrit sans trêve et il pérore à jet continu dans les meetings. Les attentats anarchistes se succèdent en Espagne et en France où Sadi Carnot est assassiné ; Landauer prononce à cette occasion un discours apologétique lourd d'invectives et gros de menaces, qui lui vaut onze mois de prison.



L'atmosphère humide du cachot de Ploetzensee ne va pas calmer son emballement. Il en sort exaspéré pour

retourner à son agitation favorite. Nous le retrouvons à la rédaction du *Sozialist* où il crache flamme et fumée. Perquisition sur perquisition. Landauer en est réduit a dicter ses articles aux typographes pour qu'on ne saisisse pas son manuscrit. Le *Sozialist*, qui redoute à juste titre l'interdiction, finit par s'en débarrasser. Et voilà Landauer sur le pavé, logeant le diable dans sa bourse, affamé et loqueteux. A 23 ans il avait déjà écrit un premier roman « *Der Todesprediger* » (L'Apôtre de la Mort) où il se peint sans doute lui-même. Il y a affinité d'idées et de caractère entre lui et l'anarchiste russe Kropotkine dont il traduit l'œuvre en allemand.

A l'instigation d'un certain lieutenant-colonel en retraite, Moritz von Egidy, et de quelques autres enthousiastes, éberlués de notre dix-huitième siècle, il se jette sur les traces de Voltaire en prenant la défense publique d'un barbier nommé Ziethen, inculpé d'avoir tué sa femme, lequel a été condamné à mort par suite, dit-on, d'un déni de justice. Sans se préoccuper du dossier, ni de Ziethen qu'il n'a jamais vu, l'idéologue Landauer s'embarque dans l'aventure et, tout emporté par son amour de la justice, il élabore la plus partiale des brochures, débordante d'outrages et d'accusations fantaisistes à l'adresse du procureur impérial, du juge d'instruction et des policiers qui étaient mêlés à l'affaire. Dans cette entrefaite la peine de Ziethen est commuée en travaux forcés à perpétuité, mais Landauer, poursuivi pour diffamation des autorités judiciaires, est condamné derechef à six mois de prison.

Il sombre de plus en plus bas. Il sort de prison épuisé, écrasé par les besoins de la vie matérielle. Pour un morceau de pain il s'engage comme vendeur dans une librairie de la Potsdamerstrasse et organise, dans les salons du Westend élégant, des conférences littéraires et philosophiques soigneusement édulcorées à l'usage des dames du monde. Il y récolte plus de succès que

d'argent. Il faut que la littérature l'aide à nourrir sa famille. Il pressure son cerveau pour en extraire des nouvelles « *Macht und Mächte* » (Force et puissances), des pièces de théâtre destinées à la « *Volksbühne* » (Théâtre du Peuple) et rédige surtout des comptes rendus de représentations pour le *Boersenkurier*.

Il s'est si bien amendé, la prison et la misère l'ont tellement assagi qu'il est réintégré en 1909 dans la rédaction du *Sozialist* où il demeure six ans cette fois.

Il consacre un livre à Shakespeare et pendant la guerre, jugulé par l'état de siège qui règne en permanence, empêché par la censure de crier son indignation, il s'absorbe dans l'histoire de notre Révolution.



Il a oublié les événements qui le surprennent en pleine gestation littéraire. Il se trouve à Krumbach où il vivait dans un complet retirement après la mort de sa deuxième femme Hedwig Lachmann, une poétesse (il avait divorcé), quand il apprend l'assassinat de son vieil ami Kurt Eisner.

Le vieil homme se réveille ; d'un coup Gustav Landauer est repris par sa fièvre de jeunesse ; son tempérament fougueux de gerfaut le pousse dans la mêlée où il voit aussi l'occasion de réaliser l'idéal qu'il croyait avoir à tout jamais enseveli et qu'il avait exposé dans son *Manifeste du Socialisme*, son œuvre maîtresse, autant par la largeur de ses vues que par l'originalité de la pensée.

Gustav Landauer est un émule de Tolstoï et surtout de Jean-Jacques Rousseau dont il poursuit la tradition. Il est surtout un prestigieux transformiste, un évolutionniste éclair, apte à se métamorphoser instantanément sous l'influence de ses sensations autant que des circonstances. C'est le Frégoli de l'équipe socialiste.

Ce forçat des lettres est aussi un forçat de l'idée et son cerveau réceptif, toujours bouillonnant, imprime à sa manière d'être, à sa doctrine, un caractère de constante instabilité. Il tend à verser d'un extrême dans l'autre, sans toutefois jamais abdiquer ses dogmes humanitaires qui forment le fondement de sa philosophie.

Il en veut à Karl Marx et à ses disciples d'avoir avec leur prétendu socialisme scientifique remplacé la science par la superstition de la science, et, dans une langue singulièrement riche en termes abstraits, il fait le procès du marxisme. Le communisme de Landauer est tempéré ; il admet la propriété privée, mais il prêche la nécessité de partager le sol qui est le bien de tout le monde ; il plaide aussi le retour à la terre, à l'état de nature qui, affirme-t-il, rendrait tous les hommes heureux. En économie politique il s'inspire de Proudhon et des théoriciens français...

***

La Bavière est proclamée république. Le voici qui accourt à Munich, mais de prime abord ses espoirs sont ruinés, car c'est le compromis Hoffmann qui semble devoir triompher. Loin de se décourager l'ermite Landauer se fait tribun. Au lieu d'une branche d'olivier c'est de l'huile ébouillantée qu'il apporte aux masses. Grisé lui-même par l'ambiance, il perd toute retenue et se convertit radicalement au système soviétique. A la séance décisive du ministère de la Guerre il est de ceux qui veulent proclamer sans ambages la République des Conseils et qu'aucun obstacle n'arrête.

Ses vœux sont comblés : le 7 avril, anniversaire de sa naissance, la *Bayerische Raeterepublik* voit le jour et Landauer est promu commissaire de la propagande. C'est à lui qu'il appartient désormais d'éclairer les masses. Jamais il n'avait rêvé tâche si belle et si féconde,

de son point de vue. Mais il avait compté sans les super-radicaux qui ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'au lieu d'un homme d'action ils avaient devant eux un tiède, un modéré, un utopiste auquel la violence répugnait. Et les Montagnards se débarrassèrent sans égard du Girondin.

Gustav Landauer, qui a la nostalgie de la nature, s'exile dans la banlieue munichoise, à Gross-Hadern, dans la maison même de son ami Kurt Eisner dont la veuve lui offre l'hospitalité.

Pourtant après avoir touché au faîte de la puissance, avoir participé à la révolution dont il avait caressé l'idée tout le long de sa vie, il ne se consolait pas de l'obscurité où il était retombé, et à plusieurs reprises il s'évertua vainement à rentrer en grâce auprès des dictateurs. Après la révolution de palais du 27 avril, Landauer proposa à nouveau ses forces pour la propagande. Le Comité exécutif fit semblant d'accepter sa proposition, toutefois avec une réserve négative : on n'aurait recours à ses services que quand on en aurait besoin.

C'était une fin de non-recevoir aussi claire que courtoise. Ce devait être sa dernière rebuffade, car le 2 mai les gardes blancs le massacraient sur le chemin de la prison de Stadelheim. Pour expliquer son exécution on affirma d'abord qu'il avait — tout comme Liebknecht, Rosa Luxemburg, d'autres encore — tenté de s'enfuir, puis on prétendit qu'il avait prononcé une harangue séditieuse devant les soldats et que, dans un mouvement de révolte spontané, ceux-ci l'auraient fusillé à bout portant.

On a répandu sur le compte de Landauer nombre de légendes dont ses amis ont contesté énergiquement l'authenticité. C'est ainsi qu'on l'a accusé d'avoir inscrit à son programme la socialisation des femmes, ce qui est en contradiction avec la nature de l'homme autant qu'avec son œuvre.

Il n'en est pas moins vrai que toute la vie de Landauer a été une lutte incessante entre deux éléments contraires, deux natures opposées : le doux contemplatif, le rêveur tendant à l'anarchie, à la déliquescence, et le révolutionnaire qui proférait des diatribes incendiaires et qui, ivre de pouvoir, se révéla pendant les semaines du chaos munichois. Le côté humanitaire de Landauer reste sans conteste plus intéressant et plus sympathique que le côté combatif et destructeur.

II

ERICH MUHSAM

Un poète, un gentilhomme anarchiste, qui finit par devenir commissaire du peuple dans la *Raeterepublik* de Bavière, voilà sans contredit l'un des cas les plus étonnants que nous offre la fortune.

Erich Mühsam, qui est né à Berlin en 1878 et qui aime à planer bien haut dans les nues, loin des contingences terrestres, s'intitule lui-même amphigouriquement « internationaliste révolutionnaire » et « anarchiste communiste », l'un de ces termes pouvant au gré du lecteur faire fonction d'adjectif ou de substantif.

Ses avatars sont romanesques. Selon ses détracteurs il a été condamné autrefois à plusieurs années de prison pour cambriolage. Cette nouvelle a paru dans les gazettes allemandes et a été reproduite par les journaux suisses sans qu'il m'ait été possible d'en trouver confirmation. Ses amis affirment que c'est une calomnie et quand on connaît les procédés de polémique de la presse d'outre-Rhin on ne note à cela rien que de normal.

Il semble qu'il ne soit pas tout à fait responsable de ses actes ; il est colérique, brouillon, irréfléchi, incon-

séquent. Ses opinions politiques ne paraissent pas être solidement ancrées. Bien que, depuis des années, il professe l'anarchie et que, selon sa théorie, l'Etat doive être aboli, qu'il ait dit de Karl Marx que c'est le plus grand idiot de l'histoire universelle, il n'a pas craint de s'associer aux communistes les plus radicaux pour instituer la forme gouvernementale la moins tolérable : la dictature du prolétariat.

Dès l'avènement de la République en Bavière il participe à l'agitation pour l'institution de cette dictature sous la forme d'une république des soviets. Il prend également une large part aux préparatifs de cette proclamation. Au *Zentralrat* il est de ceux qui préconisent avec vivacité l'arrestation des otages, l'armement du prolétariat et l'invasion de la Bavière du Nord, à seule fin de rompre le blocus économique édicté par le gouvernement de Bamberg pour obéir aux injonctions de Weimar et de Berlin.

Le gouvernement de Bamberg a répandu par tracts et pamphlets les pires outrages contre Mühsam : il n'a jamais travaillé, c'est un pilier de café, vivant d'expédients et d'escroqueries. Il est tellement sale que de loin il dégage une affreuse puanteur.

Cette propagande, pratiquée par les adversaires du régime munichois à l'aide de n'importe quels moyens, n'a pas été sans influer sur la mentalité des gardes blancs qui s'emparèrent de Munich et qui noyèrent dans le sang la révolution.

Ce moderne Villon aux yeux vifs et spirituels sous le pince-nez, épaisse barbe et moustache noire, abondante toison bouclée, a beaucoup plus l'air d'un chansonnier de Montmartre que d'un redoutable anarchiste. Le soviétisme munichois a été la pierre d'achoppement du bohème qui jusqu'alors n'avait été qu'un inoffensif orateur de bar et un conférencier de café-chantant. La rampe du cabaret ou l'intimité de la *Weinstube*, le

« caveau à vin » convenaient mieux à son talent que le crépuscule rougeoyant du Grand soir.

Il s'est défini lui-même parfaitement dans une de ses poésies — car il est poète et, sans contredit, meilleur poète que politicien — en s'écriant : « Je suis un pèlerin qui ne connaît pas son but, qui voit du feu et ne sait où il brûle ». Mühsam qui fut l'un des allumeurs de l'incendie munichois n'en sut jamais ni le pourquoi, ni le comment, il en ignorait tout autant le foyer. Il n'y eut que le coup de tonnerre final, le bouquet ruisselant de sang du feu d'artifice qui pût lui en révéler toute l'amplitude.

Pourtant Mühsam qui fait partie du *Zentralrat* et qui est l'agitateur né par excellence, *der geborene Hetzapostel*, selon les termes du procureur Appelmann qui requit contre lui, Mühsam qui a été l'un des fauteurs du coup d'Etat, ne se porte pas au premier plan. Prévoyait-il la fin brutale du régime soviétique puisqu'il préféra dans la pièce qui se jouait le rôle ingrat de raisonneur à celui de jeune premier ?...

Il est toujours là dans les coulisses, prêt à s'entremettre, à donner un coup de main ou de gueule, ou même un coup de croc. N'est-ce pas lui qui dit une fois que les meilleurs éléments du peuple allemand croupissaient dans les maisons de réclusion ? Si cet axiome se rapporte à l'époque de la guerre, certes on ne peut en contester la vérité ; en revanche, s'il s'applique au temps où Mühsam et ses amis peuplaient les prisons de Munich, on a le droit d'y découvrir un tant soit peu de présomption.

C'est encore lui qui a cinglé ses compatriotes de cette phrase vitriolique : « Aussi loin que résonne la langue allemande parvient la déloyauté allemande. »

On eût pu lui pardonner son activité dans la révolution munichoise, mais jamais un juge allemand n'aurait passé l'éponge sur pareilles manifestations d'anti-

patriotisme. Elles ont valu à Erich Mühsam quinze années de forteresse, grâce à l'octroi des circonstances atténuantes. Malgré les efforts du procureur, le tribunal n'a pas voulu voir en sa participation aux débats du *Zentralrat* un acte de malhonnêteté et a reconnu la sincérité de ses sentiments.

Erich Mühsam, l'*Edelanarchist*, l'aristocrate de la bannière noire, apprend actuellement à ses dépens que la véritable liberté c'est, plus que le droit, le devoir de se discipliner soi-même.

III

ERNST TOLLER

Ernst Toller, « poète et héros » disent ses détracteurs par ironie, « un Napoléon en herbe » prétendent ses nombreux admirateurs, sans arrière-pensée sarcastique, est un jeune étudiant de vingt-cinq ans que la révolution bavaroise a jeté dans la chaudière bouillante de la guerre civile.

Avec son teint basané, ses yeux noirs fébriles entourés d'un cerne violacé, ses pommettes saillantes, la lèvre supérieure garnie d'une maigre moustache, la chevelure abondante et lustrée rejetée en arrière, je le pris, la première fois que je le rencontrai à Berne, pour un métis de l'Amérique du Sud, sujet à de fréquentes crises de malaria.

Il y avait dans son regard — comme dans le regard de tous les Juifs orientaux traqués depuis des siècles — un reflet d'inquiétude, de malaise ; et quand on causait à Toller, ce malaise, loin de s'effacer, s'accentuait ; j'eus l'impression très nette que j'avais affaire à un être « en devenir », en pleine évolution, dont le caractère et les

idées n'étaient pas encore stabilisés, une chrysalide qui s'efforçait à briser les filaments de son cocon pour s'envoler dans l'azur de la vérité intégrale.

En effet Toller a soif de vérité ; ses nerfs sont excédés par la brutalité de la guerre et la méchanceté des hommes. Lui qui fut conquis comme ses compatriotes par la fureur des batailles en août 1914, n'a pas tardé à en être écœuré. Atteint d'une maladie nerveuse, il finit par être réformé, en 1916.

Cette âme agitée, passant d'un extrême à l'autre, de la douche glacée à l'étuve, haïssant la médiocrité du terme moyen, fonce sans préparation dans la politique. Il déserte l'université, où il a subi l'ascendant des œuvres de Max Weber et du prof. F. W. Fœrster ; il se rend à Berlin où il se lie avec Kurt Eisner qui va devenir son protecteur et son guide. Il prend une part active à la grève générale de janvier 1918 qui devait amorcer le bouleversement politique mais qui avorta faute de chefs. Toller, Eisner, Dittmann sont jetés au cachot. L'affaire de Toller, faute de preuves décisives, se termine par un non-lieu. Il n'était resté que trois mois en cellule.

Il agite contre le *Parti de la Patrie allemande* et contre tous les protagonistes de la guerre à outrance. Il fait partie du Comité de la révolution, mais quand elle éclate, il a la malechance de tomber malade d'une grippe maligne. Sitôt qu'il est convalescent, spontanément il accourt à Munich où Kurt Eisner vient de proclamer la République.

Lui qui ne fut jamais ouvrier, mais qui se considère comme travailleur intellectuel, se fait élire membre du Conseil d'ouvriers révolutionnaire et, grâce à un incontestable talent d'orateur — Toller excelle à faire vibrer la foule, il a l'enthousiasme communicatif — il devient vice-président du Comité exécutif des C. O. S. de Bavière et, à la mort d'Eisner, il est élu président du Parti Socialiste Indépendant de Bavière.

*
* *

L'évolution du jeune Toller a été aussi rapide que les événements. Alors que son éducation familiale dans un foyer juif orthodoxe de Samotchin, — où il naquit en 1893, — dans le district mi-allemand et mi-polonais de Bromberg, le prédisposait au respect de la loi et des traditions, il devient un des révolutionnaires les plus radicaux, un partisan fanatique du système des Conseils.

A Berne, où j'eus maintes fois l'occasion de lui causer et où il était délégué par le Comité exécutif des C. O. S. pour assister au Congrès socialiste international, il me confia que la régénération de l'Europe ne pouvait procéder que d'un bouleversement complet de nos institutions, que le régime parlementaire était corrompu jusqu'à la moelle et qu'il fallait retourner à l'ancienne représentation corporative.

Il était un des plus zélés adorateurs du léninisme et se plaisait surtout dans la compagnie de nos extrémistes : Cachin, Frossard, Loriot, Vermeuil avec lesquels il pouvait discuter à perdre salive les probabilités d'une « Weltrevolution », d'une révolution mondiale, dont il délirait.

Les influences les plus diverses, les plus contradictoires, les révélations du prince Lichnowsky sur les origines de la guerre, un entretien avec le ministre « social-patriote [1] » Wolfgang Heine, l'ont conduit à la révolte ouverte, au maximalisme. L'attitude de la presse qui, selon sa propre expression, fut pendant la guerre « un lupanar de l'opinion publique », qui a souillé l'âme du peuple et fourvoyé la classe ouvrière, l'a rempli d'amertume, de bile qu'il va épancher sur les gazettes

1. Appellation dérisoire des socialistes majoritaires qui pactisèrent pendant la guerre avec l'Empire.

munichoises, en les interdisant, dès qu'il tiendra à son tour les rênes du pouvoir.

* * *

On prétend qu'il donna carte blanche à ses acolytes pour faire arrêter des otages. Toller a protesté contre cette assertion, affirmant par contre qu'il a déchiré de son propre chef des mandats d'arrêt et qu'il s'est entremis pour faire remettre en liberté les otages enfermés au lycée Luitpold.

Quoi qu'il en soit, il signe à tour de bras les décrets et les manifestes les plus cinglants dont l'un a justement pour objet la socialisation de la presse ; il menace de peines sévères toute entreprise qui pourrait porter préjudice à la République des Conseils, il tonne, il fulmine, et bien qu'il se proclame adversaire de la peine de mort, il reconnaît au Tribunal révolutionnaire le droit de l'infliger.

Il se dépense en efforts continus, il est partout, il voit tout. En sa qualité de commissaire du ravitaillement[1] il promène des journalistes étrangers dans les taudis les plus misérables du vieux Munich, afin qu'ils interviennent auprès de leurs gouvernements en faveur de la levée du blocus. Sa bonne volonté est immense, sa sincérité est inattaquable ; mais ses moyens d'action sont limités par l'opposition d'adversaires encore plus fanatiques. Sa réorganisation du système des cartes alimentaires produisit un affreux gâchis et les fraudes furent encore plus nombreuses que devant.

Le 26 avril il lance deux proclamations : l'une annonce aux ouvriers que la situation empire rapidement et que la République des Conseils est en péril parce que des incapables ont pu se faufiler à la tête du mouvement ; et

1. Il ne le fut que peu de temps.

la deuxième, publiée peu après, est un cri de détresse : il supplie le prolétariat de verser son sang jusqu'à la dernière goutte pour la « *Raeterepublik* » et de lutter jusqu'au bout contre le gouvernement Hoffmann.

Sur ces entrefaites Toller, organisateur de la défense soviétique, est presque malgré lui porté au commandement en chef « *Oberkommandierender* » des troupes de l'Armée rouge qui défendent à Dachau les approches de la ville contre les Blancs, Eglhofer demeurant le dictateur, l'« Oberkommandant », le chef suprême.

Le 30 avril, la situation devenant désespérée, il revient à Munich, il se rend à l'hôpital où il met le professeur Sauerbruch en garde contre une irruption des spartakistes qui vont tenter de tuer le comte Arco et l'ancien ministre Auer.

Avec l'aide de l'actrice Tilla Durieux, sur le compte de laquelle et de Toller on a répandu les bruits les plus perfides, il essaye vainement de faire remettre les otages en liberté.

Lorsque les mercenaires du général von Moehl entrent dans Munich, il se cache chez des amis et échappe pendant quelque temps à toutes les recherches. Il est arrêté finalement le 4 juin 1919[1].



Illusionniste certes il l'était, à en juger par le cahier de revendications qu'il m'apporta un dimanche après-midi à mon hôtel, revendications de l'ordre le plus disparate, les unes d'un caractère économique, les autres politiques, certaines sociales, mais il était affamé de mieux faire, ardent à réaliser ses idées et à créer, à sa façon, le bonheur du peuple.

Cet illusionniste, nous le reconnaissons volontiers,

1. Cf. Épilogue.

n'est pas un fanatique et il a horreur des moyens violents. Il a des défauts : le besoin de paraître, de jouer un rôle, le culte du moi ; mais encore il se prodigue sans compter et il ne faut pas perdre de vue que dans notre société les ambitieux tiennent lieu de ferment indispensable ; sans ambition il n'y aurait point de progrès.

Il ne s'est jamais comparé lui-même, ainsi que des imbéciles l'ont soutenu, à Schiller et à Napoléon ; n'empêche que par certains côtés Toller est une nature exceptionnelle qui, sa peine de forteresse purgée, est susceptible de conquérir une place éminente dans le mouvement socialiste allemand et aussi dans les lettres allemandes, ce qui vaut mieux encore.

*
* *

Car Ernest Toller est poète et dramaturge. Il a su mettre à profit les interminables loisirs de la cellule.

Les drames qu'il a fait jouer : *Wandlung* au théâtre berlinois *Tribune* en automne 1919 et *Masse Mensch* au Théâtre municipal de Nuremberg en novembre 1920, sont l'affirmation d'une personnalité inquiète, harcelée, qui tâtonne et cherche encore sa voie.

Wandlung, c'est-à-dire transformation, évolution, qui n'a pas tenu longtemps au feu de la rampe, est un drame autobiographique ; le héros en est un jeune Hébreu qui, avec la guerre, se figure être accueilli enfin dans la communauté germanique, mais que la guerre rattache à la communauté universelle. Le drame se déroule en Europe « avant le renouveau » dans une série de tableaux plus macabres et plus truculents l'un que l'autre. Le personnage le plus souvent en scène, comme dans certains mystères du moyen âge, ou dans les tragédies italiennes du Cinquecento, est la Mort, travestie en soldat, en professeur, en juge, en visiteur nocturne. Les autres per-

sonnages sont des squelettes, des mutilés, des infirmières qui défilent dans une vision d'halluciné, un mélange de réel et de fantasmagorique.

Les squelettes dansent une ronde infernale en secouant la terre qui souille leur colonne vertébrale, ceux qui ont les jambes cassées les accompagnent en musique au choc de leurs fémurs, les ennemis d'hier dansent ensemble dans une embrassade fraternelle, seul un squelette se tient prudemment à l'écart, et comme les autres interviennent, il déclare que naguère c'était une jouvencelle qui fut violentée par la soldatesque et qui en mourut. Elle a honte de s'ébaudir ainsi en public. « Oh ! reprend gaillardement le chœur des squelettes mâles, tu en mourus, et qu'importe? Il est vain de vouloir parler d'un honneur sur lequel on a jeté la chaux vive; allons, vite, un tour de danse ». Et la ronde effrénée tourbillonne derechef aux accords des tibias et des fémurs sous les reflets lugubres d'une lumière blanchâtre, presque violette.

Dans quelques lits d'hôpital sont réunis les cas cliniques, les plus extraordinaires : un corps secoué de tremblements violents incessants ; un autre, avec une plaie horrible à l'intestin, qui s'écrie en proie au délire : « Suis-je homme ou latrine vivante ? Mon âme est morte de dégoût et seul mon cœur doit continuer à battre sans pitié » ; celui-ci n'a plus de bras ; celui-là, qui a été intoxiqué par les gaz, a des poumons « comme un nid de moineaux, qui font pip, pip ».

Sur la scène se succèdent des personnages qui devraient porter secours aux martyrs. Le prêtre est incapable de répondre à leur question persistante, obstinée : « S'il y a un Dieu pourquoi permet-il que cela soit » ?... Et désespérant de sa propre mission il perd connaissance ; à leur tour s'évanouissent les sœurs de charité auxquelles les misérables, au lieu du soporifique d'une heure, réclament avec des gémissements perçants la potion radicale qui

supprimera pour toujours l'horreur d'une aube nouvelle. La foi est impuissante, la charité est impuissante. Et la science? Elle est représentée sous la figure grotesque d'un médecin qui, tel Diafoirus, fait un grand usage d'huile de ricin et assomme les agonisants de sa ritournelle sur la chirurgie : « Nous sommes la branche positive, l'industrie des armements est la branche négative. »

Après les médecins du corps voici les médecins de la société, les politiciens tout aussi ineptes, qui défilent devant la foule comme dans une revue; un seul fait exception : c'est évidemment celui qui incarne les postulats de l'auteur et qui est en possession d'une panacée; ce bon remède, ce remède universel, vous le devinez, c'est une révolution d'allure romantique et tolstoïenne, une révolution qui renverse les tyrans sans leur faire de mal, un bouleversement à l'eau de rose où aucun otage n'est ligoté au poteau d'exécution.

Wandlung est une pièce qui reflète surtout l'état d'âme de l'auteur, un pot-pourri de mysticisme, d'humour de carabin, de naturalisme et de philosophie, une pièce vibrante de souffrances personnelles, d'aspirations irréalisées et irréelles, le drame vécu d'une âme douloureuse; malgré ses invraisemblances et la part énorme de conventionnel qui s'y trouve, l'une des productions les plus curieuses et les plus originales de l'Allemagne révolutionnaire, la véritable et non pas la camouflée.

Le talent de Toller ne se renouvelle pas dans sa deuxième pièce, *Masse Mensch* (la Multitude), pièce de la révolution sociale du XXe siècle inspirée visiblement par les événements de Munich. C'est en somme la suite de *Wandlung*.

Après la guerre et ses forfaits, la révolution bienfaisante et libératrice. L'héroïne du drame est une femme, d'origine bourgeoise, qui se laisse séduire par les théories extrémistes, fomente des grèves et des séditions.

Elle quitte son milieu, se sépare de son mari, qui est un fonctionnaire imbu d'idées vétustes, pour se vouer entièrement à sa « mission » et dans une sorte d'extase elle attend l'homme nouveau, le Messie qu'enfantera la Multitude.

Le voici qui apparaît, incarnant ses vœux et sa folie : c'est l'*Innominato*, le sans-nom, le héros anonyme, la foule, le géant symbolique, côte à côte avec lequel la femme luttera désormais pour matérialiser son idéal. Hélas! un conflit éclate : la femme qui n'a pu dépouiller toute sa sentimentalité est écœurée par les procédés violents de l'Anonyme qui proclame le règne de la Terreur. Au quatrième tableau — il y en a sept — par une nuit étoilée, dans une cour cloîtrée de hautes et sinistres murailles, des gardes-rouges sanguinaires s'apprêtent à fusiller des otages, parmi lesquels la femme — coup de théâtre — reconnaît son ancien mari. Elle se jette devant les canons des fusils et réussit à le sauver, pour quelque temps. Elle est elle-même jetée dans un cachot; on veut la faire fuir, mais elle refuse car il faudrait massacrer un geôlier. Après un dernier colloque avec son mari et l'Anonyme elle meurt sur l'échafaud.

La pièce est nettement satirique et didactique. Au deuxième tableau nous assistons à une danse caricaturale des agioteurs de la Bourse ; après le quatrième tableau qui devrait conclure la pièce, le dénouement se traîne en longueur pendant trois tableaux superflus, bouffis de considérations ennuyeuses sur la politique, farcis de tirades emphatiques ou absconses sur la révolution.

Parfois il semble que cette apologie de la Révolution se transforme en réquisitoire. En réalité l'auteur veut la révolution, il la désire, il l'appelle, mais il en condamne les excès.

C'est là le drame même de la vie de Toller : cette contradiction dont il pâtit entre l'intention et la créa-

tion, la contemplation et l'action. De même que celle de ses héros son évolution est encore loin d'être achevée [1].

1. A la suite du récent assassinat politique du chef du Parti socialiste indépendant bavarois, Gareis, ce parti a désigné, pour lui succéder à la Diète, Ernst Toller, détenu à la forteresse de Niederschoenenfeld. Sans doute pour calmer la juste exaspération du prolétariat munichois, le Tribunal administratif, siégeant à Munich, a ratifié ce choix. Toller, qui a accepté sa nomination, devrait rentrer ainsi dans la politique active mais, au cours d'un récent voyage en Allemagne, ses amis m'ont déclaré que le gouvernement du comte Lerchenfeld refusait de le rendre à la liberté.

CHAPITRE VII

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Le gouvernement des Conseils, dont nous avons analysé la formation [1], est relativement modéré au début; il ne tarde pas à se radicaliser sous l'influence de la tentative contre-révolutionnaire du 13 avril qui est brisée par la Ligue de Spartacus, c'est-à-dire les communistes activistes. A la faveur de leur succès ceux-ci s'emparent du pouvoir et dans une réunion des conseils de soldats et d'exploitation ils parviennent à faire ratifier leur avènement. L'ancien « *Zentralrat* » est proclamé déchu et un comité exécutif est fondé, qui ne comprend que quatre membres : les deux Russes Levien, Leviné-Niessen et deux comparses, Dietrich et Werner. A côté de ce comité en fonctionne un deuxième, dit d'action, qui comprend quinze membres. Rudolf Egelhofer est désigné comme commandant de la ville de Munich par ce nouveau comité qui remplace l'ancien *Zentralrat*.

La proclamation suivante, datée du 14 avril, inaugure l'ère terroriste : « Quiconque, par la parole, les écrits ou

1. Cf. chapitre v.

l'action, s'oppose manifestement au Conseil exécutif, ses organes ou ses ordonnances officielles, sera immédiatement déféré à un tribunal révolutionnaire et jugé séance tenante. »

Les communistes font déclarer la grève générale et s'assurent le monopole de la presse. Dorénavant, il ne paraît plus à Munich que la *Rote Fahne*, organe des communistes, et une feuille qui s'intitule longuement : « Feuille d'avis du Comité exécutif des conseils de soldats et d'établissement[1]. » Elle est distribuée gratuitement à la population. Les premiers numéros sont remplis de diatribes à l'adresse du faux semblant de République soviétique qui a été renversée, d'une multitude de communiqués gonflés de menaces et d'articles dithyrambiques sur le léninisme.

Les chefs de la première République soviétique : Ernst Toller, Niekisch, Klingelhœfer et Gustave Landauer s'inclinent devant les hommes nouveaux et, qui pis est, s'offrent à les servir. Leur soif de pouvoir est si ardente que pour participer au nouveau régime ils sont prêts à renier et à piétiner leurs convictions de la veille.

Est-ce, ainsi que l'ont prétendu leurs amis, pour tempérer le terrorisme qui s'annonce, que les commissaires du peuple déchus demandent à reprendre du service? Tant il y a que certains d'entre eux, Toller et Klingelhœfer, sont agréés, mais que pour annihiler toute leur influence, le « Petit Comité », l'*engere Ausschuss* comme on l'appelle, c'est une manière de comité du salut public, les délègue au front en qualité de commandants de groupes de l'Armée Rouge avec le titre mirobolant de « stratège ».

Levien et ses partisans se sont débarrassés des « stratèges », Toller et Klingelhœfer dont, au surplus, la femme est accusée de *hamstérisme*, c'est-à-dire d'accapa-

1. Mitteilungen des Vollzugsrats der Betriebs und Soldatenraete.

rement de vivres. Landauer est relégué dans une maison de campagne près de Munich. Quant à Mühsam, Soldmann, le docteur Wadler, le docteur Lipp qui ont été arrêtés et enlevés le 13 avril par les contre-révolutionnaires, ce sont des étoiles filantes que l'éclat des astres soviétiques eût aveuglées et réduites à l'obscurité la plus noire. La Terreur blanche saura les retrouver.

Les fonds font défaut, les caisses de l'Etat sont vides, le nouveau commissaire du peuple aux finances, Emil Maenner, bat en vain le rappel de l'argent et fait confisquer, en présence du Russe Axelrod, le contenu des trésors dans les banques. Le résultat en argent monnayé est dérisoire puisqu'on ne découvre que 20.000 marks!

Mais, comme compensation, dans un communiqué pompeux, d'allure napoléonienne, — Napoléon le très petit — le « stratège » Toller claironne une grande victoire à Dachau : le triomphe du prolétariat munichois sur la bourgeoisie de la garde blanche. Comme butin l'Armée Rouge enregistre 4 pièces d'artillerie, 8 mitrailleuses et 200 prisonniers. On se croirait reporté aux temps héroïques des premiers mois de la guerre mondiale où les Turcs clamaient avec enthousiasme la capture d'un chameau bâté.

Le 18 avril on nomme un nouveau préfet de police — c'est le troisième ou le quatrième — du nom de Kœberl, président du Conseil d'ouvriers révolutionnaires, ci-devant colporteur en linge de corps! Il a pour adjoint un certain Johann Dosch, lui aussi « *Polizeipræsident* », qui, sans doute à l'instigation de son confrère, se distingue dans l' « expropriation » — quel congru euphémisme communiste — de linge, de denrées alimentaires et autres produits de première utilité. Le total de ses déprédations fut après coup évalué à 100.000 marks. Ce préfet corsaire excellait aussi dans l'art de faire chanter ses dupes, témoin ce propriétaire de cinéma auquel il escroqua 6.000 marks. Par surcroît Dosch cambriolait

le salvarsan qui était conservé à la préfecture de police. L'histoire omet de nous dire si c'était pour ses besoins personnels. Le règne de ces deux sinistres gredins prit fin par leur arrestation dans la nuit du 22 avril.

Par suite de la grève générale déclanchée par les communistes sans rime ni raison, sous prétexte de punir la bourgeoisie et d'étaler au grand jour la force de la classe ouvrière, toute la vie économique de la ville est suspendue. La campagne a arrêté ses envois de vivres, et, pour obvier à l'inévitable famine, les descentes de gardes rouges dans les magasins de comestibles et les boucheries se multiplient; ces descentes sont suivies de confiscations qui sont la forme légale — ou la formule — du pillage organisé.

C'est en vain que le Comité d'action adjure les paysans de ravitailler la ville. Aucun convoi n'arrive. Pour répondre au refus des campagnards, des bandits mettent à sac le couvent de capucins de saint Antoine et le cloître des sœurs franciscaines *Marianum* dans la Humboldstrasse.

La veille de Pâques on débitait au « *Bauernmarkt*[1] » des quartiers de chien. Au lieu de beurre, il sied de se contenter de margarine, et les quatre livres de pommes de terre promises sont réduites à une livre par semaine. Et cela dans la grasse et plantureuse Munich!

Bien que la grève cause aux tramways municipaux un déficit quotidien de 80.000 marks, c'est seulement dans l'après-midi du 19 avril qu'ils recommencent à circuler,

Ne sont autorisées à voyager en chemin de fer que les personnes en possession d'un sauf-conduit spécial.

La prépondérance des trois Russes Levien, Leviné-Niessen et Axelrod s'affirme de plus en plus : dans la même mesure qu'ils sentent le sol vaciller, ils préconisent la terreur. Il faut saisir parmi les notabilités de

1. Marché.

la ville des otages qui seront, en même temps qu'un excellent procédé d'intimidation à l'égard des réactionnaires et des mécontents dont le nombre croît à vue d'œil, une garantie pour la vie des militants révolutionnaires. C'est ainsi que, dès le 16 avril, on arrête le consul d'Autriche qui, toutefois, est remis en liberté le même jour.

Dans la nuit du samedi au dimanche des Rameaux, cinq soldats, revolver et grenade au poing, se disant mandatés par la police militaire, pénètrent dans le palais archiépiscopal et tentent de s'emparer de l'archevêque. Ils renouvellent vainement leur tentative dans la nuit du dimanche au lundi de Pâques. Pour ne pas retourner bredouille de leur expédition ils appréhendent le secrétaire de l'évêque qui est élargi après avoir été interrogé.

La fin de la grève générale est annoncée pour le mardi 22 avril à midi ; c'est la bourgeoisie, les commerçants et les industriels, obligés de payer les journées de grève à leurs ouvriers et employés, qui en font les frais.

Elle donne lieu à une série de manifestations : le matin, revue des ouvriers en armes et des gardes-rouges devant le ministère de la guerre, l'après-midi onze grands meetings dans tous les caveaux à bière de la cité, à 5 heures démonstration monstre sur la Theresienwiese, suivie d'un cortège, drapeaux rouges flottants, à travers les principales artères de la ville. Des manifestes et des feuilles volantes contenant l'apologie du soviétisme sont distribués par dizaines de mille. Il s'agit de fouetter l'enthousiasme faiblissant des masses et, en présence du dilemme : Munich, Bamberg, faire ressortir aux yeux des nigauds les avantages du régime communiste. Mais le nombre des dupes décroît dans la même proportion qu'augmente le marasme économique et que se rétrécit autour de Munich l'étau des troupes gouvernementales.

*
* *

Pour combattre l'ennemi extérieur autant que pour intimider les récalcitrants, les maîtres de l'heure appellent sous l'étendard rouge, au moyen de primes alléchantes, le ban et l'arrière-ban des révolutionnaires; les murs de la ville se tapissent de manifestes contre la Garde Blanche et le gouvernement Hoffmann.

Toute cette réclame tapageuse et une sommation d'Eglhofer, promu entre temps à la dignité de commandant en chef de l'Armée Rouge, laquelle interdit tout rassemblement le samedi 26 avril, n'empêchent pas une réunion des conseils d'établissement d'adopter une attitude nettement hostile à la politique des dictateurs russes. Deux tendances se font jour à la réunion : la tendance radicale qu'incarnent Levien, Leviné et Axelrod, la tendance modérée inspirée par Toller, Maenner et Klinglhoefer qui a incontestablement pour soi la majorité des suffrages.

Levien et ses acolytes sont conspués : « Judenbub! Nieder mit dem Judenbub! sale youpin! A bas le voyou de youpin! »

Selon Maenner, commissaire du peuple aux finances, la situation financière de la *Raeterepublik* est telle que l'on court à une catastrophe inévitable. Rien que pour les journées de grève, il a fallu verser huit cent mille marks aux ouvriers de la petite industrie que leurs patrons étaient hors d'état de payer!

Maenner, Toller et Klingelhoefer déclarent qu'ils refusent de collaborer au gouvernement actuel, parce qu'il constitue un malheur pour la Bavière et qu'il démolit tout sans songer à rien reconstruire. Paroles tardives de regret!

Dans les magasins de la manutention il n'y a plus de viande que pour quatorze jours, de charcuterie que pour

quatre. Le charbon manque pour cuire le pain; les arrivages de lait pour une ville de 500.000 habitants sont tombés à 1.500 litres par jour. Faute de combustible 10.000 ouvriers de brasserie seront mis à pied dans quatre ou cinq jours.

Toujours à la même réunion, Maenner déclare que si la garde blanche ne s'empare pas de la fabrique de papier de Dachau, financièrement la République pourra tenir encore quatre semaines, à force d'émissions de billets de banque imprimés dans cette fabrique.

Pourtant le peuple, mis en garde par des feuilles volantes lancées par avions, n'a aucune confiance en ces assignats qu'il faut renoncer à émettre.

On accuse le Petit Comité de trafiquer de passeports, de s'en être indûment approprié. Une commission d'enquête est nommée et c'est en suite du rapport défavorable de cette commission que les deux féodaux russes Levien et Leviné sont renversés le dimanche 27 avril.

Le duel Toller-Leviné se termine par la victoire du premier qui, au cours d'une houleuse assemblée dans l'après-midi du dimanche 27 avril, est désigné avec Klingelhoefer et quelques autres pour faire partie d'un nouveau Comité d'action.



Mais Toller et ses amis estiment que l'heure est venue d'esquiver les responsabilités et les coups, et durant un meeting des conseils d'établissement dans la journée du lundi 28 avril, ils déclinent l'honneur et aussi les obligations qu'on veut leur imposer. L'assemblée élit donc, après d'interminables discours, qui sont autant d'attaques contre Levien et Leviné, un comité d'action qui ne comprend pas moins de quinze inconnus.

Leur règne et la dictature des conseils d'entreprise

sont de brève durée. Entre les deux réunions du dimanche et du lundi les agitateurs russes ne se sont pas fait faute de racoler des adhérents, en particulier dans l'Armée Rouge, dont le commandant en chef Eglhofer est leur homme de paille. Dans la soirée du 27 ils manifestent leur toute-puissance par l'arrestation, à l'Hôtel des Quatre Saisons, de plusieurs personnes, soi-disant « des mercantis réactionnaires et des pillards ». Ce sont les otages que l'on fusillera quelques jours plus tard.

Une délégation de gardes rouges derrière lesquels on devine l'influence des Russes, vient interrompre la séance où l'on constitue, à grand effort, le nouveau comité d'action et, par ses revendications outrancières qu'appuient les crosses de fusils, les mitrailleuses et les grenades à main, elle obtient gain de cause. Le comité d'action meurt avant d'avoir vu le jour, égorgé par les baïonnettes des janissaires communistes. Il périt par l'outil qu'il a forgé.

CHAPITRE VIII

LES FANTOCHES ET LES ÉCORNIFLEURS

LE DOKTOR WADLER

Quand ils se mettent en tête de faire de la politique, les fantoches sont encore plus dangereux que les dilettantes, témoin ce docteur Wadler pour qui le communisme n'était qu'un tremplin d'où il rêvait de s'élancer vers la dictature illimitée.

Le docteur Wadler, dont d'aucuns veulent coûte que coûte faire un sémite en orthographiant son nom W. Adler, sous couleur que tous les révolutionnaires doivent ressortir au « mosaïsme », est un avocat munichois, né à Cracovie en 1882, qui manifesta pendant la guerre des tendances nettement pangermanistes.

Le lieutenant de complément Wadler est attaché au *Bureau industriel* de Bruxelles, qui est l'organe du cartel des industriels de la métallurgie rhénane et westphalienne, et qui entreprend non seulement de piller toute la Belgique, mais encore de déporter en Allemagne des milliers d'ouvriers belges. Il se distingue par son zèle;

c'est lui qui distille, pour les gazettes allemandes, des articles où il justifie imperturbablement les déportations et les travaux forcés auxquels ces innocents bagnards étaient astreints.

Plus tard, en 1918, toujours pendant la guerre, il est employé à l'Office juridique du Ministère de la Guerre bavarois où il préconise les mesures les plus draconiennes contre les ressortissants ennemis qui refuseraient de travailler dans l'industrie des munitions. Certes il mériterait de figurer sur la liste des coupables de guerre déférés à la Haute-Cour de Leipzig.

Six mois après, ce *Postenjaeger*, cet incomparable chasseur de fonctions publiques, tourne brusquement casaque et le voici qui prône, pendant la révolution, les droits sacrés de la classe ouvrière, qui sue sang et eau pour l'Internationale des travailleurs et la dictature du prolétariat.

Le docteur Wadler, invité à s'expliquer sur cette contradiction flagrante au cours du procès qui lui fut intenté, a prétendu qu'il s'était laissé entraîner au début de la guerre comme tant d'autres — ce qui est fort plausible — par l'enthousiasme belliqueux, le *furor teutonicus*, et qu'à Bruxelles il avait été obligé par le Département du Commerce et de l'Industrie à rédiger des rapports tendancieux, sous peine de voir désavantager la Bavière dans la répartition des ouvriers déportés.

On peut, il est vrai, admettre qu'un lieutenant doit se soumettre aux ordres de ses chefs, mais, dans ce cas, si ses articles étaient contraires à sa façon de voir et de penser, Wadler eût pu demander son déplacement, son transfert au front par exemple ; ce faux-fuyant n'excuse ni ne motive son subit changement d'attitude dans lequel les témoins ont vu surtout une expression éhontée d'arrivisme et de mercantilisme politique.

Wadler déclare à des amis que le soviétisme est une

folie, mais que quand même il participerait à la révolution. Il y voit surtout une excellente aubaine, le moyen de sortir de son milieu morose, de faire sonner ses éperons, de tenir une charge importante, de parler fort et ferme, de s'empiffrer aux dépens des gogos. C'est lui qui le premier, à la réunion nocturne où se décide le sort de Munich, porte un « Hoch » enthousiaste à la République des Soviets.

Et le promoteur des déportations, l'homme lige des grands industriels, le fonctionnaire du ministère Hoffmann — car jusqu'en mars 1919 Wadler demeura attaché au ministère de la guerre — se transforme incontinent en un révolutionnaire de la plus belle eau. Il est toujours là où il faut voter des mesures intransigeantes ; il est pour l'envoi d'un train blindé contre les troupes blanches et, comme Commissaire délégué aux logements, il prépare la socialisation des maisons. C'est ainsi qu'un invalide de guerre, l'hôtelier Simson de Tusing, reçoit du doktor Wadler l'avis que son hôtel doit être « exproprié » au bénéfice de vingt familles d'ouvriers, et comme Simson proteste, arguant que la Bavière n'est pas zone de guerre, le doktor Wadler lui répart : « Ici nous avons à présent la guerre intérieure ! » Il est hors de conteste que si le régime communiste se fût prolongé il était l'homme le plus qualifié pour appliquer les méthodes du travail forcé, tel que Lénine, Trotzky et leurs adeptes l'ont mis en vigueur en Russie. Il possédait dans ce domaine une expérience à nulle autre pareille.

Mais dans la nuit du 12 au 13 avril il est surpris par la tentative contre-révolutionnaire des troupes dévouées au gouvernement de Bamberg. Il assistait avec plusieurs collègues à une séance de nuit du *Zentralrat*. C'est là que les mutins s'emparent de lui, de Mühsam, de Soldmann, de Braig, chef des sans-travail de Munich, et de quelques autres encore qui sont diligemment expédiés à Bamberg où ils attendent au cachot la fin de l'expé-

rience communiste et leur comparution devant le *Volksgericht.*

Cette arrestation, qui termine brusquement son escapade, lui sauva vraisemblablement la vie.

L'attitude de Wadler au procès, qui a eu lieu du 8 au 11 juillet, a été piteuse. Son visage glabre, fatigué, barré par un nez busqué en bec d'épervier, les commissures des lèvres affaissées, n'a pas fait bonne impression sur les juges, et le commissaire du gouvernement s'est montré plus implacable à son endroit que vis-à-vis de Mühsam. Tandis que les juges accordaient à celui-ci le bénéfice des circonstances atténuantes, et reconnaissaient la sincérité de ses sentiments, ils condamnaient Wadler, l'écornifleur politique, à la peine infamante de huit ans de réclusion, sans circonstances atténuantes, faute de sentiments sincères. Au prononcé du jugement Wadler, en proie à un violent accès de désespoir, s'écroula sans connaissance sur son banc.

LE DOKTOR OTTO NEURATH

Le doktor Otto Neurath est un ressortissant autrichien, privat-docent à l'Université de Vienne, qui fut appelé à Munich par le gouvernement bavarois de Kurt Eisner, afin de diriger l'Office Central économique organisé au Ministère du Commerce pour préparer et réaliser la socialisation.

Le doktor Neurath, avec son haut front découvert, son visage ovale aux traits réguliers encadré par une barbe drue, ses yeux pensifs, a beaucoup plus l'apparence d'un idéologue que d'un révolutionnaire, d'un homme rassis, mesuré, que d'un fanatique débridé. Pourtant lui aussi est féru de réformes. Sa marotte c'est la socia-

lisation qu'il voudrait coûte que coûte mettre en train. Il s'imagine sans doute que les expériences sociales s'exécutent aussi simplement, peut-être même à moins de frais, que celles de laboratoire. Toujours est-il qu'à la proclamation de la République des Conseils, Neurath, qui était fonctionnaire stipendié du gouvernement légal Hoffmann, passa dans le clan adverse, pour garder sa place, affirment les mauvaises langues, pour faire enfin aboutir les projets qui le hantaient, disent ses amis. On le confirme en effet au *Zentralwirtschaftsamt*[1] et on le baptise « Commissaire de la socialisation ». En cette qualité il préconise toute une série de mesures vexatoires : la socialisation de la presse, la communalisation d'une grande propriété domaniale, et à plus longue échéance la suppression des établissements de crédit, tout à fait superflus dans la plus heureuse des sociétés communistes.

« Après dix ans de travail, se plaisait à dire ce virtuose du communisme, il faut que chaque ouvrier ait la possibilité de vivre sans travailler et sans aucun souci! » Tous ne furent pas dupes de ce bienfaiteur de la classe ouvrière, et un jour un porte-parole du Parti Socialiste Indépendant, un certain Katz, ne craignit pas de le traiter de tricheur et de « faux monnayeur génial du capital ». Aux yeux des badauds, ces bateleurs étaient tous géniaux!

Le doktor Neurath s'était adjoint comme collaborateur un ami de Kurt Eisner, le juif Ret Marut, éditeur de la revue révolutionnaire *Der Ziegelbrenner*, le *Briquetier*, titre symbolique assez bizarre pour un démolisseur bolcheviste. Car Ret Marut affiche des convictions bolchevistes, après avoir écrit pendant la guerre des nouvelles bellicistes qui parurent à la maison d'édition Reclam à Leipzig (cf. le fascicule des *Nouvelles de*

1. Office économique central.

Guerre). Mais les affaires sont les affaires : militariste pendant la guerre, à la révolution Ret Marut se découvre soudain des sentiments pacifistes et bolchevistes, s'il est possible de concilier ces deux notions... et il devient Directeur de la Presse (*Presseleiter*).

C'est Ret Marut qui est chargé par Neurath d'élaborer un projet de socialisation de la presse. D'après ce projet, qui reçut un commencement d'application, tous les journaux devaient être, sans aucune indemnité, expropriés par l'Etat. Le journal est géré par un Conseil d'administration comprenant un membre du gouvernement, deux membres du conseil d'ouvriers, un membre de chaque parti possédant un journal, un membre de l'Association des instituteurs socialistes et un écrivain socialiste indépendant. Sur ce « petit conseil d'administration », qui ne jouit en somme que de pouvoirs délibératifs, se greffe un grand conseil, une sorte de haute-cour qui comprend en plus deux typographes, un mécanicien, un aide, un employé et un rédacteur de chaque journal.

Aucun membre du personnel ne peut avoir un salaire annuel supérieur à 12.000 marks. C'est la rédaction qui détermine la direction du journal. On se demande quelle peut être la liberté d'initiative de rédacteurs sur lesquels pèse la tyrannie de deux conseils d'administration arbitrairement désignés. Aussi ceux à qui le nouveau système n'agrée pas sont-ils poliment invités à vider leurs salles de rédaction.

Bref, ce projet de socialisation, qui prétend laisser ses organes à chaque parti politique tout en les plaçant sous la férule de l'Etat communiste, est une dérision. On sait ce qu'il est advenu de la liberté de la presse en Russie. Au demeurant, Ret Marut n'omet pas de prévenir les directeurs et les employés de journaux que les cas de sabotage ou de résistance seraient considérés comme des actes antirévolutionnaires.

Par sabotage ou par résistance il faut entendre évidemment le refus de se plier aux volontés des conseils d'administration ou du gouvernement... Il est constant qu'après le 12 avril, plutôt que de se soumettre à des conditions aussi baroques que léonines, la plupart des journaux suspendirent leur publication. C'est ainsi qu'on avait exigé du *Neue Münchener Tageblatt*, feuille très catholique, la reproduction d'un article de fond où l'on flétrissait la morale catholique et protestante, voire la morale juive, par surcroît hérissé d'outrages à l'adresse du clergé, de l'épiscopat et du pape. Cet article avait dû être publié la veille par le *Bayerische Kurier*. Devant la résistance du rédacteur en chef et du directeur, le premier censeur, un certain von Aschenbach, se présenta à la rédaction, menaçant les journalistes récalcitrants d'arrestation et de mort. Ce n'est qu'ensuite de multiples démarches que la direction réussit à empêcher la parution de l'article...

Pour son bonheur Neurath se confina exclusivement dans la solution des problèmes économiques, ne se mêlant jamais de politique, ainsi que le reconnurent tous les témoins qui déposèrent à son procès. L'ancien ministre du Commerce Simon rompit même une lance en sa faveur, affirmant que le programme de Neurath avait déjà été fixé et résolu par le gouvernement Hoffmann. De son côté Neurath prétendit qu'il n'était pas partisan des mesures de violence et qu'en particulier pour ce qui concerne la presse, il ne désirait qu'une socialisation lente avec la coopération des directeurs et du personnel. Il avait été fort surpris par la décision du Conseil central de faire occuper les journaux et reconnut, dès l'instant, qu'il n'y avait rien à faire avec de tels collaborateurs.

Le professeur Max Weber de l'Université de Munich, Ernst Toller, Niekisch, Klinglhöfer, d'autres encore vinrent témoigner à la décharge de Neurath. Le profes-

seur von Halban de Würzbourg, qui avait travaillé de longues années avec Neurath au Conseil économique de guerre, affirma qu'il était incapable de participer à aucun acte de violence.

Néanmoins la Cour martiale l'a condamné le 25 juillet à 18 mois de forteresse pour complicité dans un crime de haute trahison.

LE DOKTOR LIPP

Le Doktor Lipp, troisième de cette famille de docteurs en babouvisme, est un sexagénaire d'extérieur imposant, doué d'une étourdissante faconde. Il sait s'y prendre à merveille pour fasciner un auditoire par ses grands mots à l'emporte-pièce et par l'évocation de délicieuses fata-morgana... à condition que l'on ignore qu'il a été interné deux fois dans une maison de fous pour manie des grandeurs.

Vers 1880 le docteur Lipp fait son apparition dans la vie publique comme rédacteur au *Beobachter* (Observateur) de Stuttgart. Il s'y distingue si bien, par ses excentricités et ses écarts de langue, qu'il est tôt poursuivi pour crime de lèse-majesté. Pour échapper aux persécutions le journaliste se fait reporter ambulant : il parcourt le pays de Bade, la Suisse, d'où il gagne l'Italie. Ce prestidigitateur s'arrange pour devenir collaborateur du *Corriere della Sera* et en même temps espion à la solde du Gouvernement impérial allemand.

Aussi quelle ne fut pas, nous rapporte la comtesse Treuberg, l'hilarité du prince de Bülow d'apprendre que son ancien agent Lipp était devenu commissaire du peuple en Bavière!

Ce n'est pas, comme on l'a prétendu, dans une crise de folie qu'il a déclaré lui avoir rendu de précieux

services. Cet homme peu circonspect se vanta en effet plus tard à Stuttgart d'être parvenu à dessiner exactement la carte d'état-major italienne, grâce à la feinte amitié qu'il avait pu lier avec un professeur de géographie de Pavie, amitié qu'il exploita froidement au bénéfice de l'état-major allemand. Ce petit fait est significatif : il caractérise l'homme autant que le système.

La guerre éclate : le docteur Lipp se tient à la disposition du grand état-major. Ses relations politiques vont être mises à contribution. C'est sur l'ordre du département politique de l'état-major que le docteur Lipp participe au fameux conciliabule socialiste de Zimmerwald dont il est bien placé pour dévoiler tous les secrets, puisque, de son propre aveu, il y tient l'emploi d'un deuxième secrétaire.

Herr Doktor Lipp, qui est une manière de deuxième Parvus, son sosie en miniature, en dépit de son aristocratique prestance, a pour tâche essentielle de fomenter des troubles révolutionnaires chez nos frères transalpins. Il pratique sa propagande de la Suisse sur une large échelle, et, d'accord avec l'état-major allemand, il négocie avec le bolcheviste russe Radek et d'autres hommes de confiance de la Russie révolutionnaire. Il s'affilie aux ligues les plus occultes, dans le ferme propos de démasquer ses compatriotes qui en font partie. Il est le prototype du Judas révolutionnaire.

Son double rôle éclaire aussi bien la duplicité du grand état-major allemand : favoriser l'essor de tous les germes révolutionnaires dans les autres pays, en particulier en Russie et en Italie, tout en étouffant impitoyablement la moindre manifestation antigouvernementale et antimilitariste en Allemagne.

Au printemps 1917 — crise de démence, de clairvoyance ou de caméléonisme politique — Franz Lipp, de retour à Stuttgart, raconte à qui veut l'entendre que l'Allemagne a perdu la guerre ; quand on ricane à

cette nouvelle saugrenue il s'irrite, se frappe la poitrine et invoque l'autorité du grand état-major auquel il appartient. Il est arrêté et jusqu'à la fin de la guerre interné en « détention de protection », ravissante métaphore qui signifie tout bonnement lettre de cachet. La « *Schutzhaft* » est le moyen commode — pas d'explication, pas de jugement — dont se sert le gouvernement allemand pour réduire ses adversaires à l'impuissance, les limoger politiquement, sous prétexte qu'ils pourraient se nuire à eux-mêmes en commettant quelque sottise. Aux yeux des dirigeants de l'Allemagne la « *Schutzhaft* » n'est en effet destinée qu'à préserver les individus de leurs propres excès, oratoires ou autres.

A peine remis en liberté, le « martyr » Lipp — c'est ainsi qu'il se présente — met à nouveau sa compétence au service du grand état-major. Sans doute sa crise aiguë d'aliénation pacifiste est-elle surmontée. Il annonce que des soulèvements révolutionnaires dirigés par Kurt Eisner à Munich et par Crispien [1] à Stuttgart sont en voie de préparation. Il est trop tard! La révolution éclate et le docteur Lipp, qui disparaît silencieusement pour quelque temps, dispose ses filets dans l'ombre.

Repris par la folie des grandeurs, l'ambition de devenir un gros personnage, il goûte l'âpre satisfaction de voir ses désirs se réaliser avec une rapidité déconcertante. La deuxième révolution bavaroise le porte sur le pavois.

Puisque le carnaval rouge bat son plein, que l'on célèbre la fête des fous, pourquoi les soviétistes hésiteraient-ils à en faire leur ministre des Affaires étrangères ?... Sans doute ils partent du principe que les meilleurs diplomates sont aussi les plus détraqués et que, à rebours de cette vieille bête de Lombroso, qui voyait partout des déments et qui faisait voisiner le génie de la folie, c'est la folie qui frise le génie...

1. Le chef actuel du Parti socialiste indépendant allemand.

Voilà d'un coup ce flibustier de la politique, cet aventurier, chargé du poste le plus exposé : le Commissariat des Affaires étrangères, et sans délai son collègue russe Tchitchérine lui radiotélégraphie en le priant de l'informer explicitement sur la situation en Bavière. La réponse du docteur Lipp mérite d'être reproduite dans son intégralité. La voici :

Tchitchérine, Lénine, Moscou :

« Le prolétariat de la Haute-Bavière est heureusement uni. Socialistes, plus Indépendants, plus Communistes sont soudés solidement comme un marteau, d'accord avec la Ligue des Paysans. Les cléricaux sont bien disposés pour nous. La bourgeoisie libérale, à la solde de la Prusse, est complètement désarmée. Bamberg est le siège du fuyard Hoffmann qui a emporté la clef du cabinet d'aisances de mon ministère. La politique prussienne, dont Hoffmann est le manœuvre, s'est assigné pour but de nous couper du Nord, de Berlin, Leipzig, Nuremberg, même de Francfort et du bassin de la Ruhr, en même temps de nous faire passer vis-à-vis de l'Entente pour une horde de tigres sanguinaires (Bluthunde) et de pillards, alors que ce sont les pattes velues du gorille Gustav Noske qui dégoulinent de sang. Nous recevons du charbon et des vivres en abondance de la Suisse et de l'Italie (*sic*). Nous voulons la paix pour toujours. Emanuel Kant : Paix éternelle 1795, thèse 2 à 5. La Prusse veut l'armistice pour préparer la guerre de revanche. »

Salutations fraternelles.

Le Commissaire du peuple aux Affaires étrangères :

Docteur FRANZ LIPP.

Peu après sa nomination, saisi d'un accès de rocambolesque fureur belliqueuse à l'ouïe que le blocus est

établi sur la Bavière soviétique et qu'elle est privée de ses moyens de transport, ce faux dévot de la paix perpétuelle adresse à son collègue Paulukum l'épitre suivante qui rappelle les gestes des héros de soties :

« Mon cher collègue, j'ai déclaré la guerre au Wurtemberg et à la Suisse (*sic*), parce que ces chiens n'ont pas voulu nous prêter les 65 locomotives demandées. Nous sommes certains de la victoire. De plus je demanderai au pape sa bénédiction pontificale ».

On pourrait multiplier des citations aussi invraisemblables que les précédentes. C'est à se demander si la Prusse n'avait pas lâché délibérément ce fou furieux sur la Bavière, dans l'intention de discréditer le nouveau régime.

Toujours est-il que le docteur Lipp, « mouchard génial et chien policier du maudit département politique du Grand Etat-major », ainsi qu'on l'a baptisé, après avoir rempli la scène de ses cabrioles funambulesques, de ses pieds-de-nez et de ses grimaces, est retourné au cabanon d'où il n'aurait pas dû sortir. Son règne n'a duré que quelques jours, jusqu'au 13 avril.

Emil Maenner

Le 16 avril paraissait un décret du Comité exécutif des Conseils d'établissement et de soldats appelant Emil Maenner au Commissariat des Finances où il assumait la rude succession du fantasque théoricien Silvio Gesell.

Maenner, né en 1893, est un tout jeune homme de 26 ans, imberbe, la figure niaise, joufflue, flanquée de deux oreilles nettement décollées, comme il sied à un

commissaire du peuple communiste. Certes il est digne de figurer à côté du savant trio de baladins et de pique-assiette dont nous venons de parler, bien que son règne n'ait débuté qu'à la chute des trois « *Doktor* ».

Maenner est une créature de la troisième révolution. N'est-il pas prédisposé aux hautes fonctions auxquelles on l'affecte d'emblée par sa première éducation et ses érudites connaissances en matière financière?... Jusqu'à la déclaration de guerre Maenner était apprenti dans une banque de Munich où il se garda bien de rentrer à son retour du front. Ou plutôt s'il y rentra ce fut pour y cambrioler les coffres-forts.

Il inaugure en effet son régime par un ukase, qu'il signe modestement, et combien justement « le Commissaire du peuple *provisoire* aux finances », où il somme tous les propriétaires de safes de se trouver le jeudi 17 avril dans les caveaux blindés des banques à seule fin de remettre, contre accréditif, entre ses mains, ou celles de ses mandataires, toutes leurs espèces sonnantes et trébuchantes. Les propriétaires de trésors qui ne se présenteraient pas sont avertis que l'on fracturera leurs coffres pour en confisquer le contenu sans autre forme de procès.

Cette confiscation — véritable rapine — ne rapporta que 20.000 marks.

Il fallait encourager les gens à l'épargne, les inviter à remplir les banques et les caisses d'épargne pour que le « génie financier Maenner », comme on l'a intitulé, pût y puiser à pleines mains et satisfaire les revendications de plus en plus démesurées de la Garde Rouge.

C'est le but d'un appel, qui est un cri de détresse, qu'il lance le 17 avril : ... « Celui qui durant des années a thésaurisé pour ses vieux jours quelques milliers de marks n'est pas un capitaliste. Les banques (*sic*) administreront cet argent pour notre bien !... Versez votre

numéraire, déboursez vos billets!... Les rétifs et les méfiants seront déférés au Tribunal révolutionnaire qui les jugera sur la minute. »

Sans doute, toujours pour inciter les gens à l'épargne, l'histrion édicte le 21 avril que les dépositaires ne pourront prélever sur leurs fonds que cent marks par jour ou sept cents marks par semaine au plus. A côté de la signature de Maenner nous voyons surgir celle du sinistre Axelrod qui lui est adjoint comme « commissaire politique » et qui se charge de faire litière de tous les préjugés financiers de son confrère, s'il en a, aussi bien que des dépôts en banques.

Maenner a conçu un plan grandiose pour procurer des fonds à la jeune république des soviets; il projette la confiscation d'une grande partie des fortunes, ce qu'il appelle avec délicatesse « prélèvement sur les fortunes ». Malheureusement les jours de la jeune république sont comptés et Maenner, que glace l'approche de l'Armée Blanche, cherche, à la réunion du 24 avril 1919, à se disculper en rejetant sur le commissaire Axelrod la responsabilité de tous ses « vols politiques ».

Et pathétique il déclare qu'il entend se présenter le front haut au gouvernement Hoffmann. Au surplus il n'éprouve plus nulle envie — on le conçoit — de figurer plus longtemps sur la scène d'un théâtre de marionnettes et, solennellement, avec des trémolos dans la voix, malgré les protestations de l'auditoire, il remet sa démission.

Néanmoins, dans le meeting mortuaire du 27 avril, le programme miraculeux de Maenner est adopté. Celui-ci, s'il est présent — nous l'ignorons — préfère ne pas prendre la parole; l'inéluctable dénouement le terrifie, coagule le sang dans ses veines, le rend inapte à toute besogne. Il assiste à une dernière réunion le 30 avril, la réunion de liquidation. Les Conseils d'exploitation et de soldats le placent sous leur protection.

Il disparaît dans la tourmente, omettant de se présenter le « front haut » aux revenants. Nous ignorons quel a été le sort du « génie financier » de la commune munichoise.

LE MENU FRETIN

Il serait illusoire de vouloir énumérer la liste de tous les figurants de cette hideuse mascarade soviétique. Ils sont trop nombreux : les uns, portés par la frénésie de l'arrivisme, tentent de se pousser au premier plan, les autres, inquiets de l'avenir, redoutant d'engager leur responsabilité, restent prudemment à la cantonade, se contentant de glaner les petits bénéfices de l'opération. Ce ne sont que les comparses des « héros » dont nous avons parlé. Tandis que certains en sont les patelineurs, d'aucuns sont les jouisseurs pansus et dodus du chambardement, les pêcheurs en eau trouble.

Après avoir présidé le Comité exécutif des Conseils révolutionnaires d'établissements et de soldats, et à ce titre, avoir claironné le lundi 14 avril un boute-selle retentissant « aux prolétariens, aux soldats et aux combattants » dans lequel il annonçait l'aube de l'ère nouvelle, un illustre inconnu du nom de Werner est appelé à siéger au sein du Comité exécutif aux côtés de Levien et Leviné.

Un quatrième dictateur du nom de Dietrich complète ce directoire. Le consul Dietrich est chargé essentiellement de réparer, au Commissariat des Affaires Etrangères, les inénarrables gaffes de son prédécesseur, le docteur en folie Franz Lipp. Il n'est pourtant pas davantage respecté et ses injonctions sont ouvertement transgressées. C'est ainsi que, nonobstant le certificat par

lequel il garantissait son inviolabilité et la protection de la *Raeterepublik* à la Nonciature, elle fut envahie par les soudards de l'armée rouge et le nonce molesté, voire menacé d'une balle de revolver [1].

Voici l'instituteur Niekisch, président du Congrès des conseils, puis du *Zentralrat* révolutionnaire, qui n'est qu'un soviétiste modéré et qui plus tard aura fort à faire pour justifier son attitude. Voici le juif Sontheimer (socialiste indépendant), qui participe activement à la fondation de la République des Conseils, le conseil de soldats Sauber (*der saubere Sauber :* la fripouille de Sauber) ; Klingelhoefer, fidèle second de Toller, lui aussi socialiste indépendant, Soldmann, d'autres encore.

En vingt-quatre jours, du 7 avril au premier mai, il n'y eut pas moins de quatre « kommandants » de la ville : Mehrer, Weinberger, Roller et Egelhofer qui est le dernier de la liste, et encore ne comptons-nous pas son remplaçant. De ces « *Stadtkommandanten* », ou préfets investis de pouvoirs dictatoriaux, Roller est sans conteste le plus étrange. Révoqué et écroué peu après, sous couleur de menées contre-révolutionnaires, en même temps que les otages, il se glissait continuellement le long du mur de la cellule commune en criant : « Hier encore j'étais le *Stadtkommandant* de Munich. Si je suis devenu communiste c'est uniquement pour conserver l'Alsace-Lorraine à la Patrie! » Le pauvre homme avait complètement perdu la raison. Il y avait de quoi!

Voici les trois présidents de police successifs ou simultanés Dosch, Koeberl, Mairgünther, fronts bornés, yeux vides, figures bestiales.

Lorsque Mairgünther prit possession de la préfecture de police, il rencontra la fille de l'ancien directeur de police Beck qui s'apprêtait à déménager : « Pas de ça,

1. Cf. chapitre XII.

s'écria-t-il, l'appartement et les meubles sont socialisés ». Et comme elle protestait : « Si vous ne vous taisez pas, femelle, votre affaire sera tôt réglée. »

Mais ces sombres polichinelles dégorgés par la commune sont de loin éclipsés par les meneurs fanatiques et les tortionnaires du lycée Luitpold.

CHAPITRE IX

L'APPLICATION DU COMMUNISME INTÉGRAL

I

LE GOUVERNEMENT

Le pouvoir législatif devrait être exercé par le Congrès des Conseils ou *Raetekongress* présidé par Niekisch, dont les membres sont désignés par les conseils d'ouvriers, de soldats ou de paysans élus eux-mêmes fort arbitrairement. La majorité de la population : la bourgeoisie, les classes libérales, les propriétaires fonciers, les artisans, les patrons, les commerçants, les industriels, est systématiquement ignorée.

Or, le *Raetekongress* n'a siégé à Munich que du 20 février au 17 mars ; en dépit du suffrage irrégulier qui l'avait élu, la plupart de ses membres se prononcèrent catégoriquement contre le soviétisme et en faveur de la Diète, c'est-à-dire du parlementarisme. Le congrès fut dissous et ne siégea plus pendant toute la durée du régime soviétique. Ce n'est qu'à l'ultime réunion du 30 avril [1], où les soviétistes célébrèrent leur

1. Plus exactement du 1er mai, puisque cette motion de Toller fut adoptée à une heure du matin.

messe mortuaire, que Toller fit allusion — hors de circonstance — à la prochaine réunion du Congrès. Il y avait équivoque de sa part : c'était la Cour martiale qui devait se réunir !

Néanmoins, avant de disparaître le *Raetekongress* avait eu encore la force d'émaner un *Zentralrat* ou Conseil central, sorte de ministère élargi ou d'organe de contrôle, chargé précisément de passer au crible tous les faits et gestes des ministres. Le *Zentralrat* était donc à l'origine une manière de comité corporatif, d'inspiration soviétique, qui devait veiller à ce que le gouvernement parlementaire réalisât les réformes que réclamait le monde ouvrier, en particulier la socialisation.

La survivance du *Zentralrat* ou Conseil Central, après l'éviction du *Congrès des Conseils*, perpétuait en l'aggravant le dualisme entre le régime parlementaire, issu du suffrage universel, et le système soviétique basé sur la soi-disant représentation professionnelle.

C'est le *Zentralrat*, ou plutôt un certain nombre de ses membres altérés de pouvoir, qui proclame la *République des Conseils* dans la nuit du 6 au 7 avril et se transforme dès l'abord en « Conseil central révolutionnaire ». C'est également ce parlement en miniature qui désigne les nouveaux ministres baptisés « commissaires du peuple ». Les différents commissariats, au nombre de douze sont : les Affaires étrangères, l'Intérieur, l'Assistance Publique, la Propagande, les Finances, la Justice, le Trafic, l'Agriculture et la Sylviculture, l'Economie nationale, l'Armée, le Ravitaillement et les Logements.

Cette organisation, calquée sur le modèle russe, n'est pas de longue durée. Les communistes et les spartakistes, qui sont de la même famille[1], estiment que le

1. Le parti communiste allemand s'intitule « Spartakusbund » ou Ligue de Spartacus, se plaçant ainsi sous l'égide du célèbre chef des esclaves romains révoltés, tué en 71.

Zentralrat, dit révolutionnaire, ne l'est pas assez et que son caractère provisoire ne s'est que trop prolongé ; à la suite de l'échec du *putsch* contre-révolutionnaire du 13 avril ils s'emparent du pouvoir, déclarant le même jour la déchéance du *Zentralrat*, et nomment un comité d'action des Conseils d'exploitation et de soldats de Munich — déjà la république soviétique est circonscrite à Munich et à ses environs immédiats — qui comprend quinze membres. A la place des commissaires du peuple dont il ne subsistera que quelques-uns, entre autres le Commissariat des Finances — fonctionne un *Vollzugsrat*, ou Comité exécutif qui se compose de quatre membres investis de pouvoirs dictatoriaux... Les deux Russes Levien et Leviné y ont la prédominance[1]. Désormais la plupart des proclamations sont signées, sans nom, par le Comité exécutif. De plus en plus les fidèles de Lénine accaparent la scène dans toute sa largeur, jouant admirablement leurs rôles de dictateurs.

Après la chute de cette dictature, qui se maintient pourtant dans les coulisses et qui, du Lycée Luitpold, dirige la terreur, c'est le chaos gouvernemental. Des proclamations bariolées apparaissent le 25 avril sur les murs de Munich. Mais déjà le commandant en chef de l'Armée rouge Egelhofer[2] — instrument aux mains de Russes qui tiennent et tirent toutes les ficelles — lance des communiqués comminatoires et du 28 avril au 1er mai c'est lui qui, extérieurement, gouverne Munich et qui préside à l'épouvantable carnage du dernier jour.

Du Congrès des Conseils qui avait, du moins, un

1. Plus tard Axelrod, Strobl, président de la Commission extraordinaire, et Egelhofer participeront également aux délibérations de ce « comité exigu », comme on l'a baptisé, où Dietrich et Werner ne tiennent que des rôles très effacés de figurants.

2. Ou Eglhofer, comme il signe, à la manière bavaroise, par ellipse de la voyelle e, cf,. Gsell pour Gesell, Seidl pour Seidel.

semblant de justification puisqu'il se basait sur les élections, au reste fort contestables, l'autorité glisse donc aux mains d'un *Zentralrat*, véritable oligarchie d'une vingtaine de potentats soviétistes, pour être tôt recueillie par un Comité exécutif dictatorial où trois Russes exercent à vrai dire une omnipotence effrénée. Après quelques sursauts le soviétisme aboutit à la dictature d'un seul homme, le commandant en chef de la garde rouge, qui, soit par sauvagerie, soit par veulerie, autorise ou tolère les pires abominations. Telles sont les multiples transformations de la *Raeterepublik*, qui sont autant d'entorses subies par l'idée soviétique en moins d'un mois.

II

LA STRUCTURE DES CONSEILS

Parallèlement à cette organisation politique, qui sombre dans l'arbitraire et l'anarchie se dresse, l'organisme économique des conseils, qui n'est évidemment qu'un mécanisme embryonnaire que les circonstances ne permirent pas de développer.

Sans tâtonnements, les soviétistes munichois, à l'instigation et sur le modèle de Moscou, ont entrepris de bouleverser en un tournemain toutes les institutions existantes. Avec entrain ils ont donc établi dans tous les établissements financiers, commerciaux ou industriels, des *Betriebsraete*, c'est-à-dire des conseils d'établissement ou d'exploitation.

Tout établissement ayant un personnel dépassant le chiffre de vingt employés ou ouvriers (preneurs de travail) doit subir l'ingérence de ce conseil qui se compose au minimum de trois délégués élus par les

travailleurs (au sens large du mot). Quant aux exploitations qui accusent moins de vingt employés, elles s'amalgament à deux ou à trois pour élire un *Betriebsrat*. On voit d'ici la pétaudière! A la base de ces conseils d'exploitation se trouvent par surcroît des comités d'employés ou d'ouvriers (*Ausschüsse*).

Au-dessus du *Betriebsrat* fonctionne le *Fachrat*, ou Conseil de branche, qui à son tour est subordonné au *Kontrollrat*, ou Conseil de contrôle. Enfin tout au bout de l'échelle nous trouvons le *Zentralwirtschafsamt* ou Office central économique, corollaire du *Zentralrat* politique, auquel incombe la rude tâche de socialiser, de communaliser ou de nationaliser, à tour de bras, toute la vie économique bavaroise. Cette organisation s'inspire en entier du soviétisme russe.

Voici quelles étaient les attributions des différentes instances économiques :

1. Les conseils d'exploitation exercent sur toute la gestion de l'établissement un contrôle absolu ;

2. Le Conseil d'exploitation est subordonné au Conseil de branche. Tous les cas litigieux doivent être soumis à ce dernier ;

3. Le Conseil de branche soumet ses décisions au Conseil de contrôle et organise la socialisation de concert avec ce dernier ;

4. Pour ne pas entraver la direction homogène des établissements, il faut laisser aux directeurs techniques leur liberté de décision quant à la marche des affaires. Il est rigoureusement interdit aux conseils d'exploitation de s'immiscer dans les rapports entre les patrons et les contre-maîtres ou les employés supérieurs. Les réclamations de ce genre devront être transmises au Conseil de branche;

5. Le Conseil d'exploitation procède aux engagements et aux renvois du personnel — à l'exception des employés dirigeants — d'accord avec les Conseils de branche locaux

auxquels les Conseils d'exploitation doivent se référer. Il est permis de porter appel devant le Conseil de contrôle;

6. Tous les accords touchant les conventions de travail, de salaires, et surtout les tarifs, seront surveillés par les Conseils d'exploitation. Il s'ensuit qu'ils ont à contrôler tous les versements ;

7. Toutes les questions concernant les salaires, les appointements, les heures de travail, etc., sont réglées à l'amiable avec le concours du Conseil de branche. La dernière instance est le Conseil de contrôle attaché à l'Office central économique ;

8. Les attributions suivantes sont dévolues aux conseils d'exploitation :

a) Contrôler et contresigner l'entrée et la sortie de la poste, en particulier les mandats postaux, les virements de comptes avec les banques ou la poste ;

b) Examiner minutieusement toutes les pièces avant de procéder à un envoi de fonds;

c) Contresigner les chèques et déposer les signatures des membres du Conseil dans les instituts financiers;

d) Faire transporter les entrées de fonds aux comptes des banques ou de la poste;

e) Examiner le bilan, le livre de caisse, le grand-livre, les caisses principales et accessoires;

f) Faire en sorte que les faux gérants (hommes de paille) soient écartés par l'intervention du Conseil de branche;

g) Veiller à ce que l'on réserve des fonds pour le paiement des salaires et des appointements, ainsi que pour les achats de matériaux;

h) Contrôler les comptes en banque et veiller à ce que le montant en soit suffisant pour la marche des affaires;

9. Tout membre du Conseil d'exploitation et du Conseil

de branche peut être destitué dès que la majorité des ouvriers manuels et intellectuels occupés dans l'établissement exprime un vote de méfiance. Une nouvelle élection a lieu par la suite.

Voilà quelles étaient les attributions des Conseils d'exploitation qui tendaient, ni plus ni moins, à éliminer complètement l'autorité des patrons. Dans certaines maisons, le despotisme des Conseils d'exploitation alla jusqu'à mettre les propriétaires légaux à la porte, outrepassant ainsi les droits qui leur étaient conférés.

A côté de cette organisation symétrique il existe une foule d'autres conseils : les conseils de paysans et ceux de soldats constitués dans les casernes par les militaires en voie de démobilisation. Il existe une Ligue de soldats intitulée « les Libres Camarades », qui prend l'initiative de créer une Armée rouge. Les artistes révolutionnaires ont eux aussi leur conseil qui a la prétention de représenter exclusivement les artistes de la ville de Munich et de toute la Bavière. Ces futuristes témoignent ostensiblement leur existence par plusieurs manifestes. Les mutilés de guerre ont également leur conseil.

Sans débrider les communistes ont constitué dans les écoles des soviets d'élèves, destinés à saper toute discipline, qui se groupent à partir du 15 avril autour d'un *Zentralschülerrat* révolutionnaire ou Conseil central d'écoliers.

Aux destinées de l'Université préside un « Conseil révolutionnaire d'école supérieure de l'Université de Munich ». Le titre en est aussi long que les attributions qu'il s'arroge.

III

LA SOCIALISATION

La mission essentielle des différents conseils, à tous les degrés de l'échelle, était de préparer la socialisation.

Le Conseil de contrôle, placé sous les ordres du *Zentralwirtschaftsamt*, est chargé de régler le processus et les détails de l'opération. Toutes les entreprises sont placées sous le contrôle de ce conseil. Les patrons, les ingénieurs, les directeurs sont mis en demeure de continuer le travail et de se soumettre aux injonctions des conseils d'exploitation.

Au cas où ces conseils, aussi bien que les comités d'employés ou d'ouvriers désirent apporter quelque changement dans la direction de l'entreprise, ils devront transmettre leurs propositions à l'Office central économique.

Tandis que la socialisation de la campagne et celle des mines ne sont amorcées que sur le papier, celle des journaux est rapidement et cavalièrement exécutée. Elle aboutit — nous l'avons vu — à la disparition de toutes les gazettes, hormis l'organe officiel de la République des Conseils intitulé *Moniteur du Comité exécutif des Conseils de soldats et des Conseils d'exploitation*, et le *Drapeau Rouge* communiste.

Le caractère superficiel de la socialisation saute aux yeux quand on se donne la peine de comparer les mesures précipitées et irréfléchies de la Commune bavaroise, appelées uniquement à provoquer un désarroi sans nom dans le commerce et l'industrie du pays, avec les projets de loi longuement mûris et élaborés jusque

dans leurs moindres détails qui ont été soumis, il y a quelques mois, au Conseil économique d'Empire (*Reichswirtschaftsrat*) et qui, du reste, depuis que les socialistes n'ont plus la majorité ni au Reichstag ni au gouvernement, dorment dans les cartons des ministères.

A titre de curiosité, voici les mesures provisoires édictées le 8 avril par le *Zentralrat* révolutionnaire, à seul effet de préparer la socialisation des mines :

Art. 1. — Toutes les mines sises en territoires bavarois, sous réserve d'un règlement définitif, sont placées immédiatement sous le contrôle de l'Etat aux fins de socialisation, en vertu des dispositions suivantes.

Art. 2. — L'administration et la direction de toutes les mines sont soumises dorénavant au contrôle étatiste, également au point de vue économique, en particulier pour ce que est de la gestion financière et de la fixation des prix.

Art. 3. — Selon les instructions du gouvernement le contrôle est confié à l'Office central économique, de concert avec le Conseil de contrôle ouvrier, le Conseil des mineurs, le Commissaire d'Etat pour la démobilisation, l'Office supérieur des mines, l'Administration d'Etat des mines, le Conseil de branche et les autres ressorts intéressés (*sic*).

Art. 4. — Le gouvernement peut prendre, par l'intermédiaire de l'Office central économique, toutes ordonnances requises par le bien public, l'intérêt des ouvriers ou des employés. Si la mine n'exécute pas les ordonnances, l'Office Central économique peut arrêter toutes mesures efficaces.

Art. 5. — La composition et les attributions du Conseil des mines et du Conseil de branche seront déterminées par une ordonnance spéciale du gouvernement qui pourra recourir à la collaboration d'experts.

Art. 6. — L'Office central économique et le Conseil

de contrôle seront soutenus auprès des différentes mines par les conseils d'entreprise. La composition et les attributions des conseils d'entreprise seront déterminées par ordonnance du gouvernement.

Art. 7 — Cette loi entre en vigueur dès sa publication.

Le *Zentralrat* révolutionnaire.

Signé : Toller.

Cet arrêté désopilant fixe donc les principes de la socialisation avant que soient même créés les rouages destinés à l'effectuer. Il prévoit une foule d'organismes dont la formation ne peut être qu'une affaire de longue haleine et simultanément il décrète que le contrôle des mines sera conféré à ces organismes encore non existants.

Et que dire de la façon dont sera opéré le contrôle des mines ! L'ordonnance n'énumère pas moins de six autorités diverses — et sans doute adverses — chargées de surveiller la gestion et l'administration des mines, auxquelles il faut adjoindre les départements intéressés qui ne sont pas plus clairement désignés et par lesquels il faut entendre, jusqu'au dernier degré de l'échelle, les conseils d'exploitation et les comités d'ouvriers et d'employés. Il est aisé de s'imaginer à quelles querelles de compétences, à quelles rivalités, à quels litiges perpétuels donnerait lieu l'opposition de ces multiples cellules. Il est vraisemblable qu'au lieu de contrôler les mines, qui indéniablement péricliteraient, elles ne penseraient qu'à s'entre-contrôler et à se battre en brèche.

IV

LE SYSTÈME FINANCIER DE LA COMMUNE

La socialisation ne pouvait s'opérer de but en blanc. La période préparatoire devait se prolonger pendant quelque temps. Or les socialistes ressentent cruellement le besoin d'argent : il faut qu'ils payent leurs innombrables fonctionnaires, et les hordes affamées de l'Armée rouge, et les grévistes qui chôment sur leur ordre. Il faut aussi qu'ils versent de justes indemnités à la clientèle parasitaire sur laquelle ils s'appuient. Quels moyens envisagent-ils pour remplir leurs caisses. Ces moyens sont de deux espèces : 1° la mainmise des soviets sur les banques au moyen de conseils de banques ou *Bankraete ;* 2° la confiscation des fortunes.

Dès le 7 avril une circulaire détermine la constitution et les prérogatives des *Bankraete* qui sont institués dans toutes les villes bancaires de Bavière et qui sont subordonnés au *Bankrat révolutionnaire pour la Bavière* dont le siège est à Munich.

Ces conseils de banques jouissent des droits suivants : 1° contre-signature de tous les documents, des chèques expédiés, etc. ; 2° droit de co-décision dans l'administration ; 3° droit de modifier le personnel si les deux points ci-dessus l'exigent.

Les *Bankraete* sont en outre chargés de créer des conseils d'exploitation dans les différents établissements. Le 8 avril ces conseils se préoccuperont d'empêcher l'évasion des capitaux qui affectait déjà des formes inquiétantes.

Un deuxième arrêté, signé de Niekisch, qui paraît en même temps, contient des dispositions draconiennes

contre l'émigration des capitaux. Tout envoi supérieur à 5.000 marks pour une destination non-bavaroise doit être signalé à l'Office central économique, qui se réserve d'en autoriser ou d'en refuser l'expédition.

Le lendemain c'est Toller qui signe un nouveau communiqué, lequel prétend régler le trafic des instituts financiers, des banques, des caisses d'épargne et du chèque postal. Dorénavant défense à tout dépositaire de prélever plus de 100 marks par jour et plus de 700 marks par semaine. Défense de retirer des titres à l'exception des dépôts ne dépassant pas 2.000 marks. Quant aux trésors ils ne peuvent être ouverts qu'en présence d'un contrôleur désigné par le conseil de l'établissement.

Pour toutes les commandes antérieures au 6 avril — d'après le cachet de la poste — c'est le conseil d'établissement, responsable devant l'Office central économique, qui décide s'il y a lieu d'y donner suite. Pour toute somme supérieure à 10.000 marks et dans les cas douteux il faut s'adresser à l'Office central.

Le commissaire du peuple aux finances, Gesell, se caractérise par ses billevesées financières et les dogmes hilarants qu'il énonce sentencieusement. C'est ainsi qu'il formule sur la valeur monétaire une série de principes qui ont pour fin dernière de faire accroire que la hausse du prix de toutes les denrées est un phénomène salutaire.

« Gardons-nous bien, dit-il, dans un communiqué, des baisses de prix qui étranglent infailliblement et sans espoir toute économie publique, même la meilleure économie, celle de la socialisation. En aucun cas il ne faut que nous réduisions les prix actuels, au contraire il sied que nous élevions progressivement les salaires au niveau des prix... »

Gesell est partisan du *Freigeld*, c'est-à-dire du paiement en nature, le seul digne d'une République des

Conseils, et naturellement, pour aboutir à l'introduction de ce système appliqué aux premiers âges de l'humanité, il désire la super-inflation fiduciaire, la dépréciation consécutive de l'argent et la hausse formidable des prix. Il serait vain de vouloir énumérer tous les axiomes abracadabrants formulés par Gesell. Son influence caractérise l'étiage intellectuel des dirigeants soviétiques.

Il trouve en Maenner un successeur moins farci de doctrines peut-être, mais non moins féru de radicalisme. C'est Maenner qui dans un communiqué flamboyant condamne l'épargne, stigmatise le hamstérisme du papier-monnaie, flétrit le bas de laine de l'ouvrier et des paysans : « Le prolétariat, dit-il le 17 avril, ne doit pas imiter le capitalisme dans ses tendances pernicieuses ! Aucun billet de banque ne doit être conservé. Versez-les dans vos banques et vos caisses d'épargne. Ils y seront sûrement gardés ! Nos mesures de confiscation s'appliquent uniquement aux capitalistes... »

Toute personne en possession d'argent monnayé, qui ne le dépose pas dans les banques, est passible du Tribunal révolutionnaire.

Le même jour où Maenner invite si gentiment ses administrés à confier leurs économies aux banques et aux caisses d'épargne, une ordonnance du Conseil exécutif, contresignée par le même Maenner, adressée à toutes les banques et aux instituts financiers de Munich, illustre les arrière-pensées de ce boucanier de la politique :

En vertu de cette ordonnance tout prélèvement supérieur à 1.200 marks qui n'est pas couvert par la signature des conseils d'entreprise (pour éviter toute falsification, des spécimens de ces signatures sont déposés dans les banques), doit avoir l'autorisation signée du commissaire du peuple aux finances, Maenner, et d'Axelrod, membre de la Commission financière du Comité d'action. L'autorisation ne peut être accordée

qu'après examen de certaines bases qui doivent être présentées à la Maison des finances du peuple.

La Maison des finances du peuple, ou *Volkshaus der Finanzen*, est en l'espèce la grande banque nationale soviétique, s'il est permis d'employer le terme « national » en parlant des soviets qui nient toute nationalité et ce qui y touche de près ou de loin.

Autant dire à propos de cette ordonnance que les soviets font main basse sur les crédits déposés dans les banques et que les simples particuliers ne peuvent plus retirer leurs fonds. C'est la spoliation ordonnée, légalisée.

La duplicité du gouvernement soviétique est mise en lumière à la comparaison des documents ci-dessus.

En attendant le règlement définitif des questions financières de plus en plus enchevêtrées, le régime des exactions et des entraves a tendance à s'aggraver. C'est ainsi qu'il est interdit aux banques de distribuer des dividendes. La suspension du versement des dividendes aux actionnaires fait l'objet d'un décret spécial édicté par la *Maison des Finances du Peuple*. Les conseils des dits établissements sont chargés de veiller à la stricte exécution de cet ordre.

Sur l'intrusion de la grande banque soviétique dans les établissements financiers, nous avons des détails savoureux : les conseils d'exploitation des maisons commerciales et des établissements industriels de Munich étaient invités à déclarer, tous les mercredis matin, aux banques et aux instituts financiers intéressés le montant net des sommes requises pour la paye du samedi. De leur côté, les conseils d'exploitation des banques et instituts financiers, fonctionnant en tant qu'organes de contrôle, devaient déclarer, tous les jeudis matin, au *Bankrat* de Bavière le montant des sommes indiquées par les conseils d'exploitation des établissements commerciaux et industriels pour la paye du samedi.

Dans tout cela les commerçants et les fabricants sont éliminés. C'est tout juste si, pour permettre aux patrons de vivre, mais seulement à ceux qui consentaient à prêter leur concours bénévole aux communistes, il leur était versé un traitement « adéquat à leurs conditions d'existence. »

***

Au sujet de la confiscation des fortunes, dès le 7 avril la *München-Augsburger Abendzeitung* (n° 159), gazette hostile au mouvement communiste, se croyait autorisée à publier un filet où elle affirmait qu'une loi sur l'expropriation des fortunes et des valeurs était, selon une version, en discussion, selon d'autres, déjà prête à être mise en vigueur. D'après ce journal voici quel devait en être le libellé :

« On établira le chiffre de toutes les fortunes supérieures à 10.000 marks. Il sera opéré un prélèvement sur ces fortunes en proportion de leur montant. Pour le reste l'Etat assurera au possesseur des intérêts au taux de 3 à 4 pour 100. La fortune même appartiendra à l'Etat ».

Si cette loi était dans les cartons des dirigeants soviétiques elle n'a pas vu le jour, sans doute parce que la rapidité vertigineuse des événements n'a pas permis de la promulguer. En tout cas elle répond parfaitement à la mentalité des militants communistes. Témoin les confiscations d'espèces qui furent effectuées dans les trésors des banques, sous couleur de procurer les moyens nécessaires au paiement des salaires des ouvriers et des employés, et aussi d'acheter des denrées alimentaires.

Tous les propriétaires de trésors furent sommés de se présenter le jeudi 17 avril dans les caveaux blindés des banques pour assister à l' « expropriation » (quel doux mot!) de leur argent contre accréditif. Il est constant que l'opération fut une grosse déconvenue, car elle ne

rapporta que 20.000 marks en espèces. On se demande si le commissaire russe Axelrod, qui en fut chargé, ne trouva pas l'occasion propice pour en subtiliser une partie.

La crise monétaire de la Commune est telle que, pour empêcher la catastrophe, on en est réduit à recourir aux expédients les plus désespérés et les plus malhonnêtes. Les aigrefins communistes, par le canal de la Maison financière *du peuple*, annoncent, à la date du 26 avril, que toutes les recettes des fabriques, des magasins, des théâtres, des cinémas, des cafés et de tous les autres établissements publics devront être déposées journellement en compte dans les banques, par les conseils d'exploitation de ces établissements, en présence des propriétaires et de leurs fondés de pouvoirs. De même, tous les loyers devront être déposés en compte dans les banques par les propriétaires de maisons ou immeubles, dans un laps de temps allant du 1er au 10 mai. Cette mesure fut rendue vaine par la chute du régime. Les *Betriebsraete* sont chargés d'examiner les caisses de leurs établissements respectifs, dans l'objet d'y rechercher l'argent monnayé, lequel, le cas échéant, sera également versé en compte dans les banques. Par surcroît il est rigoureusement prohibé de verser les salaires à l'avance.

Enfin, comble de l'arbitraire, par décret du 26 avril, il est interdit d'avoir des dépôts dans plusieurs banques ; tous les conseils d'entreprise ont le droit, à l'insu des patrons ou des fabricants, d'examiner leurs comptes en banques ; le secret des banques est aboli vis-à-vis de la Maison financière du peuple, de ses bureaux et de ses organes, et les contrôleurs de la Maison financière peuvent à tout moment procéder à des investigations dans les dépôts et les comptes.

Pour se procurer l'argent dont la disette se fait de plus en plus cruellement sentir, les communistes ont l'intention

d'imprimer pour 100 millions de nouveaux billets de banque par la fabrique de papier de Dachau... pourvu qu'elle ne tombe pas aux mains de la Garde Blanche.

Mais leur projet est éventé et un communiqué du gouvernement officiel de Bamberg, où les communistes sont traités, non sans raison, de chevaliers d'industrie et de faux-monnayeurs, vient réduire à néant leurs ultimes espérances. Les explications que l'on fournit au public sur le numérotage et la facture des véritables billets sont de telle nature que la nouvelle émission ne trouvera aucun preneur.

Le désarroi de la population devient indicible en présence de cette marée de décrets qui noie tout, engloutit tout. On ne sait plus à quel saint se vouer. A la faveur du gâchis social, tout le monde cherche à sauver sa fortune, et malgré les mesures coercitives annoncées par le gouvernement des soviets, les rentiers et les industriels s'évertuent à esquiver la confiscation. Des aviateurs — de la garde rouge, a-t-on dit — se prêtent même à transporter, en contrebande, de fortes sommes de l'autre côté du lac de Constance, en Suisse, où des compères prévenus ramassent l'argent. Il y eut pendant le régime communiste à Munich un formidable exode de capitaux.

V

LA CONFISCATION

S'il n'y avait eu que la menace perpétuelle de la confiscation des fortunes! Mais les malheureux bourgeois munichois, acculés comme le gibier dans leurs derniers réduits, sont soumis au régime le plus vexatoire et le plus énervant que l'on puisse imaginer : celui des réquisitions et des « expropriations » les plus diverses, pra-

tiquées sans égard par des délégués qui sont souvent des bandits.

Déjà le 8 avril toutes les provisions de bouche des hôtels et des restaurants sont confisquées au profit des auberges que fréquentent les ouvriers. Pendant la durée de la crise des logements tous les appartements en Bavière sont expropriés. C'est aux communes qu'il appartient de disposer des logements vacants. Les maisons ne peuvent être vendues qu'avec l'assentiment du commissaire du peuple aux logements, alias le doktor Wadler. Les appartements sont loués par l'entremise exclusive des communes, sous le contrôle de représentants des conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans.

Les annonces et les médiations particulières sont interdites. Là où sévit la crise des logements, ceux-ci sont rationnés à raison d'une chambre et d'une cuisine pour un ménage sans enfants, d'un minimum de chambres à coucher et d'une salle pour les familles de plusieurs membres. La répartition des chambres à coucher dépend de leurs dimensions, du nombre, de l'âge et du sexe des membres de la famille.

Toutes les pièces en superflu doivent être déclarées immédiatement au bureau de logement de la commune. Si, dans les quinze jours qui suivent la promulgation de cette ordonnance, les familles n'ont pas installé dans les pièces en excédent les personnes à leur convenance, c'est aux communes qu'il appartient de désigner leurs locataires. Les familles nombreuses, les anciens soldats et les mutilés de guerre seront favorisés dans l'attribution de ces pièces. Au cas où les intéressés ne tomberaient pas d'accord sur le loyer, la commune en fixe elle-même le niveau, en tenant particulièrement compte de la fortune du locataire. Les communes sont également autorisées à réquisitionner des chambres dans les hôtels et pensions.

Quiconque dispose de ses chambres d'habitation con-

trairement à ces dispositions est passible d'une amende pouvant s'élever à 100.000 marks ou à la prison allant jusqu'à un an. Les fraudes sont réprimées plus sévèrement que les simples infractions.

Par décret du 14 avril la confiscation des réserves de vivres, qui se trouvent encore dans les hôtels, les pensions et les maisons *particulières*, est ordonnée. C'est en exécution de cet ordre que l'on découvrit dans l'appartement de l'ancien président du *Zentralrat*, Klingelhöfer, de grands stocks de vêtements, de lainage, de linge, de chaussures et de vivres qui provenaient indéniablement de confiscations antérieures. Les stocks n'avaient fait que changer de propriétaire. Néanmoins le « stratège » Klingelhöfer ne fut pas inquiété et demeura à la tête de sa légion de rouges miliciens.

Les descentes de justice, les perquisitions se multiplient à tel point dans les magasins de vivres et de comestibles que beaucoup de boutiquiers préfèrent clore leurs volets. Un arrêté du Comité exécutif du 15 avril les met en demeure de rouvrir, sous peine d'être déférés au Tribunal révolutionnaire et de voir leurs magasins nationalisés.

Le 16 avril tous les propriétaires de véhicules mécaniques doivent les déclarer au *Marstall* (anciennes écuries royales) où la commission du trafic a son siège. Le lendemain 17 toutes les motocyclettes sont confisquées pour les besoins de l'Armée rouge!

Munis de fausses cartes d'identité ou portant simplement le brassard de l'Armée rouge, le revolver au poing et l'insulte aux lèvres, d'innombrables fripons pénètrent dans les domiciles privés et les hôtels, se faisant livrer du charbon, des vêtements et des denrées alimentaires.

Ce pillage en règle de la bourgeoisie terrorisée affecte de telles dimensions qu'à plusieurs reprises le Comité exécutif doit intervenir au moyen d'affiches comminatoires qui ne remplissent nullement leur effet. Un com-

muniqué amusant en date du 17 avril — il pleuvait des communiqués et des décrets — adjure les « combattants pour la cause du prolétariat » de ne pas se laisser corrompre par les cadeaux de la bourgeoisie. Les traîtres seront punis de la même façon que les accapareurs bourgeois.

Le 18 avril les ouvriers et soldats sont sommés de dénoncer tous les détenteurs de marchandises tombant sous le coup de la confiscation et, pour les encourager à la délation, une feuille volante fournit sur les résultats des « expropriations » des détails qui feront monter l'eau à la bouche des affamés : chez le boucher Sieber on s'est emparé de 300 quintaux de salaisons qu'il voulait exporter de Bavière, chez les capucins on a confisqué 20.000 œufs, 50 quintaux de viande fumée et d'autres provisions [1]. Dans de nombreux ménages bourgeois on a confisqué 1.000, 2 000 œufs et davantage, des pots pleins de beurre, de saindoux et autres « délikatesses ».

Quoique la « *Stadtkommandantur* » affirme le contraire, ce sont des soldats de l'armée rouge qui, au cours d'une perquisition chez le propriétaire d'un cinématographe, emportent 70.000 marks !

Disette, confiscations, descentes de justice, pillage organisé, tels sont les stigmates les plus apparents du régime économique instauré par la Commune munichoise.

VI

L'ENSEIGNEMENT

Pour ne pas rester en arrière des soldats, des ouvriers, des paysans et des sans-travail, les écoliers ont, eux

1. Ces chiffres fantastiques furent démentis par les récollets.

aussi, formé une commune dans la Commune. Leur *Zentralschülerrat* a dissous les comités réactionnaires d'élèves qui prospéraient surtout à Munich ; il demande la révocation des maîtres et des professeurs qui formaient naguère le noyau du Parti de la Patrie allemande.

« Nous ne travaillons pas — dit un manifeste aux élèves communistes et socialistes — pour nos condisciples actuels dont l'état de dépendance et la commode veulerie nous laissent indifférents. Dans l'œuvre que nous entreprenons, c'est l'intérêt de la jeunesse travailleuse qui nous guide. Exigez donc des associations scolaires, aspirez à l'autonomie des écoles, à la diminution des matières obligatoires, à la diffusion des sports et des jeux, à l'éducation artistique, à la simplification de toutes les matières d'enseignement; entremettez-vous pour la suppression des examens de l'ancien système et l'abolition de toutes les institutions fausses ou surannées. »

On sent que ce sont des soviétistes frais émoulus des écoles qui ont élaboré ce manifeste. C'est à jurer qu'ils ont fait de Gargantua et Pantagruel leur livre de chevet. N'est-ce pas, en effet, tout un programme de culture rabelaisienne qui y est annoncé? Il n'y manque que le culte de Gaster, mais ce culte-là, point n'est besoin de l'inculquer aux Bavarois.

Le manifeste conclut en convoquant à une assemblée générale tous les comités révolutionnaires d'élèves. Des délégués ouvriers sont également conviés à la réunion.

Un communiqué du 23 avril, signé par la communauté de travail du *Zentralschülerrat* révolutionnaire — une espèce de comité exécutif en raccourci — et la Libre association des condisciples socialistes, nous fournit des détails piquants sur l'organisation de ce soviet de l'enfance qui se compose des chefs révolutionnaires (*sic*) des

différentes écoles. La « Communauté de travail » (quelle appellation ironique! Ces communistes en herbe jouaient sur les mots sans malice) embrasse six écoliers, un pour chaque catégorie d'école. Elle se propose, ce sont les termes mêmes du programme, d'organiser la dictature de la minorité des élèves, dotés de convictions socialistes, révolutionnaires, sur la grande majorité de leurs condisciples imprégnés d'obscurantisme ou farcis d'un socialisme dilué. Une fois cette dictature établie la « Communauté de travail » bouleversera l'enseignement du primaire au secondaire, en passant par le primaire supérieur, dans le sens de l'école unique, commune à tous les enfants, et fière du petit nombre de ses adhérents, elle déclare carrément la guerre à presque tous les maîtres et élèves de l'enseignement secondaire. Dans cette guerre à coups de bouquins, de billets et de ballons la « Communauté de travail » s'appuiera sur la jeunesse ouvrière, « organisée » elle aussi.



Le caporalisme des soviets gagne l'Université dont le Sénat est proclamé déchu le 6 avril au cours d'un meeting d'étudiants. L'administration de l'Université est mise aux mains d'un Conseil d'étudiants, ou *Studentenrat* auquel est adjoint, à titre consultatif (*sic*), un *Fachrat* (ou conseil de branche, par extension, de compétences) de professeurs. Ce sont les « travailleurs intellectuels » eux aussi organisés qui, par le canal de leur Conseil central, nous annoncent l'heureuse nouvelle.

Le *Studentenrat* qui vient de voir le jour n'est pourtant pas jugé assez radical car dans la nuit du dimauche au lundi 7 avril, après quelques heures, il est balayé par un conseil d'école supérieure (*Hochschulrat*) révolutionnaire, formé d'étudiants socialistes, d'ouvriers (*sic*), de fonctionnaires et de professeurs. Nonobstant de petites démons-

trations des étudiants, ce conseil est autorisé par Landauer à fermer l'Université jusqu'à ce que les plans d'une nouvelle université communiste soient élaborés.

C'est le professeur Schmidt-Noerr qui consent à rédiger le programme d'action de l'université rêvée. Pour préparer la transformation de l'Université le Sénat actuel sera remplacé par un sénat révolutionnaire dont un tiers des membres comprendra des étudiants, les deux autres tiers des universitaires ayant achevé leurs études. Un seul professeur — symptôme concluant — y figurera. La nouvelle université doit s'articuler au système de l'école populaire et être construite en égard à la future école unique. Pour permettre aux prolétaires et aux paysans doués de suivre ses cours et leur inculquer les connaissances préparatoires indispensables, on organisera incontinent des cours *ad hoc* aux frais de l'Etat. Quant aux professeurs et fonctionnaires actuels de l'Université, en principe, ils seront tous congédiés. Il appartiendra au nouveau Sénat, sous réserve de l'approbation du Conseil de l'Université déjà mentionné, de réintégrer les anciens maîtres et fonctionnaires. Les professeurs de médecine ou de sciences naturelles, irremplaçables pour le moment, seront conservés jusqu'à nouvel ordre.

Les catégories de professeurs sont abolies, il n'y aura plus que des « docents ». On poussera les étudiants à une participation active, de sorte que les conférences des professeurs prendront tournure de colloque. Désormais aucune taxe, aucun droit d'inscription ne seront perçus sur les étudiants. Toutefois un impôt, dit d'enseignement, sera institué à la charge des parents et, le cas échéant, des étudiants. Les étudiants indigents en seront dispensés ; au demeurant l'Etat devra leur fournir les moyens de poursuivre leurs études. Quant aux examens ils seront modifiés de fond en comble ; plus d'examens de doctorat ; le grade de docteur sera conféré par l'Université aux étudiants les plus méritants !

Le nouveau programme, dans sa conception schématique — il ne s'agit encore que d'indications provisoires — est cependant d'allure nettement radicale ; il supprime ou sape toute l'autorité des professeurs au bénéfice des étudiants révolutionnaires et des ouvriers ; il vise à constituer un corps enseignant absolument dévoué au nouveau régime. Nous ne tarderons pas à voir où on va le recruter ; il introduit dans l'Université des gens qui n'ont aucune culture suffisante pour profiter de la science que coûte que coûte on veut leur infuser ; enfin, en abolissant le rude effort de l'examen, il tue l'émulation et la persévérance chez les étudiants...

Bien que l'Université soit close, précisément pour étudier minutieusement le remaniement de ce programme, le régime soviétique y organise, au bénéfice du prolétariat, sous la haute direction de « camarades » mués en magisters, une série de conférences sur les bases « scientifiques » du communisme. C'est ainsi, pour ne citer que quelques cas, que le camarade Boenheim donne un cours sur « Le Bolchevisme », que le camarade Otto Thomas traite « L'introduction dans la littérature socialiste : la littérature méthodique, la littérature révolutionnaire, la littérature économique, etc », que le camarade Friedjung parle sur le « Le Bolchevisme et la démocratie ».

C'est le camarade Otto Thomas qui inaugure ces conférences et qui, du coup, nous informe emphatiquement le *Moniteur* des soviets (n° 6 du 19 avril), « brise le monopole de la culture ». Selon Thomas trois forces fondent le pouvoir de la bourgeoisie : le militarisme, le capitalisme et le monopole de la culture. C'est cette troisième force que le « camarade » Thomas se fait fort de pulvériser en un rien de temps, d'une chiquenaude, par l'effet magique de sa seule éloquence, et par le « Hoch » qu'il porta finalement à la *Weltrevolution*, la révolution mondiale qui devait embraser le monde et sortir l'Allemagne de tous ses cruels embarras.

Entre temps on travaille au nouvel évangile. Sa naissance est si ardue que le soviet de l'Université est obligé d'annoncer la clôture de l'Université jusqu'au premier juin.

VII

MESURES DIVERSES

Nous avons dit que c'est un ouvrier métallurgiste tchèque, Paulukum, qui est nommé commissaire du peuple aux voies et communications. Il est assisté par une commission spéciale, dite du trafic, à laquelle ressortissent les chemins de fer, les P. T. T., l'automobilisme, etc. Il va sans dire que cette commission jouit de pouvoirs discrétionnaires et qu'elle en use largement : en vertu d'un décret édicté le dimanche de Pâques 20 avril, c'est-à-dire le jour où tout le monde se met en voyage, les chemins de fer ne peuvent être utilisés que par les personnes munies d'un sauf-conduit des conseils d'entreprise ; les billets ne sont délivrés que sur présentation de ce sauf-conduit. Ce décret équivaut à une interdiction de déplacement pour toute la bourgeoisie.

*
* *

Les sans-travail sont adulés, choyés par la jeune république dont ils sont l'un des piliers les plus solides. N'est-ce pas dans leurs rangs que se recrutent les cohortes de l'Armée Rouge? Aussi le communiqué suivant, destiné à allécher ces farouches militants, est-il délicieux de candeur :

« Pour prévenir toute erreur nous faisons savoir que

les sans-travail qui s'enrôlent dans l'Armée Rouge ont le droit, après leur sortie de cette armée, de revendiquer de nouveau l'assistance aux sans-travail.

Signé : Le *Zentralrat* révolútionnaire. »

Cette assistance se traduit par des allocations, véritables primes à la paresse, pouvant atteindre, pour les gens mariés, plus de 20 marks par jour.

A la date du 28 avril, alors que plus que jamais on a besoin du concours des sans-travail, la commission des Conseils d'entreprise et de soldats porte à leur connaissance que, contrairement aux bruits mis en circulation, on continuera à leur verser toutes les allocations dans leur intégralité et qu'aucun d'entre eux n'en sera privé!

*
* *

Tous les prisonniers de guerre russes, qui se trouvaient encore sur le territoire bavarois, sont remis en liberté, par ordre du *Zentralrat* du 8 avril, et le bref communiqué se termine par la phrase suivante : « Le *Zentralrat* offre à tous les prisonniers redevenus hommes libres son salut fraternel. »

*
* *

Afin de protéger les intérêts des ressortissants étrangers, le doktor Lipp, commissaire du peuple aux Affaires étrangères, émane un nouveau commissariat à la tête duquel il place le doktor Felix Noergerath. C'est de son ressort que dépendent tous les étrangers — aussi bien les Allemands non-Bavarois que les non-Allemands — et les anciens prisonniers de guerre qui habitent la Bavière ou y séjournent. Incontestablement, il devait avoir parmi sa clientèle la plupart des commissaires du

peuple, y compris le doktor Lipp, qui n'est pas Bavarois. Au reste le doktor Noergerath l'est-il lui-même?...

*
* *

Dorénavant il n'y aura plus de « Weinzwang », c'est-à-dire obligation de boire du vin dans certains restaurants où frayaient le monde élégant et les snobs. Comme dans les caveaux des brasseries, par ordre du *Zentralrat*, la bière prolétarienne devra y être débitée à tire-larigot.

Le Moniteur du Comité exécutif sert tous les matins à ses lecteurs le même lot de bruits tendancieux : émeutes de soldats américains, grève générale en Italie, révolution bolcheviste à Vienne ou en des lieux plus exotiques, insurrection à Paris, triomphe de l'armée rouge de Trotzky et ainsi de suite.

Ce battage, — il n'y a pas moyen de l'appeler autrement — ne souffrait aucun démenti, aucune rectification, nul contrôle. Le prolétariat munichois se leurrait d'illusions, et était gavé de fausses nouvelles. Il se figurait candidement en vidant ses *Mass* de bière brune, elle aussi frelatée, que la révolution mondiale était en marche... alors que c'étaient les troupes du général prussien von Oven qui avançaient sur Munich.

Toute cette tornade de décrets, d'arrêtés, de demi-mesures souvent incohérents et contradictoires, de réformes ébauchées, d'ordres arbitraires ou révoltants, s'est abattue pendant trois semaines sur la population terrorisée de Munich.

Bismarck, qui aimait les boutades caustiques, a dit une fois du Bavarois qu'il est l'intermédiaire entre l'Autrichien et l'homme. En vérité, il a fallu aux bourgeois munichois une dose surhumaine de patience, disons plutôt de flaccidité, pour se plier, avec une telle docilité, aux caprices extravagants d'une tourbe d'intrigants, de fanatiques et de délirants.

La chimère soviétique a duré moins d'un mois — deux mois et demi, si on la fait partir du meurtre d'Eisner, — et pourtant les militants des soviets ont trouvé la manière d'imposer leur autorité et de réaliser un premier essai de soviétisme. Ce n'était encore que la germination, les prémices du communisme. Il est constant que les champions du mouvement, si on les eût laissés faire, auraient bouleversé, à l'instar de la Russie, toutes les institutions et les traditions de la Bavière, pour y implanter des doctrines nées dans des cervelles mystiques ou enfumées, lesquelles ne pouvaient guère s'adapter à l'esprit grossier, terre à terre, « pain de ménage » des Munichois.

Ceux-ci répudiaient des théories indigestes que des étrangers voulaient leur imposer. Ils n'auraient pu puiser en eux-mêmes la force de les rejeter.

CHAPITRE DIXIÈME

LES FANATIQUES

TOWIA AXELROD

Towia ou Tobias Axelrod, traits durs et yeux lascifs, la lèvre supérieure ornée d'une mince moustache, le faciès cruel, est un bolcheviste de 32 ans, natif de Moscou (il est né en 1887). Il appartient à une famille aisée, honorablement connue. De bonne heure, il se dévoie dans les milieux révolutionnaires et déjà en 1909, il est condamné aux travaux forcés à perpétuité et déporté en Sibérie, d'où il parvient à s'enfuir un an plus tard. Il rejoint en Suisse Lénine, et d'autres maximalistes russes. Il y gagne péniblement sa vie, comme typographe puis correcteur dans une imprimerie. L'homme qui va être l'un des plus fanatiques représentants de l'idée soviétique pendant la Commune bavaroise, pour échapper aux poursuites policières, reste coi jusqu'en 1917. A l'instar de Lénine, il n'est plus qu'un paisible artisan qui, pour subsister, se soumet sans hésitation aux plus rudes privations et au contrôle tâtillon de la police helvétique. Il épanche ses rancunes au

cours de réunions clandestines, dans les arrière-salles enfumées des brasseries et dans les clubs russes où l'on dîne frugalement, pour quelques sous, de soupe maigre et de pommes de terre bouillies.

Lorsque la Révolution russe éclate, il est l'un des premiers à s'inscrire parmi ceux qui désirent être rapatriés. C'est le corsaire socialiste Parvus [1], figure énigmatique, à la solde du Grand Quartier allemand, qui, sur l'ordre de Ludendorff, se charge d'organiser le train rouge et qui accompagne jusqu'à la frontière russe le wagon-salon plombé où ont pris place les éminences soviétiques : Lénine et toute sa malfaisante tribu de démolisseurs.

Sa connaissance parfaite de l'allemand désigne Axelrod pour le service de propagande. A peine a-t-il atteint l'apogée du pouvoir que Lénine le nomme chef de la presse. Il y témoigne de telles qualités que lorsque Joffe est promu Ambassadeur de la République des Conseils à Berlin, Axelrod lui est attaché comme directeur de la *Rosta*.

La *Rosta*, soi-disant agence de nouvelles et d'informations, créée pour alimenter la presse russe, est en réalité une officine d'espionnage, de propagande et d'agitation bolcheviste, une *Ochrana* perfectionnée et élargie. Le meilleur collaborateur et ami d'Axelrod y est Leviné-Niessen.

Nanti d'un passeport diplomatique en règle, Towia Axelrod arrive à Berlin le 28 juillet 1918. Peu après il quitte la capitale allemande pour trois à quatre semaines, afin de fonder des succursales de la *Rosta* — nouveaux foyers de propagande — au Danemark et en Norvège. Grâce à son talisman de diplomate, il obtient l'autorisation de retourner en Allemagne où la révolution va bientôt éclater.

1. Cf., sur Parvus, *L'Allemagne à l'œuvre*, ch. XV.

Cependant le gouvernement impérial, inquiété à bon droit par les machinations de la *Rosta* et les louches intrigues que noue l'Ambassadeur soviétique, angoissé par l'inévitable catastrophe autant que par l'appréhension de voir inoculer à l'Allemagne le virus bolcheviste qu'il a transmis à la Russie d'un cœur si léger, remet leurs passeports aux légats du pape moscovite et les invite à rentrer en Russie, ce qu'ils font de mauvais cœur, non sans avoir au préalable distribué un certain nombre de millions de propagande, sous le prétexte captieux de régler des dettes criardes.

La *Rosta* subit le sort de l'Ambassade, elle est dissoute. Toutefois ses membres, qui sont en possession d'instructions précises de Moscou, au lieu de quitter l'Allemagne, s'égaillent dans tout le pays, principalement dans les régions industrielles de l'Allemagne du Sud, où ces fourriers du communisme vont fomenter des grèves et des révoltes et concourir pour une bonne part à la formidable explosion de novembre 1918.

Axelrod, pionnier inlassable du bolchevisme, tente de gagner la Suisse qui, de tout temps, fut un nid d'agitation russe et où les Moscovites ont trouvé d'ardents partisans. Chemin faisant il s'arrête à Stuttgart pour y semer quelques fleurs spartakistes. Mais son activité occulte n'a pas l'heur de plaire au président du Conseil social-démocrate, Blos, qui redoute toute espèce de « putsch ». Il préfère s'en défaire à la charge de son confrère bavarois Kurt Eisner.

Ce dernier, plein de mansuétude, au lieu de prolonger les pérégrinations du commis-voyageur soviétique, le fait interner avec d'autres communistes de marque au sanatorium d'Ebenhausen près de Munich. La surveillance y est si relâchée qu'il peut impunément se livrer à sa propagande et que, quand la République des Soviets est proclamée à Munich, il surgit instantanément de l'ombre pour y jouer un rôle prééminent.

Lui, le confident, l'envoyé spécial de Lénine, n'a aucune peine à se hisser aux postes les plus importants : il est membre du Comité d'action, membre de la commission financière et économique, enfin membre du Comité exécutif qui est une sorte de saint des saints : le tabernacle de la révolution où n'ont accès que les très purs, les communistes intègres dont la doctrine et les origines sont immaculées.

Mais Axelrod ne se contente pas du rôle de conseiller, il aspire à diriger : le plénipotentiaire de Lénine se fait donc nommer commissaire du peuple adjoint aux finances, et là, enfin, il envisage des mesures qui le haussent au rang des plus illustres crocheteurs. Ce que propose Axelrod, ce n'est rien de moins que la confiscation de tous les coffres-forts des banques.

Toller et Leviné-Niessen, pressés d'obtenir la reconnaissance officielle de leur jeune et prometteuse république, invitent à plusieurs reprises Axelrod à assumer la représentation diplomatique de la Russie. Axelrod ne demande pas mieux ; le comble de son bonheur serait de se promener sur le Stachus en carrosse de gala, attifé dans un caftan rouge pourpre d'ambassadeur soviétique, chamarré d'emblèmes asiatiques, deux poignards aux flancs. Mais les relations avec Moscou sont longues et difficiles ; les courriers n'arrivent pas et Axelrod doit ronger son frein.

Est-ce pour calmer sa fringale diplomatique qu'il tente de gagner en aéroplane, avec l'étudiant-aviateur Petermeier comme pilote, la Hongrie où règne Bela-Kuhn, puis, de là, la Russie ? Un atterrissage forcé, causé par une panne de moteur, interrompt tôt sa randonnée et Axelrod qui comptait revenir chargé de millions et de titres — nobiliaires aussi bien que bancaires — retourne tout penaud à Munich.

L'irruption des corps francs prussiens du général von Oven coupe court à tous les beaux projets de confisca-

tion qui le hantaient en guise de compensation. Axelrod s'enfuit et réussit à atteindre l'Autriche où il est arrêté. A la suite d'une bévue, dit-on, malgré l'immunité dont il devait jouir, les gendarmes autrichiens le livrent à leurs confrères de Bavière et le 23 juin il doit répondre de ses méfaits devant la Cour martiale à Munich.

Le diplomate Axelrod, plus têtu qu'un Souabe, a refusé de fournir aucune explication au président du tribunal, excipant de ses droits à l'exterritorialité.

Le gouvernement de Moscou, exaspéré par l'exécution de Leviné, avait envoyé plusieurs radiotélégrammes dans lesquels il menaçait de la loi du talion, en cas de condamnation, les officiers allemands qu'il détenait comme otages.

La Cour ne s'est pas laissé intimider et a infligé à Towia Axelrod quinze ans de réclusion, lui refusant le bénéfice des circonstances atténuantes.

II

MAX LEVIEN

Max Levien est l'un des aventuriers de haut vol qui, tels une bande de chacals, se précipitèrent sur la Bavière dès que se manifestèrent les premiers symptômes de décomposition. Il est une des figures les plus représentatives du bolchevisme russe, dans son essence fanatique et féroce, par son besoin de tout saper, de tout anéantir. Pour Max Levien il n'y a pas de demi-mesures, il n'y a que mesure entière, il ignore les flottements, il ne connaît que l'application intégrale, impitoyable de la doctrine dont il est imprégné.

Max Levien, que le mandat d'arrêt lancé contre lui qualifie d'étudiant et qui s'est affublé, sans aucun droit

dit-on, du grade de docteur en philosophie, appartient à une famille mi-russe, mi-allemande, originaire du Mecklembourg-Schwerin ; il naquit le 21 mai 1885 à Moscou ; son père Ludwig Levien, de confession mosaïque, était marchand. Jusqu'à présent la question de sa nationalité n'a pu être parfaitement tirée au clair ; deux faits sont probants : il est Juif et il est révolutionnaire maximaliste, partisan de l'action directe et du grand chambardement social qui signera l'avènement du communisme.

Jusqu'à l'âge de 21 ans il habite la Russie ; puis il vient achever ses études dans les universités allemandes. La guerre l'y surprend ; bon gré, mal gré on l'enrôle dans l'armée du Kaiser. Il se bat à contre-cœur. Ses adversaires prétendent que sa haine pour l'Allemagne dépasse encore l'horreur qu'il nourrit pour le tzarisme ; il désire ardemment la victoire de l'Entente. Clemenceau, Briand, Lloyd George, Wilson seraient ses idoles ; il propagerait par dessous la main leurs discours et proclamerait à tout propos et à tout venant la culpabilité de l'Allemagne. Mais il sied de se méfier des sentiments qui lui sont attribués par ses ennemis politiques et de n'accueillir que sous caution tous ces bruits répandus systématiquement dans la presse allemande. C'est ainsi qu'on met dans sa bouche l'exclamation suivante qu'il aurait proférée en octobre 1918, à la veille de la débâcle :

« Il faut que l'Allemagne soit humiliée, que les troupes coloniales françaises et anglaises défilent sous la Porte de Brandebourg, que Helgoland devienne anglais, que la flotte soit livrée, etc... »

Ce sont là des affirmations incontrôlables, sans doute des ragots de salles de rédaction exploités par les services de propagande anti-bolcheviste.

Le 7 novembre il est, à Munich, l'un des premiers à recouvrir sa cocarde bavaroise — il porte l'uniforme — d'un ruban rouge vif et dans la nuit du 7 au 8 novembre

il prend une part prépondérante dans la révolution qui emporte tout comme une avalanche. Pendant quelques jours il fait partie du Conseil Révolutionnaire de soldats mais les atermoiements ne sont pas de son goût et il en sort bien vite pour organiser la Ligue de Spartacus et préparer la révolution communiste, *sa* révolution, la seule qui compte.

Il attend, tapi dans l'ombre, l'occasion de se révéler ; mais déjà il ourdit silencieusement sa toile. Son agitation n'échappe pas aux regards soupçonneux de ses adversaires politiques et le 8 février, en l'absence d'Eisner, les gens d'Auer le font arrêter « à cause de ses menées qui tendent à déchaîner la guerre civile sur le modèle de Berlin ». En dépit de la résistance de tout le cabinet, sur les instances du Conseil révolutionnaire d'ouvriers, Levien, que l'on prétend atteint d'une maladie mentale, est remis en liberté après quatre jours de détention. Le mal qui le ronge, c'est la hantise du pouvoir, le besoin de réaliser coûte que coûte son idéal d'oriental fanatisé.

Comme pour tant d'autres, l'assassinat d'Eisner est pour lui une aubaine inespérée. Au Conseil révolutionnaire d'ouvriers, dont il est devenu un des membres les plus écoutés, la discussion roule sur les funérailles qu'il convient d'organiser en l'honneur du défunt, des funérailles magnifiques, telles qu'aucun satrape n'en eût jamais. Et le condottiere Max Levien de se lever : d'une voix tranchante, autoritaire, qui cloue les ripostes, il propose que la cérémonie ait lieu à la cathédrale transformée en temple révolutionnaire et tapissée de draps incarnats jusqu'au sommet de la nef. La déesse Raison eût présidé la cérémonie. Ce n'est qu'à la suite de longues délibérations que cette motion baroque, qui caractérise le fanatisme de Levien, fut repoussée.

A plusieurs reprises l'émissaire du socialisme asiatique prend la parole en public pour précipiter la proclama-

tion de la République des Conseils; mais cette République, telle que la conçoivent les socialistes, ne lui suffit pas, il veut plus, il veut pis; le communisme « conséquent », comme il dit. Et il jette son défi au nouveau régime soviétique qu'il combat ouvertement dans le *Drapeau Rouge* de Munich dont il est devenu rédacteur en chef. Il maîtrise la phraséologie communiste et il s'entend merveilleusement à en abreuver le prolétariat; il manie avec brio le cliché et le lieu commun révolutionnaires : il frappe inlassablement d'estoc et de taille. Par la plume et par la parole il désarçonne, il pourfend et occit ses plus redoutables adversaires : « Nous ne voulons, écrit-il, aucun faux-semblant de république par la grâce de Schneppenhorst et de Dürr [1]. Mais une république des Soviets à laquelle seront transférés toutes les forces, tout le pouvoir, toute la puissance de la dictature du prolétariat, des ouvriers, des soldats et des paysans. »

Sa rhétorique, riche en pléonasmes, et en métaphores propres à retenir l'attention du peuple naïf, a le don de captiver ses lecteurs et ses auditeurs. Sa physionomie qui respire la volonté implacable, la brutalité et même une sorte de cruauté bestiale est bien faite pour plaire aux masses dévergondées dont il sait flatter les bas instincts, la soif de jouissance et de violence.

En vain cherche-t-il à se donner l'air d'un lettré ou d'un artiste en rejetant sur la tempe droite ses longs cheveux touffus que prolongent deux pattes ; ses maxillaires proéminents, ses lippes charnues et la sombre détermination qui se lit dans son regard féroce démentent cette première impression. Il a la tournure d'un « *Draufgaenger* », d'un casse-cou, qui contraste avec la bonhomie souriante ou légèrement sarcastique d'un Mühsam, l'air tragique et inspiré de Landauer. Son visage

1. Le premier, ministre social-démocrate des affaires militaires, le second, commandant de la ville de Munich (préfet), social-démocrate également.

pâle, cireux, où brillent deux yeux qu'allume la flamme de la passion, a un aspect quasi démoniaque.

C'est lui l'âme damnée de la révolution bavaroise, le protagoniste de tous les excès et des pires mesures de violence, qui provoque l'arrestation et l'assassinat des otages. C'est lui qui rive impitoyablement leur clou aux timides, à tous ceux qui osent crier halte-là!

En dépit des assauts réitérés de ses ennemis, des accusations que l'on répand sur son compte et qu'il s'évertue à réfuter, à plusieurs reprises on l'incrimine de prévarication. Il détient la dictature du 13 au 27 avril. Durant cette quinzaine c'est le duumvirat Levien-Leviné qui tyrannise Munich, et qui au Comité exécutif appuie les ukases les plus restrictifs contre une population que la terreur a rendue léthargique.

Malgré sa chute c'est encore Levien qui inspire et organise les épouvantables représailles qui précèdent l'entrée de la Garde Blanche à Munich. En apparence indifférent, réellement en proie à une véritable crise de sadisme, il assiste à l'interrogatoire de ses victimes, plongé dans un fauteuil, absorbé, dirait-on, par la contemplation des volutes de fumée de sa cigarette; il se délecte de leur embarras, jouit voluptueusement de leurs souffrances et de leurs mortelles angoisses.

Il prend goût à des spectactes morbides et il demande à les voir avant leur mort. Dans la soupente du gymnase où les otages sont emprisonnés il se repaît de leur martyre, il se conjouit férocement à l'aggraver. On le soupçonne même d'avoir falsifié sur l'arrêt de mort la signature de sa créature Eglhofer pour qu'ils n'échappent pas à leur cruel destin.

Ce type farouche de bolcheviste, émule de Lénine, demeure l'énigme de la révolution munichoise. Sa vie privée reste encore plus impénétrable que sa fugitive apparition sur les tréteaux. Ses adorateurs et surtout ses adoratrices, qui l'intitulaient « le jeune docteur Levien »,

étaient légion. Il avait derrière lui toute une clientèle prête à se faire massacrer sur un de ses gestes.

« En politique, dit-il caustiquement le 28 avril, à un meeting dans le caveau du Kindlbräu, il n'y a que deux conceptions : le combat ou les négociations. Nous autres communistes voulons la lutte sans égard contre le capitalisme et c'est pourquoi nous exigeons que l'on arme le prolétariat. »

Il voulait la lutte, mais il n'a pas attendu pour disparaître que les légions du général von Oven fissent irruption dans Munich. Alors que la « *Raeterepublik* » agonisait et que ses partisans se faisaient tuer sur les barricades, le jeune docteur gagnait la frontière d'Autriche où il fut interné.

Comme beaucoup d'agitateurs, il a préféré mettre sa précieuse existence en sûreté, après avoir sacrifié inutilement celle de ses amis et de ses dupes. Nonobstant de nombreuses démarches, le gouvernement du chancelier Renner a refusé de l'extrader. Heureusement pour lui, car la justice bavaroise eût été aussi impitoyable à son endroit qu'il l'avait été envers les bourgeois de Munich.

III

EUGEN LEVINÉ

Le dictateur Eugen Leviné, qui est tombé le 6 juin 1919 sous les balles au cri de « Vive la révolution mondiale ! », est le digne émule de Levien avec lequel on a souvent tendance à le confondre, bien qu'il en diffère physiquement et moralement.

Si Max Levien est le prototype du beau ténébreux, Eugen Leviné, le chef recouvert d'une casquette plate, quadrillée, comme en portent les apaches, a tout à fait

l'extérieur d'un gentilhomme de barrière, vivant sur les crochets d'une ou de plusieurs filles dites galantes.

Il a les yeux torves, le menton écourté garni d'une barbe dont les poils clairsemés se hérissent en éteules; ses lèvres épaisses, retroussées comme celles d'un dogue, sont ombragées d'une maigre moustache; il a des joues enfoncées, que surplombent des pommettes saillantes et qui accentuent encore son air renfrogné; le col décharné, où roule, telle une bille, la pomme d'Adam, est vissé entre deux épaules étriquées, cime d'une arête osseuse que prolongent à la base deux jambes cagneuses.

Face bestiale et apathique à la fois, insensible à la douleur et aux larmes, face de fanatique borné qui s'écria un jour : « Nos fusils ne sont pas là pour tirer sur les moineaux ! »

Pourtant, selon les témoins qui déposèrent à son procès, Leviné, dit Niessen, était moins cruel que Levien et il intercéda même, inutilement au surplus, pour que les otages fussent plus humainement traités.

S'il faut en croire ses propres déclarations devant la Cour martiale, Eugen Leviné, de confession israélite, comme Levien, est né à Saint-Pétersbourg en 1883 ; à Moscou il a suivi les cours d'un gymnase allemand ; dès l'âge de treize ans, de même que d'innombrables coreligionnaires persécutés, il vient en Allemagne où il achève ses études au gymnase de Heidelberg. L'étudiant Leviné s'affilie à des cercles socialistes et maintes fois il prend la parole pour donner des conférences littéraires ou pour manifester des tendances politiques très avancées.

En 1905 la nouvelle que la révolution vient d'éclater dans son pays natal le bouleverse ; il croit que son heure est venue et il se précipite en Russie où il est arrêté à plusieurs reprises, mais remis chaque fois en liberté, faute de preuves. En 1909 il retourne en Allemagne ; complètement dénué de ressources, il s'embauche

comme manœuvre dans plusieurs villes ; il gagne à sa nouvelle profession une connaissance singulièrement approfondie des idées et des aspirations du monde des travailleurs, de l'organisation et de la puissance des syndicats,

En 1914, à force de sacrifices immenses, il réussit à conclure ses études à l'Université d'Heidelberg et à conquérir le bonnet de docteur. Sur ces entrefaites la guerre éclate. De même que Levien, le juif russe Leviné est enrégimenté dans l'armée allemande qui fait flèche de tout bois, même du plus pourri. Il s'embusque comme interprète dans le camp d'officiers prisonniers à Heidelberg : en 1916 il tombe malade et à cause de sa maladie parvient à se faire réformer.

La révolution russe s'empare de lui. Au moment où Joffe, l'ambassadeur des Soviets, arrive à Berlin, il s'y trouve également et lui offre ses services qui sont agréés. Le voilà avec Axelrod rédacteur de la *Rosta*. Il adhère à l'aile gauche du parti socialiste indépendant et quand la révolution allemande éclate, sur le champ il devient l'un des membres les plus remuants de la Ligue de Spartacus. Le 5 mars 1919, en plein chaos, il est appelé à Munich pour faire partie de la rédaction du *Drapeau Rouge*.

Il atteste dans ses articles et dans ses harangues de telles qualités de polémiste qu'il se porte bientôt au premier rang et qu'il est malaisé de dire aujourd'hui qui, de lui ou de Levien, fut l'autocrate le plus influent et le plus redouté. Il semble pourtant que Levien, plus radical que Leviné, et dialecticien plus ardent, plus emporté, fût plus populaire dans la grande foule anonyme. Néanmoins on se tromperait gravement en s'imaginant que Leviné était un ange de clémence aux côtés de son rouge compagnon.

N'est-ce pas lui qui s'exprima un jour en ces termes à une assemblée soviétique du restaurant Hofbräu où l'on

délibérait sur les difficultés énormes du ravitaillement : « Qu'importe si pendant quelques semaines nous avons moins de lait à Munich, puisque ce lait dans sa plus grande partie n'est destiné qu'aux enfants de la bourgeoisie. Leur vie ne nous intéresse nullement, peu nous chaut qu'ils périssent ! »

Le communiste Lohmar a déclaré à la dernière assemblée du 30 avril que la politique de Levien était loyale mais qu'il n'était qu'un outil sans volonté aux mains de Leviné. Ce jugement sommaire, que la Cour martiale fit sien, ne peut être que le fait d'un partisan de Levien.

En vérité il est difficile de jauger l'influence respective de ces deux hommes tant leurs actes sont entremêlés, de déterminer avec précision la part de chacun d'eux dans les décrets qui submergeaient la ville de Munich. Fanatiques, certes ils l'étaient tous deux, mais à des degrés divers. Si nous nous référons aux dépositions des témoins, au cours des nombreux procès qui suivirent la « libération » de Munich, Leviné était incontestablement moins violent que son homonyme...

Avant l'irruption de la Garde Blanche, Leviné, qui se sait condamné à mort, s'enfuit ; moins fortuné que son camarade Levien, il ne réussit pas à franchir la frontière autrichienne : l'éveil est déjà donné et la meute anti-révolutionnaire fait bonne garde ; il est recueilli par le docteur Arthur Salz professeur d'économie politique à l'Université de Heidelberg [1], mais les limiers de la police flairent sa cachette et l'arrêtent. Il est déféré à la Cour martiale sous l'accusation de haute trahison.

Le procès a lieu les 2 et 3 juin 1919 ; d'ores et déjà la Cour, qui comprend trois juges flanqués de deux officiers, est décidée à faire un exemple. Le mot d'ordre est

1. Pour ce fait le professeur Salz a comparu également devant une cour martiale qui l'a acquitté, en considération des mobiles généreux qui l'avaient guidé. Salz, qui est ressortissant tchécoslovaque, a été expulsé.

d'être impitoyable et surtout d'atteindre les intellectuels.

Aux yeux du procureur Hahn, qui veut sa tête, Leviné était le chef de la République soviétique, c'était lui qui exerçait la primauté, et il voit un crime de haute trahison dans le fait que Leviné avait usurpé le pouvoir dans la nuit du 13 au 14 avril, après l'échec du coup de main des partisans de Hoffmann.

Leviné s'est défendu courageusement devant ses juges; il repousse avec la dernière énergie le reproche de lâcheté qu'on porte contre lui, et il revendique fièrement l'entière responsabilité de ses gestes aussi bien que de ceux de la République des Conseils. Après la plaidoirie de son avocat, Leviné a demandé la parole : il a reconnu que le mouvement spartakiste avait été prématurément déclanché à Munich et a prétendu qu'en avril il s'était opposé à la proclamation de la République soviétique, ce qui est en contradiction absolue avec toute son action.

Cette thèse n'a naturellement pas été adoptée par la Cour qui a vu en lui l'un des principaux animateurs du communisme, l'un des plus dangereux factieux et surtout l'un des protagonistes de l'assassinat des otages, bien que certains témoignages aient infirmé son influence à cet égard. Aussi refusa-t-elle de reconnaître la loyauté de ses sentiments — ce qui lui eût permis de bénéficier des circonstances atténuantes — et le condamna-t-elle à la peine capitale. C'est au cri de « Vive la révolution mondiale » que Leviné accueillit le verdict, ce même cri qu'il poussa devant les canons des fusils.

Le gouvernement social-démocrate de Hoffmann disposait du droit de grâce, mais malgré la formidable protestation du monde ouvrier, malgré les grèves qui éclatèrent dans toute l'Allemagne, la violente effervescence des milieux populaires, il persista à n'en pas faire usage et Leviné fut passé par les armes à l'aube du 6 juin.

Selon la *Freiheit*, cette sentence, à l'endroit d'un adversaire politique, est la première qui ait été exécutée depuis 1848. Toutefois, pour les dirigeants de l'Allemagne et pour la bourgeoisie Leviné n'était qu'un criminel de droit commun.

IV

RUDOLF EGELHOFER

A la suite du « putsch » réactionnaire du 13 avril, Rudolf Egelhofer, ou Iglhofer, est nommé commandant de la ville de Munich et sans délai il lance le rescrit suivant qui illustre sa mentalité :

« Les citoyens doivent livrer toutes leurs armes dans les douze heures à la Kommandantur de la ville. Quiconque n'aura pas livré ses armes dans ce délai sera fusillé.

Munich, le 14 avril 1919.

Signé : R. Egelhofer, Stadtkommandant. »

C'est par ce don de joyeux avènement que le nouveau *Stadtkommandant* montre qu'il est homme à poigne et qu'il se charge de rétablir sans retard l'ordre dans les écuries d'Augias de Munich. Les mandataires russes du Conseil exécutif sont à tel point ravis de son énergie que deux jours après il est promu général en chef de l'armée des soviets, une manière de maréchal rouge. Il jouit de pleins pouvoirs et peut désigner lui-même son remplaçant intérimaire à la tête de la ville, le compagnon Johann Kister.

Ses intimations du 26 et du 29 avril : l'arrêt de mort des otages et l'appel aux armes caractérisent la brute avinée qu'était Egelhofer. Voici du reste le texte de cet appel. Il est significatif :

« Ouvriers ! Soldats de l'Armée Rouge !

« L'ennemi est aux portes de Munich. Les officiers, les étudiants, les fils de bourgeois et les mercenaires de la Garde-Blanche sont déjà à Schleissheim. Il n'y a pas une heure à perdre. Abandonnez les fabriques ! Déclarez immédiatement la grève générale ! Protégez la révolution ! Protégez-vous vous-mêmes ! Tous les hommes aux armes ! En avant ! au combat ! Mettez-y toutes vos forces ! Tout est en jeu ! *L'ennemi ne fait pas de quartier !* A Starnberg les chiens de la Garde Blanche ont massacré nos ambulanciers. Vous combattez pour vos enfants, et pour vous-mêmes. Montrez aux capitalistes et à leurs janissaires comment le prolétariat sait lutter pour sa cause. Montrez à la Garde Blanche que l'Armée Rouge sait vaincre. En avant ! au combat pour la cause du prolétariat ! »

Munich, le 29 avril 1919.

L'*Oberkommandant* de l'Armée Rouge.

Signé : R. Egelhofer.

Nous ne sommes pas bien renseignés sur les origines du matelot à la « tangofrisur » comme on l'avait baptisé à cause de l'uniforme qu'il revêtait et de la coupe spéciale de ses cheveux. Avant de devenir commandant en chef des armées soviétiques il avait été président du soviet des sans-travail. C'est sans doute à ce poste exposé qu'il avait acquis les qualités laborieuses et

énergiques qui le signalèrent pour présider aux destinées de la métropole bavaroise.

Ce manuel nullement dégrossi, aux mains calleuses et aux traits frustes, le crâne carré et l'allure pesante, que le hasard a appelé aux plus hautes fonctions, nourrit une haine inextinguible contre les bourgeois et l'aristocratie. Il a un cou de taureau planté sur des épaules trapues, un cou en arrêt, prêt à foncer sur l'adversaire et sous la vareuse bleu-foncé du matelot saillent des pectoraux puissants ; ses bras sont ceux d'un cogneur et ses jambes se détachent musclées sous les bandes molletières qui les enserrent.

Généralement d'humeur maussade, rançon de ses interminables beuveries, il est naturellement porté aux mesures extrêmes. Le larmoiement de ses victimes l'irrite et il n'y a que la crânerie d'un capitaine Pietsch[1] qui puisse lui imposer.

Il va de soi que ce primitif tout d'un bloc est sensible à l'influence de son entourage plus instruit et qu'il tombe tôt sous la coupe des dictateurs russes, se conformant sans sourciller à leurs suggestions les plus féroces.

C'est ainsi que, dès son accession au pouvoir, il manifeste l'intention de faire arrêter et fusiller tous les princes bavarois et que sans effort il est acquis au projet d'arrestation des otages.

L'Oberkommandant, qui dans les dernières journées du communisme fut le despote de Munich, l'autocrate le plus bestial et le plus sanguinaire qu'on puisse imaginer, tenait sa cour et rendait la justice dans une salle de la Préfecture de Police, entouré par une nuée de secrétaires féminins dont sa favorite, Lili Kramer, qui partageait ses faveurs entre Egelhofer et un étudiant aviateur au teint basané du nom de Petermeier.

1. Cf. chapitre XIII, p. 228.

Se prélassant dans son fauteuil, Egelhofer, toujours altéré, lampe force cruches de bière « de mars », brassée sans doute à son intention, pendant que ces « dames », qui ont toutes les cheveux coupés court sur les oreilles, caquettent et marivaudent avec les camarades courtisans.

L'hôtelier Lallinger, qui comparut devant Egelhofer sous l'inculpation d'avoir trempé dans une affaire de conspiration, le trouva affalé dans un fauteuil, l'œil vide, l'air abruti, portant constamment un broc de bière à la bouche.

A côté de lui le Russe Levien, sombre et farouche, muet comme un tombeau, replié dans un profond fauteuil de club, observait sournoisement les délinquants que l'on amenait devant Egelhofer.

Le 29 avril Egelhofer faisait à tous ses suivants l'impression d'un homme atteint de la folie aiguë des grandeurs. Sans se douter que la mort le guettait, il s'écriait à tout bout de champ d'un organe éraillé : « Peu m'importe sur quel pied danse le Comité exécutif. Je suis le Roi de Munich ». Le roi des ribauds!

A l'encontre de la plupart des meneurs qui préférèrent la fuite à une mort glorieuse face à l'ennemi, le commandant en chef Egelhofer se fit tuer sur la brèche au moment de l'entrée des troupes blanches dans Munich. Ce fripon du moins avait du cran!

Il ne craignait pas la lutte et il expia courageusement auprès de ses soldats les abominables forfaits de son régime. Il a du reste trouvé des défenseurs.

L'un des plus éloquents est le peintre Seyler. Seyler, qui n'est pas un communiste invétéré, a adhéré au mouvement révolutionnaire, attiré beaucoup plus par le manque de travail et l'appât du gain que par ses convictions révolutionnaires. Il y en eut d'autres, chevaliers d'industrie ou épaves de la grande guerre, qui en firent autant.

Officier pendant la guerre, laissé pour compte à la

démobilisation, Seyler, lorsque l'émeute spartakiste gronde dans les rues de Munich, se met à la disposition de l' « *Oberkommando* », et finit par devenir officier d'ordonnance du commandant des troupes techniques au Ministère de la Guerre. C'est ainsi qu'il vit dans l'entourage immédiat d'Egelhofer.

Selon Seyler ce dernier ne serait pas le « *Schweinehund* », le monstre que l'on prétend. Il n'y avait que l'exemple de la force, l'énergie qui pût lui inspirer le respect. Et si les membres de la Société aristocratique Thulé, choisis comme otages, au lieu de pleurer à chaudes larmes, tels des poltrons, au moment de leur interrogatoire, avaient eu une attitude plus digne et plus virile, Egelhofer les eût sans doute fait remettre en liberté... Mais ce n'est là qu'une supposition gratuite. On juge un homme d'après ses actes et non pas d'après ce qu'il aurait pu faire.

Lorsque Seyler informa Egelhofer, déja abandonné de tous le 30 avril au soir, que les « gens de Thulé » avaient été fusillés, atterré il prit sa tête entre ses mains en bégayant : « A mon avis la comtesse est tout à fait innocente. Qui donc a donné l'ordre de les fusiller? Je ne sais rien, rien, cela me casse la tête. » Et il s'affaissa épouvanté, hanté sans doute par le cauchemar de sa fin prochaine. Certes il sentit passer sur lui à ce moment le souffle sinistre du destin.

Pourtant Egelhofer a trouvé un autre défenseur, encore plus éloquent, dans la personne de Cronauer, président du Tribunal révolutionnaire. A la réunion qui eut lieu au Hofbräu le soir de l'exécution, Cronauer protesta avec indignation et interpellant Egelhofer : « Comment se fait-il, lui demanda-t-il, que tu signes des condamnations à mort? — Je te donne ma parole d'honneur, répartit celui-ci, que je ne sais rien de la chose ; je suis beaucoup trop occupé par l'affaire de Dachau. Ma signature a dû être falsifiée ».

Au procès, Cronauer ajouta qu'Egelhofer avait, comme tant d'autres, la mauvaise habitude de tout signer ce qu'on lui présentait, les yeux fermés.

Si Levien et Leviné sont les meneurs fanatiques du mouvement extrémiste, Egelhofer est l'exécuteur des basses vengeances; celui-ci est le lourd marteau qui s'abat sans pitié tandis que ceux-là sont les mains qui le manient. Leur dextérité n'en vient pas toujours à bout, parfois le marteau leur échappe et il finit par les écraser dans sa pesante et vertigineuse chute.

CHAPITRE ONZIÈME

L'ARMÉE ROUGE ET SA DICTATURE

Dès le neuf avril les soviétistes se préoccupent de donner à leur régime une assiette solide en jetant les fondements d'une armée prolétarienne dont le but est de protéger la République révolutionnaire des ouvriers, des paysans et des soldats — c'est sa première appellation — contre toutes les attaques anti-révolutionnaires émanant de l'extérieur ou de l'intérieur, en outre de garantir l'ordre et la sécurité. L'armée rouge se base sur le recrutement volontaire.

Ne peuvent être admis dans ses rangs que les travailleurs qui adhèrent au soviétisme intégral. C'est là une condition *sine qua non* de l'embrigadement. Il faut donc être affilié à une organisation socialiste ou syndicaliste pour pouvoir s'y enrôler. Les sans-travail qui remplissent ces conditions sont acceptés en premier lieu. Bien que le casier judiciaire des engagés doive, en principe, être vierge, sauf pour ce qui est des délits politiques, la plupart des volontaires sont des repris de justice, de dangereux récidivistes. Les mercenaires de la République doivent jurer fidélité au nouveau régime. Ils reçoivent une solde de six marks par jour, plus une

prime d'un mark, dite de loyalisme ; par surcroît ils sont nourris, logés et habillés. Les gens mariés, vivant en famille, touchent un supplément de cinq marks auquel s'ajoute à Munich une allocation de vie chère de deux marks cinquante.

Un manifeste de la Ligue des soldats « Libre Camarade » invite également tous ses adhérents à s'enrôler dans la garde rouge, en prévision d'une offensive des *Noskejuenger* ou disciples de Noske — c'est ainsi qu'on a baptisé les mercenaires des corps francs prussiens.

En effet dans sa détresse le gouvernement de Hoffmann, réfugié à Bamberg, a fait appel à la Prusse. Le « *Feldwebel* » Noske [1] qui, à son insu, est devenu l'instrument docile des nationalistes et de tous les partisans d'une Allemagne unifiée, centralisée à outrance, s'empresse de dépêcher en Bavière les généraux prussiens von Oven et von Moehl avec un certain nombre de corps francs auxquels va s'adjoindre celui du colonel bavarois von Epp, constitué clandestinement, pour ainsi dire à la barbe du gouvernement socialiste.

D'autres dangers menacent la « *Raeterepublik* » : la *Republikanische Schutzwache* (Milice républicaine), formée à la hâte par Auer, et une partie de la garnison dévouée au gouvernement légal, épouvantées sans doute de voir la révolution dégénérer en saturnale, se révoltent ouvertement le 13 avril. L'émeute est brisée, les insurgés tués, dispersés, capturés ou convertis au soviétisme sans coup férir [2].

C'est au lendemain de cette bagarre, qui fut à dire vrai la pierre de touche du régime soviétique, que le Comité exécutif annonce l'armement de tous les ouvriers auquel il sera procédé dans les fabriques par l'inter-

1. Cf. sur Noske le chap. I de la « Contre-révolution allemande ».

2. Cf. chapitre V.

médiaire des conseils d'exploitation. Ceux qui connaissent le maniement des armes sont chargés d'instruire leurs camarades. Tous les travailleurs sont tenus de porter constamment leurs armes sur eux, sur le chemin de l'usine aussi bien que pendant le travail.

Parallèlement à l'Armée Rouge, qui sera essentiellement chargée de combattre l'ennemi extérieur, on s'efforce donc de créer une garde nationale soviétique propre à étouffer tous les germes contre-révolutionnaires, et composée exclusivement de travailleurs. C'est la réalisation de l'Armée du peuple que célébrait tant Jaurès. Il eût été moins édifié de voir ces hordes à l'œuvre.

Les hostilités commencent le 16 avril ; pendant que les troupes blanches achèvent leur concentration, elles sont attaquées par l'Armée Rouge, qui réussit, presque sans coup férir, à les rejeter de Schleissheim. En même temps les rouges annoncent triomphalement que la ville de Rosenheim est tombée entre leurs mains.

*
* *

Les corps de mercenaires de l'Armée blanche, tels les régiments de l'Ancien Régime, portent les noms de leurs chefs ; ils ont subi un véritable dumping antirévolutionnaire. Ceux qui ont déjà participé aux révoltes spartakistes de janvier et de mars, et dont les camarades prisonniers ont été ignoblement mutilés, martyrisés par les partisans de Liebknecht et de Rosa Luxemburg, n'ont plus qu'une idée en tête : venger n'importe comment leurs compagnons victimes de la traîtrise spartakiste ; faire payer au décuple aux rebelles de Munich les outrages dont les abreuve la presse extrémiste.

Leur mot d'ordre est : « pas de quartier, pas de prisonniers », et ils massacrent implacablement, non sans les avoir maintes fois torturés au préalable, les gardes rouges qui tombent entre leurs griffes.

Au devant d'eux on a délégué, à la tête des gardes-rouges, le « stratège » Toller, un général imberbe qui n'a guère plus de vingt-quatre ans. On s'est ainsi débarrassé d'un témoin dont l'obstruction perpétuelle et les hésitations gênaient les dictateurs dans l'accomplissement de leurs forfaits. L'armée rouge, singulièrement diminuée, s'est repliée jusqu'à Dachau, petite ville à une journée de marche de la capitale, sur la voie ferrée de Munich à Nuremberg.

C'est là que les rouges se retranchent et que, d'un pied peu ferme, ils attendent l'assaut des corps francs. Grâce à l'appoint de formations ouvrières le « général » Toller réussit à y infliger, le 17 avril, un échec sans lendemain aux troupes du général von Oven qui sont repoussées d'Allach et de Karlsfeld, deux villages de la périphérie de Dachau. Dachau, qui avait été momentanément occupé par les Blancs, est repris par les Rouges qui y capturent deux cents prisonniers dits « prolétariens fourvoyés », quelques pièces d'artillerie et des mitrailleuses.

Les « libérateurs » forment un cortège triomphal et, le drapeau rouge claquant au vent, défilent à travers la ville apeurée en poussant des vivats à la République soviétique de Bavière.

Cette victoire, pompeusement annoncée et affichée sur tous les murs de la ville pour exacerber le courage des assiégés, n'a qu'un caractère éphémère ; elle ne parvient pas à briser le cercle de fer qui étreint la ville et la réduit à une famine qui s'aggrave tous les jours. De plus, les bandes qui composent l'Armée rouge — malgré certaines restrictions, apparentes sur le papier, on engage tout le monde, — fondent, s'émiettent dans la même mesure que se resserre l'étau des Blancs et que leur armée se rapproche de Munich.

Tous sont saisis de la terreur folle d'être fusillés sommairement comme énergumènes. N'est-ce pas le premier régiment d'infanterie de la Garde rouge qui, le

16 avril, adopte la résolution suivante : « Après avoir perdu huit hommes à Dachau, les troupes du 1er régiment d'infanterie ont décidé de faire fusiller immédiatement cinq otages par homme, soit quarante otages. Il faut que cette résolution soit exécutée sur-le-champ. (*Signé :*) Les troupes du 1er Régiment d'Infanterie 1re, 2e et 3e sections », qui fut transmise au Comité exécutif des C. O. S., jetée alors dans un dossier pour être reprise plus tard à seule fin de motiver l'assassinat des otages.

Cependant le général von Oven, qui a sans doute l'ordre de laisser braiser le soviétisme dans sa sauce nauséabonde, poursuit sans hâte mais régulièrement l'encerclement de la métropole bavaroise.

Les éléments les plus hétéroclites composent l'armée rouge, recrutée essentiellement parmi les sans-travail, les repris de justice et toute la vermine qui rôde dans les ruelles sordides du vieux Munich. Il s'y trouve des bossus, des boiteux, des estropiés de toute sorte, dignes de figurer dans une Cour des Miracles ; des matelots en bordée y coudoient des souteneurs ; de prétendus artistes de beuglants s'y pavanent à côté d'étudiants névrosés ; des vieillards y paradent en compagnie de jeunes gens, presque des enfants échappés du collège ou de la maison paternelle. Il suffit d'enrouler autour du bras un brassard rouge pour être transfiguré en légionnaire de la nouvelle république. Cette « armée » qui ignore jusqu'au maniement des armes, et où l'on trouve peu d'anciens soldats, ne demande qu'à se mettre un morceau sous la dent pendant que ses chefs se gobergent et s'empiffrent de victuailles.

Ce n'est pas par amour du métier ou par vocation qu'ils se sont enrôlés dans l'Armée rouge, la plupart c'est pour manger, attirés aussi par l'appât d'une solde mirifique, d'autres avec des arrière-pensées de vol et de brigandage. D'aucuns sont aptes à toutes les besognes, assoiffés d'infamie et de boue. Il y a aussi dans

l'Armée Rouge un fort contingent de prisonniers russes que l'on a extraits du camp de Buchheim et transférés bon gré mal gré à Munich, au gymnase Luitpold, où on les a camouflés en gardes-rouges. A peine armés et équipés on les expédie diligemment sur le « front de Dachau ».

C'est à cette soldatesque sans foi ni loi, horde indisciplinée qui n'obéit même pas à ses chefs et qui doit être menée à coups de matraque, voire de revolver, que sont confiés l'existence et les biens de la population munichoise. Cette population singulièrement flegmatique et indolente : gros bourgeois habitués aux beuveries, aux grosses facéties et aux sempiternelles discussions des caveaux de brasseries, rapins et bohèmes plus enclins aux chahuts d'atelier qu'aux combats de barricades, fonctionnaires du roi Louis accoutumés à la férule, se courbe sans se cabrer sous les procédés les plus arbitraires, et sous le régime terroriste qui au grand galop s'implante à Munich.

Ce régime débute par des perquisitions sans nombre, des réquisitions de vivres auxquelles se prêtent volontiers tous les « *Rotgardistes* ». Ils rentrent de leurs expéditions, qui sont dirigées par des femmes expertes — souvent d'anciennes domestiques — chargés de ballots au contenu bizarre : cacao, thé, sucre, savon. Rien n'échappe à leurs regards investigateurs et Seidl, leur grand chef, commandant du Lycée Luitpold mué en forteresse du spartakisme, n'hésite pas à confisquer cinq foudres de vin qu'un voiturier naïf charroyait sous les fenêtres de l'établissement.

Le 22 avril, à onze heures du matin, a lieu dans la Ludwigstrasse, devant le Ministère de la Guerre et devant la « Maison du Peuple de l'Armée rouge », une revue de tous les soldats et de tous les ouvriers armés. Selon le *Moniteur du Comité exécutif* ce fut un spectacle sublime, un tableau comme on n'en avait jamais vu, et nous le croyons volontiers. Il est regrettable qu'il n'ait inspiré

aucun peintre cubiste ou futuriste. Une multitude chaotique et dépenaillée de 12.000 à 15.000 hommes en armes défila, dans le plus grand désordre, les uns en uniforme, les autres en civil, à travers la vaste avenue. Les bourgeois consternés avaient verrouillé leurs portes et clos leurs volets derrière lesquels ils épiaient anxieusement le mouvement des légions de sans-culottes.

Il semble pourtant que cette parade de racolage n'ait pas donné les résultats escomptés, car le 24 avril, en face du danger imminent, Egelhofer et le chef de la future « Garde Rouge » Wiedemann — Egelhofer cherche à se constituer une garde prétorienne — battent le rappel désespéré du ban et de l'arrière-ban des travailleurs. Dans ce manifeste à la classe ouvrière armée, où ils font allusion à la fière revue des masses, ils désignent les lieux de rassemblement pour les volontaires. Il ne s'agit pas seulement de compléter les cadres et les effectifs de l'Armée rouge, il faut encore jeter les bases d'une Garde rouge d'ouvriers, espèce de milice qui coordonnera et disciplinera les hordes auxquelles on a distribué des armes à tort et à travers.

En même temps que l'inéluctable dénouement s'annonce, les cris de détresse et les offres alléchantes se multiplient. Le vendredi 25 avril, les murs de Munich se couvrent d'un placard symptomatique :

« La bourgeoisie, y est-il dit, conduit ses lansquenets vers Munich, pour étouffer dans le sang la jeune liberté du prolétariat. Armez-vous et rassemblez-vous pour combattre en faveur de la République socialiste des conseils ! Enrôlez-vous dans l'Armée rouge ! Montrez les dents aux bourreaux de la révolution et envoyez chez eux les gardes blancs avec des têtes ensanglantées... »

Ce placard nous atteste le degré de désagrégation atteint par l'Armée rouge. Tout en soulignant la nécessité d'une discipline de fer, nous y apprenons que les troupes élisent elles-mêmes leurs chefs d'escouade, de

section, de compagnie et de bataillon — baptisés « *Rotte* », c'est-à-dire bande, avec combien de raison! Le commissaire du peuple n'a que le droit de désigner les chefs de régiments et de formations indépendantes, et encore ne peut-il agir que de concert avec les troupes. L'enrôlement n'est que de trois mois. Pour être licencié il suffit de donner un congé anticipé de quinze jours. On dirait des gens de maison!

La solde des *Rotgardistes* a été augmentée : elle est maintenant de huit marks par jour auxquels s'ajoutent deux marks de prime de mobilisation (*Bereitschaftsgeld*). La famille du soldat rouge est logée gratuitement; la femme reçoit en supplément quatre marks d'allocation quotidienne et un mark par enfant. La solde est versée *d'avance* tous les dix jours.

Egalement le 25 avril on affiche et on distribue trois feuilles volantes, de teneur sensiblement différente mais d'esprit identique, qui sont autant de justifications du régime soviétique et qui ont essentiellement pour but de provoquer à la désertion les soldats de la Garde Blanche qui marchent sur Munich.

Ces pamphlets et les appels de plus en plus désespérés qui tapissent Munich sont le chant du cygne du communisme. La crise touche à son terme et rien ne pourra l'ajourner.

Mais à mesure que croît le désarroi, les âmes, chavirées dans ce grand tohu-bohu, ne sont plus aptes à distinguer le bien du mal et la dictature militaire qui s'établit sur Munich inaugure un despotisme implacable, un régime terroriste qui, en raccourci, nous montre un tableau saisissant de l'abjection et de l'ignominie à laquelle conduit le gouvernement débridé des basfonds.

*
* *

Après l'intermède d'une journée, voire de quelques

heures, pendant lequel les conseils d'exploitation ont vainement tenté d'aiguiller la République des Conseils sur une voie moins escarpée, moins semée de précipices, la quatrième et dernière phase du communisme : la dictature de la soldatesque, s'établit en effet sur Munich terrifié.

Voici, tel que l'a reproduit le *Drapeau rouge de Munich* dans son numéro du 29 avril, le texte de la déclaration adressée par l'Armée rouge aux conseils d'exploitation pour leur signifier ses volontés. Ce document marque l'inauguration de la dictature militaire.

« L'armée Rouge fut fondée, non pas comme instrument politique, mais comme organe défensif de la dictature du prolétariat et de la République des Conseils contre la Contre-Révolution et la Garde Blanche. Conformément à cette tâche le Haut-Commandement déclare qu'il défendra coûte qne coûte le prolétariat révolutionnaire contre la Garde Blanche et *qu'il ne se laissera imposer d'aucun côté, non plus par les conseils d'établissement, une trahison de la révolution sociale.* »

Du coup le « commandant en chef » de l'Armée Rouge Eglhofer devient le dictateur de Munich. Dès son avènement, il envisage des moyens absolus : comme la situation devient critique, il propose de parquer les notabilités de la bourgeoisie sur la Theresienwiese, de parlementer avec les troupes gouvernementales dont le cercle étrangle Munich, et, en cas d'échec, de massacrer jusqu'au dernier tous les malheureux bourgeois. Cet expédient monstrueux, qui est discuté à la Stadtkommandantur, n'est repoussé qu'à la très faible minorité de 7 contre 6 voix !

Le règne de la terreur, qui a débuté le 27 avril par l'arrestation des otages, se poursuit dans la nuit du 28 au 29 avril par la mise à sac de la Préfecture de Police sous les regards complaisants du « Directeur de Police » Mairgünther, quatrième ou cinquième du

titre en trois semaines. Ces scènes de vandalisme se réitèrent les deux nuits suivantes. La police est dissoute, et quant aux gardes rouges ils sont parmi les participants du pillage. Les apaches et les chevaux de retour sont au premier rang pour détruire toutes les fiches, les casiers judiciaires, les appareils Bertillon, les photographies des criminels et leurs empreintes digitales. Les dossiers sont lancés par les fenêtres dans la cour intérieure ; deux tonneaux de benzine y sont déversés et on met le feu au monceau de paperasses. L'incendie durait encore le premier mai.

De virulents placards sont apposés sur les murs de la ville ; des tracts mettent les ouvriers en garde contre les représailles de l'Armée Blanche. Tout le prolétariat aux armes ! Tel est le mot d'ordre que lance sans grand écho la Ligue de Spartacus.

Des bruits incontrôlables circulent. Le Conseil des mutilés de guerre dément que Levien se soit enfui avec sa caisse.

Cependant la situation alimentaire de la ville devient désespérée. La dernière semaine d'avril on ne peut distribuer qu'une demi-ration de viande, soit 125 grammes par personne (la moitié pour les enfants), il n'y a aucune distribution de graisse et de fromage.

Des proclamations contradictoires sont édictées. C'est ainsi que le 29 avril on incite les ouvriers à se rendre armés dans les usines et que quelques heures plus tard la grève générale est déclarée. Dans la matinée du 30 des papillons blancs sont éparpillés dans Munich. C'est l'incitation à la guerre civile, aux combats de rues et de maisons :

« La Garde Blanche est devant les portes de Munich ! A bas les chiens de la Garde Blanche ! »

Pendant que les agitateurs russes Levien, Axelrod et Leviné tirent au large ou se cachent, les articles du *Drapeau Rouge* et une nouvelle affiche par-

ticulièrement impressionnante achèvent de semer le désarroi dans une population éperdue.

Voici le texte de cette affiche qui caractérise les procédés de propagande communiste. Il convient de dire à la décharge des communistes que la terreur blanche qui sévit à Munich après la « libération » de la ville ne fut en rien inférieure à la terreur rouge et que cette propagande s'inspire des méthodes de ses adversaires.

« La division de tirailleurs de la cavalerie de la Garde de Berlin[1] est devant Munich ! On a fait des prisonniers de cette division. Cinq escadrons des assassins de Luxemburg et de Liebknecht sont dans les environs de Munich. Travailleurs de Munich ! Soldats ! Savez-vous ce qui vous menace? Les prisonniers disent d'un commun accord : tout ouvrier en possession d'armes sera fusillé ! Une prime de 50 marks (*sic*) est mise sur la tête de chacun de vos chefs. Pour chaque homme de la Milice Rouge des ouvriers et de l'Armée rouge on donne une récompense de 30 marks. Les prisonniers sont rassemblés en tas et massacrés. A Starnberg on a ligoté à un arbre un vieillard de 68 ans, puis on l'a passé par les armes. Quatre infirmiers qui voulaient porter secours à des blessés ont également été fusillés. La Garde Blanche a des ordres signés de Noske. C'est sur l'ordre de Noske qu'un carnage du prolétariat munichois va être organisé. Travailleurs et soldats ! secouez la tyrannie prussienne ! Présentez-vous en masse et en armes devant l'ennemi ! Inscrivez-vous séance tenante dans vos postes de rassemblement ! Les faits ci-dessus ont été confirmés par des prisonniers. »

Munich le 30 avril 1919.

1. La cavalerie avait été mise à pied pendant la guerre.

clocheton garni d'une cloche surplombe le toit. On la sonnait à toute volée pour alerter la garnison. Une guérite avait été installée près de la porte cochère.

Le gymnase Luitpold fut pris d'assaut le 13 avril par les communistes. Les miliciens, troupe désordonnée, sans cohésion et sans chef, furent épouvantés par les mines que leurs assaillants avaient placées au voisinage immédiat du gymnase et par leurs menaces de faire sauter l'immeuble si ses tenants ne capitulaient pas. La plupart des miliciens préférèrent passer honteusement, avec armes et bagages, dans le camp adverse.

Sitôt qu'ils se furent emparés du gymnase les *Rötgardistes* chapardeurs n'eurent rien de plus pressé que de le mettre consciencieusement à sac, fracturant toutes les armoires, faisant surtout main basse sur les vêtements et le linge. Les voisins apeurés purent bientôt voir, derrière leurs volets, trente soldats qui emportaient, à la cloche de bois, d'énormes ballots chargés des objets les plus disparates...

Le gymnase Luitpold va être organisé en bastion du soviétisme, un des repaires les plus mal famés de la Garde Rouge ; après la chute de Levien et Leviné, le 26 avril, et l'établissement de la dictature militaire, le gymnase devient le refuge des Russes, le centre de l'action terroriste ; c'est un Etat dans l'Etat, une République des Conseils au sein de la *Raeterepublik*, une tumeur maligne dans un corps gangrené.

Tout le monde ignorait à Munich l'existence de cette cellule agissante et suppurante, de ce deuxième pouvoir plus redoutable que le gouvernement apparent. Il a fallu le retentissant procès des assassins des otages pour lever un tant soit peu le voile longtemps impénétrable qui couvrait les mystères de la salle d'histoire naturelle où siégeait, loin des regards indiscrets, l'ancien comité exécutif, reconstitué en petit comité, le comité anatomique de la révolution.

Le lycée Luitpold, qu'on a surnommé le lycée sanglant, est le fief des communistes les plus féroces, des pandours les plus vindicatifs. L'établissement où les jeunes Munichois s'initiaient aux humanités, héberge la plus crapuleuse, la plus immonde société qu'on puisse imaginer. Seidl, un fanatique, y commande en chef. Il n'y a que lui que les soldats redoutent. Le revolver jour et nuit à la main, il n'a sur les lèvres que le mot « fusiller ». En son absence c'est le bon plaisir de chacun qui règne dans le bastringue.

La garnison compte 350 hommes ; aux heures des repas ils sont 550 et aux jours de paye personne ne manque, mais quand il s'agit de monter la garde ou d'exécuter quelque corvée toute la garnison s'évanouit. Le soir, à l'appel, il n'y a plus qu'une trentaine de présents ; la garde rouge s'est égaillée dans la ville, elle y a glissé comme un torrent de boue pour s'y livrer à d'ignobles débauches ou à d'innombrables rapines. Les mercenaires consacrent le plus clair de leur temps au « hamstérisme », c'est-à-dire à l'accaparement et au commerce clandestin.

On admet dans la garde rouge tous les hommes qui se présentent, pourvu qu'ils soient affiliés au Parti Communiste. Or, il est constant que les membres les plus zélés de ce parti se recrutent parmi les chômeurs professionnels, la basse pègre et ceux qui reniflent volontiers l'odeur du sang.

Les derniers jours du régime soviétique on ne montrait aucune difficulté à enrôler tous ceux qui se présentaient. Nul papier d'identité, nul casier judiciaire n'étaient exigés. Aussi les chefs du mouvement eussent-ils été eux-mêmes fort embarrassés pour exhiber les leurs. Un bossu était de faction à la porte le jour de l'exécution des otages et parmi les bourreaux deux boiteux se faisaient remarquer par la brutalité de leurs gestes et de leur langage.

Une fois Seidl, le fier-à-bras du lycée, fit « confisquer » à un voyageur turc descendu dans un hôtel de Munich un certain nombre d'appareils-rasoirs en argent qui disparurent dans les tiroirs du « Kommandant ». Le garde-manger du gymnase fut pillé de fond en comble ; les réquisitions dans les dépôts étaient à l'ordre du jour.

Le gymnase regorge de femmes de mœurs douteuses. Toutes ces « *Frauenzimmer* », qui siègent au nombre d'une dizaine dans le Petit Comité et qui se recrutent dans les guinguettes ou les bars de Schwabing, se distinguent par leur fanatisme communiste. Le garde-magasin Hesselmann introduit sans peine sa maîtresse dans la forteresse sous l'accoutrement bizarre d'infirmière, elle qui n'avait jamais soigné de malades ! L'un des pensionnaires de la maison, l'étudiant berlinois Rumpf, fils d'un major [1], tente de violenter la soi-disant infirmière. Dénoncé par le garde-magasin, il est condamné par le Tribunal révolutionnaire à six mois de prison qu'il n'eut au demeurant pas besoin de purger.

Le soir d'ineffables orgies ont lieu dans la salle du musée d'histoire naturelle. Les despotes de l'heure y sablent le champagne en compagnie de leurs hétaïres.

La grande distraction des gardes rouges, tout comme aux plus beaux jours de la guerre « joyeuse », est de tirer des coups de fusil ou de revolver dans les murs et les glaces converties en cibles. Toutes les cloisons du lycée sont trouées comme des tamis. Un jour même ces braves, qui fuyaient comme des lièvres devant les troupes aguerries de la *Reichswehr*, se servirent pour leurs ébats d'une mitrailleuse, au grand effroi du concierge que l'on avait oublié de chasser de sa loge.

1. Chef de bataillon.

II

LE COMMANDANT EN CHEF DU LYCÉE : FRITZ SEIDL

Fritz Seidl ou Seidel, l'*Oberkommandant* du gymnase, est un jeune homme de vingt-cinq ans, aussi effronté vis à-vis de ses inférieurs qu'il est plat et rampant devant les juges. Il ignore les scrupules autant qu'il méprise les préjugés. Il a l'allure d'un matamore : le verbe haut et l'échine souple.

Ce type accompli du goujat, à la fois arrogant et lâche, est originaire de Chemnitz, la ville la plus communiste de l'ultra-rouge Saxe. Son père, qui n'était qu'un simple ouvrier brasseur, ne disposait pas de moyens suffisants pour donner une instruction complète à son fils. Pourtant, après l'école primaire, le jeune Seidl fréquenta les cours d'une école de bourgeois, (*Bürgerschule*) dont le niveau correspond à peu près à celui de nos écoles primaires supérieures. Il en sortit pour accomplir son temps d'apprentissage dans une maison d'expédition. Puis il se rend à Dresde ; à cause d'un défaut de conformation du pied, il est réformé du service militaire et s'installe en 1913 à Trieste. Il y est engagé chez un armateur qui l'occupera jusqu'en novembre 1914. Par suite des barrages de mines sous-marines et du blocus, le port de Trieste, naguère si florissant, est condamné au marasme. Seidl s'en vient à Munich où, après avoir été pendant quelque temps commis à l'un des guichets de la poste, il est admis comme scribe dans les ateliers d'artillerie de la ville.

D'ores et déjà il falsifie son bulletin de salaire!... Il quitte les ateliers pour entrer à la poudrière de Dachau où il gagne 12 marks par jour. Il réussit à y obtenir un

poste de confiance avec un logement dans la fabrique même. En 1916 il épouse pour son plus grand dam une Styrienne qui, peu après, s'emploie dans le bureau communiste clandestin de Munich.

Seidl n'est pas aimé de ses camarades auprès desquels il jouit de la réputation méritée de délateur. On dit qu'il prend plaisir à les noircir devant leurs chefs...

Qu'a-t-il fait pendant les journées révolutionnaires de novembre 1918? Il semble qu'il y ait joué un rôle plutôt ambigu. En effet, à une réunion d'ouvriers des usines de Dachau il donne l'impression, par ses interruptions, qu'il s'est rallié au parti populiste catholique. Aussi l'émoi est-il grand en février 1919, quand ses collègues le voient soudain tourner bruyamment casaque et brûler ostensiblement ce qu'il avait adoré. Seidl devient, sous l'influence de sa femme, affirme-t-on, un communiste des plus zélés et il déploie une activité de mauvais aloi pour la Ligue de Spartacus. Le bruit circule qu'il émarge pour une somme journalière de 50 marks au budget de la Ligue.

Ce bruit et aussi sa renommée de mouchard invétéré causent la méfiance des travailleurs, lesquels, au cours d'une assemblée qui a lieu à la mi-février, demandent son renvoi de la poudrière. Il y prend lui-même la parole pour sa défense et finalement on consent à ajourner la motion, sous la stricte réserve qu'il s'abstiendrait désormais de toute propagande politique.

Les ouvriers et les employés redoutaient à bon droit l'immixtion des communistes dans la poudrière où étaient entassés 300.000 kilos de poudre. La déflagration de cette masse énorme d'explosifs eût suffi pour anéantir la ville de Munich, en dépit de la distance.

La politique lui étant prohibée à l'usine, Seidl déplace son champ d'agitation : dorénavant c'est dans les trains entre Munich et Dachau qu'il fait œuvre de prosélytisme. Il est infatigable...

Au moment des troubles de mars, consécutifs à l'assassinat d'Eisner, Seidl se fait mettre en congé sous prétexte qu'il souffre d'une maladie de nerfs ; mais il demeure à Munich où il conspire continuellement avec Leviné-Niessen, Levien, Eglhofer et d'autres encore. Il rédige à tour de bras des manifestes communistes qu'il signe sans hésitation.

Le coup d'Etat du 7 avril éclate ; d'entrée notre homme se porte au premier plan, ruminant de sombres projets de vengeance à l'endroit de ses anciens camarades. Le 11 avril il se présente à la poudrière accompagné de quatre gardes rouges et il exige la livraison des munitions : « Je sais, déclare-t-il péremptoirement, qu'il y a dans la fabrique pour 14 millions et demi de charges de poudre. » Le chef de l'exploitation, Dehner, ne se laisse pas intimider : « Je ne donnerai jamais mes munitions, répond-il, pour une guerre fratricide. »

« Derrière moi, riposte Seidl, viennent des camions automobiles avec cent gardes rouges qui vous exposeront clairement mon point de vue. » Le directeur imperturbable : « Eh bien qu'ils viennent ! Nous les recevrons à coups de mitrailleuse. » Seidl, déconcerté par cette énergie, lui demande s'il ne reconnaît pas le gouvernement des Conseils, et Dehner, plein de sang-froid, lui lance cette riposte : « Vous êtes fou. J'estime qu'un gouvernement, où siège un Doktor Lipp qui fut interné deux fois dans un asile d'aliénés, n'est pas pleinement responsable. » Seidl s'en retourne bredouille.

Quelques jours plus tard il se vengea cruellement de Dehner en le faisant conduire à la Direction de Police par ses prétoriens. Là, sans autre explication, deux gardes appelés de la rue le condamnèrent à mort. Dehner ne fut sauvé à la dernière minute que grâce à ses ouvriers qui déclarèrent que, s'il n'était pas remis en liberté dans les deux heures, la poudrière sauterait et, avec elle toute la ville de Munich.

Seidl ne renonce pas facilement à ses projets de « socialisation » de la poudrière. En l'absence de Dehner il cherche à s'en emparer et à assouvir aussi une vieille rancune sur le secrétaire syndicaliste Straub qui y est employé comme contrôleur. Un beau jour il débarque d'une automobile blindée avec trois hommes. Tous sont enveloppés, tels des brigands, dans de vastes houppelandes d'où émergent les manches des grenades à main. A coups de crosse les portes sont enfoncées. Heureusement que Straub est absent : les malandrins malmènent sa femme et se répandent en injures : « Si nous découvrons le coquin, le traître, hurlent-ils, son affaire est faite ». Ils s'en retournent désappointés en jurant de revenir.

Seidl semble atteint de mégalomanie; il se promène tout le long du jour en automobile dans la ville de Munich, revolver au poing ou à la ceinture. A son chauffeur qui n'observe pas toujours la vitesse vertigineuse qu'il lui a prescrite il déclare qu'il va le faire coffrer.

C'est lui qui, au cours de ses randonnées, dirige les exactions, inspire les arrestations et signe les arrêts de mort. Il est le régisseur de la Commune, le metteur en scène de la Terreur. Son rôle, dit-il, est au gymnase Luitpold celui d'un « supérieur politique chargé d'éclairer la religion des camarades » !

En réalité le premier commandant du gymnase Schicklhofer[1] n'est qu'un sous-ordre, un valet aux mains de Seidl. Quant aux autres « *Kommandants* » qui pullulent : Hausmann, intérimaire, Georg Pfister commandant en troisième, ils tremblent devant lui. Le seul chef dont la canaille rouge ait peur, c'est Seidl. Il menace de revolveriser tous ceux qui sortiront du gymnase sans permission. Au sous-officier Ranthaler, écœuré, qui

1. Ils sont tous férus de titres et de grades ; Seidl est, ne l'oublions pas, *Oberkommandant*, c'est-à-dire commandant en chef. On se croirait dans une république de nègres !

réclame ses papiers pour s'en aller, Seidl déclare : « Si vous vous en allez je vous fais fusiller. »

Mais comme il ne peut être partout à la fois : aux réquisitions, qu'il opère illégalement, sans l'assentiment du Comité exécutif, seul qualifié pour y procéder, et au lycée, les maraudeurs se moquent de ses ordres et s'esquivent quand il s'agit de donner un coup de collier. Si la menace de Seidl eût dû être exécutée à la lettre les quatre cinquièmes de la garnison auraient été passés par les armes.

Il a une face hagarde, livide, dans laquelle brillent comme des escarboucles deux yeux fébriles, un crâne pointu de dégénéré que flanquent deux oreilles décollées, le nez et les lèvres minces. Son masque ferait indubitablement bonne figure dans une galerie du Musée Grévin : il est le type achevé de l'assassin héréditaire, du gibier voué à la potence.

Il est d'une susceptibilité maladive, voit des espions et des contre-révolutionnaires partout. Un jour il interpelle le policier Bauernfeind qui a eu le malheur de le dévisager : « Ne me toisez pas avec une telle insolence, lui dit-il, sinon je vous colle au poteau d'exécution. »

C'est lui qui forme les troupes destinées à la relève sur le front de Dachau, et qui rédige les mandats d'arrêt pour les otages. Il entre dans l'Armée Rouge. Il n'ignore pas que sa tête et celles de ses sbires sont l'enjeu de la bataille : « Pour chaque homme blessé par les troupes de la *Reichswehr* il me faut dix victimes ! » Tel est le refrain dont il rebat les oreilles de ses mercenaires. « *Erschiessen! Erschiessen!* Fusiller ! » voilà son mot de ralliement qu'il vomit à tout propos, presque toujours hors de propos.

Selon l'appellation de l'une de ses créatures, Hesselmann, Seidl est « une fripouille accomplie, capable de toutes les infamies. » Sans rime, ni raison, pour un mot,

pour un geste il applique des soufflets ou des coups de botte à ses mercenaires.

Tous ceux qui le connaissent ou qui ont été en rapport avec lui sont d'accord à dire qu'il faisait une impression répugnante, celle d'un visqueux et insaisissable reptile, un être dont le fond de la pensée demeurait toujours caché.

A l'audience cette impression s'accentua encore davantage, à l'ouïe des horreurs qu'il avait commises. Seidl, sentant que sa tête était en jeu, hargneux au début, sombre de plus en plus dans la soumission et l'humilité. Il est plat, vipérin, honteux. A l'en croire les grands coupables seraient Eglhofer et Hausmann, justement les deux morts tragiques qui ne peuvent plus se défendre...

Jamais exécution capitale ne fut plus méritée.

III

L'ÉTAT-MAJOR. — JOHANNES SCHICKLHOFER

Johannes Schicklhofer, adjudant de Seidl, est un charpentier d'une quarantaine d'années à face bestiale de soudard, les yeux petits et durs enfoncés sous des sourcils broussailleux, la lèvre supérieure barrée d'une moustache touffue, le menton carré et têtu, les oreilles recroquevillées, dignes de rivaliser avec celles de Seidl; le modèle du *Feldwebel*[1] de carrière, du *Kapitulant*[2], abêti par le drill quotidien et l'atmosphère enfumée des cantines.

Schicklhofer est perclus de tous les vices et grevé de

1. Sergent-major.
2. Rengagé.

toutes les maladies vénériennes. Il a du reste de qui tenir puisque son père, ivrogne fieffé, succomba à une attaque de *delirium tremens*. Schicklhofer, lui aussi, est régulièrement en état d'ivresse. Selon le témoignage du professeur Merkl, qui fut commis pour l'examiner, il a eu toutes les maladies sexuelles et a été alité treize semaines à la suite d'une crise de malaria contractée dans les pays tropicaux.

En effet, Schicklhofer, engagé comme soutier sur les paquebots, a fait quatre fois le voyage d'Amérique, puis il a été jusqu'aux Indes. De ses pérégrinations il n'a pas tiré grand profit. Il en revient, si c'est possible, encore plus débauché et plus corrompu que devant.

Soldat pendant peu de temps, il fut réformé à cause de sa santé délabrée qui en faisait l'hôte assidu des lazarets. Il roue sa femme de coups, se souciant de la prison comme d'une guigne. Lorsque la République des Conseils est proclamée à Munich, il s'enrôle sans hésiter dans la garde rouge, est nommé sous-officier et chargé d'abord d'empêcher les rapines au gymnase Luitpold. On lui donne le sobriquet de « sous-officier de palier ». Schicklhofer ne tarde pas à se distinguer par son zèle et sa manière brutale de rappeler les énergumènes à l'ordre. Il monte rapidement en grade : on lui confie la surveillance de tous les postes de sentinelle, puis tout d'un coup le commandement de la garnison du lycée.

C'est à lui qu'il appartient désormais de choisir les nouvelles recrues. On ne peut pas affirmer qu'il les tria sur le volet. Il enrôlait dans sa troupe, sans discernement, tous les individus qui demandaient de l'embauche.

Schicklhofer travaille au surplus sans conviction : « Quand je suis bien rétribué, déclare-t-il, j'en mets pour mon argent. » Son prestige n'en impose guère à ses soldats qui n'ont qu'une idée en tête : chaparder et saccager.

WILLY HAUSMANN

Hausmann, le deuxième commandant du gymnase Luitpold, s'intitule « commandant intérimaire. » Cet employé du tramway, devenu par la grâce du « putsch » communiste l'un des potentats de Munich, est une brute sanguinaire, un *Rädelsfürer*, un militant sans pitié pour les malheureux que l'on écrouait dans la cave du gymnase.

C'est lui, l'un des conseillers les plus néfastes de Seidl, qui poussait de toutes ses forces à l'exécution et qui donna le signal du feu au peloton rassemblé dans la cour.

Le soir même de l'exécution, le 30 avril, devinant que l'heure de l'expiation approchait, puisque la garde blanche était aux portes de la ville, il se suicida d'un coup de revolver dans son appartement, après avoir tenté, d'accord avec elle, de tuer sa femme qu'il ne réussit qu'à blesser grièvement. Hausmann succomba à ses blessures; sa femme vint le 3 mai se faire soigner dans une clinique. Elle comparut d'ailleurs comme témoin devant le *Volksgericht* qui jugea les coupables, affirmant que son mari, avant de mourir avait protesté de son innocence.

Il y a contre Hausmann des témoignages si accablants que la plaidoirie de sa femme, compréhensible dans sa bouche, ne peut nullement les infirmer. Le terme de « vampire », dont le souffletaient les gardes rouges, caractérise surabondamment le triste rôle qu'il a joué dans la tragédie.

GEORG PFISTER

Le troisième *Kommandant* du gymnase, marchand de profession, est l'un des rares gardes rouges qui aient participé à la grande guerre. Enseveli à la suite d'une explosion d'obus, il en ressentit un si violent choc nerveux qu'il dut être réformé. Jusqu'au 14 avril il fut l'homme de confiance de la « troupe de protection » républicaine, cette milice hybride qui se laissa désarmer sans coup férir par l'Armée Rouge. Pfister, en quête d'une occupation, fut l'un des nombreux transfuges qui passèrent, sans conviction, dans le camp adverse. C'est ainsi qu'en vertu de son expérience et de son vernis d'instruction il est promu chef d'une cohorte de vagabonds et de voyous, après avoir été pendant quelque temps le secrétaire de Seidl.

Il joue au gymnase un rôle équivoque, prétendant pour sa défense devant la Cour que s'il y était resté, c'était uniquement, pour y servir les intérêts du gouvernement légal Hoffmann et le renseigner sur tout ce qui s'y passait. Il a même l'impudence d'affirmer à l'audience qu'il était chargé de noter les noms de tous les gardes rouges qui participaient aux pillages afin qu'ils pussent plus tard être poursuivis. Il se vante aussi d'avoir fait enlever les cartouches du gymnase et d'avoir rendu inutilisables les grenades à main et une mitrailleuse.

Bref, à l'en croire ce serait un vulgaire « Spitzel », un mouchard méprisable, comme il en fleurit tant à cette époque troublée.

C'est à l'unanimité que la garnison le nomma « troisième kommandant[1] » ; sans doute parce qu'il permet-

1. Les gardes rouges élisaient leurs chefs. Cf. ch. xi.

WILLY HAUSMANN

Hausmann, le deuxième commandant du gymnase Luitpold, s'intitule « commandant intérimaire. » Cet employé du tramway, devenu par la grâce du « putsch » communiste l'un des potentats de Munich, est une brute sanguinaire, un *Rädelsfürer*, un militant sans pitié pour les malheureux que l'on écrouait dans la cave du gymnase.

C'est lui, l'un des conseillers les plus néfastes de Seidl, qui poussait de toutes ses forces à l'exécution et qui donna le signal du feu au peloton rassemblé dans la cour.

Le soir même de l'exécution, le 30 avril, devinant que l'heure de l'expiation approchait, puisque la garde blanche était aux portes de la ville, il se suicida d'un coup de revolver dans son appartement, après avoir tenté, d'accord avec elle, de tuer sa femme qu'il ne réussit qu'à blesser grièvement. Hausmann succomba à ses blessures ; sa femme vint le 3 mai se faire soigner dans une clinique. Elle comparut d'ailleurs comme témoin devant le *Volksgericht* qui jugea les coupables, affirmant que son mari, avant de mourir avait protesté de son innocence.

Il y a contre Hausmann des témoignages si accablants que la plaidoirie de sa femme, compréhensible dans sa bouche, ne peut nullement les infirmer. Le terme de « vampire », dont le souffletaient les gardes rouges, caractérise surabondamment le triste rôle qu'il a joué dans la tragédie.

GEORG PFISTER

Le troisième *Kommandant* du gymnase, marchand de profession, est l'un des rares gardes rouges qui aient participé à la grande guerre. Enseveli à la suite d'une explosion d'obus, il en ressentit un si violent choc nerveux qu'il dut être réformé. Jusqu'au 14 avril il fut l'homme de confiance de la « troupe de protection » républicaine, cette milice hybride qui se laissa désarmer sans coup férir par l'Armée Rouge. Pfister, en quête d'une occupation, fut l'un des nombreux transfuges qui passèrent, sans conviction, dans le camp adverse. C'est ainsi qu'en vertu de son expérience et de son vernis d'instruction il est promu chef d'une cohorte de vagabonds et de voyous, après avoir été pendant quelque temps le secrétaire de Seidl.

Il joue au gymnase un rôle équivoque, prétendant pour sa défense devant la Cour que s'il y était resté, c'était uniquement, pour y servir les intérêts du gouvernement légal Hoffmann et le renseigner sur tout ce qui s'y passait. Il a même l'impudence d'affirmer à l'audience qu'il était chargé de noter les noms de tous les gardes rouges qui participaient aux pillages afin qu'ils pussent plus tard être poursuivis. Il se vante aussi d'avoir fait enlever les cartouches du gymnase et d'avoir rendu inutilisables les grenades à main et une mitrailleuse.

Bref, à l'en croire ce serait un vulgaire « Spitzel », un mouchard méprisable, comme il en fleurit tant à cette époque troublée.

C'est à l'unanimité que la garnison le nomma « troisième kommandant[1] » ; sans doute parce qu'il permet-

1. Les gardes rouges élisaient leurs chefs. Cf. ch. xi.

tait, entre autres choses, l'emploi de cachets dans tous les desseins. Il y avait dans l'antichambre du commandant en chef Seidl un sceau dont chacun pouvait se servir pour conférer un caractère officiel à ses missives. On usa et on abusa de ce sceau pour toutes sortes de descentes domiciliaires et d'innombrables réquisitions suivies presque toujours de confiscations.

Pfister tolérait tout : l'usage du cachet aussi bien que les équipées de ses subordonnés. Il n'eut pas la force d'endiguer le torrent dont les eaux limoneuses roulaient infailliblement vers la catastrophe. Quand les malheureux otages furent menés au massacre, Pfister, au lieu d'intervenir résolument en leur faveur, fut pris d'un tremblement nerveux et s'effondra au milieu des assistants. Il fallut le transporter dans un lazaret où il resta de longs mois. En septembre 1919, à l'époque du procès où il fut convoqué comme témoin, il était encore l'hôte d'un hôpital.

Pfister est le type de l'homme faible, dépourvu d'idéal et de scrupule.

III

LA CANAILLE

Et voici la longue théorie des gardes rouges faméliques et criminels, prêts à vendre leur service pour un écu, pandours recrutés dans la lie de la populace, aventuriers de mauvaise foi, aussi cruels devant les faibles que capons devant les soldats disciplinés de la *Reichswehr*, tous ceux qui se plaisent comme carpes en bourbe dans les bas-fonds de la métropole bavaroise.

Georg Pürzer, garçon boulanger, qui fut réformé après trois mois de service militaire pour faiblesse

d'esprit marquée, frisant l'idiotie, se distingue par sa cruauté sadique. C'est Pürzer qui apporta au gymnase, avec Kick, l'ordre d'exécuter les otages.

Karl Petermeier, fils d'un maître-potier de Munich, est un étudiant à la chevelure noire de jais, aux yeux bistrés et au teint jaunâtre qui faisait fonctions de téléphoniste, de courrier et d'aviateur ; il rapporta à Munich la résolution macabre des gardes rouges de Dachau, en conseillant l'exécution au commandant de la ville Eglhofer dont il devint l'adjoint. Il cumule avec son supérieur les droits d'amant auprès de la troublante Lili Kramer qui assistait au procès des otages en qualité de reporter de la *Rote Fahne* (le drapeau rouge) et sous l'ascendant de laquelle il versa dans les doctrines extrémistes. C'est Lili Kramer qui, à la grande manifestation des socialistes indépendants et des communistes sur la *Theresienwiese*, brandissait une pancarte avec l'inscription « Rosa Luxemburg avant tout. »

Petermeier, qui a vingt-six ans et qui s'intitule pompeusement « rédacteur juriste », était devenu aviateur pendant la guerre dans une escadrille de l'arrière. C'est lui qui pilota l'aéroplane qui devait conduire Axelrod à Budapest, puis à Moscou. Axelrod était chargé par la République soviétique de quémander des fonds à Bela Kun et, en cas d'insuccès, à Lénine. Aussi piètre mécanicien que triste étudiant, Petermeier eut une panne à Wasserburg sur l'Inn, et avec Axelrod il rentra bredouille à Munich, le 24 avril.

Johannes Schmittele est un manœuvre bavarois, gros bêta à tignasse blonde, moins méchant que ses camarades puisque, contre de généreux pourboires il laissa échapper un certain nombre d'otages. La corruption des fonctionnaires est un délit anodin chez les adeptes de Lénine et de Trotzky.

Schmittele et le tailleur de pierres, Karl Voelkl,

l'un des rares qui furent, au front, sujets à de fréquentes crises de malaria, tentèrent vainement de s'enfuir le jour de l'exécution des otages, craignant à bon droit de devoir expier un jour ce crime, mais ils furent retenus à la porte par les sentinelles, et bon gré mal gré, ils furent parmi les bourreaux.

Johann Fehmer est le type du truculent cocher bavarois, mais il est rare qu'il siège sur sa « Droschke », il préfère rôder dans les venelles les plus mal famées du vieux Munich, en quête d'un mauvais coup. Il est le suzerain de plusieurs dames aux mœurs très légères et c'est à cause du délit fréquent de proxénétisme et aussi des autres multiples condamnations qui maculent son casier judiciaire qu'il est expulsé de la « Milice républicaine ». Ce fut la meilleure des recommandations pour son admission dans l'Armée Rouge où il se fit remarquer par ses propos cyniques. Il pousse du poing les victimes au supplice, s'écriant après coup : « Ce n'est rien d'extraordinaire ; cela se fait très facilement. Il suffit de mettre les canailles au mur et elles sont déjà mortes ». Et il se vante de ses exploits aux camarades qui font cercle : « J'ai envoyé au prince von Thurn und Taxis, dit-il en ricanant, une balle qui lui a emporté la boîte crânienne! » Fehmer, qui portait une grande barbe, la fit raser après l'exécution, ce qui ne l'empêcha pas d'être reconnu et démasqué.

Voici le matelot Messerschmidt, un grand escogriffe ; voici enfin Georg Ristelmeier, serrurier de profession, qui est un colosse à la face avinée, mangée par la petite vérole. Il était accoutré en matelot, le jour de l'exécution, prodiguant horions et insultes aux malheureux qui allaient à la mort.

L'installateur, Joseph Widl, est parmi les criailleurs et les bourreaux ;

Wilhelm Koenig est ce garde rouge nabot et bossu qui montait la faction devant la grille le jour de l'exécution.

Le maître-tailleur Citus Watzelsberger, un petit bonhomme difforme qui boite fortement, est le fournisseur de Seidl auquel il offrit l'hospitalité et ses papiers d'identité qui lui permirent de quitter Munich deux jours après le crime. Il assistait au drame dans la cour ; appuyé sur son bâton, le regard brûlant, la bave à la bouche, il encourageait les soldats du peloton : « Surtout, pas d'égards pour les otages ! Lorsque viendront les Blancs, ils en feront de même. Dans deux ou trois jours, quoi que nous fassions, nous serons tous pendus ! » Appelé comme témoin au procès, il fut arrêté pendant l'audience sur la dénonciation du cantinier Seidel qui le reconnut.

Josef Seidel, l'homonyme du kommandant, est le cantinier du gymnase, dont la femme prépara de succulents *Pfannkuchen*[1] à Levien, pendant que son mari, sans aucune obligation, de sa propre autorité, le fusil à la bretelle, venait faire avec les camarades le coup de feu sur les suppliciés.

Bernhard Hesselmann est un « artiste » de théâtre forain, un jeune homme de vingt-quatre ans, qui n'a pas été au front, de même que la plupart des bataillonnaires du gymnase. Attaché au magasin des vêtements, il en profite pour parader en grand uniforme, introduisant à la dérobée sa maîtresse Fräulein Kurt, la prétendue infirmière, dans la forteresse convertie en maison de tolérance ou, à vrai dire, d'intolérance. En dépit de sa surveillance, on vole dans son magasin comme en foire d'empoigne. Grâce à ses torsades d'épaulette teintes rouge-vif, Hesselmann se fait passer pour lieutenant auprès de ses voisins apeurés. Il se pavane dans les rues de Munich le soir de l'exécution, le monocle du prince von Thurn und Taxis vissé sur l'œil, la montre de l'un des fusillés, Daumenlang, au gousset. Cet

1. Manière d'omelette.

« artiste » est doublé d'un prestidigitateur et d'un tire-laine.

Le commerçant Karl Gsell devint après Pfister le secrétaire de Seidl. Au lieu de chercher à tempérer la violence de son chef, il s'est appliqué, par ses flatteries, à l'exciter encore davantage, se vantant devant ses camarades de l'influence néfaste qu'il exerçait sur lui.

L'ouvrier en parapluies Georg Huber, réformé du service militaire à cause de ses fréquentes attaques épileptiques, avait été auparavant condamné trois fois à la détention dans une forteresse pour résistance et désertion. C'est le fils naturel d'une serveuse colérique qui, une fois, dans une crise d'emportement, laboura l'enfant de coups de couteau. Pour son bonheur sa mère fut tuée à 36 ans à la suite d'une explosion de benzine. Lâché seul dans le monde, abandonné aux pires tentations, Huber vagabonda à travers l'Allemagne jusqu'à ce que la Commune de Munich lui permît d'assouvir sur les bourgeois la haine qu'il couvait contre la société. Il est l'un des tortionnaires les plus abominables du gymnase, de ceux qui maltraitaient leurs victimes avec un raffinement de sadisme, jusqu'au mur d'exécution.

Voici Weigand, surnommé le « scribe boiteux », Beutelsbacher, le chauffeur Kammerstaedter, le garçon de café Debutt arrêtés pendant le procès à la suite des révélations de l'audience, Lermer, Kick, Hannes, d'autres encore, tous riboteurs et bambocheurs, comparses de moindre envergure, qui prirent part également, à des titres divers, au massacre des otages.

La plupart des misérables qui comparurent devant la justice pour rendre compte de leurs forfaits appartiennent à la fange de la population. Sauf Seidl et Petermeier, tous les accusés sont de dangereux chevaux de retour au casier judiciaire souillé, ayant purgé de lourdes peines de réclusion ou de prison; deux sont

marchands, l'un étudiant; treize sur seize — je parle du premier procès — ont moins de trente ans; le plus jeune n'a que dix-neuf ans.

Voilà les éléments dont se recrutait l'Armée Rouge et qui, vingt-quatre jours durant, terrorisèrent une ville de 500.000 âmes. Si nous insistons sur ce fait, c'est pour montrer les dangers d'un pareil régime qui conduit, sans transition, de la boue des bas-fonds au faîte du pouvoir, les individus les moins conscients de leurs devoirs et de leurs responsabilités.

CHAPITRE XIII

LA TERREUR ROUGE

Le 5 avril, un communiqué officiel signé par Toller, au nom et par ordre du *Zentralrat* révolutionnaire provisoire, annonce la création d'un Tribunal révolutionnaire qui est le corollaire indispensable de la Commission chargée de combattre la contre-révolution, calquée sur la Tcheka moscovite. Il se compose de 28 juges qui siègent en permanence, en se relayant toutes les quatre heures. La Cour comprend par conséquent 7 membres, dont une femme. Outre ces 7 juges, un avocat, dont la voix n'est que consultative, prend part aux délibérations. 4 avocats sont donc attachés au Tribunal. Les juges touchent une indemnité journalière.

A l'origine les 28 membres du Tribunal étaient répartis de la manière suivante entre les différents partis : 5 social-démocrates majoritaires, 5 socialistes indépendants, 5 communistes, 5 ligueurs (paysans), 4 délégués du Conseil d'ouvriers révolutionnaires et 4 de la Ligue socialiste libre (*freier Sozialistenbund*).

Les inculpés ont le droit de choisir leur avocat. Les séances ne peuvent avoir lieu qu'en présence d'un gref-

fier sténographe. Le verdict doit être rédigé par écrit. Par contre les considérants peuvent être verbaux. Le jugement est exécutable immédiatement. Les délibérations sont verbales et publiques. Tout attentat contre-révolutionnaire est déféré au Tribunal qui prononce les peines selon son bon plaisir : prison, réclusion, travaux forcés ou mort.

Parmi les crimes graves dont connaît le Tribunal révolutionnaire, énumérons : les attentats ou la résistance à main armée, le vol avec effraction et le pillage, l'incitation à l'action directe et le fait de soutenir les ennemis de la République des Conseils.

Tous les délits qui entravent l'efficacité des mesures révolutionnaires, sans compromettre toutefois l'existence de la République, sont passibles de peines plus légères qu'il appartient au Tribunal de dispenser en pleine indépendance.

En somme le Tribunal révolutionnaire jouit de pouvoirs discrétionnaires allant de la simple amende, ou même d'un avertissement, à la peine capitale.

Un Tribunal révolutionnaire de 28 membres est prévu pour tous les chefs-lieux de cercle ; un Tribunal de 7 membres est constitué auprès de chaque tribunal de bailliage. En fait nous n'aurons à nous occuper ici que de celui de Munich.

Heureusement que le commerçant Gronauer (ou Kronauer) qui est désigné pour présider le Tribunal révolutionnaire est un brave homme, mieux que cela, un juge humain et intègre qui, au lieu de sévir, cherche à atténuer les conflits, à modérer le choc formidable des passions déchaînées. Aussi les communards lui en veulent-ils de sa mansuétude et s'efforcent-ils de l'éliminer.

On s'applique à le déconsidérer en propageant le bruit qu'il aurait fait fusiller un soldat du nom de Lechner coupable de maraude. En vérité ce soldat fut acquitté. Au demeurant Gronauer empêcha le Tribunal de pro-

noncer aucune sentence capitale. La plus forte peine qu'il infligea ne dépassa pas un an de prison. Il s'agissait d'un aventurier inculpé de pillage. Un « camarade » dénonciateur avait invité Gronauer à le passer sommairement par les armes. Gronauer répondit qu'il fallait en premier lieu entendre les témoins : « C'est superflu ! » répliqua l'autre.

Une véritable « espionnite », doublée naturellement de la manie des arrestations, règne dans la métropole de l'Isar. On se croirait reporté aux premiers jours de la Grande Guerre en 1914. Les bourgeois, mais surtout les aristocrates et les grands industriels, sont suspects. On appréhende les gens à tort et à travers. C'est en vain que Gronauer proteste contre cette folie auprès du « *Stadtkommandant* », le commandant de la ville, et du Comité exécutif des C. O. S. Ses admonestations ne servent de rien ; une simple dénonciation, une lettre anonyme suffisent à faire jeter au cachot des personnes absolument innocentes.

On amène tous les jours devant le Tribunal quinze à vingt délinquants, presque régulièrement des gens qui dans la rue, en tramway ou dans un établissement public, ont laissé échapper des paroles imprudentes de blâme ou de mépris. L'amour-propre des « *Rotgardistes* » est chatouilleux et ils réclament constamment l'application de la peine de mort. « Au mur d'exécution ! », tel est le refrain dont ils rebattent es oreilles du malheureux juge, jusque dans la salle des séances.

Néanmoins Gronauer sut résister à toutes les menaces et tant qu'il présida le Tribunal révolutionnaire la peine capitale ne fut jamais prononcée. Les radicaux du genre de Seidl et Hausmann, qu'exaspérait la clémence de Gronauer, le sommèrent de condamner enfin quelqu'un à mort, ne serait-ce que pour terroriser la population. Des ouvriers envahirent la salle des séances et trois quarts d'heure durant le président du Tribunal dut leur

prêcher raison pour faire évacuer la salle. Un fonctionnaire de l'Intendance est traîné par des ouvriers devant la Cour pour avoir tenu ces simples propos qui sont jugés éminemment démoralisateurs : « Sitôt que les Blancs auront vraiment cerné Munich, votre langue pendra dehors dans les huit jours ! » On lui inflige une amende de dix marks et on le remet en liberté. Mais la colère de ses dénonciateurs est telle qu'à la sortie du Tribunal il est happé, roué de coups et laissé pour mort sur le terrain.

Une autre fois on amena devant le Tribunal, par le plus grand des hasards, un matelot qui, armé d'un revolver, avait tenté d'extorquer de l'argent à de riches rentiers du Karlsplatz. Il fut condamné à six mois de prison. Sur le champ les chefs communistes intervinrent : « Il faut l'acquitter et ce sont les gens qui l'ont dénoncé qui méritent d'ètre attachés au poteau ! »

En revanche quand il s'agissait de « contre-révolutionnaires », capables, eux, des pires méfaits, on reprochait à Gronauer son indulgence et on s'efforçait de les soustraire à sa juridiction : « Rendez-les-nous, lui disait-on, vous êtes trop humain. »

Une spartakiste échevelée avait pris pension dans un établissement où ses commensaux étaient des officiers et des fonctionnaires. L'une des portes de la maison étant close contre son gré et la patronne ayant refusé de lui en remettre la clef, elle la dénonça. La pauvre femme fut houspillée jusqu'au Tribunal, ses gardiens lui criant qu'elle allait être fusillée. Epouvantée à bon titre elle fut saisie d'une crise nerveuse dont elle se ressent encore aujourd'hui. Gronauer eut pitié d'elle et lui remit un sauf-conduit qui la plaçait sous la protection du Tribunal.

Afin d'éviter des persécutions et des chantages à des gens dont le seul crime était leur position sociale, Gronauer signa en effet une trentaine de ces « bulletins

de protection ». Pour échapper à la pression des membres radicaux du gouvernement il était obligé de recourir à une foule de stratagèmes de cette nature.

C'est ainsi qu'il parvint à sauver deux fois la vie au prince von Thurn und Taxis qui fut plus tard victime de la vindicte révolutionnaire. Harcelé par Seidl et Hausmann, les sbires du gymnase Luitpold, il n'échappa deux fois à l'arrestation par leurs bravi que grâce au sauf-conduit signé par Gronauer. Une troisième fois sa validité ne fut pas reconnue et le prince fut arrêté à l'Hôtel du Parc, en présence de Seidl qui ne voulait pas laisser échapper une si riche proie. S'il avait suivi le bon conseil de Gronauer, au lieu de rentrer à son hôtel, il eût cherché ailleurs un gîte plus discret et plus sûr.

Le prince qui redoute, à bon escient, d'être écharpé par la foule hostile, et qui caresse peut-être l'arrière-pensée de s'enfuir, prie le garde rouge Schmittele qui l'accompagne de le précéder de quelques pas pour ne pas attirer l'attention. Non sans raison celui-ci refuse : « Cela, riposte-t-il, ferait bien ton affaire, mais auparavant il faut que nous te chatouillions avec des haricots bleus » (des balles)...

Gronauer s'attira peu à peu la haine de Seidl et de ses partisans, à telle enseigne qu'il finit par être révoqué de ses fonctions, arrêté et incarcéré, lui aussi, dans la cave du gymnase. Il fut pourtant relâché sans avoir à partager l'horrible sort de ses compagnons.



Il va de soi que le corps de police municipale, qui n'avait subi presque aucune modification, éveillait la profonde méfiance des communistes. Le 27 avril, alors que l'on procédait avec furie à l'arrestation des otages, les communistes décident de dissoudre la police. Seidl, monté dans un camion blindé, accourt avec 150 « *Rotgar-*

distes » à la Direction de police. Son but est de désarmer les agents et de faire emprisonner les récalcitrants. Le revolver à la main, suivi de ses licteurs, il pénètre dans les bureaux. Presque tous les agents, pris d'une peur blême à l'annonce de l'apparition du redoutable dictateur, s'étaient enfuis. On intima aux moins poltrons l'ordre de remettre leurs armes : « Quiconque ne livrera pas ses armes sur-le-champ, dit Seidl, sera fusillé. » Cette menace fit merveille. Le camion fut chargé de butin et de policiers auxquels Schicklhofer, l'adjoint de Seidl, déclara tout de go : « Vous êtes des réactionnaires ; à vrai dire vous méritez tous d'être fusillés. Nous n'avons plus besoin de police. Nous nous en chargeons nous-mêmes. Si vous êtes des hommes, enrôlez-vous donc dans l'Armée Rouge! »

L'intervention brutale de Seidl à la préfecture de police émanait d'une autre raison : les otages que l'on venait d'arrêter y avaient été écroués. Pour les sauver d'une mort certaine et aussi pour gagner du temps, les chefs de la police projetaient de les faire comparaître devant le Tribunal révolutionnaire et de les soustraire ainsi aux serres du féroce condottiere. Ce dessein généreux avorta devant la ténacité de Seidl qui, coûte que coûte, voulait un holocauste.

Depuis longtemps la police de Munich se trouvait aux prises avec les communistes, qui voulaient piller sans contrôle et dont les projets de « socialisation » se heurtaient à la résistance passive des agents. Les grands industriels voyaient leurs fabriques, les marchands leurs magasins menacés de confiscation. Ils étaient continuellement persécutés, sous le coup d'une arrestation arbitraire et peut-être de la mort. C'est ainsi que le Conseiller de commerce Hans Goeggl, riche fabricant de Munich — accusé depuis d'avoir fraudé le fisc en faisant passer sa fortune en Suisse — retournant en automobile à Munich avec sa fille enceinte, fut arrêté en cours de

route. On arracha sa fille de la voiture et on la malmena de si odieuse façon qu'elle eut une fausse couche et que l'enfant vint mort au monde. On exigea de l'industriel qu'il mît ses fabriques à la disposition de ses ouvriers, puis on le menaça de le fusiller, pis que cela, de l'empaler.

On pourrait multiplier indéfiniment des exemples de ce genre.

*
* *

Les commissions ordinaires se greffent sur les commissions extraordinaires, toutes s'ignorant les unes les autres. Le Comité d'action est systématiquement éliminé par le Petit Comité ou Comité exécutif d'où l'on a soigneusement expurgé les membres tièdes et la Commission dite des arrestations (ou extraordinaire) à la tête de laquelle siège un certain Strobl. Un membre de cette commission propose, à l'instar de la Révolution française, de faire ériger un échafaud sur le *Marienplatz* qui est la principale place publique de Munich. Ainsi les bons « *Spiesser* », les philistins ventripotents de Munich, pourraient méditer sur les conséquences d'une action contre-révolutionnaire.

L'influence des spartakistes et surtout celle des Russes a éclipsé peu à peu le crédit des social-démocrates et même des socialistes indépendants. Au cours d'une séance au Ministère de la Guerre, le président du Conseil d'ouvriers Jung ose critiquer âprement les déclarations outrancières d'Eglhofer : « Pour que la République des Conseils, déclare-t-il, vive, il faut faire preuve de modération et de tolérance. »

Lorsque Jung s'apprête à quitter la salle, deux « *Rotgardistes* », pistolet au poing, l'appréhendent et en vertu d'un mandat d'arrêt signé d'Eglhofer le conduisent au gymnase Luitpold.

La révolution se retourne contre ses fauteurs : après

les social-démocrates qui ont été évincés par les socialistes indépendants, ceux-ci voient leur ascendant péricliter au bénéfice des communistes et finalement le pouvoir reste aux mains de quelques terroristes russes, voire, aux derniers jours de la République, d'un seul homme : la brute Eglhofer.

* * *

C'est dans la dernière semaine de leur règne que les communistes affolés emprisonnent au petit bonheur, sur une simple suspicion ou une dénonciation anonyme, les personnes qui leur paraissent dangereuses.

Dans la nuit du 23 ou 24 avril l'avocat Spanzoni et sa femme, née princesse de Furstenberg, sont arrêtés avec leur enfant de trois ans. Il ne sert pas de protester. Les trois personnes surprises au lit doivent s'habiller en présence de Hausmann et de Schicklhofer qui n'ont pas voulu se priver d'un spectacle aussi réjouissant. A grand'peine Spanzoni obtient l'élargissement de son enfant. Ils sont conduits au gymnase où Seidl les reçoit : « S'il se passe quelque chose pendant la nuit, leur dit-il, ce sont les otages qui en pâtiront les premiers! »

Schicklhofer invite la sentinelle à charger son revolver et à être prête à faire feu; devant Spanzoni et sa femme terrifiés il prononce ces paroles peu rassurantes : « Vous êtes nos ennemis et comme tels il faut que vous mouriez. Si aucun de mes hommes ne s'en charge, je manderai les Russes qui eux n'auront aucune hésitation. »

Peu de temps après l'incarcération de la famille Spanzoni tout le lycée est alerté. Il paraît que l'armée blanche approche. Schicklhofer, agissant comme commandant en chef, fait éteindre les lumières et donne l'ordre, en cas de péril, de massacrer les otages à coups de revolver. Puis tout rentre dans le calme. Schicklhofer n'avait voulu que monter une répétition générale aux dépens

des infortunés otages. Ne fallait-il pas les accoutumer à l'idée d'une mort prochaine?

Le lendemain Spanzoni et sa femme eurent la fortune extraordinaire de comparaître encore devant le Tribunal révolutionnaire qui les acquitta.

Aussi le motif de leur arrestation était-il burlesque ; le voici : à la suite d'une réparation gâchée Spanzoni avait écrit une lettre assez vive au tailleur de sa femme, Friedel. Celui-ci, furieux, n'eut rien de plus pressé que de les dénoncer tous deux en les accusant de correspondre avec le Kaiser allemand!...

Rien que cela!

*
* *

Dans la nuit du 27 au 28 avril le premier lieutenant « baron » von Moser[1] se trouvait en compagnie du premier lieutenant Paul Fruth et de deux « dames », deux

1. Cet Oberleutnant « baron de Moser », comme il s'intitule, est un chevalier d'industrie dont la police munichoise s'est servie adroitement pour charger les accusés au cours du procès intenté aux assassins des otages. Les tentatives de l'avocat Liebknecht pour le démasquer furent étouffées. Si nous en croyons les dires de M[e] Liebknecht, le baron Moser serait la même personne qu'un certain Monsignore Moser qui fut mêlé en 1913 à un scandale qui éclata en Rhénanie. Moser avait acheté le titre de baron papal qu'il se fit confirmer par la cour de Cobourg.

Chassé de l'Eglise, mis à l'index et placé sous tutelle, il se serait rendu coupable de plusieurs délits d'accaparement à Berlin, Aschaffenbourg et Munich. Par surcroît M[e] Liebknecht le soupçonne d'avoir ouvert, pendant la révolution, deux tripots à Berlin sous le nom d'Arthur Moser.

Afin de réduire Moser au silence, on l'interna, après le procès, dans une clinique psychiatrique d'où il parvint à s'évader. Aujourd'hui nous apprenons que la police munichoise l'a arrêté à nouveau sous l'inculpation de s'être mis en rapport avec la mission de contrôle interalliée. Les déclarations ci-dessus de Moser ne peuvent être accueillies que sous caution, toutefois nous les reproduisons, car elles sont corroborées par celles des autres témoins.

fiancées à la manière d'outre-Rhin, à l'hôtel *Reichsadler* (aux Aigles de l'Empire) quand surgirent devant eux trois gardes rouges dont l'un était affublé d'un uniforme de sous-officier autrichien. Ils exhibèrent leurs mandats d'amener aux noms des deux consommateurs, signés de la main de Seidl. Il ne leur restait qu'à s'exécuter. Les soldats les conduisirent au gymnase dans le bureau de ce dernier.

Seidl, revolver au poing, s'avance vers le baron Moser. Celui-ci, gardant tout son sang-froid, montre un sauf-conduit signé par Gronauer, le président du Tribunal révolutionnaire, ce qui a le don d'exaspérer Seidl : « Je crache, s'écrie-t-il, sur le Tribunal Révolutionnaire. J'enverrai tous ses membres au poteau! » Il s'empare du bulletin et le déchire en mille morceaux; il s'empare également du livret militaire de Moser, puis l'empoigne et le jette brutalement dans un coin. Le revolver sur la poitrine il lui crie sous le nez : « Je vais te fusiller, chien. Toute la bande sera fusillée. »

Dans sa fureur bestiale, Seidl s'en prend au compagnon de Moser, le traite de canaille, puis soudain il les congédie. Tous deux se couchent dans le vestibule sur des paillasses. A quatre heures du matin Seidl, toujours délirant, sort de sa chambre et les aperçoit : « Quoi! Ces porcs sont couchés sur des paillasses! Dans la cave! »

Moser et Fruth y rencontrent une dizaine de compagnons d'infortune. Les sentinelles les menacent constamment de mort; une dame est prise d'une crise de nerfs, une autre qui se lamente est souffletée violemment à plusieurs reprises par Hausmann; elle s'affaisse sans connaissance.

Pour se tirer de ce mauvais pas — c'est le témoin Jung qui l'a raconté — le baron de Moser prononce des discours incendiaires où il vitupère l'ordre bourgeois et chante les louanges de la Commune bienfaisante.

Le lendemain l'interrogatoire que dirige Seidl recommence. Fruth et Moser sont accusés de complot contre-révolutionnaire. Seidl, pressé, les laisse et en son absence le baron de Moser parvient à se faire élargir. Quelques heures plus tard Fruth est également relâché, non sans avoir assisté auparavant à plusieurs scènes hideuses.

Lorsque le lieutenant quitta le lycée en compagnie de sa fiancée, qui avait obtenu sa mise en liberté, un garde rouge lui annonça qu'un nouveau mandat d'arrêt venait d'être lancé contre lui et qu'il ferait bien de se cacher. Jusqu'au premier mai, date de la libération de Munich, Moser et Fruth furent en effet l'objet des recherches infructueuses du vindicatif Seidl. Pour échapper à ses investigations, tous deux furent bien inspirés à ne plus retourner à l'hôtel, préférant gîter tant bien que mal dans des greniers inhabités.



Le professeur du gymnase Bernd est enlevé une nuit de son lit, et comme il s'enquiert de la raison de son arrestation, les soldats le menacent de mort. A la Direction de police où on le mène, un soldat lui met la baïonnette sur le ventre en criant : « Espèce de voyou, tu es tout au plus bon à ce qu'on t'enferre le couteau dans la panse. Il est vraiment dommage qu'il soit trop court pour sortir par le c... »



De même que Roller, dont nous avons relaté ailleurs les élucubrations, l'ancien commandant de la ville Weinberger, suspect d'accointances avec la Société Thulé, fut arrêté. Il s'échappa. Atteint d'un coup de feu dans sa

fuite, des âmes charitables le ramassèrent blessé, perdant son sang en abondance, dans le ruisseau d'Auermühl, à proximité du gymnase.

Le premier secrétaire des chemins de fer Daumenlang est appréhendé pour avoir lacéré une affiche. Les fouilleurs trouvent sur lui des documents compromettants. On lui reproche de faire de l'agitation antisémite et contre-révolutionnaire, par surcroît d'être un pillard. Quelle ironie dans la bouche de ces forbans! A la faveur d'un tourbillon de neige il a tenté de fuir; il a été repris. Roué de coups, tout sanglant, couvert de plaies et de bosses, les vêtements souillés de boue et en lambeaux on le jette dans la cave du gymnase où il attend, tremblant de tout son corps, qu'on le conduise à la mort. Il se plaint à Seidl du traitement infâme qu'il subit. Pour toute réponse celui-ci lui crie : « Ferme ta g... »

Pour avoir refusé de laisser détourner les fonds de d'Etat, afin de payer la solde de l'Armée Rouge, le trésorier payeur général est conduit devant Eglhofer qui le confie à Seidl, lequel, ignorant tout de l'affaire, le met en liberté.

Dans la nuit du 29 au 30 avril on arrête le docteur Konrad, conseiller financier de la ville de Munich, Directeur du Bureau de placement municipal, qui refusait lui aussi de livrer ses fonds aux Communistes. On le conduit d'abord à la Résidence, qui est l'ancien Château des Wittelsbach, puis à la Direction de police où se trouvent nombre de dames de mœurs très douteuses, qui vident des chopes de bière ou des coupes de vin en compagnie de leurs rouges souteneurs. On le mène dans la chambre du président de police. Des grenades à main ovoïdes sont disséminées sur la table, sur les chaises et dans tous les coins. Un long homme tout de noir vêtu, brandissant une immense baïonnette, arpente la pièce en glapissant : « Il faudrait en transpercer la bedaine de ces s... »

Des filles contemplent les prisonniers en fumant des

cigarettes. Avec mépris elles leur jettent des bouffées de fumée au visage.

Finalement le docteur Konrad est transféré au gymnase Luitpold où il est enfermé avec les autres otages.

Le 30 avril, entre cinq et six heures du matin, un télégramme arrive qui provoque une indescriptible émotion ; des troupes prussiennes seraient aux portes de Munich. Cette fausse nouvelle, lancée à dessein, porte au paroxysme de la colère les gardes rouges qui jurent de tuer tous les otages...

Le docteur Konrad, qui échappa au massacre, fut libéré dans la nuit du 30 avril au 1er mai.

*
* *

Le docteur Kurt Schmidt est un rédacteur des *Dernières Nouvelles de Munich* qui, tout comme le docteur Konrad, fut arraché de son lit, dans la nuit du 29 au 30 avril, par cinq soldats armés jusqu'aux dents et un civil. Jeté dans la cave du gymnase il fut témoin le lendemain matin avec les autres otages de l'exécution de deux hussards faits prisonniers. Il eut la fortune extraordinaire de ne pas être désigné par Seidl pour être fusillé l'après-midi.

Dans la matinée du 30 avril le professeur Berger, l'un des peintres les plus estimés de la capitale bavaroise, un grand vieillard de soixante-dix ans, à barbe blanche, au surplus un Juif[1], est arrêté sous le prétexte fallacieux qu'il a déchiré une proclamation de la République des Conseils ; on le pousse brutalement dans le gymnase et on l'enferme dans la cave avec les autres otages. Son ancien garçon d'atelier, Hans Wagner, qui l'a vu transporter, est indigné du traitement outrageant qu'on lui

1. Cette arrestation est étrange parce que les Juifs jouissaient d'une véritable immunité.

a fait subir. Il sait que son maître est souffrant d'estomac, et il lui apporte l'après-midi des œufs et un bouillon ; mais il faut avoir l'autorisation du commandant. C'est Hausmann qui la lui donne. Une ordonnance haillonneuse l'accompagne dans la cave. Le professeur Berger est tellement hébété qu'il ne reconnaît pas son serviteur. Il lui dit de faire savoir à sa femme qu'il se porte bien et qu'il est en bonne compagnie.

Wagner, ému jusqu'aux larmes de tant de misère, lui demande s'il a besoin d'argent; un garde rouge l'interrompt brusquement : « Ce n'est pas nécessaire, il avalera son navet encore dans la journée [1]. »

Quelques instants après Berger était passé par les armes avec les autres otages, sous l'accusation futile d'avoir mis en pièces une affiche!

*
* *

Un certain capitaine Pietsch se trouvait le 26 avril à l'hôpital auprès de sa femme quand il fut appelé au téléphone. Tout d'abord il entendit la voix de son petit garçon qui fut arraché à l'appareil par d'autres personnes. Une voix rude cria : « Venez vite à la maison! » Puis il perçut à nouveau celle de son fils : « Papa, viens, les Rouges sont là! »

La maison était cernée par des gardes rouges qu mirent Pietsch en état d'arrestation et le conduisirent d'abord au commissariat de police de la rue Hohenzollern, où un individu à physionomie rébarbative lui cracha au visage en disant : « Toi aussi tu es l'un des porcs qui nous cherchent noise. »

Le baron von Seidlitz, inculpé de menées contre-révolutionnaires, se trouvait également au commissariat. On les enferme tous deux dans une cellule, puis après une

1. C'est-à-dire qu'il sera exécuté.

demi-heure on les amène à la Direction de police de l'Ettstrasse. Ils entendent des coups de feu. Seidlitz, qui est premier lieutenant, devient nerveux. « Faites attention, ils vont faire avec nous comme à Libau [1]. Ils vont nous massacrer en tas dans la prison! »

Un auto sur lequel est perché un garde, brandissant un fanion rouge, les conduit au Ministère de la Guerre. Le baron von Seidlitz est écroué au gymnase Luitpold. Abruti par ses libations, Egelhofer s'endort pendant l'interrogatoire de Pietsch. Quand il se réveille, il s'écrie tout hébété en le voyant devant lui : « Ach, je suis trop fatigué; relâchez-moi donc ce gaillard! » Et jovial, avant de prendre congé, il lui offre un verre de tokay.



Le baron von Teukert, originaire de Ratisbonne, était lieutenant dans l'Armée blanche qui avançait sur Munich. Au cours d'une randonnée en automobile, alors, prétendent les communistes, qu'il véhiculait un espion, le chemin du retour lui fut coupé par les gardes rouges qui le capturèrent et le remirent à Seidl. Celui-ci, le considérant comme otage, le fit jeter dans la cave où étaient déjà enfermées de nombreuses personnalités munichoises, outre celles que nous avons citées : le peintre Walter Neuhaus, l'étudiant en beaux-arts Walter Deike de Magdebourg, le prince von Thurn und Taxis, la comtesse Hella von Westarp et un certain nombre d'hôteliers, accusés de prêter leurs hôtels à des réunions occultes où l'on tramait les plans de la contre-révolution.

Il y avait également dans la cave deux cavaliers de la Reichswehr : l'exempt Linnenbrugger et le cavalier

1. Comme les Allemands firent à Libau, sans doute! Ou les bolchevistes?

Hindorf, tous deux du premier escadron du 8e régiment des hussards prussiens capturés par les « *Rotgardistes* » alors qu'ils patrouillaient aux environs de Neuherberg.

La plupart des prisonniers de marque : le prince von Thurn und Taxis, la comtesse Westarp, le baron von Seidlitz et les artistes sont accusés de conspiration réactionnaire.

Il est constant qu'ils faisaient tous partie d'une société nationaliste « Thulé [1] » dont le siège était à l'Hôtel des quatre Saisons et l'entrée dans la rue Marschall. Cette association, qui avait essentiellement pour but de cultiver le nationalisme allemand, fusionna avec l'Ordre Teutonique (Germanenorden), société de nature et d'inspiration semblables. Dans le même hôtel logeaient les bureaux du *Beobachter* (L'Observateur), feuille antisémite hebdomadaire, organe du *Hammerbund* ou Ligue (occulte) du marteau. Un certain nombre d'employés de cette gazette, dont la comtesse Hella Westarp, qui y faisait fonction de sténotypiste, par haine des Juifs et du Gouvernement des Conseils, s'étaient affiliés à l'Association Thulé. Au surplus toutes ces associations poursuivaient le même but, à savoir la restauration de l'ordre ancien en Allemagne et en particulier la lutte contre le soviétisme en Bavière.

Le principe du *Beobachter*, comme celui de tous les pamphets antisémites, était ainsi formulé : « Garde la pureté de ton sang ». Dans un manifeste de cette feuille nous lisons la profession de foi suivante : « Dans la plus profonde détresse du peuple allemand et dans son état nostalgique, la Ligue (Thulé) se propose d'enseigner aux Allemands que tous leurs malheurs proviennent de leurs zizanies et du manque de sentiment national. Il faut fortifier à nouveau l'union et la cohé-

1. Thulé signifie ici « pays de rêve, Eldorado ». C'est le nom donné par les Romains à une île mystérieuse de l'Europe septentrionale considérée comme la limite du monde.

sion de tous les Allemands[1]. » ...A l'exclusion des sémites bien entendu. Cette proclamation se termine par la strophe finale du lied : « Voilà quelle est la patrie de l'Allemand » (*Das ist des Deutschen Vaterland*).

Le rédacteur en chef du *Beobachter*[2] était Hans Müller, qui réussit à se dérober à toutes les recherches, alors que le baron von Sebottendorf était président de l'Association Thulé.

Les communistes soupçonnaient l'Association de fournir de faux papiers d'identité à d'anciens officiers de l'armée allemande désireux de rejoindre les corps francs de la *Reichswehr* opérant autour de Munich.

Une perquisition eut lieu qui confirma la véracité de cette hypothèse. On découvrit en effet, dans une pièce du club, à l'Hôtel des Quatre saisons, des faux cachets, imitant à la perfection ceux du gouvernement soviétique, à l'aide desquels Sebottendorf fabriquait des papiers frelatés.

***

Le 26 avril une horde de gardes rouges fait irruption dans les locaux de la société; ils s'emparent d'une employée, madame Lack, la fouillent et découvrent sur elle tous les noms des membres avec leurs adresses. Un garde rouge emporte un paquet de feuilles volantes antisémites, vertes et jaunes. Un civil qui assiste à la perquisition s'écrie en jubilant : « Enfin nous les tenons, ceux qui étaient assis dans l'auto ! » Les membres de la société avaient en effet commis l'imprudence, quelques

1. Cf., dans la « Contre-révolution allemande », le chapitre 18 sur la propagande antisémite.

2. Sous le titre de « *Voelkischer Beobachter* » (Observateur National), ce libelle continue à paraître à Munich, où il diffame constamment les membres du cabinet Wirth et pousse ouvertement la population à un pogrom de tous les Juifs, seuls responsables de la défaite de l'Allemagne. Cf. Epilogue.

jours auparavant, de parcourir la ville dans une auto lancée à fond de train, parsemant les rues de tracts antisémites.

La perquisition met en outre au jour une grande quantité d'armes, un bulletin antisémite contenant la liste de tous les membres du gouvernement allemand appartenant à la confession mosaïque, ainsi que treize faux cachets dans le bureau de la comtesse Westarp.

*
* *

C'en fut assez pour motiver l'arrestation de tous les membres de l'association Thulé, inculpés de complot contre le régime soviétique. Dans la journée du 27 ils sont appréhendés les uns après les autres, à leur domicile ou à l'hôtel : la comtesse Westarp, le prince Gustav-Franz-Maria von Thurn und Taxis, né à Dresde en 1888, neveu du prince Albert de Ratisbonne, le président de la Société par actions des hôtels de Munich, Larringer, éditeur du *Beobachter*, l'hôtelier des Quatre Saisons Aumüller, le secrétaire Daumenlang, déjà cité, qui revenait de Berlin à Munich avec une lettre de recommandation d'un club berlinois affilié à la Société Thulé, le baron Friedrich Wilhelm Seidlitz, les peintres Neuhaus et Deike.

La comtesse Westarp est une jeune et jolie femme d'une trentaine d'années, nièce du chef conservateur réputé. Des revers de fortune l'obligent à gagner son pain du travail de ses mains et ce sont aussi sans doute de fortes convictions réactionnaires et antisémites qui l'ont poussée à accepter au *Beobachter* une place modeste de sténotypiste, si modeste qu'elle a renoncé au port de son titre et que bien des gens ignorent qu'ils ont devant eux une aristocrate de vieille souche. Aux yeux de ses gardiens elle se fait passer pour comptable, croyant pouvoir échapper ainsi à d'inévitables sévices.

Pour son malheur on découvrit sur elle une carte postale sur laquelle était écrite cette phrase compromettante : « J'ai bien franchi les lignes. » C'était assez pour la condamner à mort !

On les envoie tous d'abord à la *Stadtkommandantur* où Mehrer les interroge, puis, sur la réclamation d'Eglhofer, au Ministère de la Guerre ; leur arrivée y suscite un fort mouvement de curiosité. Le harem de la garde rouge les dévisage avec dédain.

A une table est assise une « dame » qui désigne à Eglhofer en soupirant un monceau de pièces à conviction étalées devant elle : « Dire que j'ai travaillé toute la nuit. Regardez donc la pile d'actes que j'ai parcourus. » Eglhofer pour une fois prend un vif intérêt aux faits et gestes des membres de la société, déclarant succinctement qu'il ferait pendre toute la bande haut et court. Flanqué de ses « adjudants », Hornung et le peintre Seyler, il procède à l'interrogatoire qui n'est qu'une farce : il consiste à demander leurs noms aux inculpés et à leur faire connaître le principal grief de l'accusation : à savoir les faux cachets. Tous protestent de leur innocence et demandent pourquoi on les a arrêtés. Il n'y aurait que le baron von Sebottendorf, président de l'Association, auquel on pût imputer cette charge, tous les membres ignorant absolument l'abus en question. Eglhofer, haussant les épautes, se contente d'ajouter. « Je vous coffrerai tant que vous n'aurez pas dit la vérité. » Sitôt dit, sitôt fait. Des gardes saisissent les « gens de la Thulé » et les fourrent dans une cellule de la Direction de police.

Mais cela ne faisait pas l'affaire de Seidl, le promoteur de toute l'arrestation, qui ne voulait pas que les « clients » échappassent à sa juridiction. Il craignait par-dessus tout qu'ils fussent déférés au Tribunal révolutionnaire qui les aurait sans doute frappés d'une peine légère, voire acquittés. Il avait soif de sang et de vengeance.

Le voici qui se hâte vers la Préfecture de police, toujours revolver au poing, à la tête d'une compagnie de 150 gardes rouges. Il désarme la police, se fait livrer les otages incontinent, et comme ils s'inquiètent de leur sort il leur répond sarcastiquement : « N'ayez crainte ! Vous ne tarderez pas à savoir où vous allez. »

On les transporte en camion au gymnase fatal. Pendant le transfert, des gardes rouges ameutent la foule en hurlant : « Ce sont des pillards ! » Des curieux applaudissent à leur arrestation, des bravos crépitent ; et il s'en faut de peu que les malheureux ne soient lynchés par quelques exaltés.

La comtesse Westarp, qui en avait imposé même à Eglhofer par son calme et sa fermeté, réitère la question posée tout à l'heure par ses compagnons en affirmant hautement leur innocence à tous. En guise de riposte — c'est le seul argument qu'il connaisse, — Seidl, hors de lui, frémissant de rage, les yeux phosphorescents, applique son browning sur son visage : « Taisez-vous, vocifère-t-il, sinon je tire » ! Et comme la comtesse fait mine d'ouvrir la bouche il enlève le cran de sûreté... Elle se tait.

Après un interrogatoire plus que sommaire, dont aucun protocole ne fait foi, Seidl se contenta d'inscrire les noms au fur et à mesure, sur une feuille de papier, accompagnant la lecture de chaque nom d'un ricanement féroce : « Dans la cave avec les porcs ! »

C'était vraiment une soue à porcs que l'ignoble trou où ils furent renfermés, comprimés pêle-mêle, sans aucun égard pour leur sexe, dans la plus honteuse des promiscuités.

*
* *

La violation de l'immunité diplomatique du Nonce apostolique, Monseigneur Pacelli, constitue l'un des actes les plus arbitraires de la dictature communiste.

Dans l'après-midi du mardi 29 avril, à 3 heures, le « commandant de l'armée du Sud » Seyler, cet artiste dévoyé qui s'entremit plus tard en faveur d'Eglhofer, suivi de son officier d'ordonnance, Bongratz, un comédien qui jouait son rôle, et de soldats en armes, se présente à la nonciature. Ils y entrent de force malgré les protestations du concierge et s'apprêtent à confisquer l'automobile du nonce. Prévenu, Monseigneur Pacelli survient et fait valoir ses droits à l'exterritorialité. Pour toute réponse Bongratz braque sur lui son revolver pendant que Seyler ordonne brutalement à ses mercenaires de préparer leurs grenades à main. Il ne reste au nonce qu'à s'incliner. Toutefois les forbans sont incapables de mettre l'auto en marche et Monseigneur Pacelli profite du contretemps pour téléphoner au Ministère de la Guerre. On lui riposte que « si l'auto n'est pas livrée immédiatement la nonciature sera bombardée et toute la bande (*sic*) qui l'habite arrêtée ». Enfin, sur l'intervention de la Kommandantur de la ville à laquelle le nonce s'était adressé en désespoir de cause, les spartakistes s'éloignent à six heures.

Ils reviennent le lendemain, forcent à nouveau les portes de la nonciature, bousculent les serviteurs et, exhibant un ordre écrit d'Eglhofer, réclament l'automobile. L'auditeur Scioppa parlemente, téléphone au Comité exécutif, à la Kommandantur. Un camion avec une mitrailleuse et plusieurs soldats armés de fusils et de grenades vient renforcer les sommations de Seyler. Un délégué du Comité exécutif déclare à Scioppa qu'il ne peut pas empêcher la confiscation de l'automobile puisqu'il s'agit d'une mesure purement militaire. Un représentant de la Kommandantur fait une déclaration identique. Comme Scioppa ne cesse de protester, Seyler menace de le faire arrêter...

Cependant le moteur de l'auto, rétif, refuse de fonctionner ; on attelle la voiture au camion et on l'emmène.

Ce n'est qu'après de multiples démarches et de nombreux incidents — Seyler ne parlait que de jeter toute la légation en prison — que Monseigneur Pacelli put ravoir sa voiture.

Ces insultes et ce manque d'égards envers le nonce du pape, — auparavant envers l'archevêque de Munich qui fut également molesté par les communistes[1] — et les ministres du culte produisirent une impression profonde sur les masses populaires bavaroises et eurent pour résultat d'augmenter le nombre des défections parmi les révolutionnaires.

1. Cf. page 114.

CHAPITRE XIV

DANS LA SOUPENTE DU GYMNASE

La cave où étouffent une vingtaine d'otages est un sombre cachot qui mesure en hauteur un mètre quatre-vingts, en largeur et en longueur quatre mètres à peine. Elle est tellement étroite que les détenus ne peuvent se coucher qu'à tour de rôle, à même le pavé, sur des dalles humides. Pas de grabat, ni de paillasse, ni de couverture pour les protéger quelque peu du froid. A quoi bon! Ne sont-ils pas voués à la mort? Des tas d'immondices et de chiffons, épars dans la cave, dégagent une odeur nauséabonde. L'eau ruisselle sur les murailles de pierre nue. Aucun rayon de lumière ne vient égayer cette affreuse tanière où vingt personnes attendent dans une indicible angoisse la minute de l'exécution. Personne n'est autorisé à sortir; une cuve, installée dans un coin, sert aux besoins des prisonniers. Le 28 avril vingt-deux personnes sont entassées dans cette porcherie, devenue si exiguë qu'il faut faire un effort pour ouvrir la porte.

Les sentinelles ont l'ordre de massacrer les otages à l'approche de l'Armée Blanche. Ils ont également pour

consigne de torturer les captifs, de les faire mourir deux fois, en leur dépeignant crûment et souvent les souffrances qui les attendent. Ce tourment moral savamment dosé et soigneusement prémédité était encore plus raffiné que n'importe quel supplice physique.

Une sentinelle à face de bandit leur crie avec une jouissance sadique : « J'ai des cartouches qui arrachent les intestins. » Un autre : « Il faut que nous nous vengions, les blancs en font autant ! »

Toutes les deux heures un geôlier vient leur annoncer qu'ils doivent se préparer à mourir, car l'exécution est imminente. A force d'être martelée dans l'esprit, cette menace aboutit à une véritable dépression mentale, à un épuisement nerveux chez certains prisonniers qui, en proie à des crampes nerveuses, se tordent sur le pavé.

Les Rotgardistes assouvissent particulièrement leur rancœur féroce sur les deux malheureux hussards prussiens faits prisonniers et enfermés dans une cellule spéciale. Pour eux pas de pitié. On les réveille pendant la nuit pour leur faire croire qu'on va les conduire au poteau d'exécution et pour les rouer de coups. « T'ai-je déjà donné ta ration de coups ? Si je l'ai oublié, il faut que je le rattrape tout de suite ».

Et une brute assène un coup de poing formidable dans le visage de l'un des hussards. Parfois c'est un petit homme particulièrement surexcité, dont l'accent trahit l'origine saxonne, qui se rend dans la cave où gisent les deux Noskejuenger. Pris d'une rage folle il les interpelle : « Debout, chiens de Noske, debout, tigres sanguinaires. » Et il les bourre de coups de poing et de coups de pied. D'autres gardes, que ce spectacle ébaudit, accourent pour en avoir leur part : « Tiens, truie de Prussien, tiens, porc, tiens, chien ». Et on les accuse, sans l'ombre d'une preuve, d'avoir participé à l'assassinat de Liebknecht et de Rosa Luxemburg. Les martyrs hurlent à

mort, se roulent sur le sol ; rien ne peut attendrir leurs tortionnaires.

Cette scène, répétée fréquemment, varie la monotonie de la faction. Les hussards ont le visage tuméfié, le corps brisé. Ils sont dans un état voisin du coma. Il n'y a que la mort qui les libérera de leurs tortures.

Au début les captifs disposaient d'une bougie. Levien la fit enlever, interdisant formellement l'octroi de toute commodité superflue : « Que la bande, s'écrie-t-il, se contente d'eau et de pain jusqu'à ce qu'elle soit passée par les armes ».

Les bourreaux les plus impitoyables sont les deux Russes Levien et Leviné, qui avaient trouvé en Hausmann et surtout en Seidl des outils complaisants.

Les factionnaires abreuvent les otages d'outrages dont les moins orduriers sont : « tigres sanguinaires » et « porcs ». La comtesse Westarp est traitée de « p... »

Le secrétaire Daumenlang, tout sanguinolent, accroupi dans un coin, prie. Le vieux professeur Berger, désemparé, affolé, ne se rend pas compte de sa situation. Des femmes ou des parents d'otages qui entreprennent d'apporter quelque soulagement à leur sort sont frappés sans pitié par Seidl et ses séides, chassés à coups de crosse et agonis d'insultes.

Sur les instances des prisonniers, la comtesse Westarp finit par être incarcérée seule dans un petit cabinet contigu à la salle de garde où trônait Schicklhofer. La comtesse, qui redoutait à bon droit des brutalités de la part des misérables, ne consentit à se séparer de ses compagnons qu'après de longs efforts pour la persuader.

On l'oblige, ainsi que les deux hussards Linnenbrugger et Hindorf, à balayer les chambres des gardes rouges et à écurer leur vaisselle. Les mercenaires en profitent pour injurier copieusement la malheureuse et pour rosser les hussards. C'était le plus clair de leur

passe-temps. On se les jette, comme des balles à la raquette, à coups de pied et de poing. L'un d'eux dégoutte de sang sur les assiettes qu'il doit rincer : « Canailles, leur dit-on, il faudra que vous creusiez vous-mêmes vos tombes ».

Il s'en fallut d'un cheveu que dans un moment d'ivresse, irrité par une histoire de clef perdue, Schicklhofer ne fît massacrer sur-le-champ tous les détenus. Il fit sortir les otages et déclara que si la clef de la cave n'était pas retrouvée immédiatement tous les otages seraient fusillés. Mais la clef fut rapportée et leurs souffrances furent encore prolongées de quelques jours.

Parmi les captifs se trouvent plusieurs communistes de marque dont Wiedemann et le conseiller ouvrier Jung qui est écœuré des procédés de ses anciens amis. Les fanatiques qui sont au pouvoir traitent les modérés de la même manière que ceux-ci traitaient les bourgeois et les aristocrates. Si le régime communiste se fût prolongé, il est vraisemblable que Toller et Landauer, pour ne citer que ces deux chefs, eussent subi le même destin que les membres de l'Association Thulé.

La maîtresse du baron Moser, appelée « secrétaire » au procès, tente d'apporter un peu de nourriture à ce dernier. Seidl la reçoit grossièrement en la traitant de « sale p... » Et comme elle le prie posément d'être plus courtois, il lui décoche deux coups de poing en plein visage qui lui font perdre les sens.

La « fiancée » du premier lieutenant Fruth se présente au gymnase dans l'après-midi du 29 avril à seule fin de remettre quelque nourriture à son ami. Les soldats, conformément à leur consigne, la conduisent dans la chambre de Seidl. Elle lui demande humblement la permission d'apporter à manger au lieutenant. Seidl riposte brusquement : « Ceux qui sont en bas n'ont rien à recevoir. » Inquiète, effarée, elle s'enquiert du sort des otages, et sans transition il déclare : « Ils seront tous

fusillés ! » Elle en manifeste une vive indignation : « Si vous ne fermez pas la g..., interrompt Seidl, les yeux incandescents, les poings en bataille, p... effrontée, je vous f... aussi dans la cave ! » Et pris d'une rage indicible, il se met à heurter la table de grands coups de poing. Elle se garda bien d'insister et fut heureuse de pouvoir s'échapper subrepticement.

Cependant quelques gardes, moins inhumains, s'évertuent à soulager un peu les otages en leur procurant clandestinement des cartes de jeu et des cigarettes.

Les bruits les plus incontrôlables sont répandus pour exaspérer la garnison du gymnase. Des gardes rouges auraient été massacrés à Dachau. Les Wurtembergeois et les Prussiens auraient lié à un arbre, torturé, puis fusillé un vieil homme de soixante ans. La tête de chaque garde rouge serait primée trente marks, celle des chefs soixante.

On prévoit l'éventualité d'une irruption de la garde blanche. Dans ce cas les gardes rouges ont pour consigne de lancer des grenades à main dans la cave. On se propose même d'installer une mitrailleuse à la porte et de mitrailler tous les détenus comme une volée de pigeons.

*
* *

Dans la nuit du 28 avril, à dix heures du soir, les trois dictateurs russes, Levien, Leviné-Niessen et Axelrod, les trois membres les plus influents du Comité exécutif, en quête de sensations rares, viennent trouver Seidl dans son bureau du gymnase. Une bacchanale effrénée commence. Une courtisane est de la partie. Les bouchons de champagne sautent au plafond, le vin pétille dans les coupes ; les débauchés sont mis en gaîté et, naturellement, la conversation roule sur les otages qui croupissent en dessous d'eux dans l'immonde cave. C'est Levien qui exprime le désir sadique de les

voir de près; le belluaire éprouve uniquement le besoin de fouetter ses bêtes. Le vin l'a rendu d'humeur égrillarde et dans le cerveau de ce fanatique, clos à toute idée généreuse, a germé un désir malsain qu'il va tenter s'assouvir.

Seidl s'empresse d'acquiescer à la volonté du maître et, délaissant la femme, soudain, ils descendent tous les quatre dans la cave, pilotés par Schicklhofer qui les éclaire avec une lanterne sourde.

La porte du cachot grince sur ses gonds et les otages, qui poursuivent leur rêve tragique dans une somnolence fièvreuse, sont réveillés en sursaut par l'éclat des voix. Le spectacle du dénuement des malheureux, loin d'émouvoir les bourreaux, les surexcite. Et l'appel commence. A chaque nom Schicklhofer éclaire de son falot le visage blafard du condamné. Les trois Russes se repaissent visiblement de leurs tourments et prennent plaisir à les augmenter. Quelques détenus les toisent avec mépris, d'aucuns tentent en vain de les apitoyer.

L'ancien président du Conseil d'ouvriers Jung prend la parole pour protester d'une voix vibrante contre le traitement indigne qu'on leur fait subir. Levien accueille sa harangue par un ricanement : « J'ai été, grommelle-t-il, sinistre, enfermé dans des trous comme celui-ci, que dis-je ! beaucoup pires, et si l'on me pince de nouveau on ne me traitera pas mieux ».

Leviné, moins inhumain, intervient en faveur des prisonniers, il demande des couvertures pour qu'ils aient moins froid. Sèchement Levien coupe court à ses effusions en déclarant, tel le couperet de la guillotine : « A quoi bon, demain il faudra aller au poteau. Il est tout à fait superflu de s'occuper de réclamations. » Et Schicklhofer, d'une voix rauque, conclut : « Vous n'aurez plus rien à manger. A quoi bon! »

Et la lourde porte retombe comme un cercueil sur les agonisants. L'entrevue a duré un quart d'heure. Avant

de s'éloigner, Levien apostrophe les factionnaires, leur enjoignant de faire bonne garde et de prévenir toute tentative d'évasion. Puis les tortionnaires pénètrent dans la cellule n° 49 où gisent pantelants les deux hussards « de la mort ».

Sans souffler mot, les cinq hommes aux mufles de bêtes contemplent les gardes blancs, couverts d'éraflures et d'ecchymoses, les yeux pochés, les faces terreuses. Ils sont trop déprimés moralement et physiquement, pour avoir la force d'articuler aucune plainte. La porte se referme, les pas s'assourdissent, mais la ronde nocturne n'est pas encore terminée ; elle doit s'achever par une aventure « galante. » La comtesse Westarp est assoupie sur un lit de sangle dans un petit cabinet attenant à la salle de Schiklhofer ; elle est jeune et gracieuse, c'est une proie tentante ; les cinq hommes avinés et frémissants envahissent silencieusement la cellule et s'y attardent longuement [1]...

Que se passa-t-il dans le mystère du petit cabinet? On ne sait ou plutôt on ne le soupçonne que trop. Pour la garnison du gymnase il est établi que la comtesse a été ignoblement violentée par les cinq hommes. Elle seule, qui est morte, pourrait dévoiler l'affreuse vérité. Les accusés ont tous nié le viol catégoriquement. Pourtant il y a contre eux des charges terribles. A la sentinelle qui se promenait en long et en large dans la chambre du « *Zugführer* [2] », ils donnèrent en effet l'ordre de ne laisser entrer personne sous aucun prétexte...

C'est en vain que le président du *Volksgericht*, ou Cour d'Assises, a tenté de tirer la chose au clair. Schicklhofer a reconnu la possibilité du viol sans affirmer qu'il ait eu lieu. Le médecin légiste chargé d'autopsier le cadavre n'en a retrouvé aucune trace, mais l'autopsie a eu lieu

1. Seidl et Schicklhofer prétendront au procès qu'ils n'étaient pas de l'expédition.

2. Chef de section ; il s'agit de la chambre de Schicklhofer.

longtemps après l'exécution alors que le cadavre se trouvait déjà en état de décomposition, de sorte que le doute continue à planer sur cette sombre aventure.

*
* *

Dans la soirée du 29 avril les mauvaises nouvelles du front se multiplient; les gardes rouges ne résistent plus que faiblement aux assauts des blancs qui poursuivent leur avance; la situation empire rapidement, d'une heure à l'autre, et il faut s'attendre à une prochaine déliquescence de toute l'Armée Rouge. Les militants du Comité exécutif; Strobl, Eglhofer, Levien, Leviné-Niessen, une certaine Fraülein Scheller et Seidl se réunissent dans la Salle d'Histoire naturelle. Le commis Rudolf Dezenhauser et un nommé Heitermeyer assistent au conciliabule en qualité de sténographes.

Dans la salle voisine, qui porte le n° 60 et qui est le bureau de Seidl, Hausmann et Pfister attendent les décisions du Comité.

Cette conférence clandestine n'est autre que celle de la Cour vehmique qui va condamner les otages à mort, sans prendre même la peine de les entendre, sans qu'il reste de ses débats aucune autre trace que les dépositions des sténographes au procès.

Après avoir exposé la situation militaire, Levien, qui dans toute cette affaire, semble jouer un rôle prééminent et qui cumule la charge de président avec les fonctions de procureur général, explique à ses auditeurs qu'ils doivent avoir à tout prix un appui, une garantie, un moyen de pression sur les chefs de l'Armée Blanche. Ce moyen existe, il est à leur portée, pour ainsi dire sous leurs mains : ce sont les otages. Et Levien, dans sa mentalité bornée d'asiatique impitoyable, propose de les fusiller. Il ne se dit pas que cette barbare exécution, loin d'arrêter les Blancs, exacerbera leurs efforts et leur

exécration et que fatalement elle entraînera des représailles, tout aussi inexorables. Levien est comme un homme qu'une course rapide a amené sur la pente d'un abîme et qui, en dépit de ses efforts, ne peut plus s'arrêter, ou comme le noyé qui attire son camarade au fond de la mer. Dans sa chute il s'évertue à entraîner les otages aussi bien que ses collaborateurs.

Il n'envisage pas de solution moyenne, et l'illuminé réussit à faire partager son fanatisme à ses compagnons.

« Parmi les otages, déclare Levien, il en est deux qui, pour des raisons particulières, entrent tout d'abord en ligne de compte : ce sont le prince von Thurn und Taxis et la comtesse. »

Cette hâte de mauvais aloi à vouloir se débarrasser de la comtesse ne peut que confirmer nos terribles soupçons. Si Levien, *pour des raisons particulières*, ainsi qu'il le souligne, mettait la comtesse Westarp en tête de la liste, n'est-ce pas qu'il redoutait à bon escient son témoignage écrasant, qu'il voulait coûte que coûte se défaire de sa victime?...

Les noms de celle-ci et du prince sont inscrits sur un bulletin spécial qui est un ordre d'exécution, le simulacre du jugement. Eglhöfer y met un cachet, Levien y ajoute l'annotation suivante : « A transmettre à Hausmann ». C'est donc Hausmann qui est chargé de l'exécution [1]. La discussion se prolonge au sujet des autres otages. Enfin on décide de fusiller, en plus du prince et de la comtesse, six autres otages parmi les plus marquants, ceux qui hantaient le club de l'hôtel des Quatre Saisons : Deike, Daumenlang, Neuhaus et aussi le lieutenant baron von Teukert, fait prisonnier pendant une randonnée, le baron von Seidlitz, et le professeur Berger.

1. Cet ordre accablant pour tous les accusés, en particulier pour Levien et Eglhofer, a été détruit. Son existence est certifiée par les témoins.

Le bruit du conciliabule s'est répandu dans le gymnase et il y règne une étrange agitation. La garnison nerveuse, impressionnable, sait que les affaires se gâtent sur le front; l'Armée Rouge se désagrège dans les faubourgs; chacun regagne son domicile, jette son uniforme ou son brassard au rebut et cherche à se confondre dans la foule anonyme. Tous appréhendent les représailles des Blancs. Déjà certains éléments peu sûrs se pressent aux sorties du gymnase, essayant de s'évader.

Seidl, prévenu, donne l'ordre strict de fusiller tous les déserteurs. C'est seulement à l'aide de ce procédé draconien qu'il parvient encore à maintenir un semblant de discipline dans sa forteresse.

La réunion est coupée par l'interruption aussi soudaine qu'intempestive de Hausmann. Les choses, rapporte-t-il, vont de mal en pis. Les mercenaires, obligés de rester au gymnase, marmonnent des menaces et réclament leur solde. Il ne répond plus de ses hommes; des coups de feu sont partis tout seuls; l'un des mercenaires a dû être mis aux fers. Levien qui brûle de faire un exemple décide de le faire comparaître, mais il nie énergiquement et, faute de témoins, Levien ne peut le condamner.

C'est encore Levien qui prend la parole : « Rassurez-les, crie-t-il, ils seront payés, mais auparavant il faut qu'ils exécutent un ordre important! » Cet ordre important, on devine quelle est sa nature.



Il reste à régler le sort des deux hussards. Avant de les fusiller on va tenter de leur arracher des aveux qui permettront de galvaniser la résistance et surtout de fouetter une dernière fois les instincts les plus vils de la fange munichoise. On les fait venir et c'est Seidl, braquant comme de coutume son revolver sur leur poi-

trine, qui les interroge tour à tour. La séance n'est plus secrète; la salle est rumorante, des mercenaires s'y sont glissés qui se conjouissent au spectacle des malheureux; des courtisanes de bas étage leur décochent des injures. Elles exhalent bruyamment leur joie de voir qu'on s'est enfin emparé de deux « crapules de cette sorte. »

Seidl veut les obliger à avouer qu'ils ont participé à l'assassinat de Liebknecht et de Rosa Luxemburg. Les hussards jurent leur innocence : « Si vous ne dites pas la vérité, je tire. » Et dans un brouhaha croissant, éperdus, ils avouent. La sinistre comédie continue. Il s'agit de leur faire confesser ensuite que les têtes des révolutionnaires ont été mises à prix et qu'une prime est fixée pour chaque garde rouge capturé mort ou vif. Levien, le démon de cette machination, se lève, l'œil injecté de sang, bavant de fureur : « Avec vous autres, crie-t-il, nous ne ferons pas de longues bouffonneries! Avec vous autres nous ne jouerons pas longtemps la comédie! »

Et Seidl extorque une fois de plus des aveux aux malheureux. Cette parodie d'interrogatoire est achevée. Les deux hussards sont condamnés à mort. A coups de crosse, de pied, et de poing on les boute dans leur cachot.

Leurs prétendus aveux vont être exploités immédiatement. Des affiches sont ébauchées, dessinées à la hâte et imprimées dans la nuit. Le lendemain matin 30 avril elles seront apposées dans toute la ville, annonçant aux travailleurs de Munich, résolus à jeter leurs armes, que chacun d'eux serait fusillé par les Gardes Blancs[1], que Noske et Hoffmann les traquent à l'aide des « assassins de Liebknecht. »

On se figure aisément l'exaspération de la soldatesque et de la population à la lecture de ces affiches. Un seul

1 Cf. page 193.

cri se fait entendre, un cri macabre : « A mort les otages, à mort ! » La lie de la population ne songe plus qu'à piller et à saccager ; ses pires instincts sont débridés. Les bas-fonds de la ville vibrent d'un tumulte orgiaque, l'air est saturé de haine et de sang.

Hausmann, lui-même, qui jusque là s'était montré assez pusillanime, peu porté aux mesures extrêmes, est bouleversé, transformé en « *Blutmensch* », en vampire. C'est lui, dans sa démence, qui va commander le peloton d'exécution pendant que Schicklhofer réunit les signatures de tous les membres du Comité exécutif.

Tard dans la nuit on entend le cliquetis des verres, le choc des canettes, les cris aigus des femmes mêlés aux beuglements de la soldatesque. Pendant que grince, que crépite la joie animale de la bête humaine lâchée, en bas, sous le sol, une vingtaine de malheureux agonisent.

Le lendemain 30 avril Kick et un autre « *Rotgardist* » Pürzer apporteront au gymnase Luitpold l'ordre officiel d'exécuter les otages. C'est la fameuse résolution du premier régiment d'infanterie, intitulée « Résulution »[1] (sic), portant deux annotations, l'une du courrier Petermeier : « A Eglhofer. Prière de prendre la chose en main » ; l'autre d'Eglhofer, au crayon : « Au Comité exécutif des Conseils d'ouvriers et de soldats, au Palais des Wittelsbach. Je donne mon consentement. R. Egelhofer. » Au verso il avait écrit de sa main : « Choisissez les plus distingués ! » (Sucht die Feinsten heraus).

1 Cf. chapitre XI, p. 187.

CHAPITRE XV

L'EXÉCUTION DES OTAGES

La journée rouge du 30 avril est inaugurée — s'il est permis d'employer ce terme de fête — par l'assassinat des deux hussards. A neuf heures du matin l'*Oberkommandant* Eglhofer téléphone de fusiller sur-le-champ les deux gardés blancs, sous couleur que des soldats de la *Reichswehr*, qui marche sur Munich, auraient massacré des parlementaires rouges.

Seidl ne quitte le lycée qu'après s'être assuré que tout est prêt pour l'exécution. C'est Schicklhofer qui la dirige et rassemble huit à dix hommes pour former le peloton. En proie à un redoublement de sadisme sanguinaire, les gardes rouges font sortir tous les otages qui vont assister à la mort des deux soldats. Il est presque dix heures.

Au moyen des sévices coutumiers on les pousse. Leurs uniformes sont lacérés, leurs visages couverts d'ecchymoses, boursouflés. Les fenêtres sont garnies de curieux qui poussent des huées et ont l'air de s'amuser follement à ce spectacle abominable, prélude de la grande tuerie de l'après-midi. On insulte les malheu-

reux : « Truies de Prussiens! crie-t-on, chiens ! porcs ! »

Il faut les traîner au mur, tant ils sont affaiblis par les coups et les privations. Le plus âgé, haletant, dit aux soldats qui l'entourent : « Je suis un vieil homme, père de six enfants. C'est seulement la misère qui m'a poussé dans les rangs de la garde blanche. Ayez pitié de moi ! »

L'employé de banque Winkler, un type de bohème de Schwabing, ému jusqu'aux larmes, cherche à attendrir Schicklhofer : « Comment, s'écrie-t-il, peux-tu agir de la sorte et faire fusiller un père de famille qui a six enfants? » Et Schicklhofer de répartir, en haussant les épaules, avec une logique effarante : « Puisque moi aussi je serai fusillé, il faut qu'ils le soient ! »

La horde des gardes rouges qui s'est rassemblée dans la cour, brûle d'assouvir la haine qui couve en eux et que les affiches du Petit Comité ont encore attisée.

Comme un troupeau de brebis que l'on conduit à l'abattoir, deux par deux, tous les otages débouchent dans la cour où ils doivent assister à la sinistre répétition générale.

« Les voilà, hurle-t-on sur leur passage, ceux qui doivent être canardés pour les vingt gardes rouges qui ont été fusillés à Forstenried! » Une pluie d'ordures se déverse sur la comtesse.

A cinq mètres du mur un gardien crie : « Halt! recht schaut! halte! les yeux à droite! » Frémissants d'épou vante ils regardent : un chauffeur en civil, c'est Kammerstaedter, coiffé d'une casquette verte enfoncée jusqu'aux oreilles, le cou engoncé dans une écharpe de laine fanée, accompagne au mur les suppliciés au milieu d'un brouhaha qui croît en ouragan.

Les deux hussards sont au terme de leur calvaire. Hâves, les yeux exorbités, ils fixent le peloton. On leur ordonne de se tourner face à la muraille. L'un d'eux a la force de balbutier qu'il faudrait les interroger avant

de les tuer ; on lui réplique : « Seidl n'est pas encore là et son remplaçant n'en a pas le temps ». Les deux soldats se serrent alors silencieusement la main et s'abandonnent à leur sort.

Hausmann, qui est dans la cour, arrache la porte de la « Wachtstube » (corps de garde) et immédiatement, tels des fauves altérés de sang, la douzaine d'hommes qu'a rassemblés Schicklhofer surgit ; dans le plus grand désordre ils déboulent et se dispersent dans la cour. C'est le peloton d'exécution. Quelques gardes hésitent à tirer ; ils ont les yeux noyés de larmes, mais, sans commandement, du fusil d'un impatient part soudain un coup de feu qui atteint le plus jeune : il tombe à la renverse. Cette détonation est le signal d'une rafale qui crépite aussitôt. On tire sur les deux malheureux comme sur des lapins, jusqu'à ce qu'ils ne donnent plus signe de vie.

La chasse joyeuse est terminée, le gibier est abattu. De même que pour la curée, les bourreaux s'approchent de leurs victimes et un garde rouge goguenard s'esclaffe : « Il semble que le vieux ait eu la frousse, car son visage est tout rouge ! » Un autre dit : « Tiens il y en a un dont tout le crâne a été arraché, sa cervelle coule... »

Pour récompenser les assassins de leur insigne courage devant l'ennemi, on leur sert dans la cour, devant le tas sanguinolent, des pots de bière qu'ils avalent avec délices. Jamais *Früshchoppe*[1] n'avait été plus savoureuse.

Entre temps Seidl est revenu et certains témoins lui font de violents reproches de sa conduite : « Que voulez-vous ! réplique-t-il froidement, je ne peux pourtant pas les ressusciter. » Et il donne l'ordre au garde rouge Kammerstaedter, son chauffeur, d'aller prendre leurs papiers dans leurs poches. « J'ai aidé à les fusiller, dit

1. Bière servie en guise d'apéritif.

celui-ci, mais je suis épouvanté à l'idée de les fouiller. » Et Seidl de riposter : « Eh bien! va chercher des Russes; ils se chargeront bien de la besogne. » En effet des Russes se prêtent volontiers à la sinistre inquisition, mais au lieu des papiers de la *Noske Garde*, les hyènes ne trouvent sur les suppliciés que quelque argent qu'ils apportent à la chancellerie.

On jette les cadavres des deux hussards dans un coin sur un amas de cendres et d'immondices, on les recouvre de sciure de bois et on les oublie.

*
* *

Les soixante-dix à quatre-vingts hommes qui composent encore la garnison du lycée deviennent de plus en plus irritables et insolents. Ils exigent le versement immédiat de leur solde ; Seidl va chercher des fonds à la banque ; il en revient à deux heures, mais il demeure intransigeant. « Vous ne serez pas payés, dit-il, tant que l'exécution des otages n'aura pas eu lieu ». Il redoute que, leur paye en poche, ils s'enfuient tous, l'abandonnant seul avec les otages. Le Petit Comité, Levien, Leviné, Axelrod et de nombreuses filles, siège en permanence dans une pièce du lycée. Les mauvaises nouvelles se multiplient; il n'y a plus de temps à perdre.

Eglhofer survient inopinément et s'éloigne après un bref colloque avec Seidl, pour assister à une séance secrète des chefs dans l'Aula de l'Université. Peu de temps après le courrier Kick, accompagné de Pürzer, apporte une lettre scellée. Seidl la déchire et se précipite dans la salle pour en communiquer la teneur. C'est la résolution macabre du premier régiment d'infanterie, revêtue de l'assentiment d'Eglhofer [1].

1. Cf. chapitre, XI p. 187 et chapitre XIV, p. 247.

Aux gardes rouges qui l'entourent il s'écrie tout épanoui : « Ça y est, nous l'avons, maintenant nous pouvons les fusiller ». Et s'adressant à son adjoint Hausmann : « Willy, t'en charges-tu? » Et il lui remet le bulletin : « Surtout, recommande Strobl, qui survient en coup de vent, choisis les plus distingués ! »

Hausmann, après l'avoir lu l'ordre, acquiesce le cœur lourd : « Iawohl — Parfaitement. »

L'exécution aura lieu séance tenante. Il est quatre heures de l'après-midi. Schicklhofer rassemble à grand'peine la dizaine d'hommes du peloton; beaucoup se cachent, d'autres refusent d'obéir. C'est en vain que Schicklhofer a délégué le diable boiteux Watzelberger auprès des soldats qui affluent du front de Dachau au lycée pour se faire payer : « Qui se présente volontairement pour fusiller les otages ? » demande-t-il ; et un silence glacial accueille sa question. Aucun des soldats du front ne veut se souiller du sang des otages. Aux tristes hères affamés qui viennent s'enrôler dans la garde rouge, Schicklhofer demande également s'ils sont bons tireurs et s'ils se font fort de frapper la tête ou la poitrine. « Es-tu bon tireur? — Oui. — Il y a ici vingt-deux otages à fusiller. Suis-moi ! » Les soldats sont stupéfaits : « Qui donc es-tu, camarade ? » interrogent-ils. « Je suis le kommandant du gymnase Luitpold ». Et il leur promet des cigarettes et de l'argent s'ils veulent lui obéir. Mais ils sont récalcitrants. Schicklhofer leur montre le jugement. En vain! Il les couvre d'injures : « Bande de lâches. Sales troupiers ! » Aucun ne riposte, sous la grêle d'outrages ils restent insensibles.

Un peloton de quatre gardes parcourt le gymnase en quête de tireurs. Ils jettent leur dévolu sur l'étudiant en médecine russe Andreas Kwilenko, un jeune homme de vingt-et-un ans, auquel ils mettent de force un fusil dans les mains : « Allons, Ruski, viens-t'en ! » lui

ordonnent-ils. Plus tard Kwilenko affirmera qu'il ne tira pas.

Cependant Hausmann invite Hesselmann, le garde-magasin, et Gesell à l'accompagner dans la cave. Il leur recommande d'emporter un bloc et un crayon pour y noter les noms des victimes. Suivi de ses valets Hausmann pénètre dans la soupente où, depuis l'exécution des deux hussards, règne une terrible angoisse. Ces malheureux ont passé par toutes les transes; la nuit auparavant ils ont entendu le grondement du canon qui leur marquait l'avance de la garde blanche, puis tout s'est tu et dans la matinée le massacre des deux loques humaines a réveillé en eux mille funèbres appréhensions.

Quand s'ouvre la porte, les captifs comprennent que leur dernière minute a sonné. On dirait d'une volière où surgit une main brutale. Au reflet blafard d'une lanterne, Hausmann appelle les infortunés dont Gesell inscrit les noms au fur et à mesure. A côté de chaque nom Hausmann trace une croix rouge qui, à ses yeux, signifie l'arrêt de mort. Au milieu des larmes et des protestations, les huit otages désignés par le verdict révolutionnaire : le prince von Thurn und Taxis, la comtesse Westarp, le lieutenant von Teukert, le baron von Seidlitz, le professeur Berger, le premier secrétaire Daumenlang, les artistes Neuhaus et Deike, viennent se ranger le long du mur.

Hausmann les examine longuement pour s'assurer encore une fois de leur identité, puis le cortège mortuaire se met en route.

*
* *

Dans la cour sont massés trois cents à quatre cents soldats sac au dos. De partout béent les museaux sournois des mitrailleuses. Le bruit de la tuerie s'est

répandu comme un torrent de boue, et les soldats qui ont soif de carnage, et de sang, et d'ignominie sont accourus nombreux. Une contagion de violence et de meurtre, le besoin de détruire, de massacrer, s'empare de certains gardes rouges, les pénètre, les enivre, les envoûte.

Le mercenaire Wilhelm Ertel, dont les yeux fauves étincellent, se signale par ses vociférations : « Où sont les otages ? grince-t-il, la lippe écumante ; qu'on me les amène donc ! Mais seulement les meilleurs que nous égorgerons comme des chats, car ils ne sont pas dignes d'une balle ! »

Un matelot à face bestiale, au groin répugnant, se détache dans un groupe par l'âpreté de sa langue et ses gestes convulsifs. Il est là, tel un loup frémissant, affamé de sang et de chair. Ses camarades l'appellent le coolie : « Tiens, dit-on, le coolie en est encore ! Ce chien de truie ! » Il est, paraît-il, un habitué de toutes les batteries, un professionnel du massacre. Quelques témoins, moins endurcis que leurs camarades, essuient des larmes furtives.

Le peloton d'exécution, dont Hausmann a pris le commandement, forme une longue file qui barre la cour du lycée. Deux ou trois Russes y figurent. Des civils et le cantinier Seidl s'y adjoignent volontairement.

Au cri de Schicklhofer : « Tout le monde dehors pour fusiller les otages », les fenêtres se sont peuplées de spectateurs comme pour une fête. La maîtresse du cantinier Joseph Seidl, dit Pepi, l' « artiste » Westermeier qui appartient à la troupe d'un théâtre forain de la banlieue bavaroise et qui a été engagée comme servante à la cantine, juchée sur un rebord, prodigue ses gouailleries aux malheureux qui débouchent dans la cour. Ses lèvres que retrousse un rictus cruel vomissent des insultes ordurières à la comtesse.

D'autres maritornes, créatures des dictateurs, assistent à l'exécution. L'une, béate de jouissance, l'air pâmé, criaille d'une voix aiguë : « Mon vieux en est aussi, mais regardez-le donc! »

Le lugubre cortège défile sous le haro, dans le mugissement de cette harde de bêtes fauves dont tous les instincts sont lâchés. En tête vient Daumenlang, les mains jointes, psalmodiant des prières, extatique.

Une bordée d'injures éclabousse la comtesse Hella von Westarp, livide, les traits décomposés. Les viragos la traitent de « putain » et de « truie ». A son passage des gardes rouges, tordus par le stupre, altérés de cruauté, font des gestes obscènes; un misérable du nom de Huber lui décoche un coup de pied au bas-ventre, un autre, ravagé d'infamie, se rue sur elle, relève ses jupes et esquisse un mouvement bestial.

Le vacarme dans la cour est indicible. Les pleurs, les gémissements et les soupirs des suppliciés sont couverts par l'ululation déchirante des sirènes et le carillon aigrelet de la cloche que l'on sonne à toute volée, par les hurlements de la multitude encanaillée et dépenaillée qui se gave à l'avance des tortures des otages.

Le garçon de café Debütt, qui s'est enrôlé le jour même dans la garde rouge et qui porte un brassard flamboyant, est chargé d'enlever aux otages leurs portefeuilles, leur argent et leurs bijoux qu'il dépose à la chancellerie. Il prendra la précaution de garder par devers soi l'un des portefeuilles, des mieux garnis.

« Dehors le drapeau! » dit l'un d'une voix tonnante, et au-dessus des malheureux qui vont mourir, la meute déploie un immense drapeau rouge. Sans délai le carnage commence. Daumenlang, résigné et absent, tombe le premier sous la rafale. Ses dernières paroles sont une prière.

Les peintres Deike et Neuhaus sont tous deux d'anciens soldats; leurs corps sont couverts de blessures qui

témoignent la part qu'ils ont prise à la guerre; ils se laissent conduire au mur sans sourciller.

Le baron Teukert, ce premier lieutenant de l'armée blanche fait prisonnier en patrouille, est avec eux.

On bande les yeux à Deike et à Neuhaus et on veut en faire autant à Teukert qui revêt son uniforme de lieutenant gris-campagne : « N'en faites rien, dit-il, je suis soldat et je veux mourir en soldat ». Et d'un geste sublime il déchire brusquement sa tunique, exposant sa poitrine au peloton.

L'un des tireurs, Hannes, est tellement ému, que, pris de tremblements convulsifs, il doit interrompre sa sinistre besogne. D'emblée il est remplacé par un autre.

« En joue! Feu! » commande Hausmann. Les trois hommes s'abattent en présence de leurs compagnons horrifiés qui vont subir le même sort. Des gardes rouges se détachent pour donner le coup de grâce aux corps palpitants. Les cadavres sont couverts de blessures affreuses; on suppose que les gardes rouges se sont servis de balles dum-dum. En tout cas il est établi que les munitions étaient vieilles et que, de plus, on leur avait fait subir une certaine préparation.

*
* *

C'est le tour du baron Seidlitz que l'on fusille rapidement.

La comtesse Westarp supplie ses bourreaux : « Laissez-moi vivre encore une heure! Ne faites pas de moi un cadavre! » Un tigre serait ému. Elle ne réussit qu'à prolonger son agonie. On lui accorde comme grâce suprême d'écrire une dernière lettre d'adieu aux siens. Malgré l'émotion qui l'étreint, tremblante comme une feuille sous la tourmente, elle gribouille au crayon quelques caractères informes, sur le dos d'un garde rouge que remue tant de douleur. Mais il semble qu'elle

cherche à obtenir un répit. L'impatience gagne les janissaires et l'un d'eux, exaspéré, c'est le tailleur Watzelsberger, lui crie : « Sakrament! Sténographiez donc. Nous n'avons pas le loisir de vous attendre! Au mur ! C'est fini ! »

Immédiatement un ambulancier, l'emblème sacré de la Croix-Rouge au bras — quelle affreuse ironie! — bondit sur elle et tente de l'entraîner vers le mur, elle s'affaisse sans connaissance. Des ricanements de fauves partent des fenêtres, des accordéons grincent des airs joyeux, des faces contorsionnées, grimaçantes, clament : « A mort. »

On ne veut pas abréger ses souffrances en la massacrant pendant sa pâmoison ; non, son agonie doit recommencer et lorsque, dans un cauchemar, elle rouvre les yeux, c'est pour être conduite au martyre. D'abord hébétée, elle se ressaisit, elle se débat, elle hurle désespérée : « Au secours! Laissez-moi vivre au moins une heure encore! » Une heure, c'est peut-être le salut!

Un certain nombre de soldats prennent son parti ; les autres crient : « Il faut qu'elle aussi soit fusillée ». Quelques-uns s'interposent : « Demandez encore une fois si elle doit être fusillée ». Et alors, d'une fenêtre supérieure, retentit la confirmation fatale, partie, dit-on, de la bouche de Seidl : « Oui, elle doit être fusillée. On a trouvé chez elle une liste de cinq cents communistes qui doivent être exécutés par la contre-révolution. »

Cette déclaration met les soldats en fureur ; on colle la comtesse au mur ; pris d'une hâte sanguinaire ses gardiens jugent inutile de lui bander les yeux. Dans son horreur elle porte son mouchoir au visage. Un bref commandement retentit; six coups partent et la comtesse s'effondre, le visage et surtout le cou horriblement déchiquetés. Pourtant elle râle encore. Alors un garde rouge s'approche et à brûle-pourpoint lui donne le coup mortel.

« Tous mes compliments, Max, lui dit l'un des spectateurs, tu l'as eue. »

Le vieux professeur Berger ne s'était pas aperçu dans la cave que l'heure de mourir était venue. Au contraire, s'imaginant qu'il allait être libéré, il s'était joint volontairement, avec joie, — dit-on — au peloton des condamnés. Une version circule selon laquelle son nom n'était pas inscrit sur la liste fatale. C'est de lui-même, malgré les efforts de ses compagnons, qu'il se serait placé dans le groupe des contre-révolutionnaires ; les sentinelles auraient vainement tenté de le repousser : « Tu n'en es pas ! » Mais le vieillard, buté ou abasourdi, ne recula pas d'un pas[1].

Quand il entend les détonations et le sifflement des balles, il devine tout, qu'on va le fusiller avec les autres; et comme une bête aux abois, saisi d'une folle terreur, il cherche à s'échapper à l'abri du tumulte. Il n'a pas fait dix enjambées qu'il est cerné, empoigné, rudoyé. L'un des pandours, le matelot Ristelmeyer, lui assène un formidable coup de poing sur la nuque en vociférant : « Mais avance donc, vieux salaud! » « Je ne tolérerai pas, s'écrie Berger éperdu, je ne suis pas un criminel; je veux d'abord que l'on m'interroge ». Ses dénégations tombent dans le vide. Personne ne l'écoute... Une brute lui arrache la moitié de la barbe et avec férocité on le bouscule jusqu'au mur.

A peine y est-il que les coups de fusil partent. Il est atteint au crâne, sa cervelle éclabousse la muraille, ce qui fait dire à un tireur hilare : « Aujourd'hui nous mangerons de la cervelle frite ! » Et comme le cadavre est encore pantelant, un garde se détache du peloton pour administrer au vieux peintre le coup fatal.

1. Pourtant, d'après le témoignage de Karl Gsell qui accompagna Hausmann dans la cave, il se trouvait bien sur la liste.

*
* *

La *Reichswehr* a été sans doute prévenue par ses informateurs que l'on assassine les otages, car elle produit un gros effort pour s'emparer de Munich avant que l'irréparable soit accompli. On se bat sur les boulevards extérieurs. Les rues de la ville grouillent d'une foule hostile de bourgeois et d'employés. Le lycée est alerté. Les cloches sont secouées à toute branle pour appeler les gardes rouges à la rescousse. Seyler, l'un des adjoints de Schicklhofer, qui ignore ce qui se passe au lycée, accourt en automobile chercher des renforts pour une tentative de dégagement à l'Est de la ville. Il entend une salve, il frémit, pénètre dans l'établissement, et comme la sentinelle lui interdit de passer, il enjambe une fenêtre et descend dans la cour tout épouvanté.

Le sifflet strident des sirènes, le tintement hystérique de la cloche sont coupés par les interpellations rauques, les clameurs de stupre, les effroyables gémissements et le râle des agonisants. Terrible symphonie du crime ! Au loin, gronde la canonnade. Dans le crépuscule qui baigne les êtres et les choses, et qui recouvre comme d'un crêpe mortuaire l'horrible scène, Seyler, angoissé, ne saisit pas du premier coup d'œil ce qui se passe. Une rafale le bouleverse. Il se retourne : c'est pour voir le baron Seidlitz s'affaisser au pied d'un arbre. Le *Rotgardist* Pürzer distribue les munitions aux tireurs que commande un civil coiffé d'un chapeau de feutre mou.

Avant qu'il ait eu le temps de se remettre de son épouvante, il voit, comme dans une hallucination, fusiller la comtesse, puis le professeur Berger. Il voudrait parler, s'interposer; il s'agite; sa bouche bégaye des sons indistincts...

Le grand metteur en scène est Watzelsberger, l'estropié, le petit homme noir, qui, appuyé sur sa canne,

ruisselant de sueur, atteint d'une frénésie sanguinaire, bondit, se démène comme un démon. Il abreuve d'insultes les suppliciés, il excite les tireurs de la voix et du geste. Il est vraiment l'âme damnée du carnage, le grand veneur de cette abominable curée.

***

Le tour du prince von Thurn und Taxis est venu. Il déclare aux soldats qui l'entourent : « Je suis innocent, je veux comparaître d'abord devant un tribunal révolutionnaire ». Quelques soldats qui trouvent que la tuerie a suffisamment duré, s'entremettent : « Ne frappons pas les innocents ; qu'on le conduise en haut ! » Mais Watzelsberger s'y oppose. Seyler, qui reprend ses sens, tout frissonnant d'indignation, se précipite dans le tas et arrache le prince aux vampires ; poursuivi par Hausmann, qui proteste, il le pousse dans le lycée.

La petite troupe se heurte à Seidl sous le portail. De surexcitation celui-ci tremble de la tête aux pieds. Seyler lui montre son sauf-conduit signé d'Eglhofer : « Il faut interroger le prince von Thurn und Taxis, dit-il. Au surplus, je ne comprends pas d'où est venu l'ordre d'exécution ». — « Du Ministère de la Guerre », répond Seidl. — « Ce n'est pas vrai ! riposte Seyler, puisque j'en viens. »

Cette réponse a le don d'exaspérer Seidl : « Si tu ne files pas tout de suite, lui dit-il, furieux, tu auras toi aussi ta balle, elles sont bon marché chez nous ». Seyler, décontenancé et peu courageux, doit s'éloigner, car Seidl est homme à mettre sa menace à exécution. Néanmoins le prince est introduit, après cette altercation rapide comme l'éclair, dans le bureau du « kommandant », où il fait, d'une voix brisée, la déclaration suivante : « Je ne suis pas le prince allemand que vous croyez ; j'appartiens à la ligne autrichienne, et en 1912

j'ai été répudié par la famille régnante de Ratisbonne en raison de mes convictions révolutionnaires. »

Un des gardes rouges qui l'accompagnent est ébranlé : « Eh bien, il semble vraiment innocent, et nous ne fusillons pas les innocents ! »

« Ne faites donc pas tant d'histoires, interrompt Hausmann, cramoisi, il est l'un des conspirateurs, l'un des dix mille qui nous oppriment. »

« Ecoutez-moi donc ! » supplie le prince qui se sent perdu. Mais Hausmann, que rien ne peut plus émouvoir, coupe brutalement court à ses tentatives d'explication : « Tu ne me connais plus, toi, mais moi je te connais bien. Qu'on l'emmène ». Et il souligne sa phrase d'un geste expressif.

Seidl est indécis ; il se rend dans la pièce voisine : « Combien d'otages ont été exécutés ? » demande-t-il. « Sept », répond quelqu'un. « Il faut que nous en ayons huit ».

Il retourne dans la chambre et il acquiesce péremptoirement : « Avec nous, rugit-il, il n'y a pas de pourparlers. C'est oui ou non tout de suite ! Marche ! Dehors ! »

Le prince se résigne et, intrépidement, la cigarette à la bouche, il va à la mort en disant encore aux soldats avant de mourir : « Vous faites couler un sang innocent. Tirez maintenant, mais surtout visez bien, que je n'aie pas à souffrir trop longtemps. » Et les soldats répondent du tac au tac : « Nous ferons ainsi ! »

Cette fois les soldats ont si bien visé, que les projectiles, pénétrant dans la tête, ont arraché de leurs orbites les yeux du prince, des yeux énormes injectés de sang, qui pendent horribles et qui vivent encore : « Voilà qui lui a fauché les yeux ! » s'écrie radieusement l'un des tireurs orgueilleux de son exploit.

Pendant la fusillade, le troisième commandant Pfister, qui est dans une chambre de l'étage supérieur, pris d'une crise nerveuse, s'évanouit. Son état est si grave

qu'il faut l'emporter d'urgence au lazaret. Des soldats impuissants pleurent dans les escaliers.



Les valets du bourreau ne sont pas encore repus. Ils attendent qu'on leur serve les autres otages. Dans leur délire ils sont prêts à assassiner sans trêve. Il faut qu'un secrétaire descende dans la cour leur annoncer que « pour aujourd'hui c'est assez. » Des murmures de mécontentement accueillent cette brève déclaration. Les monstres ne sont pas satisfaits, leur ration n'est pas suffisante.

C'est alors une ruée animale vers les cadavres qui se distendent, encore chauds, les faces boueuses, dans un éboulis de gravats au pied du mur. Les uns sont percés de quatre balles, les autres de cinq, six ou sept, certains tireurs ayant visé au petit bonheur. La plupart des condamnés ont été tués par devant, n'ayant pas eu le temps de se retourner. La comtesse Westarp a la moitié du visage emporté et son mouchoir, que dans l'épouvante elle tint devant le visage, est armorié de sang et percé comme un crible.

Plusieurs crânes ont éclaté; des débris de cervelle ont giclé sur les murs et sur le pavé; le sang s'est répandu partout; il dégouline sur les cadavres et à l'entour, formant de grosses flaques écarlates dans lesquelles les curieux clapotent.

A grands coups de crosse les gardes rouges achèvent les mourants dont les corps disloqués et saignants tressaillent encore.

« Peu importe qu'il crève de cette façon ou d'une autre ! » hurle l'une des brutes qui fend d'un coup de crosse la tête d'un supplicié qui pantèle.

D'aucuns, pris d'une folie sanguinaire, piétinent les cadavres. Une brute profane par un geste odieux le

corps de la comtesse Westarp, un autre misérable, relevant ses robes, lui lance de toute sa force des coups de pied au bas-ventre.

Les forcenés vont se soulager à côté des loques sanglantes, des poubelles d'immondices sont déversées sur elles. L'orgie commence autour du tas de chair souillée qui gît dans la pénombre. Des gardes rouges, s'improvisant musiciens, font beugler des accordéons, d'autres trépignent et chantent avec une allégresse sans bornes, pris d'une joie féroce. Des femmes encore se mêlent à la débauche. Le vin et la bière coulent à flots ; les cigarettes sont généreusement distribuées.

Dans cette débacle morale où les âmes ne sont plus que des épaves flottant à la dérive sur une mer de boue, dans un océan d'abjection, au son geignard des accordéons, au miaulement des harmonicas et au ronflement sourd du canon, dans un dernier spasme, Spartacus expire en dégorgeant, tel un égout, un ruisseau de fange puante.

Seidl, qui commence à saisir la gravité de la situation et aussi les risques qu'il court, crie à son complice : « Hausmann, c'est toi qui es responsable de tout cela... »

*
* *

A une heure avancée de la soirée Seidl donne l'ordre à ses sbires de creuser des fosses et d'enterrer les suppliciés.

A grand'peine on trouve quelques bêches, mais les soldats, pris de boisson, déclarent que le sol est trop dur. On décide alors de les jeter tous en tas dans un appentis au fond de la cour où un garde rouge, jaloux des prouesses de ses camarades, soulevant les jambes de la comtesse, une fois de plus, roue de coups de pied son cadavre ballonné, tuméfié.

Les corps ont été dépouillés de tout ce que Debütt

avait omis d'emporter; un « *Rotgardist* » que fascinent les bottes du lieutenant Teukert les lui enlève et se les approprie sans vergogne. Du reste un matelot vient, par ordre de Seidl, faire fouiller encore une fois les poches qui sont retournées et dont le contenu est porté à la chancellerie et déposé dans un tiroir. Peu de temps après les amateurs avaient fait leur choix et tout le tiroir était vide. Hessellmann, le prestidigitateur, se distingua par son incomparable doigté : montres, monocles, bijoux se volatilisèrent en un clin d'œil.

Cependant Seyler [1], chassé par Seidl, accourt bride abattue, raconter ce qui se passe à Egelhofer qui, d'abord foudroyé par la nouvelle, qu'il devait pourtant savoir, devient ensuite blême et, s'arrachant les cheveux, s'écrie : « Qui a donc donné l'ordre de les fusiller? Je ne sais rien, rien, cela me casse la tête... »

Les éléments avancés de la garde blanche qui avaient pénétré dans Munich ont été quelque peu refoulés, mais la situation devient de plus en plus désespérée ; le ministère de la Guerre se vide comme par enchantement et bientôt l'*Oberkommandant* se trouve seul dans les vastes salles lambrissées du palais des Wittelsbach.

Devant le ministère des groupes suspects se forment, des poings se crispent, des yeux crient vengeance. Justement un chef de section, Wilhem Ertl, qui a participé à l'exécution, arrive au ministère avec un compagnon. Egelhofer lui enjoint d'envoyer des renforts à Steinhausen où les choses se gâtent. La section d'Ertl est la seule à laquelle on puisse encore se fier. Ils se rendent ensemble au gymnase. Egelhofer, qu'obsède l'idée du crime et que tourmentent déjà les remords, ordonne à Ertl de faire jeter les cadavres dans l'Isar.

Ertl se procure des aides, mais au lieu de charger les

1. Seyler a été condamné à quelques mois de forteresse pour participation au mouvement communiste.

cadavres, ceux-ci jettent dans le véhicule des ballots d'uniformes volés : « Les cadavres ne nous regardent pas, disent-ils à Ertl, ce sont ceux qui les ont fusillés qui devraient les enterrer. »

*
* *

Immédiatement après l'exécution la meute diabolique des exécuteurs et des figurants a foncé dans les bureaux pour toucher sa solde, le denier du crime.

Il y a cohue dans les corridors et dans la salle de Seidl. C'est le commis de banque Winkler, ce détraqué de 23 ans, hôte assidu des caveaux de bière et des cabarets de Schwabing, qui a été chargé de dresser la liste des salaires. Depuis une dizaine de jours il est employé au lycée comme secrétaire. Selon ses calculs, il faut environ quarante mille marks pour satisfaire tout le monde et Seidl, prévoyant, en a rapporté le double de la banque.

Mais il rogne sur la part de ses mercenaires. Des contestations éclatent; en dépit des cris, des injures, des glapissements et des malédictions Seidl trouve moyen de ne verser que vingt mille marks aux soudards et encore beaucoup de billets sont-ils faux! Quelques-uns veulent lui faire un mauvais parti, mais la nouvelle que la garde blanche avance suffit pour calmer les plus audacieux et préserver Seidl de leur fureur. Ils préfèrent se mettre en lieu sûr sans plus tarder.

Vers six heures, une femme échevelée, hagarde, arrive tout essoufflée au gymnase. Elle rencontre un garde rouge, Fehmer, qui lui demande ce qu'elle veut : « Je viens chercher mon mari, pour qu'on ne le fusille pas! » Fehmer la fait entrer dans la pièce ou est Seidl. « Qui êtes-vous? Que voulez-vous? » interroge-t-il brutalement. « Je suis madame Daumenlang et je viens chercher mon mari pour qu'on ne le fusille pas », répète-t-elle

angoissée. « Personne ne sera fusillé, réplique sèchement Seidl. Adressez-vous demain matin à l'Oberkommandant Egelhofer. » D'un geste il congédie la femme éplorée et se replonge dans ses calculs.

A dix heures du soir la paye est terminée et Winkler, qui revient de casser une croûte, trouve Seidl en train de faire un paquet des soixante mille marks restants, s'apprêtant à disparaître.

Au procès il prétendra qu'il n'en a gardé que vingt mille, partageant le reste entre Schicklhofer et Hausmann. En réalité il escroque toute la somme et, lourdement chargé, il s'éclipse. Chez lui il rencontre une femme Blass, amie de sa famille, à laquelle il confie quinze mille marks, et comme elle lui adresse de violents reproches de l'assassinat des otages, dont la nouvelle circule déjà en ville, il lui répond hypocritement, préparant peut-être un témoignage à décharge : « Je ne sais pas qui a donné l'ordre. Je n'ai plus été capable de retenir mes hommes... »

Winkler s'en va; Schicklhofer et Hausmann se sont déjà enfuis. Réveillé de son ivresse sanguinaire, révolté de son ignominie, Hausmann s'est fait justice d'une balle de revolver après avoir tenté, d'accord avec sa femme, de la tuer.

Les derniers chants s'éteignent dans la cour. Les convulsionnaires cessent de gigoter. L'orgie s'achève dans les hoquets des ivrognes et les grasses plaisanteries. La plupart des gardes rouges, dès qu'ils ont touché leur solde, titubants et braillants, se sont échappés du lycée fatal. Il n'y a plus que quelques pillards qui rôdent en quête d'uniformes abandonnés, deux ou trois sentinelles qui, obéissant à leur consigne, constituent toute la garnison du lupanar.

***

Quel a été, pendant ce drame, le sort des malheureux

otages qui n'ont pas été fusillés et qui demeurent enfermés dans l'immonde cellule ? Accroupis dans la cave, les yeux fous, prêtant l'oreille aux détonations qui retentissent en haut, dans la cour, et aux vagues rumeurs qui viennent de loin, les secondes leur paraissent longues comme des heures, l'après-midi aussi interminable que l'éternité.

Pendant l'exécution on écroue dans le cachot une femme, qui, prise de démence, gesticule et profère des paroles incohérentes ; elle parle de fusiller tout le monde. Les survivants s'évertuent à la calmer pour ne pas attirer sur eux l'attention des fanatiques. Ils entendent sonner l'alarme continuellement, croître l'excitation, gronder l'ouragan. Au-dessus d'eux c'est un va-et-vient continu, des cris, des disputes, des aboiements gutturaux.

Peu à peu le vacarme s'apaise et les malheureux commencent à reprendre espoir. Ils ne sont plus que cinq, car certains d'entre eux, profitant de la complaisance de quelques gardes rouges qui se sont laissés corrompre, ont pu tirer leur révérence à la cave maudite.

A onze heures et demie du soir les otages sont réveillés de leurs douloureuses méditations par un tumulte dans l'escalier. Des faces patibulaires apparaissent dans l'entre-bâillement de l'huis. Va-t-on les massacrer en tas dans leur prison, à coups de grenades à main, comme il en a déjà été question ? La porte est arrachée : « Habillez-vous tous ! » hurle un « *Rotgardist* » qui refuse de fournir aucune explication.

Effarés, les malheureux s'habillent. Quel n'est pas leur effroi de voir briller des flammes dans le couloir ! la fumée qui envahit leur cachot les asphyxie. Va-t-on donc les brûler vifs. Et tout à coup éclate un cri formidable qui s'amplifie dans le silence effrayant de la nuit : « La garde blanche arrive ! »

Dans leur épouvante et leur rage, sacrant et blasphé-

mant, les gardes rouges ont décidé d'incendier le lycée et à cet effet ils ont mis le feu à des lits et à des paillasses du sous-sol...

Mais quelques minutes après une auto blindée chargée de gardes blancs et armée de mitrailleuses, s'arrête vrombissante devant le lycée. En un tournemain il est occupé et les malheureux otages, encore hallucinés, pleurent de joie à la vue de leurs libérateurs.

Pourtant la terreur n'était pas encore terminée, ni le sang n'avait cessé de couler. Aux excès des rouges allait succéder la répression non moins barbare des blancs.

CHAPITRE XVI

LA TERREUR BLANCHE

Dans une dernière réunion au Hofbräu le 30 avril au soir, quelques meneurs : Toller, Maenner, Lohmar, Klingelhöfer préparent la voie épineuse de la résipiscence en manifestant leur profonde répulsion pour les forfaits de ces dernières journées ; ils flétrissent l'œuvre de Levien et Leviné et, malgré la situation sans issue où ils se trouvent, ils ont le cynisme, ou l'inconscience, de proposer la convocation du Congrès des Conseils bavarois. Peut-être ne veulent-ils que sauver les apparences et dans leur détresse faire quand même à mauvaise fortune bon cœur. La réunion se clôt à une heure du matin par des « hoch » à la Republique des Conseils.

Les sirènes strident, tous les carillons de la ville sonnent le tocsin, des salves de coups de feu partent de tous les repaires ; des mitrailleuses embusquées sur les toits ou dans les encoignures pétaradent ; l'explosion sèche des grenades à main se mêle au ronflement du canon dans la banlieue.

La dictature du prolétariat se meurt et dans une nuit

angoissée, une nuit rouge, les habitants de Munich attendent leurs « libérateurs ».

Pris d'une panique folle, tous les chefs du mouvement communiste n'ont plus qu'une idée en tête : quitter Munich, échapper aux représailles qu'ils prévoient implacables. Les plus tarés : les Russes Levien, Leviné-Niessen, se sont enfuis le plus précipitamment ; Axelrod reste à Munich sous un déguisement qui, croit-il, le rendra méconnaissable ; Toller, dont les cheveux sont noirs comme jais, les teint en roux ardent, Hausmann s'est suicidé dans la soirée du crime ; Schicklhofer se cache.

Seidl a quitté le gymnase à dix heures du soir, emportant les soixante mille marks qu'il s'est indûment appropriés comme « *Flüchtlingsgeld* » ou denier du fuyard.

Sauve qui peut ! Les brassards rouges sont jetés dans les poubelles ou brûlés, les armes disparaissent. Le Premier Mai, fête des travailleurs, « *Weltfeiertag* », on ne voit plus dans les rues de prolétaires en armes. Seuls quelques téméraires osent encore arborer un œillet rouge à la boutonnière. Les manifestations organisées par les deux partis socialistes n'ont guère d'écho. La nouvelle de l'assassinat des otages pèse sur la ville comme un bloc de plomb.

Les meetings sont désertés ; foin du soviétisme intégral ! Aux orties le drapeau rouge ! Néanmoins les conseils d'établissement et de soldats émanent un ultime manifeste dans lequel ils condamnent l'abominable massacre des otages et assurent qu'ils protégeront de toute façon leurs chefs : Toller, Maenner et Klingelhoefer.

Les parlementaires que les Conseils d'entreprise ont envoyés à Dachau ont été éconduits. On leur déclare sans ambages qu'ils n'ont rien à exiger : ils ne peuvent que solliciter une capitulation sans conditions impliquant la remise des armes et des chefs.

Le 30 avril au soir on a complètement perdu la tête au Ministère de la Guerre où l'on offre une solde mirifique de 20 marks par jour aux mercenaires qui se débandent. La déliquescence de l'Armée Rouge progresse d'heure en heure, de minute en minute.

Cependant le cercle de fer qui étreint Munich se resserre avec la précision d'une horloge. Le groupe principal de la *Reichswehr* avance par Dachau, un deuxième groupe qui s'appuie sur l'Isar, par Freising, des volontaires wurtembergeois et bavarois, en costume national, par Fürstenfeldbruck ; le corps franc du colonel Epp vient du Sud, les troupes du général Siebert débouchent de l'Est, par Mühldort.

Les nouvelles les plus extraordinaires circulent dans Munich : le massacre des otages et l'arrivée imminente de la Garde Blanche forment le thème de toutes les discussions. On prétend que le peintre von Stuck, le philanthrope Dall'Armi, le comte Bothmer et une comtesse Moy, royalistes notoires, ont été assassinés. Les placides bourgeois munichois, sous l'empire d'une tardive indignation, poussent l'audace jusqu'à crier : « A bas la tyrannie ». Dans l'attente de la délivrance, une espèce de garde nationale se constitue ; des mouchoirs blancs ficelés à des bâtons sont brandis au-dessus de la foule ; on improvise des brassards blancs ou des rubans de papier de même couleur que l'on fixe aux chapeaux. D'abord timidement, puis partout, apparaissent les étendards blancs, symboles de la contre-révolution.

Le drapeau rouge flotte encore à la Résidence ; sans coup férir des héros l'en arrachent ; on désarme des gardes rouges et on s'empare de leurs mousquets. L'emblème bavarois blanc-bleu est hissé à la Résidence que défend déjà le 1er mai une compagnie d'étudiants et de citoyens.

C'est autour de cette île que vont se cristalliser toutes les forces anti-révolutionnaires auxquelles se joignent

quelques patrouilles de l'armée assiégeante qui entrent en flèche dans la ville. L'une d'elles, nous l'avons vu, s'est emparée du gymnase Luitpold.

L'entrée des troupes blanches n'eut lieu que le lendemain vendredi 2 mai ; elle fut saluée par les hourrahs de toute la population et marquée par de violents combats, qui éclatèrent dans plusieurs points de la ville, au Stachus, à la gare où un train blindé fut canonné, en particulier dans les quartiers ouvriers où l'on avait érigé des barricades, et dans les grandes brasseries aménagées en citadelles.

Les troupes enrubannées et couvertes de feuillages, les bouches à feu enguirlandées comme aux journées fiévreuses et enthousiastes de 1914, défilent dans les rues principales de la ville au sifflement aigre des fifres et au roulement sourd des tambourins. Enfin la population respire ; elle s'imagine naïvement que c'en est fini de la terreur et de la dictature. Peu s'en faut qu'on ne porte en triomphe les soldats poussiéreux et les officiers à monocle.

Pourtant un camion, à l'avant duquel on a barbouillé une horrible tête macabre, présage encore une abondante effusion de sang : l'établissement d'un régime aussi dur que celui qu'on est en train d'abolir.

Les mercenaires prussiens sont chaleureusement accueillis par les Bavarois. Les frictions qui existent entre le Nord et le Sud, et que la guerre n'a pu effacer, semblent tout d'un coup éteintes... Les paysans volontaires de Werdenfels qui défilent, leurs chapeaux tyroliens fleuris, jarrets nus et culottes courtes, laissant saillir des cuisses musclées, déchaînent une véritable frénésie.

A peine les « libérateurs » ont-ils occupé le centre de la ville qu'on les charge de nettoyer les faubourgs. Les troupes ont pour stricte consigne d'arrêter tous les gardes rouges, tous ceux qui, à un titre quelconque,

ont participé de près ou de loin à la République des Conseils ou se sont acoquinés avec ses représentants, et surtout les dirigeants de la Commune. En cas de résistance ou de tentative d'évasion [1] les gardes blancs ont l'ordre formel de faire usage de leurs armes.

De ces ordres ils vont user largement, à tel point que les Munichois s'aperçoivent tôt, à leur détriment, qu'ils n'ont fait que changer de maîtres et que la moralité de leurs nouveaux despotes est au diapason de celle de leurs devanciers. La cruauté de la soldatesque n'est en rien inférieure à celle des spartakistes. Pas de quartier, ni d'un côté, ni de l'autre. Déjà à Starnberg les Blancs ont passé par les armes, sans procès, 21 gardes rouges, faits prisonniers. Le sang coule à torrents. La répression, à coups de canon, de grenades, au fil de l'épée et de la baïonnette, est impitoyable.

Les lansquenets, que le massacre des otages a exaspérés, s'assignent essentiellement pour tâche la recherche des intellectuels et des chefs. Landauer, Sontheimer sont assommés; un journaliste wurtembergeois, Peter Lohmar, qui s'était affilié au parti communiste, mais qui répudiait le terrorisme, est assassiné pendant son transport à la prison, sous prétexte qu'il se serait défendu, lui, un invalide de guerre, atteint de paraplégie presque totale !

Un des rédacteurs de la *Rote Fahne*, Schlagenhofer, est assassiné ; un professeur nommé Horn également ; son cadavre est dépouillé et abandonné dans le ruisseau.

Il faudrait un volume pour narrer toutes les atrocités perpétrées par les Blancs. Pendant ces journées rouges, la barbarie teutonne, organisée, se donna libre cours :

1. On sait ce que cela veut dire, il suffit de se remémorer l'exemple de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg.

ce fut une sauvage débauche, une orgie sans nom d'alcool et de sang.

*
* *

Eglhofer est l'un des premiers à tomber les armes à la main, à la tête de ses soldats, sous les coups des réactionnaires; le 2 mai, c'est le tour de Gustav Landauer, l'un des théoriciens du communisme, qui, écœuré de la politique de violence de Levien et de Seidl, s'était retiré à Gross-Hadern dans la banlieue munichoise où il habitait la maison du malheureux tribun Kurt Eisner.

Lorsque le triomphe de la garde blanche parut assuré, son entrée à Munich imminente, des amis de Landauer, par crainte justifiée de représailles, le supplièrent vainement de fuir. Landauer, toujours optimiste, se figurait que seuls les gouvernants de la République des Conseils seraient appelés à répondre de leurs actes. Lui qui avait combattu la terreur sous toutes ses formes, qu'elle émanât des Rouges ou des Blancs, se croyait ingénument immunisé contre toute violence.

Cependant il fut l'un des premiers que les soldats arrêtèrent, son nom ayant figuré dans les journaux, associé à une prétendue socialisation des femmes. Cette popularité de mauvais aloi le désigne à la vindicte des contre-révolutionnaires qui envahissent le petit cottage d'Eisner et arrêtent Landauer dans la bibliothèque où il est assis tranquillement au bureau, en train de poursuivre ses travaux favoris. « Il vaut mieux qu'il en soit ainsi, dit-il, comme cela mon cas sera éclairci! » Et il suit les soldats sans regimber.

Mais ce ne sont plus des soldats; ce sont des forcenés qui se sont battus toute la veille dans les faubourgs et qui pleurent la perte de plus d'un camarade. Déjà ils ont fait un bain de sang de leurs adversaires et ils n'aspirent qu'à se venger sur un chef communiste. Ils se con-

certent et à Kreuzhof, une ferme sise entre Gross-Hadern et Munich, ils se déterminent à fusiller Landauer sans jugement. Un ami d'Eisner, qui ne joue aucun rôle politique et qui suit anxieusement la petite troupe, parvient à les en dissuader en leur exposant que Landauer, pendant la deuxième ère du soviétisme, la plus sanguinaire, avait vécu retiré et solitaire à Gross-Hadern. On le transporte à Starnberg dans une auto bondée de gardes blancs et, de là, à la maison de réclusion de Stadlheim où sont détenus les forçats. Vers une heure un quart de l'après-midi des soldats bavarois et wurtembergeois l'écrouent dans la prison aux cris de : « Voilà Landauer ! Voilà Landauer ! » que poussent les curieux et les soldats.

On le conduit au greffe. En route un lieutenant du nom de Gersler, que la vue du communiste a le don d'exaspérer comme un drap rouge un taureau, le frappe brutalement au visage. Les soldats qu'encourage la conduite de leur chef vocifèrent : « Il faut nous débarrasser de l'agitateur, du « *hetzer* » ; assommons-le ! »

A coups de crosse on pousse Landauer dans la première cour à droite. Il proteste : « Je ne suis pas un agitateur, vous ne vous rendez pas compte vous-mêmes de l'état d'agitation dans lequel vous vous trouvez ! »

Un commandant en civil, une massue sous le bras, arpente la cour. Dès qu'il aperçoit Landauer, tel une bête en furie il se précipite sur lui et lui assène un formidable coup de massue. Il réitère ; les soldats l'imitent avec leurs crosses et Landauer, assommé, s'effondre. Pourtant cet homme qui est doué d'une énergie extraordinaire et qui ne veut pas mourir, se relève. Le spectre sanguinolent tente, dans un suprême effort, de haranguer la meute féroce qui renifle son sang et qui brûle de tuer [1].

1. Pour justifier l'assassinat, des réactionnaires prétendront que Landauer avait prononcé un discours provocateur.

Un sergent-major s'écrie alors : « Ecartez-vous ! » et aux éclats de rire joyeux des assistants, au milieu de la liesse générale, il décharge deux pistolades sur le malheureux, dont l'une l'atteint à la tête. Landauer respire encore : « La charogne a deux vies, on ne peut pas la crever ! » hurle le *feldwebel*.

Un sous-officier du « Leibregiment [1] » bavarois est hypnotisé par le manteau que porte Landauer et par un anneau qui scintille à sa main : « Enlevons-lui donc le manteau », propose-t-il. Chose dite, chose faite; le sergent s'empare du manteau, mais sur le conseil de ses camarades il renonce à prendre la bague.

Landauer n'était toujours pas mort. Il tressaillait encore. On le met sur le ventre : « Reculez, dit le sergent-major, je m'en vais le transpercer », et à bout portant il lui vide son revolver dans le dos. Cette fois la balle traverse le cœur de part en part et, faisant ricochet sur les cailloux, déchire de nouveau la chiffe humaine.

Cependant Landauer pantelait encore! Le sergent-major exaspéré, ivre de torturer, semblable à un fauve, le piétina jusqu'à ce qu'il ne donnât plus signe de vie. Puis on le dépouilla de tous ses vêtements et on laissa la sinistre dépouille nue dans la cour.

Le cadavre, objet d'horreur pour les uns, de quolibets pour les autres, fut enfin jeté dans la buanderie où, en guise d'épouvantail, il resta exposé deux jours durant.

*
* *

La maison de détention de Stadelheim où Landauer a été assommé est le théâtre de scènes qui ont été racontées par un témoin oculaire, M. William Creowdy. Creowdy, propriétaire de la maison anglo-américaine Brennford et Cie, est un ami intime du comte Arco-Val-

1. Garde du corps.

ley, l'assassin de Kurt Eisner. Soupçonné d'avoir trempé dans cet assassinat, il fut interné à Stadelheim. Les faits suivants qu'il rapporte ont été reproduits par la *Neue Zeitung* de Munich, qui est l'organe des socialistes indépendants.

La prison regorge de détenus; il faut faire place aux nouveaux arrivés. Pour cela, on procède à des exécutions en masse, sans l'ombre d'un jugement. C'est ainsi que l'on fait sortir douze hommes de leurs cellules, les mains levées. Ils ne se doutent pas qu'ils vont être fusillés; d'aucuns rient et plaisantent; ils se figurent qu'ils vont comparaître devant une Cour martiale. On les conduit deux par deux. Les deux derniers s'interrogent : « Que vont-ils faire de nous? — Je compte sur cinq années de prison ».

Un peloton de six hommes est posté devant la chapelle; des salves crépitent et deux par deux ils sont fauchés. Les deux derniers fondent en larmes, qu'ils n'ont pas le temps de sécher. Ils sont abattus comme les autres.

Des prisonniers, émus par les salves, se précipitent aux fenêtres, mais personne ne doit voir la tragédie qui s'accomplit dans la cour et des factionnaires aux aguets tiraillent contre les indiscrets, les canardant comme des moineaux. Selon M. Creowdy une trentaine de détenus auraient été massacrés de cette façon expéditive.

Dans les rues de Munich des hommes — souvent des innocents — sont fusillés en raison d'une simple dénonciation ou d'une suspicion sans fondement.

Le dimanche soir 4 mai, à huit heures, trois individus sont fusillés à bout portant par deux gardes blancs. Deux jeunes femmes se jettent sur les cadavres, sanglot tant à fendre l'âme et criant : « Pauvre chéri. Mon chéri! Mon chéri! » Les soldats au cœur de pierre restent insensibles et l'un d'eux, encore plus féroce, hurle à ses compagnons : « Empoignez ces femmes! Elles en sont

aussi. » Elles sont écrouées dans la prison de Stadelheim. On décide de les exécuter séance tenante. Echevelées, éplorées, précédées d'un capucin en prières, on les conduit dans la cour pour être passées par les armes. Le capucin et un prêtre [1] présent apostrophent les soldats : « N'avez-vous pas honte de traiter ces femmes comme des filles publiques? » Les soldats ricanent; la salve part; mais les tortionnaires — des mercenaires wurtembergeois — se sont concertés à l'avance et, pour prolonger le supplice, c'est aux genoux et aux chevilles qu'ils ont visé. On dirait d'une chasse au gibier que l'on préserve pour l'empailler. Les deux martyres s'effondrent enfin, et c'est le nom de Jésus sur les lèvres qu'elles rendent l'âme sous une dernière décharge. Trois officiers assistaient à cette scène abjecte!...

Les cadavres furent déshabillés, les bottines enlevées, puis les bourreaux se partagèrent le butin. Bien entendu bagues, montres et bijoux disparurent dans les poches des soldats. Un garde-chiourme témoin de la scène dit, sardonique : « Tenez, regardez donc comme elles palpitent encore! »

Il y a tant de prisonniers qu'on ne sait plus où les incarcérer. La prison de Stadelheim est pleine à éclater. Les grandes caves des brasseries munichoises sont transformées en cellules. Il faut transporter un certain nombre de spartakistes, entre autres Erich Mühsam, à la forteresse d'Erbach. Il s'en faut de peu qu'il ne soit lynché à mi-chemin, à Eichstedt.

Plus de cinquante gardes rouges sont jetés dans la cave de la brasserie Maximilian. Cinq jours durant ils ne reçoivent qu'un litre d'eau par homme et par jour, après le cinquième jour une assiettée quotidienne de soupe infecte pour deux hommes.

Les arrestations sont opérées avec une indicible bru-

1. L'un s'appelait Freudenstein, l'autre Wagner.

talité. Les spartakistes sont roués de coups, on les réveille pendant la nuit et on les déshabille pour les maltraiter à coups de pied, de poing, de gourdin ou de garcette. Nombreux sont ceux qui succombent des suites de ces tortures.

Un jeune garçon de quinze ans, appréhendé en même temps qu'un groupe de spartakistes, doit assister à leur exécution. Epouvanté, il éclate en sanglots. Les soldats le bourrent de coups de crosse dans les côtes ; on l'emporte évanoui.

La journée du 4 mai doit être marquée d'une croix rouge dans les annales de la contre-révolution. Lorsque les deux femmes dont nous avons parlé furent fusillées, trente à quarante cadavres gisaient déjà dans la cour. Quelques gardes rouges que l'on avait oubliés dans un coin, prévoyant le sort qui les attendait, cherchèrent à s'échapper à la faveur de l'obscurité.

Un *feldwebel* les aperçut et, braquant son pistolet sur eux, cria : « Haut les mains, chiens, allons, hop ! » Et les gardes blancs qui étaient accourus massacrèrent sur place les fugitifs.

*
* *

Mais de tous ces crimes, le plus abominable est sans conteste celui qui fut perpétré sur les membres innocents d'un patronage catholique.

Dans la soirée du 6 mai, au mépris d'une ordonnance prohibant les réunions, une trentaine d'adhérents du *Gesellenheim*[1] catholique Saint-Joseph s'étaient réunis en leur local de l'Augustusstrasse pour deviser des récents événements, en vidant une chope de bière. Dans un but de vengeance incompréhensible, un inconnu avertit le régiment berlinois Alexander que des spartakistes tenaient une réunion occulte au nord de la ville.

1. Patronage.

Immédiatement, une patrouille de la première compagnie, forte de dix hommes, placée sous le commandement de l'aspirant Paul Priebe, se met en marche pour arrêter les délinquants. C'est sur l'ordre supérieur du capitaine von Alt-Sutterheim que la razzia s'opère.

La réunion ayant lieu sans autorisation, les jeunes gens s'étaient prémunis contre toute surprise en plaçant un guetteur devant la porte. Les soupçons de l'officier sont confirmés à la vue de ce guetteur qui s'enfuit. A neuf heures moins le quart il pénètre dans la maison avec ses hommes. Juste à ce moment, par un hasard malencontreux, la lumière électrique s'éteint dans l'escalier (c'était un système d'éclairage automatique durant trois minutes). Autosuggestionnés, persuadés de se trouver en présence de conspirateurs dangereux, les soldats font irruption dans la salle où, ne se doutant de rien, les jeunes gens buvaient et péroraient. Certains d'entre eux s'étaient levés pour rentrer chez eux. Pas de doute possible : ils s'apprêtaient à déguerpir.

« Haut les mains ! » crient les soldats. Abasourdis par cette visite intempestive, les buveurs s'exécutent. Sans écouter aucune explication, le lieutenant les déclare en état d'arrestation et ordonne à ses soldats de les emmener, bien encadrés. Sans doute les jeunes gens qui se sentaient un peu fautifs, et qui étaient peut-être aussi en état d'ébriété, n'eurent-ils pas le courage de protester.

Tant et si bien que sans leur laisser le temps d'enfiler leurs manteaux on les pousse dans la rue. L'hôtesse survient qui, elle, crie à tue-tête que l'on se trompe, que les habitués de son local ne sont pas des spartakistes. On l'arrête pour la relâcher à la porte.

Le convoi se met en route. Chemin faisant, le cortège se grossit de passants affriandés par ce spectacle, dont beaucoup pris de boisson, qui injurient copieusement les prétendus communistes. Dans la Briennerstrasse se

produit un nouvel incident fâcheux : un coup de feu part qui tue l'un des soldats de la patrouille. On n'a jamais pu éclaircir l'origine de ce coup de feu ; fut-il tiré d'une fenêtre (on s'était battu les jours précédents dans le quartier)? Le fusil du soldat ou d'un de ses camarades s'était-il déchargé? On ne sait, mais il est établi que le coup ne pouvait provenir du groupe des prisonniers, car aucun ne portait d'arme.

D'emblée la foule incrimine les spartakistes ; elle s'ameute, cherche à faire un mauvais parti aux *Gesellen*. A ce moment intervient un groupe de soldats en armes, appartenant à un corps franc de la Bavière septentrionale, qui sont surexcités par l'incident autant que par la boisson ; vacillants et clabaudants les Bavarois invitent les Prussiens à massacrer immédiatement leurs prisonniers : « Vous autres Prussiens avez pourtant de la camaraderie dans le ventre. Mais assommez-les donc ! Comment pouvez-vous voir votre camarade étendu raide mort à vos pieds sans vous venger sur ces damnés spartakistes ? »

Dans la journée on a déjà distribué aux mercenaires de ce régiment, pour les dumper, une ration supplémentaire de vin auquel ils ne sont pas accoutumés. Müller, l'un des brailleurs, sorti sans permission avec quelques camarades, a de plus fait largement honneur à la dive bouteille, ou plutôt à la dive barrique dans le restaurant « A la ville de Strasbourg ». Ils ont bamboché et ripaillé toute la soirée. Au cours de leurs libations lui et ses camarades se sont monté la tête au récit des atrocités commises par les spartakistes. C'est dans cet état d'esprit qu'à la sortie de la brasserie ils tombent sur le convoi dont on vient de tuer l'un des membres. Dans la foule on crie : « Ce sont des spartakistes ! Il faut les tuer tous ! »

Les « Alexandristes » sont irrités par ces propos ; néanmoins ils ne perdent pas leur sang-froid et refusent

de se livrer à des sévices sur leurs prisonniers. Ils ont du reste la plus grande peine à les protéger contre la fureur de la foule et surtout celle de la patrouille bavaroise dont le régiment a perdu sept hommes au cours des récents combats de rues.

Les prisonniers, que poursuivent les Bavarois à l'affût d'un mauvais coup, sont dirigés sur le Palais du Prince Georges, sis au numéro 5 du Karolinenplatz, qui a été réquisitionné par les autorités militaires, afin d'être incarcérés dans la cave. Ils sont bousculés dans la cour. Sont-ils saufs ? Hélas, un certain nombre de Bavarois, guidés justement par le mercenaire Jacob Müller, boucher de profession, volontaire de la section de Bayreuth, réussissent à envahir la cour en même temps que la patrouille et les prisonniers. D'entrée, ils empoignent sept des prisonniers, les collent au mur et les revolverisent à brûle-pourpoint. A l'un d'eux qui récalcitre, Müller assène sur la tête trois coups de crosse avec une telle violence que la cervelle jaillit tout à l'entour.

Pendant ce temps les *Alexander* jetaient les survivants pêle-mêle dans la cave. Mais les Bavarois, grisés par le sang, en proie à une véritable folie, se précipitent après eux, renversant tout sur leur passage. Ils foncent dans la cave. En vain les malheureux prisonniers hurlent-ils qu'ils sont bons catholiques, membres d'un patronage. Ces fous furieux ne les écoutent pas. Ils sont dix hommes aux yeux hors de la tête, assoiffés de carnage. Müller se distingue par ses imprécations et sa rage : « Couchez-vous à plat ventre ! » crie-t-il aux prisonniers. Terrorisés, subjugués, ils obéissent. Et alors commence la plus horrible tuerie que l'on puisse imaginer. A coups de revolver, de fusil, de crosse, au fil de la baïonnette et du poignard, les jeunes gens sont criblés de coups, mutilés, tailladés, dépecés comme des bêtes de boucherie.

Müller, à court de munitions, travaille comme un

équarrisseur avec sa baïonnette. Il pourfend de si grand cœur qu'elle se courbe et qu'il ne peut plus s'en servir. Furieux, il s'empare de celle d'un camarade et continue son épouvantable besogne.

Le berlinois Grabat, le sergent-major Mackowski et le mercenaire Kreiner de Bayreuth sont parmi les plus sauvages des chourineurs. Kreiner poignarde mortellement un blessé au cri de : « Ce chien vit encore ! »

Plusieurs personnes tentent d'arrêter le carnage. Müller leur braque son pistolet sur la poitrine, menaçant de les abattre. « Allez-vous-en, crie-t-il, ou je tire. » La cave est transformée en une mare de sang, en un immonde abattoir où gisent épars des membres humains, au milieu de débris de cervelles, d'excréments qui jaillissent des intestins perforés. Et les hallucinés frappent toujours, fendent les crânes, lardent les croupes et déchirent les ventres, arrachent les entrailles. Comme des brebis surprises et hypnotisées par une harde de loups, les victimes n'opposent aucune résistance. Des sanglots, des cris déchirants, des râles, des supplications et des mugissements font de cette cave un enfer, le plus terrible des cercles que Dante eût pu décrire.

Le bruit de la fusillade a fini par attirer l'attention des officiers du régiment Alexander qui logent dans le palais. Le colonel Kund, commandant du régiment, et son officier d'ordonnance, le comte Hülsen, accourent. Des officiers bavarois veulent les empêcher de descendre dans la cave : « Ils sont tellement enragés, déclarent-ils, qu'ils veulent fusiller le premier Prussien qui se présente. » Néanmoins ils pénètrent dans le charnier et à la vue du colonel, les forcenés, en qui le sens de la discipline est malgré tout chevillé, se mettent au garde-à vous. L'un d'eux est surpris en train d'ôter les bottes à une victime. Il donnait le signal du pillage. Un spectacle affreux s'offre à la vue des officiers : quatorze

infortunés gisent morts sur les dalles de la cave, cadavres souillés et déchiquetés où béent des plaies hideuses ; cinq, qui sont gravement blessés, sont dirigés sur les hôpitaux pendant que les vingt-et-un cadavres, y compris les sept de la cour, sont transportés à l'Institut pathologique. L'intervention des officiers sauve la vie d'un prisonnier, le seul qui soit indemne et qui, remis en liberté, s'enfuit comme un dément ; livide, méconnaissable, il retourne au cabaret à onze heures du soir (tous ces faits se sont déroulés en moins de deux heures) et avec des gestes convulsifs, des mots incohérents, raconte ce qui vient de se passer. Et personne ne le croit ; personne ne peut admettre qu'une pareille atrocité soit possible... On veut le faire interner...

Le colonel Kund avait fait rapidement désarmer les assassins. Lorsque, dégrisés, ils se rendirent compte de leur abomination, ils perdirent contenance. A l'interrogatoire ils déclarèrent qu'ils croyaient avoir affaire à des spartakistes et qu'ils étaient exaspérés par les lourdes pertes qu'avaient subies leurs régiments.

L'un d'eux, nommé Grabat, prétendit qu'il était ivre et qu'il ne se rappelait plus ce qu'il avait fait.

Les militaires cherchèrent naturellement à étouffer l'affaire et la participation au crime ne fut retenue que contre quatre membres de la *Reichswehr :* Jakob Müller, Constantin Mackowsky, Otto Grabat et Fritz Kreiner.

*
* *

Le bruit de l'hécatombe se répandit rapidement par toute la ville, dans la matinée du sept, plongeant dans le deuil nombre d'honorables familles et toute la ville dans la consternation. Beaucoup de personnes refusaient d'y croire et il fallut la proclamation officielle du crime pour les en convaincre. Voici le texte de cette proclamation dont le but évident est de disculper les

soldats prussiens, encore que plusieurs parmi les plus forcenés — Grabat et Mackowky — y aient participé et que leurs camarades n'aient rien fait pour prévenir la catastrophe.

« L'exaspération émanant de l'assassinat des otages ainsi que la résistance tenace et perfide des spartakistes ont abouti à un crime exécrable. Dans la soirée du 6 mai, avait lieu, contrairement aux ordonnances prohibant les réunions, une assemblée de trente personnes au Nord de la ville. Cette assemblée a été dissoute par des troupes du Reich, les intéressés arrêtés et écroués dans la prison du Karolinenplatz. Vers neuf heures du soir, un groupe de soldats bavarois armés pénétra dans la prison. Une fusillade s'ensuivit au cours de laquelle ces soldats bavarois, croyant avoir devant eux des spartakistes, tuèrent 21 personnes. Les coupables sont arrêtés. L'instruction confiée à une cour martiale est en cours. C'est la 2e division de la garde qui en est chargée. Les généraux von Oven et Möhl déplorent profondément cette explosion de passion. Ils ont donné l'ordre catégorique que tout soldat qui entreprendra une exécution illégale sera traité comme un meurtrier et fusillé. D'autre part, ce crime est une preuve de plus que la lourde mission qui doit être remplie ici ne peut être confiée qu'à une troupe affermie par une discipline de fer et bien en main de ses officiers ».

Ce communiqué ambigu relate l'événement d'une manière inexacte, laissant supposer que la fusillade qui a éclaté dans la prison est le fait des détenus.

Les mesures sévères, auxquelles il y est fait allusion, eussent dû être édictées le lendemain ou le jour même de l'entrée des groupes gouvernementales à Munich. Mais on a l'impression que les chefs de l'Armée Blanche désiraient ces septembrisades pour guérir à jamais les Munichois de toute velléité de communisme et surtout pour leur faire sentir la viguour du poing prussien.

*
* *

Le lugubre bilan de ces journées du 30 avril au 8 mai, le voici, tel qu'il a été dressé officiellement : le nombre des morts est de 557 dont 38 soldats des troupes gouvernementales, 93 membres de l'Armée Rouge, 7 Russes et 7 civils qui furent tués les armes à la main; 42 gardes rouges et 144 civils qui furent passés sommairement par les armes ; 184 civils qui périrent des suites d'accidents (*sic*), 42 individus qui n'ont pu être identifiés et qui ont été tués sans qu'on ait pu préciser de quelle façon (*sic*). Parmi ces 42 inconnus on présume qu'il y a 18 Russes.

Tandis que les mercenaires du général von Oven n'enregistrent que 38 morts, il y en a 519 de l'autre côté de la barricade. Ces chiffres illustrent le caractère implacable des représailles. On goûtera l'ironie qui consiste à porter sous la rubrique « accident » une grande partie des victimes. Sans doute le carnage des 21 membres du patronage catholique était-il un accident, ou même un simple incident !

Au surplus, il sied de souligner que ce chiffre de 557 victimes est sujet à caution et qu'il a été violemment contesté. Selon plusieurs versions, le total des tués n'est pas inférieur au millier.

Quoi qu'il en soit, la terreur blanche avait éclipsé par ses atrocités le régime des Soviets.

ÉPILOGUE

I

LES GRANDS PROCÈS

L'équipée communiste de Munich a eu toute l'année 1919 un retentissement insolite, non seulement en Bavière, mais dans toute l'Allemagne. Elle a vécu spasmodiquement dans la série des grands procès intentés aux meneurs et aux militants de l'éphémère République des Conseils. De mai à novembre les tribunaux munichois ont dû instruire des dizaines d'affaires qui ont donné lieu tantôt à des procès isolés pour les grands chefs, tantôt à des mises en scène monstres pour leurs instruments.

Contentons-nous d'en énumérer quelques-uns : le procès contre le Russe Leviné-Niessen qui se termine par une condamnation à mort et le 6 juin par l'exécution presque immédiate du condamné. Cette issue provoque à Berlin une grève générale dont l'exemple ne se généralise pas dans tout le Reich. En dépit de la grève Leviné est passé par les armes. Peu après a lieu le grand procès contre Mühsam et comparses ; le 10 juillet,

devant la Cour martiale, l'affaire contre l'économiste Silvio Gsell et son assistant Téophil Christen qui se termina par un double acquittement; le 14 juillet, le procès contre le chef des Socialistes Indépendants bavarois Ernest Toller.

A la fin du mois se succèdent, toujours devant les cours martiales, les procès moins sensationnels contre Axelrod, le docteur Neurath et Strobl.

On mène une enquête très serrée au sujet de l'assassinat des otages. C'est seulement après l'arrestation de Seidl qu'elle prend un cours plus rapide. Le procès, interminable, a lieu en septembre et, à la suite des révélations qui se produisent durant l'audience, il entraîne un « *Nachprozess* », un procès consécutif contre un certain nombre de délinquants.

Le procès contre les mercenaires qui assassinèrent les jeunes gens du patronage Saint-Joseph clôture cette séquelle de grands spectacles judiciaires dont nous n'avons cité que les plus retentissants. Car il est bien entendu qu'en dehors de ces procès, on intente des poursuites à tous ceux qui, de près ou de loin, avaient touché à l'organisation ou à la composition de l'Armée Rouge, du Gouvernement et de l'administration soviétiques.

Enfin le 16 janvier le crime, qui fut peut-être la cause initiale de tout ce flot de sang, de bave et de turpidudes, nous voulons dire l'assassinat de Kurt Eisner, a son dénouement devant le Tribunal du Peuple de Munich.

***

Le procès contre Mühsam, Wadler et comparses s'est achevé le 12 juillet par la condamnation d'Erich Mühsam, pour perpétration du crime de haute trahison, à quinze ans de forteresse. Il bénéficie des circonstances atténuantes, la Cour reconnaissant la loyauté de ses

sentiments. Le procureur Appelman avait requis dix ans de réclusion et la perte des droits civils pour la durée de dix années.

L'avocat docteur Wadler est condamné à huit ans de réclusion, sans circonstances atténuantes, la Cour n'ayant pu reconnaître la loyauté de ses sentiments. Le procureur avait comminé la même peine que contre Mühsam.

L'ancien commissaire du peuple à l'Intérieur, Soldmann, secrétaire de syndicat, et deux autres inculpés sont acquittés. Trois accusés sont déférés aux tribunaux ordinaires.

Le bolcheviste Towia Axelrod est condamné le 25 juillet à quinze ans de réclusion, tandis que le docteur Neurath, sujet autrichien, s'en tire avec dix-huit mois de forteresse.

Le coiffeur Max Strobl de Munich, qui présidait la Commission extraordinaire chargée de combattre la contre-révolution, est condamné à 7 ans de réclusion et à la perte des droits civiques pendant dix ans. Guido Kort qui dirigeait les communistes de Rosenheim, près Munich, se voit infliger huit ans de réclusion.



Toller est arrêté le 4 juin à 5 heures du matin dans une maison de Schwabing appelée « chalet de Werner », où le recélait le peintre écrivain Reichel. La police, ayant eu vent la veille de sa cachette, fit cerner pendant la nuit la vieille maison par des soldats ; des fonctionnaires de la police criminelle, croyant avoir affaire à un redoutable émule de Cartouche, armés jusqu'aux dents, envahirent la maison qu'ils fouillèrent de la cave au grenier, d'abord sans résultat. Ils examinèrent les murs qui leur semblaient suspects, les palpèrent soigneusement, à l'affût d'une cachette ou d'une porte secrète.

Leurs soupçons n'étaient que trop justifiés : à un certain endroit, la paroi sonnant creux, les inspecteurs découvrirent un placard secret adroitement enchâssé dans le mur et dont l'ouverture était masquée par trois grands tableaux superposés. Derrière la porte qui fut forcée les inspecteurs trouvèrent, à leur grande surprise, un cabinet vide. Ils ne se découragèrent pas et finirent par y dévoiler une deuxième porte habilement dissimulée, dont la grisaille se confondait dans la pénombre avec celle du mur. La porte fut ouverte et cette fois les inspecteurs eurent la satisfaction d'apercevoir debout derrière un jeune homme aux cheveux roux.

« Haut les mains ! » crièrent les inspecteurs un tant soit peu ahuris, car l'homme qu'ils avaient devant eux ne correspondait pas au signalement de Toller dont la chevelure était noire comme suie : « Est-ce vous Toller ? » interrogèrent-ils. « « Oui, c'est moi ! » avoua-t-il sans difficulté. Pour échapper aux recherches il s'était teint les cheveux en roux.

En même temps que Toller on appréhende le couple Reichel pour recel de criminel et l'écrivain-musicien Walter Haarburger inculpé d'avoir ravitaillé Toller.

Toller proteste contre son arrestation, et il déclare qu'il veut être jugé par un Tribunal populaire (*Volkgericht*, institué par la Révolution, répondant à notre Cour d'Assises) et non par une Cour martiale qui est un « tribunal de classe ».

Il n'a pas été donné suite à sa demande et c'est devant une Cour martiale qu'il a comparu le 14 juillet sous l'inculpation de haute trahison ; une quarantaine de témoins, dont la fameuse actrice Tilla Durieux, l'épouse de l'éditeur et amateur d'objets d'art Cassirer, laquelle du reste ne comparut pas, avaient été convoqués.

Toller, que le Parti Socialiste Indépendant voulait sauver coûte que coûte, était défendu par trois avocats, dont le leader socialiste Hugo Haase de Berlin, manda-

taire du peuple aux premiers jours de la Révolution, assassiné depuis par un bravo réactionnaire. J'eus une entrevue avec Haase peu de jours avant ce procès ; il me communiqua ses appréhensions. Selon lui la vie de Toller était en danger, les conservateurs voulaient sa tête, mais les ouvriers étaient résolus à la défendre par tous les moyens, y compris la grève générale. En effet la presse de gauche et d'extrême gauche, à la veille du procès, ne laissa planer aucun doute sur les intentions combatives du Parti Socialiste Indépendant dont Toller était le chef à Munich.

Les débats du procès furent favorables à l'accusé. Tilla Durieux, alitée à cause d'une forte fièvre, ne put venir défendre Toller, dont les mauvaises langues affirment qu'elle fut la maîtresse pendant les journées rouges de Munich, ce que Toller a au surplus catégoriquement démenti. Il ressort de sa déposition que Toller se serait efforcé de délivrer les otages.

Nombre de témoins influents vinrent le décharger : le conseiller intime Martersteig, les écrivains Max Halbe, Bjoern Bjoernson, le professeur Max Weber et plusieurs membres du Zentralrat : Niekisch et Klingelhoefer qui affirma que Toller avait toujours cherché à exercer une influence modératrice.

Le ministre « social-démocrate » prussien Wolfgang Heine avait même redigé par écrit une plaidoirie en faveur de Toller. Pour lui Toller n'était pas personnellement responsable ; c'est ailleurs qu'il fallait chercher les coupables.

Déjà dans son réquisitoire le procureur général s'était visiblement laissé impressionner par l'atmosphère du procès : « Le tableau de l'accusé, dit-il, je dois l'avouer, s'est modifié pendant les débats à bien des égards à son avantage, mais d'autre part il est de ceux qui ont conjuré la catastrophe sur le peuple bavarois. Il appartient au groupe de ceux qui se sont immiscés dans les affaires

bavaroises, bien qu'ils fussent étrangers au pays. Toutefois on ne peut l'accuser de sentiments déshonorants. » Le procureur, tenant compte des circonstances atténuantes, requiert contre Toller la détention dans une forteresse pendant cinq années.

Après ses avocats, Toller prit lui-même la parole, repoussant énergiquement toutes les tentatives de ses amis pour atténuer sa responsabilité. Il n'est ni hystérique, ni taré : « J'ai accompli, dit-il courageusement, toutes mes actions pour des raisons objectives avec une froide réflexion, et je demande que vous m'en teniez pour pleinement responsable. » Et en tant que révolutionnaire, il revendique le droit de « faire la révolution », concluant qu'il ne considère pas le jugement comme une émanation du droit, mais de la force.

Toller a été condamné le 16 juillet au minimum de la peine, soit cinq années de forteresse, en considération des circonstances atténuantes.

*
* *

Retournons de quelques mois en arrière...

En prévision des événements, Seidl, l'assassin des otages, avait déjà bouclé sa malle et préparé sa fuite. Il trouve un abri sûr chez son fidèle acolyte, le tailleur Watzelsberger, qui l'héberge, lui et sa femme, communiste enragée, pendant deux jours et deux nuits. Non content de les loger, Watzelsberger, pour les tirer d'embarras et leur permettre de quitter Munich sans encombre, leur remet ses papiers d'identité.

Nanti de ces papiers, Seidl, toujours aux abois, va mener une vie vagabonde pendant quelques mois. Il brûle les cordons de sentinelles, gagne la Haute-Bavière, puis, après maint détour, il parvient en Saxe. Il séjourne à Leipzig et à Gera. Obsédé par l'idée d'une arrestation, il passe en Bohême. Il n'y reste pas longtemps ;

sans doute a-t-il maille à partir avec la police tchèque car peu après, tel le Juif errant, il se rend en Thuringe où il est arrêté à Ronneburg. Mais il réussit à faire croire qu'il est vraiment Watzelsberger [1], et on le relâche.

Toute la police criminelle est à ses trousses, sa tête est mise à prix. Tel une bête traquée, il repasse en Bohême allemande, où il est arrêté derechef à Budweiss. Une fois de plus il est remis en liberté.

L'air du pays natal l'attire, et nostalgique il revient en juillet à Chemnitz. Il est reconnu, filé et arrêté, pour de bon cette fois, le 10 juillet à Schoeneberg près de Chemnitz.

Il avait dépensé presque toute la somme qu'il avait emportée.

*
* *

Le procès contre les assassins des otages tient toute l'Allemagne en haleine pendant trois semaines, du 1er au 18 septembre. A dessein le gouvernement bavarois, étayé par les autorités du Reich, veut donner toute son ampleur à cette affaire, démasquer les monstruosités et les aberrations de la terreur communiste afin de dégoûter à tout jamais du soviétisme la population bavaroise. Il faut reconnaître que la démonstration réussit admirablement et que le gouvernement avait trouvé en la personne de l' « *Oberlandesgerichtsrat* », ou conseiller à la Cour d'Appel Aull, un président habile à interroger les accusés et les témoins, expert à mettre en lumière les points vulnérables de leur défense, à ruiner un alibi ou à faire ressortir l'importance d'une déposition. Avec une ironie et un sens de l'humour essentiellement bavarois il excella à rabattre le caquet de certains accusés, en particulier l'arrogance de Seidl qui,

1. La participation de Watzelsberger à l'exécution ne fut établie qu'au cours du procès.

semble-t-il, ne pouvait qu'à contre-cœur se déshabituer de ne plus être l'omnipotent « *Kommandant* » du gymnase Luitpold.

Le ministère public était aux mains du procureur général Hoffmann. Toute une armée d'avocats défendirent les 16 accusés, parmi eux le docteur Theodor Liebknecht, frère du leader communiste assassiné, qui avait assumé la lourde tâche d'assister Seidl.

C'est le « *Volksgericht* » qui juge les accusés. Il tient ses assises au Nouveau Palais de Justice du *Stachusplatz*. Plus de 200 témoins à charge et à décharge, la plupart témoins oculaires, ont été convoqués. Une foule immense, nécessitant un service d'ordre extraordinaire, se presse dans la salle d'audience et devant le Palais. On redoute à juste titre des tentives d'évasion, voire un coup de main des extrémistes pour sauver leurs amis. Toutes les gazettes allemandes ont délégué des représentants, contribuant par leurs copieux reportages à diffuser dans le peuple la révélation des atrocités commises par les spartakistes. Il faut que ce procès marque au fer rouge, en même temps que les coupables, le régime communiste. Il importe donc d'organiser autour de l'affaire un service de propagande tapageuse.

Du reste le cours dramatique du procès s'y prête admirablement. Il est riche en interruptions et en révélations sensationnelles qui entraînent, à l'audience même, l'arrestation de certains témoins. Les accusés se dressent les uns contre les autres et se reprochent les pires forfaits. Une dénonciation en amène une autre et, de fil en aiguille, le président Aull parvient à établir les noms de presque tous les coupables et la part que chacun a prise dans la tuerie.

Des « *Spitzel* » communistes sont dans les couloirs qui tentent d'intimider les témoins : « Prenez garde, leur glisse-t-on à l'oreille, d'autres temps peuvent venir. »

On lit à l'audience un bulletin rédigé par Seidl d'où il

découle qu'il cherche à s'évader. Du reste l'un des accusés, le matelot Messerschmidt, s'échappe de sa cellule sans qu'il soit possible de le rattraper.

A chaque instant la défense et l'accusation croisent les lames. L'atmosphère est chargée d'électricité et les explosions violentes se succèdent.

Heureusement que de temps à autre des témoignages hilarants viennent dérider les spectateurs, et rafraîchir l'atmophère étouffante de la salle. C'est ainsi que la soi-disant artiste Westermeier, une artiste sur le retour, vient raconter dans le plus pur patois bavarois, avec une ingénuité déconcertante, l'histoire de ses rapports amoureux avec le cantinier Pepi. La façon dont elle rapporte l'exécution des otages a le don de faire rire la salle aux éclats, encore que le sujet n'y soit guère propice.

Weigand, Beutelsbacher, Kammerstaedter, Watzelsberger, d'autres encore sont arrêtés en suite des accusations que portent contre eux leurs compagnons.

Le système de défense de tous les inculpés est toujours le même : il consiste à accabler les camarades. Aucun d'eux ne manifeste de repentir ou même de regret. On s'aperçoit que l'on a affaire à des chevaux de retour, des récidivistes, des tarés ou des névropathes qui ne se rendent pas compte de l'énormité de leur crime.

Seidl tente de revenir sur les aveux qu'il a faits à l'instruction. On lui a promis « que s'il avouait tout, il ne serait pas condamné à mort » et on lui a fait accroire qu'il aurait déjà été confondu par les dépositions des co-inculpés. On a recours au même subterfuge vis-à-vis de tous les inculpés, de sorte qu'aucun coin de la sinistre histoire n'est resté dans l'ombre. Cette méthode, dont la justice allemande semble coutumière, n'est-ce pas celle dont on s'est servi naguère pour arracher ses aveux à Miss Cavell[1] ?

1. Cf. l'*Affaire Miss Cavell*.

C'est surtout à Seidl que ses subordonnés en veulent. On rejette sur lui la responsabilité de tout ce qui s'est passé, les hommes du peloton d'exécution n'ont fait qu'obéir à ses ordres; ils n'étaient que des instruments passifs aux mains de chefs sans foi ni loi. Seidl affirme de son côté qu'il n'a été que l'agent de transmission d'ordres auxquels il ne pouvait se dérober, et avec adresse il s'applique à démontrer qu'il a voulu de toutes ses forces empêcher l'exécution ; il se venge des troupes venues du front de Dachau en déclarant que sans le concours de ces troupes, jamais Hausmann n'aurait trouvé au gymnase des volontaires pour le massacre.

La défense la plus grotesque fut celle de Schicklhofer qui rendit sa femme responsable, par ses incartades, de toute la catastrophe. Sans sa femme il n'aurait pas foncé tête baissée dans la politique, il ne serait pas devenu le lieutenant de Seidl et il n'eût pris aucune part au crime. Il en ressort que l'assassinat des otages est dû en premier lieu aux infidélités conjugales de madame Schicklhofer, ce qui, tout de même, est une affirmation quelque peu osée et contribue à nous donner une piètre idée des lumières du « *Kommandant* » Schicklhofer.

Le jugement, aussi impitoyable que le fut le carnage des otages, a été rendu le jeudi 18 septembre. Fritz Seidl et Schicklhofer, en dépit de leurs palinodies, ont été condamnés deux fois à mort pour double assassinat; Wild, Pürzer, Fehmer, Lermer et Joseph Seidel (le cantinier) à la peine de mort pour assassinat; Kick, Gsell, Hesselmann, Hannes, Huber et Ristelmeyer à 15 ans de réclusion pour complicité d'assassinat. L'étudiant Petermeier condamné à un précédent procès, le 31 juillet, à dix-huit mois de réclusion, Voelkl et Schmittele furent acquittés et mis séance tenante en liberté[1].

1. Wilhelm Ertl avait réussi à s'évader, quelques semaines avant le procès, de la forteresse d'Oberhaus près Passau. Repris, il comparut au procès comme témoin.

Toutes les troupes de la ville entouraient le Palais de Justice dans la crainte d'une agression désespérée des amis des condamnés qui furent transportés sans incident à la prison en automobiles fermées, encadrées de détachements de cavalerie.

Seidel et Schicklhofer ont subi dans les vingt-quatre heures la juste peine de leurs forfaits.

Un deuxième procès, un *Nachprozess*, moins tonitruant, eut lieu quelques semaines plus tard, ensuite des divulgations du premier. Des peines tout aussi rigoureuses furent prononcées contre les coupables.



L'assassinat des membres du patronage Saint-Joseph a eu son épilogue le 26 octobre à Munich ; après des débats émouvants qui durèrent cinq jours, les deux forcenés, Jakob Müller et Konstantin Mackowski, ont été condamnés chacun à quatorze ans de réclusion, et à la perte des droits civiques pendant dix ans ; Grabat, à une année de prison. Quant à Kreiner, il a été acquitté.

On s'est montré moins dur pour les soldats que pour les spartakistes... Il est du reste constant que la justice allemande, inexorable pour les communistes, est pleine de mansuétude pour les réactionnaires et les criminels de la guerre. Témoin les jugements dérisoires de Leipzig, témoin aussi la peine de cinq semaines de prison qui a été infligée à l'un des assassins de Landauer, témoin l'issue scandaleuse de tous les procès intentés, non sans répugnance, aux meurtriers réactionnaires, ceux de Liebknecht et de Rosa Luxemburg, témoin les innombrables affaires qui ont été systématiquement étouffées. Il faut que cette honteuse partialité soit mise en évidence, et que soient cloués sans pitié au pilori les hommes qui, pour les intérêts de leur cause ou de leur parti, incarnent de pareils dénis de justice.

*
* *

Quant à Aloïse Lindner, profitant de la débandade que provoque son attentat à la Diète de Bavière [1], il a réussi à s'esquiver sans être arrêté. Il ne quitte pas Munich où la Commune tôt proclamée ne l'inquiète pas, bien au contraire. N'est-il pas un de ses héros?...

Lorsque le régime soviétique s'effondre, plus heureux que la plupart de ses coreligionnaires en soviétisme, il gagne l'Autriche, puis la Hongrie, où il est accueilli à bras ouverts. Il s'enrôle dans la garde rouge. Mais le régime de Bela-Kuhn est déjà chancelant, et Aloïse Lindner, qui redoute à bon escient les représailles de Horthy et de ses partisans, qui appréhende par-dessus tout son extradition à la Bavière, tente de franchir clandestinement, le 4 août, la frontière autrichienne, à Sommerein. Il n'a pas de chance! On l'identifie, et il est arrêté. Il cherche à se suicider, on l'en empêche, et on le dirige sur un camp de concentration.

Le gouvernement autrichien refuse de reconnaître le caractère politique de sa vendetta, et sur les instances du gouvernement bavarois, finit par donner lieu à la demande d'extradition que ce dernier a formulée.

Le lundi 15 décembre, Aloïse Lindner a été condamné à la peine de quatorze ans de réclusion, la Cour n'ayant pas retenu contre lui l'inculpation de complot et de préméditation.

*
* *

Après l'assassinat de Kurt Eisner, châtié sans délai par les balles d'une sentinelle, le comte Arco, qui n'est plus qu'une loque, a été transporté dans la clinique du professeur Sauerbruch, éminent chirurgien en même temps qu'ardent pangermaniste, dont les déraillements

1. Attentat consécutif à l'assassinat d'Eisner.

oratoires sont demeurés fameux à la Faculté de médecine de l'Université de Zurich.

Une des balles s'est logée dans la colonne vertébrale, entraînant la paralysie des deux jambes; l'autre dans la tête, laquelle n'a pas encore été extraite. Au passage cette balle avait arraché une dent qu'elle projeta dans le conduit auditif.

La longue convalescence d'Arco est troublée par les fréquentes irruptions des bandes communistes dans la clinique du professeur Sauerbruch, où il est soigné avec Auer. Il faut, à plusieurs reprises, que Sauerbruch fasse de son corps une barrière aux fanatiques qui veulent massacrer l'assassin de Kurt Eisner. Ces alertes se multiplient à mesure que le régime communiste touche à sa fin. Sans la protection de Toller, il est certain que les deux blessés n'eussent pas échappé à la vindicte révolutionnaire.

Le ministre Auer, plus heureux que le comte Arco, est — si je ne me trompe — complètement rétabli et actuellement il joue de nouveau un rôle actif dans la politique bavaroise. Récemment il a échappé, par miracle, à un nouvel attentat que l'on met sur le compte des communistes...

La mise en jugement du comte Arco a été longtemps ajournée à cause de son état de santé précaire. Peu de temps après l'acquittement scandaleux du lieutenant Marloh, meurtrier de trente marins innocents [1], les médecins chargés de l'examiner, déposèrent leur rapport concluant à l'impossibilité de le juger. Ces conclusions, coïncidant avec cet acquittement, provoquèrent l'indignation de toute la presse de gauche, de sorte qu'il fallut se résigner à ordonner sa comparution devant le *Volksgericht*.

Le procès, qui a eu lieu les 16 et 17 janvier 1921, a

1. Cf. *La Contre-Révolution allemande*, ch. XVI.

soulevé de nouveau d'ardentes polémiques dans les feuilles extrémistes. Pour les journaux de droite, le comte Arco est un ardent patriote, qu'ils célèbrent à la manière d'un héros. Eisner était l'ennemi du peuple, son mauvais démon, et l'acte du meurtrier ne fut qu'un acte de légitime défense à l'endroit d'un homme dangereux qui menaçait d'anéantir le prestige et le bien-être du pays. Etant donné qu'il n'y avait pas d'autre moyen pour se débarrasser d'Eisner, peut-on faire un grief au comte Arco d'y avoir recouru?

La presse socialiste rétorque que si les arguments de l'accusé et de ses amis étaient admis, la conséquence en serait l'anarchie et la multiplication des crimes politiques dorénavant justifiés et pour ainsi dire légitimés. L'acte d'Arco a été perpétré avec préméditation, il a été préparé de longue main, c'est un crime.

C'est cette thèse que la Cour d'Assises a faite sienne, en tenant compte surtout des suites désastreuses qu'eut pour la Bavière ce premier geste de violence : l'attentat sur Auer, la proclamation de la République soviétique, l'assassinat des otages, et, faisant suite à la terreur rouge, la terreur blanche, non moins féroce avec ses exécutions et toute la théorie des procès intentés pour trahison. Le jury ayant répondu affirmativement à toutes les questions, Arco est condamné à mort. Toutefois ses droits civiques lui sont maintenus, attendu « qu'il faut mettre au crédit du jeune idéaliste Arco son patriotisme passionné, sa crânerie (*sic*) et l'indignation qui se manifestait contre Eisner dans de nombreux milieux. »

Après la lecture du verdict le comte Arco, très calme, très maître de lui, prit une dernière fois la parole. « Il va de soi, expliqua-t-il, que je supporte les conséquences de mon acte. Mais il m'est venu à l'oreille que de fidèles camarades ont l'intention de me délivrer. Ce serait une sottise, et pour moi le pis qui puisse m'ar-

river. Je les supplie donc de n'en rien faire. C'est la meilleure façon de me servir. »

Ces paroles furent saluées par une tempête d'applaudissements, une ovation interminable. La salle fut évacuée lentement, pendant que le comte Arco adressait des saluts d'adieu à ses amis. Crainte d'une tentative de libération le Palais de Justice était gardé par un fort cordon de troupes.

Comme il fallait s'y attendre, Arco Valley n'a pas été exécuté. Le Conseil des ministres, réuni d'urgence, a commué dans les vingt-quatre heures la peine capitale en détention perpétuelle dans une forteresse, châtiment qui n'a rien d'ignominieux. Au demeurant, il sied de remarquer que toute la presse bourgeoise et même les organes social-démocrates et indépendants de Munich s'étaient entremis magnanimement en faveur de la grâce.

*
* *

Leviné-Niessen, Seidl, Schicklhofer ont été exécutés, Hausmann s'est suicidé, Landauer et Egelhofer ont été massacrés. Quel a été le sort du grand animateur du drame bolcheviste, le docteur Levien ?

Plus heureux que ses complices, encore qu'une prime de 30.000 marks ait été mise sur sa tête, il réussit à se tirer les grègues nettes de la catastrophe, et gagna l'Autriche où, en dépit des démarches des Affaires Etrangères, le gouvernement social-démocrate autrichien, considérant qu'il n'était coupable comme Bela Kuhn que d'un crime politique, refusa à plusieurs reprises son extradition. En octobre 1919, il fut question de l'échanger contre le réformateur communiste Neurath qui est un sujet autrichien. Mais ce stratagème, suggéré par la presse allemande, n'a pas eu de suites. Le 15 novembre 1920, le gouvernement réactionnaire bavarois s'est encore adressé au nouveau cabinet chrétien-social viennois,

espérant rencontrer cette fois plus de prévenance. Il s'est heurté à la même réponse négative et, pour mettre fin aux sollicitations de l'Allemagne, il paraît que l'Autriche a autorisé Levien à se rendre à Moscou, sans doute en compagnie de Bela Kuhn, le dictateur hongrois déchu... Ce n'était qu'un trompe-l'œil.

Le silence s'est fait sur Levien qui a pu se confondre dans la grande foule hétéroclite qui peuple Vienne.

L'agitateur est doublé d'un Don Juan, et si nous en croyons la presse, le 9 juin 1921 une dactylographe s'est tuée d'un coup de revolver dans une chambre meublée à Vienne sous les yeux d'un certain docteur Weitler en lequel la police, au cours d'une enquête, à reconnu Max Levien. La brève nouvelle nous dit que la jeune fille s'est suicidée à la suite d'un drame passionnel.

L'homme fatal continue à faire des victimes et des dupes. Depuis Max Levien aurait réussi — sous quel accoutrement et par quels voies? nous l'ignorons — à traverser l'Allemagne, à atteindre la Suède et à franchir la frontière russe, en route pour Moscou. Si la nouvelle est vraie, nous ne tarderons pas à entendre parler des nouveaux exploits du dictateur.

II

LE BILAN DE LA COMMUNE

Indépendamment de ces multiples affaires judiciaires qui ont tenu toute l'Allemagne haletante pendant presque une année et qui ont constitué le meilleur des antidotes contre la propagande bolcheviste, il est aujourd'hui possible de dresser le bilan de la Commune bavaroise, tant économique que politique.

Pour la seule ville de Munich on évalue les pertes monétaires, pour ce qui est du déchet de salaires, à

22 millions de marks, à 130 millions pour le déficit de production, à 50 millions les dommages subis par les commerçants.

Quant aux billets de banque bavarois, ils n'étaient plus cotés dans le reste de l'Allemagne qu'à 90 pour 100 de leur valeur. La devise allemande avait subi elle-même le contre-coup du communisme, son pouvoir d'achat s'effondrant de plusieurs points. Le résultat fut le renchérissement d'un tiers des commandes de vivres que l'Allemagne avait passées à l'Amérique.

Nous avons vu quelle était la situation épouvantable du ravitaillement de Munich, la campagne s'étant refusée à soutenir la tentative communiste et ayant décidé d'affamer les énergumènes.

La force économique de la capitale a été de longtemps détruite, tant par l'arrêt des relations postales et télégraphiques que par le boycottage des maisons de commerce à l'endroit des firmes munichoises auxquelles elles refusèrent des mois durant de rien livrer sauf contre payement anticipé. Ce manque de crédit occasionna d'innombrables faillites qui réduisirent au chômage des milliers d'employés et d'ouvriers.

Quant aux étrangers qui formaient naguère la clientèle de Munich, métropole de l'art, ils se gardèrent bien d'y mettre désormais les pieds. De leur côté les touristes allemands l'évitèrent.

Le communisme aboutit au marasme économique dont la ville ne se releva que lentement et péniblement.

* * *

En politique les résultats du « *putsch* » furent encore plus néfastes. Il est permis aujourd'hui d'affirmer que la révolution communiste a brisé l'évolution démocratique de la Bavière et qu'elle a frayé les voies à la Réaction qui la régit aujourd'hui.

Les soldats prussiens qui sont entrés à Munich le 2 mai 1919 avec les généraux von Oven et von Moehl n'en sont plus ressortis. Leur acte « libérateur » ç'a été la mainmise des réactionnaires prussiens sur la Bavière, sur Munich dont ils ont fait un centre puissant d'intrigues anti-républicaines, antisémites et, cela va de soi, gallophobes.

Le coup d'Etat de Kapp-Lüttwitz en mars 1920 a eu sa répercussion la plus durable en Bavière où le terrain était particulièrement bien préparé. C'est à la suite de ce pronunciamento que le gouvernement légal Hoffmann doit démissionner et que le pouvoir est confié à un ministère de compétences, un « *Fachministerium* » comme on l'appelle, formé d'experts et surtout de fonctionnaires fidèles à l'Ancien Régime et dévoués à Ludendorff. Le président du nouveau cabinet est le haut fonctionnaire von Kahr[1].

Les tendances séparatistes de la Bavière sont étouffées; au mouvement fédéraliste qui, sous les auspices du docteur Heim et du professeur Fœrster, s'annonçait plein de promesses, on substitue la campagne en faveur des groupes de milices dits d'auto-protection : Escherich surgit à l'horizon.

Tandis que les partis de gauche avaient la majorité dans la Diète issue de la Révolution et que les social-démocrates en particulier y disposaient d'un nombre écrasant de mandats, à la consultation de juin 1920, la première après la Commune, laquelle a lieu sous l'égide du gouvernement de von Kahr, la gauche subit une cuisante défaite. Alors que les social-démocrates n'obtiennent que 25 sièges, les socialistes indépendants 20, les communistes 2, et les ligueurs paysans 11, les démocrates en recueillent 11, les deux partis de droite 21, et les populistes chrétiens, c'est-à-dire le Centre bavarois,

1. Auquel a succédé récemment le comte Lerchenfeld.

64. Avec la droite ils peuvent constituer une majorité homogène de 85 voix contre 69, en admettant que les démocrates restent avec la gauche, ce qui est douteux.

Au total les trois partis socialistes ne réunissent que 926.807 voix, tandis qu'à eux seuls les populistes chrétiens en groupent 1.154.466 et les deux partis de droite 404.611.

Le résultat de ces élections ne s'est pas fait attendre. Le cabinet von Kahr a été confirmé en charge et sous prétexte de combattre des velléités de spartakisme inexistantes, l'armement de la Bavière sur une grande échelle a commencé. Le conseiller forestier Escherich, homme de paille de Ludendorff et du colonel Bauer, a été le promoteur et l'âme de ce mouvement dont les organisations ont du reste emprunté le nom d'Escherich. L'*Orgesch* (Organisation Escherich devient par abréviation Orgesch) est devenu le vivant symbole du néo-nationalisme allemand et essentiellement de la résistance à l'exécution du Traité de Versailles. Ses tentacules s'étendent de la Mer Baltique au Tyrol où son succédané s'intitule *Orka* (Organisation Kanzler).

A côté de von Kahr et d'Escherich, le préfet de police von Poehner complète à Munich la néfaste trinité réactionnaire qui anime l' « *Ordnungszelle* », car les partisans de ce système ne craignent pas de comparer la Bavière à une « cellule d'ordre » au milieu des autres Etats qui sont plus ou moins en proie à la contagion des doctrines socialistes et des idées démocratiques.

C'est Poehner qui est l'artisan, ou du moins l'outil complaisant, de la terreur blanche ; cette terreur dont nous avons relaté les forfaits continue en vérité à manifester son action à Munich, plus sournoisement peut-être, mais non moins dangereusement. Après les graves sévices dont fut l'objet le médecin berlinois docteur Hirschfeld, venu à Munich pour y donner une conférence, sévices tels que le bruit de sa mort fut propagé,

c'est le tour du député social-démocrate Alwin Saenger, molesté par une bande de garnements nationalistes au retour d'une conférence qu'il venait de prononcer à une réunion de la Ligue républicaine du Reich sur « l'Université allemande et la République » ; le député Gareis, chef du Parti Socialiste Indépendant, coupable de divulgations éminemment désagréables à l'Orgesch, est abattu comme une bête enragée, à coups de revolver, par un inconnu, délégué sans doute par la « *Deutsch-voelkischer Schutz und Trutzbund*[1] », qui est la grande organisation antisémite et anticommuniste. C'est enfin le tour d'Erzberger qui tombe sous les balles de deux fanatiques.

L'organe de cette ligue, le « *Voelkischer Beobachter* », c'est-à-dire l'*Observateur national* [2], fait flèche de tout bois pour honnir et discréditer le gouvernement de Wirth dont les membres sont traités couramment de crétins, d'idiots, d'aliénés, et même de gibier de potence! Tel est l'état de choses intolérable qui règne en Bavière depuis la répression du mouvement révolutionnaire.

Le gouvernement national du docteur Wirth, auquel nous sommes tout prêts à faire confiance, aura fort à faire pour débarrasser l'Allemagne et l'Europe de cette gangrène pangermaniste qui a poussé sur le fumier communiste. Il faut pourtant qu'il tienne la main à ce qu'elle soit extirpée et de notre côté, nous ne devons rien négliger pour que l'Allemagne s'engage sincèrement sur le chemin de la Démocratie : c'est la condition primordiale de la paix de demain, d'une paix durable et non pas de la paix armée que nous avons aujourd'hui, qui n'est que l'expression d'une guerre d'autant plus exterminatrice qu'elle est la guerre des âmes, et qu'elle nous conduit droit à une nouvelle conflagration plus épouvantable que la dernière.

1. Ligue nationale allemande de protection et de défense.
2. Cf. chapitre 13.

TABLE DES MATIÈRES

E. GREVIN — IMPRIMERIE DE LAGNY

Paris. — Imp. Henri Duval, 57, rue de Seine.



